

CONCITOYENNETÉ

AGIR POUR RENFORCER LE SENTIMENT DE COHÉSION SOCIALE ET D'UNITÉ NATIONALE

Enquête autour d'initiatives exemplaires



Catherine Foret,
Avec la participation de Yoann Pupat et de Ludovic Viévard

FRV100
agence de sciences sociales appliquées

Juin 2019

GRANDLYON
la métropole

Table des matières

Préambule : rappel de la commande et méthodologie d'étude.....	5
Introduction.....	7
Sentiment d'appartenance nationale : où en est-on ?	7
Des lignes de fracture qui s'aggravent dans la jeunesse ?.....	9
Cinq opérateurs de « fabrique du commun »	11
1/ Remettre en récit le roman national.....	12
Face aux clivages : l'appel des intellectuels	12
Vers une « démocratie narrative » : rendre lisible la société dans sa diversité	15
Se raconter, pour avoir le sentiment de « faire partie d'un tout » : écrits intimes et communautés numériques	16
Partager « nos histoires de France » : des initiatives institutionnelles	18
« Créer nos propres récits » pour devenir des citoyens légitimes.....	20
Accompagner la prise de parole des plus démunis : l'engagement du monde socioculturel dans l'éducation à l'expression publique	23
Se faire entendre : l'enjeu de la diffusion	28
2/ Proposer des modèles d'identification positive	35
Transfuges de classe et éducateurs, même combat ?	36
« Attraper des publics démissionnaires » et « restaurer la confiance ».....	39
L'incarnation et la proximité, sociale ou culturelle : deux conditions de l'identification....	40
L'indépendance, gage de crédibilité	44
Le pragmatisme, pas la morale	46
Parrainage, mise en réseau, networking.....	48
Les moyens de l'action : bénévolat et recherche de financements	50
Capitaliser et élargir les actions	52
3/ Emmener ailleurs	55
Un moyen qui s'ajoute à d'autres opérateurs de fabrique du commun	56
« Sortir de sa zone de confort », pour surmonter la peur de l'ailleurs.....	59
Des dispositifs de « mobilité apprenante ».....	61
Le décentrement spatial, occasion de retour sur sa propre culture.....	63
Bouger pour ouvrir des perspectives professionnelles et renforcer « l'inclusion sociale »	66
Des mouvements à double sens, ou l'effet réciprocité	70
Mettre en désir le voyage et l'accompagner : deux conditions d'efficacité sociale.....	72
4 / Faire ensemble	77
Potagers collaboratifs, cuisines solidaires, circuits courts : la question alimentaire, source d'engagement citoyen et solidaire.....	78
Bricoler, réparer, bidouiller, recycler..., pour ne plus être de simples consommateurs isolés.....	82
Créer, fabriquer un spectacle, ou « l'art de l'assemblage »	84
Mener des combats communs : une manière de devenir sujets politiques.....	90
Accompagner l'action sans faire « à la place de » : un défi toujours renouvelé	94
L'ancrage territorial et la durée d'engagement, conditions de la confiance mutuelle	101

5/ Créer du commun à partir des conflits de normes	107
Chartes, guides et formations : des outils pour gérer la diversité religieuse dans le monde du travail.....	108
Expérimenter des solutions pragmatiques, pour répondre à l'enjeu d'égalité à l'école...	113
Se mobiliser collectivement et s'appuyer sur le droit pour mettre en discussion la norme dominante.....	115
Partager les expériences, une manière de sensibiliser à la pluralité normative	121
 ANNEXES, 14 fiches initiatives.....	124
1. Les Cités d'Or.....	125
2. Bronx en Seine.....	127
3. Lallab.....	129
4. Tamèrantong !.....	131
5. Dictée des Cités	133
7. Espérance Banlieues.....	138
8. Kif Kif Vivre Ensemble.....	140
9. Les cordées de la réussite	142
10. Passerelle-I.D.É.	144
11. Remember	146
12. Tribudom	148
13. Marmite urbaine	150
14. VoisinMalin.....	152

PRÉAMBULE :

rappel de la commande et méthodologie d'étude

Comment lutter contre les processus de désaffiliation civique qui affectent la société française ? Que faire pour favoriser le sentiment de citoyenneté, chez ceux qui en sont *a priori* éloignés, non pas parce qu'ils n'auraient pas accès à la nationalité française, mais parce qu'ils se seraient installés dans une attitude soit de détachement, soit de ressentiment vis-à-vis de l'idée d'appartenance nationale ? Et plus largement, comment renforcer l'état de concitoyenneté, cette « *qualité de ceux qui sont de la même ville, du même pays* »¹ — autrement dit le fait que les individus vivant aujourd'hui sur le territoire français se sentent citoyens ensemble, solidaires avec des personnes appartenant à des milieux différents du leur, reliés à un « *commun* » qui les dépasse ?

Pour avancer des pistes en réponse à ces questions, la Direction de la Prospective et du Dialogue Public de la Métropole de Lyon a confié en 2017 à FRV100 une enquête sur le sujet. Ce travail faisait suite à des investigations documentaires menées en 2016 et ayant donné lieu à deux synthèses, consacrées d'une part à l'évolution du rapport à la nation des générations issues de l'immigration, et d'autre part au ressentiment colonial dans la France de « *l'après Charlie* ». ² Pour cette nouvelle étape, il s'agissait de se concentrer non plus sur les analyses et discours d'intellectuels, mais sur les expériences concrètes et les stratégies mises en œuvre par des acteurs publics et privés, en vue de contrecarrer les logiques de division nationale ou de fracturation de la société.

Le travail s'est déroulé en deux temps :

- **Une première phase** a consisté à repérer des initiatives significatives, à partir d'une veille Internet effectuée en mars et avril 2017, à l'échelle nationale (avec cependant une attention particulière portée au territoire de la Métropole de Lyon). La recherche a été menée à partir d'une série de mots-clefs permettant d'accéder à une multiplicité d'actions répondant à la problématique générale : « *citoyenneté* », « *diversité* », « *vivre ensemble* », « *cohésion nationale* », « *agir ensemble* », etc. L'objectif n'était pas, bien évidemment, d'atteindre à l'exhaustivité, mais de rassembler un échantillon significatif d'initiatives, permettant de voir apparaître des axes thématiques autour desquels effectuer des regroupements. Dans l'ensemble de ce paysage, nous avons veillé à ne sélectionner que des actions d'actualité réellement menées sur le terrain (et non pas des projets, ou des discours, déclarations d'intention, etc...). Par ailleurs, on a veillé à se concentrer sur des initiatives dont l'objectif était de favoriser le sentiment de concitoyenneté ou de lutter contre les menaces de division nationale, en rassemblant des publics considérés comme étant potentiellement en situation de ressentiment les uns vis-à-vis des autres (habitants des banlieues populaires et des centres villes, du périurbain et du monde rural ; personnes de confessions ou de cultures

¹ Définition du dictionnaire Larousse.

² Voir : <https://www.millenaire3.com/carrousel-de-mise-en-avant/socialisation-et-evolution-du-rapport-a-la-nation-des-generations-issues-de-l-immigration> et <https://www.millenaire3.com/ressources/le-ressentiment-colonial-dans-la-france-de-l-apres-charlie-un-heritage-non-solde>

différentes...). N'ont de ce fait pas été retenues toutes sortes d'actions qui contribuent au vivre ensemble, sans pour autant être directement indexées sur cette notion de fracture nationale (exemples : actions à visée seulement intergénérationnelle, actions d'intégration ou de reconnaissance des personnes en situation de handicap...). Plus d'une centaine d'initiatives ont ainsi été sélectionnées et portées dans un tableau indiquant leur intitulé, une description sommaire, la personne ou la structure initiatrice de l'action, la portée territoriale de l'expérience (locale, nationale, etc.). Les initiatives ont ensuite été classées selon des axes thématiques destinés à permettre l'analyse de ce corpus et la suite de l'enquête.

- **Dans un second temps**, cinq axes thématiques ont été sélectionnés, en accord avec la Direction de la Prospective et du Dialogue Public, afin de servir de cadre à une enquête de terrain. Pour décrypter les objectifs, les modalités et « *l'intelligence de l'action* » des initiatives repérées, l'enquête s'est appuyée d'une part sur le rassemblement et l'analyse de sources documentaires relatives à un corpus de 25 actions emblématiques des différents axes retenus (sites Internet, vidéos, articles de presse...) ; et d'autre part sur des entretiens non directs menés avec les promoteurs de dix initiatives (deux par axe thématique). Quels sont les mobiles qui ont poussé ces personnes à agir ? Quel discours, valeurs, régimes d'argumentation mettent-elles en avant ? Comment ont émergé les actions en question et en quoi ont-elles consisté exactement ? Quels modes d'intervention ont été mis en œuvre ? Avec quels moyens ? À quelles difficultés, limites se sont heurtés les acteurs ? Quels effets ont-ils pu constater ? Telles étaient les questions qui guidaient l'investigation.

Nous proposons une synthèse des résultats issus de cette enquête, qui se présente sous forme de **cinq fiches thématiques** et **quatorze fiches initiatives**, faisant suite à une introduction générale.

Introduction

Sentiment d'appartenance nationale : où en est-on ?

Face aux discours alarmistes sur « *le délitement du sentiment d'appartenance nationale* », certaines analyses se veulent rassurantes. Divers indicateurs confirment en effet l'aspiration majoritaire des citoyens français à la cohésion nationale, en même temps que la persistance de références communes et l'acceptation croissante du caractère multiculturel de la nation. La présidente de la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme), Christine Lazerges, le soulignait en 2015, à l'occasion du rapport annuel que publie cette commission :

« La France est en train de prendre vraiment conscience qu'elle est une nation multiculturelle. Les résultats de l'enquête Trajectoire de l'INED montrent clairement la montée des mariages mixtes interreligieux et inter-origines géographiques. Les résultats des travaux des chercheurs pointent aussi combien nombreux sont les enfants d'immigrés se sentant viscéralement français. »³

À l'appui de ce constat sur « *l'augmentation de la tolérance en France* »⁴, on peut également citer les résultats de l'enquête transdisciplinaire menée à partir de 2011 sous l'égide du laboratoire Education, Cultures, Politiques de l'Université Lyon 2, auprès de 6600 élèves français, suisses catalans et allemands âgés de 11 à 19 ans, auxquels avait été demandé de raconter librement « *leur* » histoire nationale. Publiés en 2016, ils ont montré qu'en France, un récit historique commun demeurerait bien vivace dans les têtes des jeunes générations, y compris en banlieue, dans les ZEP ou dans les établissements privés. On y trouve « *les mêmes constituants, avec trois ingrédients incontournables : les rois, la guerre, la Révolution* », souligne Françoise Lantheaume⁵, avec des récits structurés autour de deux principes politiques profondément ancrés : l'aspiration à la liberté et le souci d'égalité. Seuls « *les élèves des lycées professionnels* » se distinguent dans cette enquête, « *avec un nombre significatif de non réponses ou de réponses farfelues.* » Sans doute, expliquent les auteurs, parce que le recours à l'écrit a fait ressortir les difficultés des élèves de ces sections en la matière.

Selon nombre d'observateurs, les épreuves subies par la France ces dernières années n'ont pas remis en cause ce sentiment du commun, chez la majorité de nos concitoyens. Le sociologue et politologue Vincent Geisser notait ainsi qu'à la suite des attentats de novembre 2015, les réactions individuelles et collectives témoignaient plus d'une « *affirmation d'amour de la France que le contraire. (...) L'horreur des événements de Paris, le caractère sanglant, dramatique, touchant tout le monde et notamment des jeunes, a fait que beaucoup d'individus et de collectifs musulmans ont eu besoin d'aller au-delà de la simple compassion et d'affirmer leur ancrage en France. (...) Les gens nés et éduqués en France se sen-*

³ Voir : <https://www.cncdh.fr/fr/publications/rapport-2015-sur-la-lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie>

⁴ https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/05/02/la-tolerance-a-gagne-du-terrain-en-france-en-2015_4911790_3224.html

⁵ Qui a co-dirigé l'enquête avec Jocelyn Létourneau. Voir : *Le récit du commun. L'histoire nationale racontée par les élèves*, Presses Universitaires de Lyon, 2016. Voir également : *Le « roman national » en tête !*, <https://blogs.mediapart.fr/claude-lelievre/blog/101016/le-roman-national-en-tete>, 10 octobre 2016.

tent Français, même s'ils ont des critiques sur les formes de racisme qui peuvent exister ici et là. Là, cela relève du besoin, de la nécessité individuelle et collective d'affirmer sa francité face à l'horreur du djihadisme.»⁶

Et Vincent Geisser de pointer « *le nombre de mariages mixtes en France* », pour affirmer que nous sommes dans une société « *où des liens forts existent, quelles que soient les origines ou les religions.* » Les chercheurs qui ont analysé en 2017 les résultats de l'enquête annuelle commandée depuis 1990 par la CNCDH sur l'état des lieux du racisme en France⁷, soulignaient pour leur part que l'indice longitudinal de tolérance⁸ (qui varie de 0 à 100), s'était stabilisé en 2017 à 64 points, après trois années de hausse consécutives (+ 10 points de 2013 à 2016). Un niveau élevé « *pour le moins étonnant* », faisaient remarquer les auteurs du rapport, « *le contexte général étant en apparence peu propice à l'acceptation de l'autre (terrorisme, arrivées de migrants, chômage, poids des thèmes sécuritaires dans les médias, montée des populismes en Europe etc.)* ». C'est que « *la prédominance des dispositions à la tolérance ou à l'intolérance, qui coexistent en chacun de nous, dépend moins du contexte que de la manière dont il est 'cadre' par les élites politiques, médiatiques et sociales* », expliquaient-ils, en insistant sur la responsabilité particulièrement importante de ces dernières.

Le rapport rappelait également que l'on « *n'a pas constaté une crispation raciste après les attentats de 1995 ; il y a même eu une hausse de la tolérance après 2001, et également après 2015 (attentats de janvier et novembre). En revanche, l'indice avait chuté entre 2004 et 2005, en lien notamment avec les émeutes en banlieue.* »⁹ Parmi les facteurs jouant dans cette prédisposition majoritaire à la tolérance, les auteurs évoquaient « *la hausse du niveau d'études et le renouvellement générationnel (...), le niveau d'ethnocentrisme (vision autoritaire et hiérarchique de la société), la sensibilité politique, la façon dont est vécue la crise économique ou encore les expériences de socialisation liées à des pratiques transnationales (comme des périodes d'études et de travail à l'étranger). Les contacts quotidiens entre les populations de diverses origines peuvent également faciliter la formation d'attitudes positives vis-à-vis de l'altérité. En outre, une connaissance plus fine des groupes stigmatisés, une image positive de ces derniers véhiculés dans la sphère publique, jouent en la faveur d'une atténuation des préjugés.* »¹⁰

Toujours en 2017, une enquête Ifop-Synopia publiée par le journal La Croix juste avant l'élection présidentielle révélait également des résultats plutôt rassurants : « *Le sentiment*

⁶ Cf. : *Ne pas faire de quelques figures du terrorisme les emblèmes d'une génération sacrifiée*, propos recueillis par Benoît Gilles, in : Marsactu, 18 novembre 2015, <https://marsactu.fr/vincent-geisser-ne-pas-faire-de-quelques-figures-du-terrorisme-les-emblemes-dune-generation-sacrifiee/>

⁷ Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale.

⁸ Créé en 2008 par Vincent Tiberj, professeur des universités associé au Centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux, afin de « *mesurer de manière synthétique l'évolution des préjugés en France métropolitaine, depuis 1990.* » Un indice se rapprochant de 100 révèle un haut niveau de tolérance ; à l'inverse, plus l'indice se rapproche de 0, plus le niveau de tolérance est faible.

⁹ CNCDH, *Les Essentiels du Rapport sur la lutte contre le racisme 2017*, <http://www.cncdh.fr/fr/publications/rapport-2017-sur-la-lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie>

¹⁰ Idem note précédente.

d'être français reste aujourd'hui très élevé chez nos concitoyens. À une énorme majorité, 86 %, ils jugent fort ou très fort le lien d'appartenance à la nation. Cet attachement traverse toutes les strates de la population » (avec cependant « un tassement chez les jeunes », précisait le journal) ; la langue française étant, toutes sensibilités politiques confondues, considérée par les enquêtés comme « source très importante de notre identité ».¹¹

Des lignes de fracture qui s'aggravent dans la jeunesse ?

Ce constat globalement positif masque cependant des variations notables, et une inquiétude quant à l'avenir. Ainsi, en même temps que l'attachement à l'histoire de la France, à sa culture et aux valeurs de la République, les analystes de La Croix pointaient, sur la base du même sondage, les « doutes » des Français quant à « leurs capacités à forger un destin commun ». Un point de vue mis en lien avec le « très fort rejet des responsables politiques » ; « l'absence d'éclaireurs, de personnalités capables de nous entraîner vers l'avenir » ; une « perte de confiance dans le système éducatif » ; la « peur du déclassement dans un univers dominé par la compétition » ; la « forte progression des préoccupations liées à l'immigration » ; et les « fractures importantes qui traversent la société », notamment « entre riches et pauvres ».

De même, la CNCDH soulignait-elle en 2017 les différences de l'indice longitudinal de tolérance selon les minorités (34 pour les Roms, 61 pour les Musulmans, 78 pour les Noirs et les Juifs...). Et la Commission alertait les responsables politiques sur le fait que « le niveau du racisme en France reste inquiétant (...). Une certaine progression des actions les plus violentes requiert une extrême vigilance, tout comme les manifestations de rejet plus subtiles qui constituent le quotidien de nombreuses personnes. »

D'autres chercheurs ont insisté, ces dernières années, sur les risques de clivage de la société française. L'historien Benjamin Stora, par exemple, qui considère que l'on est entré dans une période « dangereuse » de l'histoire du pays, marquée par l'affrontement des mémoires traumatiques de différentes fractions de la nation¹². Le sociologue Farhad Khosrokhavar voyait en 2015 dans les terroristes islamistes français « des êtres en rupture avec la vie sociale, meurtris par le racisme et les préjugés, voulant se venger de la société ; éprouvant de la rancune vis-à-vis d'une société qui incarne à leurs yeux la cause ultime de leur mal-être. »¹³ Les auteurs d'attentats sont souvent passés par la délinquance et la prison, notait pour sa part le politologue Olivier Roy : ils « ne veulent ni de la culture de leurs parents, ni d'une 'culture occidentale' devenue symbole de leur haine de soi. »¹⁴

La sociologue Anne Muxel, auteure de plusieurs enquêtes et recherches sur le rapport des jeunes à la politique, s'inquiétait de son côté des clivages au sein de la jeunesse française, après les attentats de novembre 2015 à Paris :

¹¹ <https://www.la-croix.com/Journal/Les-Francais-narrivent-plus-dire-nous-2017-03-13-1100831627>

¹² <https://www.franceinter.fr/emissions/l-heure-bleue/l-heure-bleue-16-mai-2018>

¹³ *Les terreaux du jihadisme européen*, http://www.scienceshumaines.com/les-terreaux-du-jihadisme-europeen_fr_35476.html, mis à jour le 23/11/2015

¹⁴ Olivier Roy, politologue, *Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste*, Le Monde, 2015.

« Il n’y aura pas de “génération Bataclan”, peut-être des générations Bataclan », expliquait-t-elle Si les jeunes visés par les terroristes « ont grandi dans une France ouverte et pluriculturelle (...), ont été habitués à la rencontre avec l’autre, au respect de la différence (...), se raccrochent à une symbolique de rassemblement (...), cherchent à affirmer une identité commune qui ne relève pas d’un nationalisme de repli ou de fermeture », ils se distinguent d’une autre jeunesse « moins diplômée, moins urbaine, salariée, qui vote plus à droite, est sensible aux sirènes du Front national et ne boude ni la Marseillaise ni les couleurs du drapeau.(...) Aujourd’hui, ces deux jeunesse s’emparent des mêmes symboles, mais dans un sens différent. C’est positif dans la mesure où tous font l’expérience commune de référents partagés. Ces deux jeunesse se retrouvent sur les symboles de la République, mais en font une lecture opposée. Les uns risquent de se refermer autour d’une identité nationalo-centrée, de rejeter encore plus la mondialisation et l’immigration. Les autres sont désarmés, déboussolés. »¹⁵

D’autres auteurs rapprochent la situation de « *désaffiliation* » des jeunes Français qui ne se reconnaissent plus dans les perspectives que leur offre le pays, voire qui se radicalisent jusqu’à s’engager pour le *djihad*, de celle de nombre d’électeurs du Front National. Avec une insistance sur la « *fragilité identitaire* » des uns et des autres, voire sur le sentiment « *d’humiliation* » qui les animent, conséquences aussi bien de la précarisation économique que de l’effondrement des idéologies politiques et des corps constitués qui structuraient la société française. Ainsi le philosophe Bernard Stiegler, qui estimait en 2013 que :

« Les gens qui perdent le sentiment d’exister voteront un jour Front National, au lieu de tuer des gens ou de braquer des banques (...) Ils souffrent du même trouble narcissique que les jeunes qui partent en Syrie. Ils cherchent des figures identificatoires. La désespérance comme fonds de commerce du FN, dans une grande misère symbolique et une précarité généralisée, une insécurité économique, qui a ruiné la confiance dans l’État et les institutions qui l’incarnent ; le consumérisme ayant détruit, notamment, les occasions d’être ensemble. Cette désintégration rend impossible l’intégration non pas des immigrés, mais de la population dans son ensemble, les immigrés y étant exposés plus que tous évidemment. »¹⁶

Par-delà l’aspiration majoritaire à la cohésion nationale, des facteurs de division sont donc à l’œuvre, que l’on aurait tort d’ignorer. Un sondage IPSOS commandé en mai 2018 par la BBC¹⁷ à l’échelle internationale montre qu’en France, 75% des sondés jugent le pays divisé, et 61% estiment qu’il l’est plus qu’il y a 10 ans. Parmi les sources de tensions, sont citées en premier lieu les différences entre immigrants et natifs et les différences entre religions, devant « *les différences d’origines ethniques* » ; la question des divisions sociales (écarts entre riches et pauvres, entre générations ou entre hommes et femmes) venant après, à l’inverse de beaucoup d’autres pays cités dans cette enquête.

Dans ce contexte, des responsables politiques, des militants, des acteurs de la solidarité..., en appellent à la nécessité de reconstruire des rituels aptes à produire ou conforter un sen-

¹⁵ *Il n’y aura pas de “génération Bataclan”, peut-être des générations Bataclan*, Le Monde, 24 novembre 2015, Propos recueillis par Benoît Floc’h.

¹⁶ Cf. *Les gens qui perdent le sentiment d’exister votent Front national*, <http://rue89.nouvelobs.com/2014/06/27/bernard-stiegler-les-gens-perdent-sentiment-dexister-votent-front-national-253270>

¹⁷ *Un monde divisé ?* Etude mondiale BBC, IPSOS 2018.

timent commun de citoyenneté, voire à susciter « *l'attachement patriotique* ». Certains d'entre eux — au premier rang desquels le Président de la République élu en 2017 —, mettent l'accent sur l'importance des symboles nationaux (entre autres le patrimoine monumental historique), pour tenter de fédérer les Français autour d'une « *fierté* » incarnée par un pouvoir vertical, tout autant que par les figures et les hauts lieux d'une culture pluricentenaire. L'idée d'un « *service national universel* » a également été lancée, pour favoriser le sentiment de concitoyenneté — avec des débats sur le caractère obligatoire ou non d'une telle mesure. Au principe de contrainte, qui seul pourrait selon certains contribuer à restaurer un corps civique uni autour de symboles partagés par tous, d'autres acteurs opposent en effet — ou ajoutent, selon les cas... — la notion de *désir* (désir d'engagement, de citoyenneté, de vivre ensemble...), plus adaptée selon eux à l'état de nos sociétés contemporaines. Ceux-là s'emploient, au travers de diverses initiatives menées sur les territoires, à susciter ce désir pour relever le défi de la fabrique du commun : c'est à ces initiatives que la présente enquête s'est intéressée.

Cinq opérateurs de « fabrique du commun »

Ainsi qu'indiqué en préambule, les résultats de notre enquête sont présentés ci-après sous la forme de cinq fiches thématiques :

- **Remettre en récit le roman national**
- **Proposer des modèles d'identification positive**
- **Emmener ailleurs**
- **Faire ensemble**
- **Créer du commun à partir des conflits de normes**

Ces thématiques renvoient à autant de modes opératoires adoptés par celles et ceux qui agissent sur le terrain pour faire tomber des barrières mentales, promouvoir le « *goût des autres* » ou activer, chez des personnes qui en étaient parfois très éloignées, le désir d'investissement citoyen. Nous les avons distinguées pour la clarté de l'analyse, sachant que dans bien des cas, les initiatives que nous avons pu repérer, qu'elles soient portées par des associations, des entreprises, des services de l'Etat ou des personnes engagées au nom de valeurs qui leur tiennent à cœur (enseignants, artistes, bénévoles...), activent plusieurs de ces clefs à la fois.

Dans chacune de ces fiches, on trouvera des renvois vers des **fiches initiatives** rassemblées à la fin du document.

1/ Remettre en récit le roman national

« *Aucun corps collectif ne saurait exister sans un sentiment d'appartenance ; et pour que ce sentiment existe, il faut se raconter.* »
Pierre Rosanvallon, Professeur au Collège de France¹⁸

Depuis les débats sur « *l'identité nationale* » lancés en France à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007, et plus encore depuis les attentats terroristes de 2015, la question du « *roman national* », des conditions de sa fabrication et de son appropriation par l'ensemble de la population vivant dans le pays, fait régulièrement la une de l'actualité. Les uns demandent sa réaffirmation par les plus hautes instances du pays, plaident pour un enseignement de l'Histoire à l'école qui retrouverait sa fonction passée de « *récit unificateur* »¹⁹ ; tandis que d'autres estiment qu'étant à la source des stéréotypes qui engendrent le racisme et contribuent à perpétuer les inégalités²⁰, ce récit national doit être refondé, pour répondre au contexte d'une France devenue multiculturelle. Remettre la nation en récit, pour influencer sur l'imaginaire collectif et renforcer un sentiment d'appartenance prenant en compte des identités et des héritages multiples — contre les « *identités fermées* » défendues par certains : tel serait l'enjeu, pour celles et ceux qui défendent cette idée.

Face aux clivages : l'appel des intellectuels

Une activité intellectuelle conséquente s'est développée sur ce thème du récit national depuis le début des années 2000. Il importe de la mentionner ici, car les prises de position publiques des chercheurs qui se sont impliqués sur cette question ont manifestement fonctionné en interaction avec les initiatives militantes qui se déployaient dans le même temps sur le terrain, notamment au sein des mondes issus de l'immigration. Résumant bien l'inquiétude générale, face à « *l'insécurité culturelle* »²¹ dans laquelle se trouverait une partie de la population, l'historien Patrick Weil estimait ainsi en juillet 2015 que « *trop de Français ne se sentent pas reconnus comme tels par leurs compatriotes ou ne 'reconnaissent' plus leur pays (...); des Français qui se sentent 'insécurisés' face à des compatriotes de couleur, parce que le référent historique du pays n'intègre pas ces derniers. (...) Nous avons besoin d'un récit national qui ne soit pas 'métropolitano-centré'* », insistait-il alors, afin d'aider les uns et les autres à prendre conscience « *qu'ils ont beaucoup plus en commun qu'ils ne le croient. (...) La République, c'est d'abord rassembler ce que nous avons en commun, mais aussi faire place à la diversité, et la respecter* ». ²²

L'historien Sébastien Ledoux, auteur d'une tribune intitulée « *Remettre la nation en récit* »²³, parue en février 2016 dans le journal Libération suite au projet de déchéance de na-

¹⁸ *La démocratie est fragile et la violence sociale est toujours plus proche qu'on ne le pense*, Pierre Rosanvallon, propos recueillis par Olivier Pascal-Moussellard, janvier 2014, <http://www.telereama.fr/idees/pierre-rosanvallon-la-democratie-est-fragile-et-la-violence-sociale-est-toujours-plus-proche-qu-on-ne-le-pense,106887.php>

¹⁹ Cf. : « *Roman national* », « *récit national* » : *de quoi parle-t-on ?* https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/09/28/roman-national-recit-national-de-quoi-parle-t-on_5004994_4355770.html

²⁰ Cf. : *Comment le roman national français fabrique les discriminations*, Le Monde, 7 septembre 2017.

²¹ Titre d'un ouvrage du politologue Laurent Bouvet, paru chez Fayard en janvier 2015.

²² http://www.liberation.fr/societe/2015/07/02/patrick-weil-il-y-a-en-france-une-cohesion-nationale-qui-s-ignore_1341916

²³ http://www.liberation.fr/france/2016/02/10/remettre-la-nation-en-recit_1432416

tionalité débattu à l'Assemblée Nationale après les attentats de 2015, estimait lui aussi qu'il est « *urgent de travailler à la refondation du discours sur la nation française* » — et avec lui, sur notre récit national. Une telle refondation ne pouvant selon lui consister « *en une restauration d'un ordre préexistant, soit une nation — d'ailleurs fantasmée —, qui aurait été mise à mal depuis un certain temps par l'effraction de cultures étrangères au corps national perçu dans une vision nostalgique d'une identité malheureuse.* »²⁴

De son côté, le philosophe et historien Marcel Gauchet faisait référence en mars 2016 au modèle américain, pour répondre à la « *pression du dehors* » exercée sur les sociétés européennes par « *l'arrivée dans un temps très court d'un très grand nombre d'immigrés émanant de cultures très éloignées de la nôtre* ». Il plaidait alors pour que l'on retrouve « *le sens de la pression intégratrice* » sur les individus, se demandant si nous avons « *un 'rêve européen' ou un 'rêve français' à proposer aux migrants qui arrivent sur notre sol (...) Un rêve qui aurait la (...) faculté de mobiliser l'énergie des personnes et de susciter l'attachement patriotique ?* »²⁵ Comment construire ce rêve, dans une société qui n'est plus, comme le souligne Marcel Gauchet « *historiquement héritée* », sous forme d'une nation représentée par l'Etat, avec « *à l'intérieur de cet ensemble compact et autoritaire, des droits accordés aux individus* » ? Aujourd'hui, explique-t-il, « *il y a d'abord des individus à partir desquels on essaye de fabriquer une société (...), et il faut se demander laquelle : question totalement évacuée, point aveugle de notre vision de la politique. C'est pour avoir oublié cette idée simple que nous rendons le problème de l'intégration inextricable au quotidien.* »

« La question n'est pas de faire de l'identité nationale ce que nous aimerions qu'elle soit », semble lui répondre Sébastien Ledoux dans sa tribune, « mais de la construire avec ceux et celles qui vivent sur le sol national, et qui portent des appartenances culturelles diverses. (...) La reconstruction d'un tel récit ne peut s'élaborer que sous une forme hybride, en tenant compte, à la fois, de la dimension plurielle de la population française actuelle et de la spécificité de notre passé national. »

Ainsi semblent s'affirmer deux conceptions du travail à mener pour refonder le roman national dans nos sociétés ouvertes à l'afflux de populations, de modèles et de normes diverses : l'une relevant de la « *pression* » à exercer à partir des lieux du pouvoir et des institutions républicaines, l'autre de l'élan à impulser à partir de la base. Les deux démarches ne s'excluent sans doute pas l'une l'autre, mais nous nous sommes plus particulièrement intéressés dans cette note aux discours et aux initiatives qui se réclament de la seconde — autrement dit de la nécessité de mener ce travail sur un mode contributif, en associant les citoyens eux-mêmes (et notamment celles et ceux dont on n'entend pas la voix ordinairement, les plus dominés ou les plus supposément éloignés de l'adhésion au « *rêve français* »). Pour les chercheurs qui défendent cette approche, trois écueils seraient à éviter dans la conduite de cette entreprise collective : celui de la seule mise en avant de passés traumatiques (qui a conduit aux « *politiques mémorielles* » et, trop souvent, à la concurrence victimaire) ; celui d'un récit « *hexagonal-centré* » ; et la référence incantatoire aux idéaux républicains — qui ont été bafoués depuis trop longtemps par ceux-là mêmes qui devraient les défendre.

²⁴ <https://blogs.mediapart.fr/sebastien-ledoux/blog/160216/la-nation-au-passe-recompose>

²⁵ Intervention au colloqu *Le modèle français d'intégration*, Fondation Res Publica, 23 novembre 2015, <http://iphilo.fr/2016/03/12/repenser-et-expliciter-notre-modele-dintegration-marcel-gauchet/>

Laurence de Cock, chercheuse en sciences de l'éducation, affirmait ainsi, dans une tribune publiée en 2015 sur Mediapart, qu'il ne suffit pas de dire « *apprenons à aimer la France* », pour que « *tous les exclus du système trouvent place dans sa générosité naturelle.* » « *Il faut ancrer un enseignement de l'histoire dans un réel palpable ouvrant les frontières, en quittant le nombrilisme hexagonal-centré, en faisant retour sur des pages sombres ou claires susceptibles de rendre lisibles et évidentes la présence de multiples identités sociales et culturelles dans la société d'aujourd'hui : le passé colonial, l'histoire de l'immigration, l'histoire du monde mais aussi l'histoire économique et sociale, celle des luttes d'anonymes, des mobilisations, des révoltes et révolutions, des moments politiques de fébrilité collective qui rendent mieux compte de ce qu'est une société que l'éloge fixiste et hors sol de la grandeur nationale. (...). Une éducation au politique (...) se doit de rendre visibles les actes des hommes et des femmes ordinaires de tous les lieux et tous les temps, pour légitimer l'existence d'une puissance d'agir.* »²⁶

Ne pas s'en tenir au « *couplet angoissé de la 'repentance' ou du 'politiquement correct'* », ajoutait Laurence de Cock, mais être en mesure d'opposer aux mémoires douloureuses et à la puissance de la propagande haineuse qui a cours sur Internet une formation critique des citoyens, le partage de « *narrations émancipatrices* » et la mise en avant de figures positives d'identification.

« Après un récit national glorifiant la nation française à travers ses grandes figures, un nouveau récit s'est polarisé depuis les années 90 sur la nécessaire reconnaissance et réparation des traumatismes vécus par différentes communautés en France », rappelait pour sa part Sébastien Ledoux. « *Cette injonction (légitime) a produit des impasses sur notre relation au passé, comme sur notre conception du vivre ensemble. Ces politiques mémorielles ont marqué la prégnance d'une racialisation des relations sociales en rétribuant symboliquement des groupes sur une base ethnique, entraînant des concurrences intercommunautaires. (...) Le temps est venu de réévaluer cette entrée dans une France multiculturelle par le biais de passés victimaires dont la nation porte la responsabilité. Il est nécessaire de reprendre possession du discours sur la nation et de considérer que les Français ont besoin de rituels faisant communauté, à la condition qu'ils délivrent des narrations émancipatrices. Cette démarche exige la redéfinition du récit national par la remémoration des luttes politiques et des résistances sociales, par la mise en exergue des acteurs qui en ont été porteurs au cours de l'histoire. (...) Remettre la France dans le sens d'une histoire de conquêtes faites, depuis le 18^{ème} siècle, par des individus ou des groupes dominés, en raison de leur statut social, de leur couleur de peau, de leur genre ou de leur religion.* »²⁷

²⁶ *Pour une éducation au politique par l'école*, Laurence de Cock, <https://blogs.mediapart.fr/edition/aggiornamento-histoire-geo/article/071215/pour-une-education-au-politique-par-lecole>

²⁷ Op. cité, Libération, 10 février 2016.

Vers une « démocratie narrative » : rendre lisible la société dans sa diversité

Entre le dire et le faire, le discours des chercheurs et l'action, il y a souvent un écart difficile à combler. Pourtant, sur ce sujet de la redéfinition plurielle et « émancipatrice » du récit national, de nombreuses initiatives ont vu le jour sur l'ensemble du territoire, en même temps ou avant même les prises de position publique que nous venons d'évoquer. Parmi leurs promoteurs : nombre de journalistes, mais aussi des artistes, des enseignants, des syndicalistes... Les supports et outils qu'ils utilisent sont variés, mais les objectifs convergent : à partir de la valorisation de paroles, d'images ou d'écrits produits par des citoyens ordinaires, il s'agit d'enrichir ou d'infléchir la perception de l'histoire nationale et, plus largement, la conscience de ce qui attache entre eux et à la nation des individus et des groupes de population porteurs de références culturelles diverses.

Une expérience pionnière en la matière est sans doute celle de l'émission de radio *Les pieds sur terre*, produite depuis 2002 par Sonia Kronlund et diffusée chaque jour sur France Culture entre 13h30 et 14h. Inspirée de *This American Life*²⁸, elle donne la parole à des personnes anonymes vivant dans toutes sortes de milieux sociaux dans notre pays, chacun racontant un ou des moments de sa vie (sans commentaire de journaliste) : son rapport à l'école, à la religion, à la famille ou à ses voisins ; ses conditions de logement, de travail... ; telle expérience avec la justice, l'hôpital, les transports en commun, etc. À son écoute, chaque auditeur mesure à la fois ce qui le sépare et ce qui le relie à celles et ceux qui vivent plus ou moins loin de chez lui, dans des conditions souvent fort différentes : enfants, adolescents, parents, personnes âgées..., travailleurs exerçant toutes sortes de métiers, personnes malades, prisonniers, etc. Prolongés par des podcasts et des événements *live* (lectures publiques sur des scènes de théâtre), l'ensemble des témoignages ainsi partagés publiquement dresse un portrait kaléidoscopique de la France, qui remet en question bien des idées reçues sur les opinions ou les valeurs qu'animent les uns et les autres.

Autre initiative très médiatisée dans le monde intellectuel : celle lancée en 2014 par Pierre Rosanvallon, Professeur au Collège de France, avec les Editions du Seuil. Inquiet face à la « multiplication des phénomènes de repli, de rejet des autres », signes selon lui d'une société « déchirée », l'historien était alors passé à l'acte, en lançant un projet éditorial multisupports : « *Raconter la vie* ». Partant du principe que « si les Français ne s'aiment pas, c'est d'abord parce qu'ils ne se connaissent pas, et ne se reconnaissent plus dans leurs représentants, leurs institutions et leurs médias » ; parce que la société contemporaine « se rend aussi moins visible — les employés d'Amazon sont moins syndiqués que ne l'étaient ceux de Renault, par exemple », l'initiative entendait « participer à la fabrication d'une 'démocratie narrative' où chacun redeviendrait visible aux yeux de tous. » « Il faut décrire le monde social dans sa diversité. Il en résultera plus de solidarité », expliquait alors Pierre Rosanvallon, « car

²⁸ Émission radiophonique américaine produite depuis 1995 par la station de radio publique WBEZ basée à Chicago. Elle est diffusée aux États-Unis sur les stations du réseau Public Radio International, au Canada sur les stations du réseau public CBC Radio One et en Australie sur les stations du réseau ABC. Elle mélange reportage sonore, journalisme d'investigation, monologue, réflexion philosophique autour d'un thème donné, en mettant un accent particulier sur la forme narrative. L'émission a une audience d'environ 1,8 million d'auditeurs chaque semaine, et son podcast disponible sur l'iTunes Store est le plus téléchargé aux États-Unis et au Canada toute catégorie confondue

https://fr.wikipedia.org/wiki/This_American_Life - cite_note-apple-1

c'est bien l'ignorance d'autrui qui produit la 'désolidarité' sociale, en ravalant chacun à un stéréotype : le chômeur assisté, le Rom voleur... »²⁹

« *Expérience sociale, littéraire et participative* », visant à aider tout un chacun à « *s'insérer dans une histoire collective* », *Raconter la vie* a donc entrepris de donner la parole aux « *oubliés* » — et notamment à celles et ceux « *qui vont vers les extrêmes et le populisme parce qu'ils ne sont pas entendus* ». Associant un site Internet et une collection de livres papier, l'initiative entendait permettre « *aux vies ordinaires d'être racontées, aux existences les plus discrètes d'être révélées et à des lieux anodins et quotidiens d'être décrits* » ; afin de contribuer à la formation d'un « *parlement des invisibles* », « *un lieu de témoignage, de revendication et de représentation pour tous ceux qui se sentent mal représentés* ».

La démarche a donné lieu à la publication d'histoires de vies ou de lieux prenant des formes variées (témoignage, analyse sociologique, enquête journalistique ou ethnographique, littérature...), de la part d'auteurs aux profils divers (étudiants, ouvriers, médecins, photographes, retraités, sans-emploi, écrivains...), l'objectif étant de « *donner une légitimité à chaque parole, qu'elle soit livrée de façon brute ou travaillée* ». ³⁰ Elle n'a duré que deux ans (Le Seuil ayant suspendu fin 2016 la production papier des récits livrés), et si l'on peut s'interroger sur son impact, il faut noter qu'elle a inspiré d'autres initiatives, désormais nombreuses à utiliser le web comme support médiatique privilégié. Les plateformes en ligne, qui médiatisent des récits de vie émanant de personnes « ordinaires », se sont en effet multipliées ces dernières années.

Se raconter, pour avoir le sentiment de « faire partie d'un tout » : écrits intimes et communautés numériques

Au moment où toutes les instances de représentation collective (syndicats, partis politiques...) vacillent ou disparaissent dans nos sociétés occidentales ; alors que les relations à la famille, au travail, aux territoires... se réinventent sous des formes de plus en plus éclatées, ces initiatives rencontrent un réel succès, sans doute parce qu'elles répondent au besoin des individus d'aujourd'hui d'exister « *par eux-mêmes* ». Dès l'adolescence, chacun est en effet sommé de construire son destin individuel, au lieu d'être comme auparavant pris dans un ou des collectif(s) englobant(s). Donner sens à sa vie passe par le fait de développer ses capacités à s'affirmer en tant que personne, riche d'une histoire et de potentialités singulières. La montée en puissance des outils d'expression individuels (téléphones portables, applications numériques diverses) répond à cette tendance : elle donne aux uns et aux autres, dès le plus jeune âge, le sentiment (l'illusion ?) d'être créateur de sa propre vie, relié à un commun choisi, co-construit — et non plus subi.

Contre toute attente, l'appétit pour l'écrit s'en est trouvé renforcé ces dernières décennies : grâce à ces outils le fait de pouvoir se raconter en mots, d'écrire en quelque sorte son petit roman personnel, est devenu une activité très prisée. Autrefois réservée aux milieux intellectuels, celle-ci s'est étendue à de larges couches de la société, sous des formes très diverses,

²⁹ *La démocratie est fragile et la violence sociale est toujours plus proche qu'on ne le pense*, Pierre Rosanvallon, propos recueillis par Olivier Pascal-Moussellard, janvier 2014, <http://www.telerama.fr/idees/pierre-rosanvallon-la-democratie-est-fragile-et-la-violence-sociale-est-toujours-plus-proche-qu-on-ne-le-pense,106887.php>

³⁰ Voir *Raconter la vie, une initiative éditoriale vivifiante*, Fabrice Audebrand, Les Cahiers Dynamiques, 2014/3 n° 61, <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-dynamiques-2014-3-page-16.htm>

favorisées par les avancées technologiques qui permettent d'obtenir une large audience à bas coût. On avait déjà pu percevoir ce goût pour la mise en mots et le partage d'histoires de vie, de territoires, de mondes sociaux à travers le succès du rap et du slam, qui ont d'abord porté la voix des milieux populaires, avant d'élargir leur audience. L'explosion des blogs et des plateformes numériques est venue prolonger ce mouvement, donnant une visibilité à des myriades d'histoires individuelles, auxquelles certains acteurs s'efforcent de donner un sens collectif. Les ordonner, les mettre en écho les unes par rapport aux autres, en organiser la visibilité publique, afin que de cette soif d'expression naisse du lien social et le sentiment de valeurs partagées : tel est l'objectif de ces initiatives qui utilisent l'espace du web pour reconstruire « *par le bas* » un récit du commun.

Partant du principe de pluralité, voire d'éclatement de la société qui est aujourd'hui la nôtre, ces expériences se développent à partir de thématiques ou de « *mondes* » divers, qui ne communiquent pas forcément entre eux. Elles incitent à des récits intimes, qui n'abordent pas directement le thème de la citoyenneté, mais cherchent avant tout à créer des liens entre individus, à recomposer des « *communautés* ». ³¹ L'enjeu étant de faire apparaître celles-ci sur la scène publique, de leur conférer une audience, une reconnaissance..., à partir de laquelle des mises en résonance seront possibles avec d'autres groupes de population.

On peut citer à cet égard la floraison des médias numériques qui tournent autour du travail. Dans le sillage du projet « *Raconter la vie* » et avec le parrainage de Pierre Rosanvallon et de son équipe, le SGEN-CFDT, un syndicat de l'Education nationale, a par exemple lancé en septembre 2014, raconterletravail.fr. Conçue à l'origine comme « *un espace où les professionnels de l'enseignement peuvent témoigner de leur travail, de ce qu'ils vivent au quotidien, sur ce qui se passe de façon invisible au sein des établissements scolaires* », la plateforme s'est depuis ouverte à tous publics, pour devenir « *la communauté de ceux qui s'intéressent au travail des autres.* » On accède par son biais à des récits en ligne émanant d'une caissière, d'un conducteur de métro, d'une religieuse, d'une employée de fast-food... tous déclinés à la première personne et téléchargeables gratuitement.

Sur raconterletravail.fr, expliquent les gestionnaires du site internet, « *chacun d'entre nous peut dire une facette de sa vie professionnelle, échanger avec ceux avec lesquels il partage une communauté d'expérience et écouter ceux dont il est éloigné, dans un but de connaissance mutuelle* ». Des « *éditeurs communautaires* » bénévoles aident les auteurs en herbe à mettre en forme leurs propos, en collaboration avec les éditeurs du site. Et chaque récit ouvre à des commentaires de la part des lecteurs en ligne, le métier ou le travail ainsi exposé faisant lien entre des personnes qui ne se sont jamais rencontrées. D'autres initiatives éditoriales ont suivi sur le web, invitant des personnes à écrire sur leur travail quotidien pour participer à cette « *démocratie narrative* » évoquée par Rosanvallon. Ainsi par exemple la plateforme direletravail.coop, lancée en avril 2015 par la coopérative du même nom, animée par Patrice Bride, ancien rédacteur en chef des *Cahiers pédagogiques*. Un média qui publie lui aussi des écrits signés « *des travailleurs eux-mêmes* », aidés par des professionnels pour la mise en forme de leurs récits.

« *Poser des mots permet de prendre de la distance par rapport au quotidien, à l'apparente routine ou à la course permanente* », explique Patrice Bride. « *On réalise*

³¹ Selon le vocable volontiers dans l'univers du web...

*tout ce que l'on arrive à faire malgré les difficultés, les prescriptions parfois contradictoires, voire la souffrance. À cet effet révélateur, vient s'ajouter un effet assurance ou réassurance quand on n'est pas très sûr de ce que l'on fait. Enfin, l'écriture est une manière de partager avec d'autres son expérience et ses histoires de travail, de les faire reconnaître ».*³²

Avant ces plateformes, les blogs ont été des outils très investis pour se dire sur la scène publique, parler de soi ou de son monde, en s'adressant d'abord à un milieu restreint de lecteurs..., avant que d'acquérir parfois une audience nationale. Le milieu médical, par exemple, y a beaucoup eu recours. On peut citer dans ce domaine [Jaddo.fr](#) (qui publie « *les histoires d'une jeune généraliste, brutes et non romancées* ») ; [Vieux et merveilles](#) (lancé en 2010 par « *Babeth, une auxiliaire de vie auprès de personnes âgées, malades, ou handicapées* ») ; [Boules de fourrure](#) (« *le blog d'un vétérinaire, pour parler d'humains et d'animaux* ») ; ou encore [10 lunes](#) (« *recueil d'écriture* » tenu par une sage-femme désireuse de partager ses impressions et ses rencontres avec des parents).

Devenir auteur en un clic, raconter son histoire et la rendre visible, se constituer une bibliothèque de récits que l'on partagera ensuite avec ses connaissances seraient ainsi à considérer comme de nouvelles manière, pour les individus contemporains, de prendre place dans un ensemble sociétal qui ne passe plus par la proximité spatiale, qui n'est plus « hérité » (de la famille, du monde du travail...), qui n'est pas encore mis en forme idéologiquement par telle ou telle instance dominante, mais qui se constitue de manière presque invisible, selon une logique rappelant celle du rhizome, mise en avant par Gilles Deleuze et Félix Guattari. Écrire et publier sur son expérience de vie ou de travail permet d'engager des discussions avec d'autres personnes, d'être « connecté », de « *se sentir moins isolé* » ; cela développe le sentiment de « *faire partie d'un tout* », comme l'explique par exemple Aude Bellon, qui a écrit un texte sur son activité de paludière sur [direletravail.coop](#).

Une manière de « *micro-politique* » dont il est difficile d'évaluer les effets, mais qui travaille en profondeur le corps social — par ailleurs soumis aux effets destructeurs de l'ultralibéralisme, au pouvoir des grands médias qui imposent une vision réductrice de la réalité, ainsi qu'à la propagande haineuse d'autres acteurs du web.

Partager « nos histoires de France » : des initiatives institutionnelles

À côté des initiatives que l'on vient d'évoquer, qui visent surtout à recréer du lien entre individus, d'autres cherchent explicitement à interroger ce qui fonde, dans notre pays, le rapport à la nation ou la citoyenneté. L'écrit est loin d'être le seul média mobilisé au service de ces dynamiques narratrices : les plateformes de partage d'images et de vidéos sont également très utilisées. Des acteurs institutionnels puissants, au premier rang desquels l'Etat lui-même, se sont saisis ces dernières années de ce genre d'outils agrégateurs, pour tenter de faire masse à partir de récits individuels, qui disent une manière contemporaine de faire partie de la nation.

Un exemple en est fourni par la plateforme Histoire(s) de France, qui publie en ligne « *ces histoires de Français qui nous rendent #FiersdeFrance* ». Sur fond de bleu blanc rouge, des apprentis, des artisans, de jeunes créateurs de start-up, des artistes issus des banlieues populaires, des avocats, des humoristes, des sportifs, des militants de telle ou telle cause... s'y

³² https://www.lemonde.fr/emploi/article/2015/11/20/raconter-le-travail-reel_4814508_1698637.html#A2tllj6R4MysUlkv.99

racontent par écrit ou oralement, dans des textes, photos et vidéos en ligne. Parfois en disant « je », mais le plus souvent au travers de la plume de journalistes. L'effet « *collection de témoignages* » est alors supposé permettre de peser sur les représentations des visiteurs du site, pour favoriser la perception d'une France plurielle.

La Fondation Abbé Pierre anime de son côté depuis quelques années un blog intitulé *Croisons le faire*.³³ Sous une photo de l'Abbé, cet espace en ligne entend valoriser les initiatives « *venues d'en bas* », autrement dit des mondes populaires et des publics les plus exclus. A la fois vitrine, lieu d'échanges, de mutualisation des savoirs et des compétences de celles et ceux qui sont réputés ne pas en avoir, la plateforme met en relation « *des porteurs de projets qui contribuent à renforcer le potentiel et la capacité d'agir des personnes dans leur environnement quotidien.* » La dimension collective est ici privilégiée, toujours dans une logique narrative, mais qui passe davantage par l'audiovisuel que par l'écrit : les personnes s'y racontent à travers de courts montages audio ou vidéo réalisés sur le terrain par des professionnels. L'outil permet à la fois de conforter une logique de réseau entre les personnes qui souffrent particulièrement de leur exclusion sociale ou économique, partout sur le territoire français, et de sensibiliser les centaines de milliers de donateurs qui permettent à la Fondation d'agir au service des exclus et mal logés.

L'Éducation Nationale, par l'intermédiaire de certains enseignants, est également investie dans ce travail de contribution à un récit national inclusif, apte à « *désaliéner* » une partie de la jeunesse vis-à-vis des discours qui la cantonnent à des places subalternes. Ateliers d'écriture, de théâtre, recours au cinéma ou au web documentaire sont autant de moyens utilisés pour aider les élèves à faire entendre leur propre voix, devenir sujets et non plus objets d'un récit surplombant. On n'en citera ici qu'un exemple, avec l'action menée au lycée Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois par Sylvie Cadinot-Romerio, agrégée de lettres modernes et professeur de français. À l'origine d'ateliers d'écriture avec l'écrivain François Bon dès la fin des années 1990, cette enseignante a mesuré après les révoltes urbaines de 2005 les dégâts causés sur ses élèves par la stigmatisation des jeunes des banlieues. Au vécu de la relégation géographique et sociale s'ajoutait le poids de la médiatisation, qui faisait de la ville un lieu symbolique de la dangerosité supposée de ces générations — et des cités populaires en général.

« Tous les ados rencontrent des difficultés à être », expliquait en 2016 Sylvie Cadinot-Romerio à une journaliste du Monde. « Mais à Clichy, les jeunes sont assiégés de discours publics simplificateurs et de prescriptions identitaires fortes qui ne cessent de leur dire qui ils sont ou ce qu'ils doivent être. (...) Ils sont comme empêtrés dans les images réductrices véhiculées dans les médias et qui hantent l'imaginaire collectif du jeune de banlieue : celui qui zone, brûle des voitures, fuit la police. (...) Il fallait absolument agir pour les dépêtrer de ce puissant flot de stéréotypes. »³⁴

Convaincue de la puissance de la littérature, l'enseignante propose alors à ses élèves de les accompagner dans l'écriture de deux livres qu'ils signeront de leur nom, avec l'écrivain Tan-

³³ <http://croisonslefaire.blogspot.com/search/label/Fiches>

³⁴ Propos cités par Aurélie Collas, Le Monde, rubrique « Ceux qui font », https://mobile.lemonde.fr/festival/visuel/2016/09/02/ceuxquifont-une-prof-de-francais-pousse-ses-eleves-de-clichy-sous-bois-a-se-reappropriier-leur-vie-par-l-ecriture_4991369_4415198.html?xtref=http://m.facebook.com/#16

guy Viel. En passant par « je » narratif, pour « *mettre des mots sur leurs maux* » et se réapproprié ainsi la conduite de leur vie : tel est le principe. Une cinquantaine d'élèves ont participé à cette aventure collective en 2011-2012, plus de soixante-dix en 2015. Deux ouvrages témoignent de cet effort pour dire, loin des clichés, ce qu'est la vie à Clichy, dans toutes ses nuances : un roman, *Ce jour-là*, publié en 2012 chez Joca Seria, et un essai poétique, *Autour il y a les arbres et le ciel magnifique...*, paru en 2016 chez le même éditeur. Deux ouvrages pour que, dit l'enseignante, « *les élèves puissent se faire entendre, et montrer que, de Clichy, on n'entend pas que du bruit. Mais aussi des voix touchantes, dans lesquelles tout lecteur peut se reconnaître, et qui peuvent l'émouvoir* ». ³⁵

« Créer nos propres récits » pour devenir des citoyens légitimes

C'est surtout dans le monde associatif que les exemples de ce recours à la démarche narrative abondent, avec des initiatives émanant des milieux qui souffrent de discriminations dans la société française d'aujourd'hui (discriminations liées au genre, à la couleur de peau, à la religion, au territoire de résidence...). Toujours collectives, ces expériences poursuivent des objectifs explicitement militants. Il s'agit pour leurs initiateurs de faire émerger et entendre les voix de minorités qui estiment n'être pas suffisamment reconnues comme partie intégrante de la nation ; de contribuer à rendre légitimes l'idée d'une France continuellement enrichie au fil de l'Histoire par la diversité de celles et ceux qui l'ont rejointe.

Prendre la parole pour déconstruire des préjugés et peser dans la redéfinition du « *mythe national* » d'une France intégratrice ; lutter contre l'image négative qui enferme les personnes ou les groupes concernés dans des positions ou des rôles subalternes, les empêchant d'investir pleinement leur place de citoyen : tels sont les objectifs poursuivis. Toute une panoplie d'outils sont mis en œuvre à cette fin, par des acteurs qui allient souvent plusieurs niveaux d'intervention : locale et nationale, associative, médiatique, artistique, éducative...

Le Bondy blog, média en ligne créé au moment des révoltes urbaines de 2005, a été l'un des pionniers de ces démarches. Fondé par le magazine suisse L'Hebdo, à l'initiative de Serge Michel et Mohamed Hamidi, il s'est donné pour vocation « *de raconter la France de la diversité ethnique et d'être la voix des quartiers sensibles dans les débats qui animent la société française* ». ³⁶ Treize ans plus tard, en 2018, il entend toujours « *raconter le quotidien de celles et ceux que l'on n'entend pas ou dont la parole est déformée, stigmatisée, minoritaire* ». La rédaction, « *ouverte à tous* », est constituée d'une vingtaine de reporters, « *pas tous journalistes professionnels, mais en formation, en recherche d'emploi, en début de carrière professionnelle, à la retraite...* » ³⁷ Remarquable par sa longévité et par la surface médiatique qu'il a réussi à atteindre au fil des ans, le Bondy Blog a été élu *Blog politique 2009* par le magazine *Stratégie* ; a reçu le Prix de la citoyenneté de la Fondation EDF ; a été nommé en 2011 dans le cadre du Prix Manager de l'année par Le Nouvel Économiste... Écouté et lu au-delà des banlieues dont il s'est fait un porte-parole, il influe incontestablement sur la vision d'une France monocolore et monoculturelle portée par certains partis politiques. Sa notoriété lui permet de mener une action de fond auprès des jeunes générations issues des milieux populaires, parmi lesquelles il ambitionne de faire émerger des leaders capables de peser, à leur tour, dans le débat public. Le Bondy Blog intervient également dans l'éducation

³⁵ Idem note précédente.

³⁶ Source : Wikipedia.

³⁷ Voir : <https://www.bondyblog.fr/>

aux médias ; organise depuis 2007 deux fois par mois dans ses locaux des *master classes* animées par des journalistes ; a initié en 2009, sous la houlette de Nordine Nabili, la création de la classe Prépa « *égalité des chances* » aux concours des écoles de journalisme pour les étudiants boursiers, en partenariat avec l'École de Journalisme de Lille. Depuis 2013, les reporters du Bondy Blog interviennent également dans des établissements scolaires partout en France « *afin de sensibiliser les jeunes aux médias, faire d'eux les observateurs de leur propre réalité, en les incitant ainsi à prendre du recul et redevenir les acteurs de leur existence. Une initiative qui a pris davantage d'ampleur depuis les attentats du 7 janvier 2015.* » Nassira El Moaddem, directrice et rédactrice en chef depuis septembre 2016, a d'ailleurs été nommée *European Young Leader* en 2018.

Autre exemple de ces initiatives qui veulent rendre à des groupes dominés une « *fierté* » (vis-à-vis de leur propre trajectoire ou héritage culturel), tout autant qu'une capacité d'interpellation sur la scène publique : la démarche menée depuis 2011 par l'association Remem'beur, fondée par le graphiste par Ali Guessoum. Pour redonner aux « *Français venus d'ailleurs* » une place dans la mémoire collective française, pour voir leur histoire, et plus généralement celles de l'immigration et de la colonisation, prises en compte dans le récit national, l'association déploie une approche combinant création artistique, sciences humaines, interventions dans les écoles et sur les médias nationaux. Elle agit en collaboration avec des sociologues, des historiens, des écrivains, des illustrateurs, des pédagogues, des scénographes..., ainsi qu'avec de nombreux partenaires associatifs et institutionnels, afin de promouvoir la culture populaire que les enfants d'immigrés contribuent à créer à partir d'influences diverses, « *valoriser ce qui rassemble, plutôt que ce qui divise* », sensibiliser et questionner le grand public, les scolaires et les professionnels.

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

Remem'beur s'appuie explicitement sur « *la narration du vécu comme reconquête contre les discriminations* », la prise de parole par ceux-là même que l'Histoire de France ne veut pas voir, sinon sous forme de clichés infiniment ressassés. Un enjeu crucial, comme l'explique le sociologue Ahmed Boubeker, qui accompagne l'association dans ses actions :

« S'il y a aujourd'hui un enjeu majeur de lutte contre les discriminations, c'est celui d'une reconquête de leur propre récit par les principaux concernés, une reconquête de leurs moyens d'expression et de narration. (...) L'enjeu pour les oublié(e)s de l'histoire, c'est la prise de parole : redevenir acteur et auteur de leur histoire, pouvoir dire ou écrire leur point de vue sur leur propre expérience. »³⁸

À partir du dispositif *Le téléphone arabe* (un bus multimédia itinérant qui récoltait la parole des habitants des quartiers populaires sur leurs rapports aux injustices, aux inégalités et aux discriminations), Remem'beur a alimenté une « *exposition citoyenne et militante* » qui a sillonné les villes de France dans le cadre du festival Migrant'scène — avant d'être accueillie au Musée national de l'immigration en mars 2017, en lien avec des ateliers d'écriture proposés par l'association. « *"Attention travail d'Arabe", "Le racisme tue", "Y a pas bon les clichés"... : 36 affiches détournent de façon percutante l'imagerie populaire française et déconstruisent les stéréotypes associés aux "Français venus d'ailleurs"* », explique le site du

³⁸ <http://remembeur.com/narration-vecu-reconquete-contre-discriminations-ahmed-boubeker/>

Musée à propos de cet évènement. « *Au-delà de la contestation, l'exposition compose un récit vivant qui permet à chacun de s'identifier et de se réapproprier un patrimoine culturel commun.* »³⁹



Source : <https://remembeur.com/>

Pour « *montrer à tous et en particulier à la jeunesse des quartiers populaires l'importance de connaître l'histoire de nos aînés* », l'association ne manque pas d'idées : elle publie en ligne des kits pédagogiques, organise des campagnes de communication sous forme de dessins animés et d'affiches qui subvertissent les codes de la publicité pour retourner avec humour les stéréotypes du racisme ordinaire. Parmi ses projets figure « *un festival sur le rire comme levier contre le racisme, dans le département de la Seine-Saint-Denis* », qui devrait s'appuyer, à partir de 2019, sur « *l'organisation d'ateliers d'écriture pour les collégiens encadrés par des parrains humoristes.* » Remem'beur travaille également sur « *une exposition hommage* » aux troupes coloniales engagées dans les deux conflits mondiaux, ainsi qu'à la « *main d'œuvre indigène* » qui a contribué à l'effort de guerre dans le civil. Intitulée [Maures pour la France](#), l'initiative mobilisera dans le cadre d'une installation innovante toutes sortes de médias : photographies d'archives, récits sonores, extraits de films de fiction, film d'animation, « *module narratif ludo-éducatif* » adapté au support multimédia, permettant aux visiteurs de choisir leur parcours de découverte... L'ensemble devant être accessible à tous sur Internet (un documentaire est d'ores et déjà en ligne sur Youtube), afin de devenir « *un véritable outil historiographique numérique qui constituera, une fois l'itinérance de l'installation achevée, un lieu de ressources documentaires, disponible en ligne.* »

« *Cette transmission redonnera une place aux troupes coloniales de la Première Guerre mondiale, comme de la Seconde, dans le roman national et contribuera à resserrer les liens intergénérationnels tout en provoquant un sentiment d'appartenance de la part des plus jeunes, la reconnaissance d'une filiation, d'un ancrage mémoriel sur le territoire national.* »⁴⁰

³⁹ <http://www.histoire-immigration.fr/agenda/2017-02/attention-travail-d-arabe>

⁴⁰ Source : <http://remembeur.com/maures-pour-la-france>

On pourrait citer bien d'autres collectifs et associations qui œuvrent dans le même sens, afin de réhabiliter les mémoires et l'héritage culturel des descendants d'immigrés dans notre pays. L'activité est particulièrement notable dans les milieux musulmans et dans ceux issus des Dom Tom, en lien avec l'histoire particulière qui lie la France au Maghreb et à ses territoires colonisés.



Source : <https://remembreur.com/maures-pour-la-france/>

Parmi les acteurs concernés, l'association Lallab, qui se distingue par son approche féministe, illustre bien la volonté de minorités souffrant d'illégitimité citoyenne d'affirmer à la fois leur culture et leur appartenance nationale. Militant pour faire entendre la voix d'un « *féminisme musulman* » que ne prendrait pas en compte le féminisme *mainstream*, les jeunes fondatrices de Lallab, Sarah Zouak et Justine Devillaine, toutes deux entrepreneures sociales et réalisatrices de documentaires, ont lancé leur initiative en 2015 dans le Val de Marne. Leur objectif : « *lutter contre les discriminations et les stéréotypes subis par les femmes musulmanes* », trop souvent « *réduites au silence* ». « *Les musulmanes sont représentées comme un bloc homogène avec une histoire unique* », peut-on lire sur le site de l'association. « *Ecrire soi-même son histoire est un moyen de se la réapproprier et de déconstruire les mythes qui y sont attachés.* » Autour du mot d'ordre « *Soyons créatrices de nos propres récits !* », Lallab édite un webzine, développe des formations à la prise de parole médiatique, organise des animations diverses et fait du plaidoyer auprès des institutions. Son média en ligne, alimenté par 80 rédactrices bénévoles, publie des récits racontés à la première personne, qui disent ce qu'est être une femme musulmane aujourd'hui — en France et ailleurs.

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

Accompagner la prise de parole des plus démunis : l'engagement du monde socioculturel dans l'éducation à l'expression publique

Dans le vaste paysage que dessine ce mouvement en faveur de la refondation du récit national, une autre catégorie d'acteurs s'avère très mobilisée : celle du monde socioculturel. On trouve là des initiatives lancées par des journalistes, des artistes, des enseignants, des travailleurs sociaux..., qui ont décidé « *d'accompagner* » la prise de parole des publics auxquels

ils ont à faire, dans une logique proche de l'éducation populaire — même si le terme n'est pas toujours revendiqué en tant que tel.

Emmanuel Vaillant, ex-rédacteur en chef du magazine l'Étudiant et initiateur de ZEP, Zone d'Expression Prioritaire⁴¹, fait partie des professionnels engagés dans ce genre de dynamique. C'est à partir d'un blog que l'initiative est née, à l'origine en vue de favoriser la participation des jeunes des quartiers populaires à l'élection présidentielle de 2012 :

« On avait mis en place un blog qui s'appelait '2012 est à vous', qui visait à faire parler les jeunes sur les enjeux politiques », raconte Emmanuel Vaillant. « Ça a très bien marché, sauf que sans surprise, on s'est aperçu que ceux qui s'exprimaient étaient toujours un peu les mêmes, c'est-à-dire ceux qui étaient en capacité et en maîtrise [du langage public] et qui se sentaient légitimes à prendre la parole. »⁴²

Partant de ce constat de déficit d'expression publique d'une partie de la jeunesse, Emmanuel Vaillant imagine alors avec Edouard Zambeaux⁴³ et le secrétaire général de l'AFEV⁴⁴ un « dispositif media innovant d'accompagnement des jeunes de 15 à 25 ans à l'expression. »

« Il ne suffisait pas de mettre une plateforme à disposition des jeunes pour qu'ils s'expriment, (...) il fallait mettre en œuvre un dispositif qui permette d'accompagner et de faire émerger cette parole. Un dispositif médiatique, animé par des journalistes, qui ne parlent pas à la place de, mais aident les jeunes à s'exprimer et se raconter. »⁴⁵

En 2015 les initiateurs créent l'association ZEP, qui obtient rapidement le soutien de *La France s'engage*, mouvement initié par François Hollande pour encourager l'innovation sociale — devenu depuis une fondation. Suite aux attentats terroristes de cette année-là sur le sol français, ZEP bénéficie d'un regard favorable des pouvoirs publics, qui s'inquiètent de « l'embrigadement des jeunes » et des discours de haine qui se répandent alors dans certains milieux. Grâce à des financements publics (Ministère de la Jeunesse, de la Ville, de la Culture...) et privés (Fondation de France, Fondation EDF...), auxquels s'ajoutent ses ressources propres, l'association commence à déployer ses interventions, qui visent à « aider à la prise de parole et de confiance des jeunes, notamment les plus fragiles », en combinant trois registres d'action : « des ateliers d'écriture pour accompagner les jeunes qui souhaitent témoigner et se raconter ; des ateliers de création de médias pour aider les jeunes sur les techniques et les contenus éditoriaux ; des ateliers d'insertion professionnelle par la pratique media dédiés aux jeunes en décrochage scolaire. »

« Notre conviction est qu'il y a une certaine frange de la population de la jeunesse qui n'est pas ou peu entendue, et qu'en allant vers eux pour les aider à se raconter, à témoigner, on a un double effet bénéfique. D'une part, pour les jeunes eux-mêmes, un effet de 'libération' : s'exprimer c'est s'extraire de soi. On leur donne des outils pour gagner en autonomie, en capacité d'expression, pour les aider à se trouver une place

⁴¹ Ainsi nommée en référence au dispositif des Zones d'Education Prioritaire, créées par l'Etat en 1981.

⁴² Entretien avec Emmanuel Vaillant, FRV100 2017.

⁴³ Producteur sur France Inter de l'émission Périphéries (et ayant lui-même participé à la fondation du *Bondy Blog*.)

⁴⁴ Association de la Fondation Étudiante pour la Ville, créée en août 1991 avec l'ambition de « lutter contre les inégalités et la relégation dans les quartiers populaires en France ». Présente dans 330 quartiers, elle contribue à l'engagement citoyen des jeunes, notamment à travers son dispositif d'accueil en service civique Volontaires En Résidence. Voir : <http://afev.org/presentation/presentation-generale/>

⁴⁵ Entretien avec Emmanuel Vaillant, FRV100 2017.

dans la société. Faire émerger des problématiques qu'ils n'arrivent pas à exprimer, ça les aide à se sentir mieux personnellement, individuellement. Le deuxième élément important est que leur parole raconte quelque chose de la jeunesse et fait écho à ce que vivent d'autres jeunes. (...) On les pousse à se raconter de façon extrêmement argumentée et précise, au ras des réalités qu'ils vivent ; et plus on descend dans des réalités tangibles et détaillées, plus ça fait écho à ce que vivent d'autres jeunes. »⁴⁶

Lauréat 2015 de *La France s'engage* et lauréat 2016 des *Assises internationales du journalisme*, ZEP poursuit le même genre d'objectifs que le Bondy blog : « *faire émerger des paroles que l'on n'entend pas* », aider des jeunes à s'exprimer « *pour qu'ils partagent leurs regards sur la société et qu'ils renforcent leurs pratiques médiatiques et leur esprit critique* ». À deux nuances près cependant : le dispositif n'est pas strictement dédié aux jeunes des quartiers populaires, et il ne vise pas la formation de journalistes. Cela permet à l'association d'accompagner un public plus large (environ 1200 jeunes de 15 à 25 ans touchés pendant l'année scolaire 2016/2017). « *On s'intéresse aussi bien à des jeunes des lycées qu'à des jeunes déscolarisés, des jeunes en prison, que des jeunes en milieu hospitalier, les filles comme les garçons* », explique Emmanuel Vaillant. Avec 3,5 salariés, deux jeunes en service civique et un réseau de journalistes associés (et rémunérés), ZEP propose ses interventions à des structures qui agissent auprès des jeunes : établissements scolaires, missions locales, associations étudiantes, structures d'insertion, écoles de la deuxième chance... Surtout présente en Ile-de-France, elle étend son action en fonction des liens tissés avec journalistes et partenaires (fin 2017, elle était intervenue dans 5 régions et une quarantaine de villes, dont Rennes, Angers, Perpignan, Marseille, Lille, Strasbourg, Dijon, Dunkerque...). Les journalistes associés animent trois à cinq ateliers d'écriture avec un groupe donné, rassemblé par la structure partenaire. Ils aident les participants à « *formaliser un récit* » sur leur vie, ou sur telle ou telle expérience qu'ils ont traversée. L'idée étant que la collection de témoignages singuliers et diversifiés ainsi obtenue contribue à dessiner un tableau de ce que vit la jeunesse française d'aujourd'hui.

Pour que la démarche fasse sens, on le comprend, deux enjeux sont à travailler : d'une part « *l'éducation à l'expression* », d'autre part la médiatisation la plus large possible des récits obtenus. Le premier aspect suppose que les journalistes intervenants soient formés à ce qu'Emmanuel Vaillant appelle un travail de « *maïeutique* ». Des méthodologies ont été mises au point par l'équipe pour faciliter l'expression de ce public particulier, parfois en difficulté par rapport au français et à la maîtrise du langage. Mais l'exercice commence souvent par le fait de convaincre les jeunes concernés qu'ils ont des choses à dire, que leurs histoires intéressent le pays.

« Quand on va dans un lycée, dans une classe, et qu'on leur demande de nous raconter ce qu'ils vivent, on a évidemment beaucoup de jeunes qui disent : 'Ben..., je sais pas, moi, j'ai dix-sept ans, je vais au lycée, je me lève le matin, je me couche le soir, j'ai rien de spécial à raconter. Ma vie n'est pas intéressante.' (...) Même des jeunes de Sciences-Po Paris, plutôt bien pourvus socialement et scolairement donc, ont été un peu surpris (par la démarche). Ils sont plus habitués à ce qu'on les interroge pour leur demander leur point de vue, de façon scolaire, par exemple sur la politique européenne, qu'au fait de rentrer dans l'intime. Du coup, ils se sentent un

⁴⁶ *Idem* note précédente.

peu déboussolés : 'Je ne sais pas..., tout va bien pour moi, je ne vois pas ce que je pourrais raconter.' »⁴⁷

Afin de surmonter ce genre de freins, d'aider à aborder des sujets « sensibles » (la relation aux parents, le consentement sexuel, l'hébergement d'urgence...), ou encore pour dépasser le fait que « *l'expression vient plus facilement avec les filles que les garçons* », peu habitués à partager leurs émotions, les animateurs déploient diverses méthodologies, qui passent par l'écoute, la mise en confiance, ou parfois le recours à l'anonymat.

« Récemment, on a fait des ateliers en prison », explique Emmanuel Vaillant. « Je leur ai dit : 'Voilà, moi, la prison, je ne connais pas. Vous ça fait un, deux ou trois ans que vous y êtes, je voudrais que vous me racontiez. Je pense que c'est important que vous racontiez (votre histoire), pour vous, parce que c'est un témoignage qui va peut-être vous aider à comprendre mieux ce que vous vivez, et surtout pour les autres, pour ceux qui n'y sont jamais allés et qui veulent savoir ce que c'est que d'avoir dix-huit ou vingt ans et de vivre vingt heures sur vingt-quatre dans une cellule.' »⁴⁸

Ensuite, lorsqu'il s'agit de passer à la mise en forme de récits publiables, ZEP utilise toute une panoplie d'outils de « *libération de l'écriture* » :

« Des exercices d'écriture automatique, des jeux, inspirés de l'Oulipo, de Perec, où on demande d'écrire trois phrases sans la lettre A, par exemple. L'écriture sur les sens, aussi, où on leur demande de décrire l'espace dans lequel ils sont en utilisant un seul des cinq sens. (L'idée), c'est : 'Lâchez-vous !'. Ensuite, ce sont plutôt des leviers autour d'une démarche de bienveillance, de mise en confiance, de discussion. On construit par exemple des constellations de mots autour d'un thème : par exemple pour leur faire dire ce qu'est pour eux la pauvreté, on écrit au tableau des mots comme pauvreté, inégalités, riche, pauvre, etc., et on les fait réagir autour de ces mots. 'Est-ce qu'il y en a un qui t'intéresse en particulier ?' (...) Nous utilisons aussi le jeu du porte-clefs : on leur fait sortir leur trousseau de clefs et on leur demande de se raconter autour de ce trousseau : 'Voilà, c'est la clef de ma maison, c'est la clef de mon vélo, c'est le doudou que j'accroche à mon porte-clefs qui m'a été offert par ma mère, par mon chéri, etc.' Donc on rentre un peu dans l'intimité comme ça. (...) Et dans la discussion, on arrive à chaque fois à tirer un fil. »

Parce que l'écrit est « *une barrière difficile à franchir* » pour une partie de ce public, l'association expérimente également d'autres formats d'expression : ateliers de radio, de vidéo, ateliers *Snapchat* (dans lesquels l'idée est de « *détourner l'usage qu'ils font des stories Snapchat, d'utiliser la story comme un mode de récit de soi.* »)

On retrouve le même genre d'organisation (des professionnels ou des militants de l'éducation populaire alliés à des publics « *que l'on n'entend pas* ») dans d'autres expériences : celle du collectif Tribudom, par exemple. Fondé par le réalisateur Claude Mourieras⁴⁹ suite au « *choc du 21 avril 2002* »⁵⁰, Tribudom est composé de réalisateurs et techniciens de cinéma, plasticiens photographes, musiciens..., qui se sont donné pour objectif de « *valoriser le potentiel créatif des habitants des quartiers populaires* ». L'association,

⁴⁷ Entretien avec Emmanuel Vaillant, FRV100 2017.

⁴⁸ Entretien FRV100 2017.

⁴⁹ Qui est également à l'origine de la CinéFabrique à Lyon.

⁵⁰ Qui vit Jean-Marie Le Pen, leader de l'extrême-droite française, se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle devant le Premier ministre de l'époque, Lionel Jospin.

basée en région parisienne, entend lutter contre les « *représentations stigmatisantes et homogénéisantes* » véhiculées par les grands médias d'actualité sur ces quartiers. Elle produit des films courts de fiction qui permettent à des collégiens, des lycéens, et plus généralement des habitants de ces territoires de « *se dire en images* », et de révéler ainsi une réalité non stéréotypée de la diversité du pays. Les artistes et techniciens (qui interviennent ici à titre bénévole) animent avec la médiatrice socioculturelle de l'association des ateliers qui permettent d'impliquer les participants dans toute la chaîne de fabrication d'un film, depuis l'écriture collective de scénario jusqu'à la post-production. Une démarche qui a notamment donné lieu à la réalisation d'une web série intergénérationnelle et participative, « *Demain j'lui dis...* ». Tournée en Seine-Saint-Denis, la série met en scène des histoires personnelles dont l'interculturalité constitue souvent la trame de fond.

➡ Voir fiche initiative jointe en annexe.

Autre approche dans le même registre : les Criées citoyennes, projet « *transmédia* » porté par la Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement⁵¹ et un collectif d'artistes et de producteurs, Le Vent se lève. L'action est née dans le cadre d'un dispositif expérimental promu par le Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté en mars 2015, après l'attentat contre Charlie Hebdo : la *Fabrique des initiatives citoyennes*. Le gouvernement français avait alors décidé de « *mobiliser des moyens supplémentaires afin de renouveler les actions d'éducation populaire au profit des habitants des territoires fragiles, et notamment ceux qui vivent dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.* »⁵²

« *Fabriquer de la citoyenneté* » en organisant une « *levée de voix* » : telle était l'idée de départ. « *Pas les muettes qui tombent dans l'urne* », précise Jean-Pierre Chrétien-Goni, directeur artistique du Vent de lève, « *mais celles qui portent, haut et clair* ». Pour cela, les deux partenaires imaginent « *une méthode contre nos silences, contre les silences de ceux qui ont fini par croire qu'ils n'avaient rien à dire sur notre monde commun.* » Inspirée d'un atelier déjà conduit à Marseille par Le Vent se lève et dénommé Les Criées en référence à la tradition des crieurs publics, elle repose sur la mise en place « *d'objets artistiques participatifs* » susceptibles de provoquer des prises de parole de la part de « *personnes très éloignées de toute forme de participation dans notre société.* »⁵³ Paroles qui sont ensuite destinées à être valorisées et « *criées* » dans l'espace public.

L'action s'est déroulée en 2016 et 2017 grâce à l'implication de centres d'animation de la Ligue de l'enseignement et d'associations de quartier (La Courte-Echelle, l'Accorderie, la Petite Roquette) situés dans les 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements de Paris, au sein des quartiers Saint-Blaise et Curial-Cambrai, classés prioritaires au titre de la Politique de la Ville. Dix ateliers ont été menés dans sept lieux, auprès de groupes très différents rassemblés par ces structures partenaires (jeunes déscolarisés, retraités, personnes primo-arrivantes en France, personnes en situation de handicap mental...).

« *On a travaillé avec un slameur, Forbon*⁵⁴, *pour aider les gens à déclencher cette parole, à écrire des textes* », explique Olga Kokorina, recrutée au sein de la Ligue pour coordonner la Fabrique d'initiatives citoyennes. « *On avait aussi une machine*

⁵¹ Anciennement la FOL, Fédération des Oeuvres Laïques

⁵² Voir : <http://www.ffmjc.org/spip.php?article586>

⁵³ Entretien avec Olga Kokorina, FRV100 2017.

⁵⁴ Auteur-slameur, Forbon N'Zakimuena accompagne les jeunes publics dans le cadre d'ateliers autour de l'expression orale, le beat box et le slam.

qui fait des boucles sonores, des bruitages. Donc ils pouvaient faire eux-mêmes leur propre bruitage, et construire des boucles, construire des rythmes et ensuite à partir de ces rythmes, construire leur texte. Il y a certains textes qui sont très rythmés, presque comme des tentatives de textes de slam, d'autres qui sont plus des revendications parce que d'un coup ils ont eu envie de revendiquer l'appartenance à leur quartier. »⁵⁵

Diverses techniques, au premier rang desquelles « l'écoute active », ont été utilisées pour permettre aux participants de formuler leurs pensées et d'écrire sur leur situation personnelle, l'idée étant de « partir de l'intime pour aller vers le poétique, puis du poétique vers le politique. » Le photo-langage, par exemple, a permis de déclencher la parole des jeunes à partir de photographies de leur quartier, de rues, d'écoles, de terrains de sport, mais aussi de photos d'actualité, de voyages, de manifestations ou de violences policières... ; ou encore la technique du tableau analogique (« Et si j'étais un animal, je serais ça... »), qui permettait notamment de faire réagir des personnes parlant mal le français.

« Cela a donné la possibilité aux gens de se rendre compte que leur parole a une résonance plus globale : c'est-à-dire que ce que je vis, l'autre le vit aussi. En fait, il suffit juste de l'exprimer pour se rendre compte, que l'on soit d'accord ou non sur certaines choses, mais les situations, les événements, le bâtiment qui tombe en ruines, moi je le vois au même titre que toi tu le vois, car on vit dans le même quartier. Sauf qu'on ne partage jamais nos opinions sur ça. »⁵⁶

Sur le fond, l'exercice a révélé des thématiques très partagées, comme l'injustice par exemple, « un sentiment qui s'est révélé assez généralisé, d'une génération à l'autre, d'une nationalité à l'autre, d'un quartier à l'autre. » Il a aussi mis en lumière de très forts écarts générationnels, entre des seniors encore optimistes, portés par l'espoir (« Vous allez voir, ça va s'arranger, on va réussir... ») et des jeunes très centrés sur leur quartier et ayant du mal à trouver leur place dans notre société :

« J'ai été vraiment surprise, car je m'attendais au contraire », se souvient Olga Kokorina. « Que les jeunes seraient plus dans l'espoir et le combat, et les retraités plutôt dans la nostalgie. (...) J'ai l'impression que la jeune génération est plus paumée que les générations de leurs aînés : ils sont nostalgiques de l'enfance, quand on a encore le sentiment que tout est possible (...). Ceux du quartier Saint Blaise témoignaient d'un détachement très fort. Par exemple, ils ne comprenaient pas pourquoi les jeunes font la guerre avec les flics... (parce qu'on était en plein dans les manif contre la loi travail et les images des violences policières contre les manifestants). On a passé un atelier à parler de ça, où ils nous disaient : 'Moi je comprends quand les flics nous tapent, mais pourquoi ils vous tapent vous ?' Cette façon-là d'être déconnecté de ce qui se passe et de se dire : 'Cela ne nous regarde pas puisque nous on a d'autres problèmes...' »

Se faire entendre : l'enjeu de la diffusion

Une chose est de s'exprimer, ou d'aider les autres à le faire..., une autre de porter toutes ces voix sur la scène publique, de telle sorte qu'elles fassent sens commun et pèsent dans la redéfinition du récit national. Si toutes les initiatives dont on vient de parler poursuivent cette ambition, nombre d'entre elles se heurtent à l'enjeu de diffusion/valorisation des messages, des témoignages et des récits qu'elles contribuent à produire. Car cela nécessite à la fois des moyens techniques et humains, des réseaux de contact, une surface médiatique et

⁵⁵ Entretien FRV100, 2017.

⁵⁶ Entretien avec Olga Kokorina, FRV100 2017.

politique dont bien peu disposent, parmi les « *acteurs faibles* » qui portent la plupart de ces expériences.

Du côté des Criées citoyennes, par exemple, le public récepteur des paroles recueillies dans le cadre des ateliers artistiques est resté limité, l'accent ayant été clairement mis sur l'expression elle-même. De « *petites balises sonores* » ont été enregistrées, et des restitutions ont eu lieu auprès des participants et des personnes fréquentant les structures partenaires du projet, notamment à partir d'un petit recueil de textes et de photographies édité à 1000 exemplaires. Les enregistrements ont également été diffusés sur plusieurs radios (Fréquence Paris Plurielle, Radio Campus Paris, Arte Radio) ; une exposition et une installation sonore, réalisées en février 2017 sont restées un mois au centre d'animation Wangari Maathai, dans le quartier Saint-Blaise (décembre 2016) avant de rejoindre un autre centre d'animation de la Ligue de l'Enseignement de Paris, dans le 20^{ème} arrondissement, puis d'être installées pour un mois à la Préfecture d'Ile-de-France. Autant de dispositifs dont la Ligue a du mal à mesurer l'impact, sauf en ce qui concerne les publics eux-mêmes, leurs proches et les structures partenaires, au sein desquelles les ateliers « *ont provoqué partage, échange et confrontation des points de vue et des expériences et fait émerger une aspiration commune à l'expression libre.* »

« On ne s'est jamais posé la question 'A qui est-ce que l'on s'adresse ?' », reconnaît Olga Kokorina. « Le plus important pour moi, c'est de faire sortir cette parole de nos corps, de s'exprimer, de savoir que cette parole-là elle est entendue, que l'on est dans les conditions d'une écoute active, que ce n'est pas juste du blabla, mais que l'on va en faire quelque chose. (...) On a distribué le livre à tous les participants, gratuitement. On les a mis en libre service dans les centres d'animation, les gens en parlaient, ils en prenaient... Et dans le centre Wangari, il y avait beaucoup d'ados qui étaient extrêmement touchés de retrouver leurs textes dedans. Ils étaient très fiers, ils disaient qu'ils avaient un livre maintenant, qui parle de tout ce qu'ils ont sur le cœur. (...) À la Préfecture, on avait mis à disposition des petits ordinateurs avec des casques. Et j'avais imprimé des petits écriteaux cartonnés, que nous avons accrochés entre les photos : des briques de phrases, pour permettre que cette parole soit entendue et lue par des agents de l'État. C'est déjà super que l'expo, avec ces textes-là, soit allée à la Préfecture : j'ose espérer qu'ils seront un peu moins déconnectés du terrain maintenant qu'avant. »⁵⁷

Cette question de la valorisation/diffusion des récits obtenus demeure sans conteste le point faible de nombre des expériences dont on parle. Emmanuel Vaillant, directeur de la rédaction de ZEP, reconnaît pourtant que l'exercice d'incitation à l'expression des personnes « *inaudibles* » de notre société ne prend sens que dans la mesure où il est médiatisé : « *Les ateliers qu'on a faits en prison ont donné lieu à dix textes qui sont, je trouve, extraordinaires, très forts. Et pour les jeunes détenus, c'était très important que ce soit publié. J'essaie de démontrer à l'administration pénitentiaire qu'il faut absolument les publier. Mais c'est très compliqué...* »⁵⁸ Ce n'est pas simple, en effet. Il faut déjà parvenir à « *un récit suffisamment pertinent et argumenté pour qu'il soit audible et visible par un lecteur extérieur* », explique le responsable de ZEP. D'où l'enjeu d'accompagnement des publics par des auteurs, des journalistes, des artistes, étudiants en communication..., intervenant à titre professionnel ou

⁵⁷ Interview FRV100 2017.

⁵⁸ ZEP y est cependant parvenu, depuis l'entretien qui nous a été accordé en 2017, puisque ces récits ont été publiés dans le journal Libération en 2018, ainsi que sur le site internet de l'association.

bénévole, qui vont aider à mettre en mots ou en images les témoignages recueillis. Mais au-delà, il faut aussi dépasser des obstacles administratifs, juridiques, financiers..., pour franchir l'étape de la publicisation, qui seule permettra de conférer aux récits en question la notoriété et la puissance nécessaires pour qu'ils obtiennent l'aura recherchée.

Même lorsque ces initiatives émanent d'organisations d'ampleur nationale, la question se pose : comment porter ces voix au-delà des milieux déjà convaincus (intellectuels ou militants engagés dans la défense des minorités ou la reconnaissance de la diversité culturelle) ? Dans le contexte actuel d'affaiblissement des médias généralistes et de multiplication des médias « *de niche* », le défi est d'autant plus grand. Celles et ceux qui entendent le relever n'ont d'autre choix que de multiplier les modes de diffusion, pour toucher des tranches de publics diversifiées et faire en sorte que le débat s'ouvre au sein de la société. La Fondation Abbé Pierre active régulièrement à cette fin des médias grand public, sur lesquels elle diffuse des témoignages télévisés, écrits, audio... de personnes mal logées, à la rue ou victimes d'exclusion. En 2016, à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, elle s'est par exemple associée à France Inter pour l'opération *Tweets 2 rue* : des smartphones avec un forfait équipé d'une connexion internet ont été distribués à cinq personnes sans domicile fixe à Paris, Metz et Bourges, pour qu'elles puissent raconter leur quotidien sur le réseau social et sur la radio nationale (tout en étant accompagnés dans l'expérience par l'association Génération Réactive, à l'initiative du projet). Au-delà du fait de « *redonner la parole à ceux que l'on n'entend jamais* » et de « *recréer du lien social* », l'objectif était bien, pour la Fondation, de « *sensibiliser l'opinion publique à la lutte contre la précarité et l'exclusion, ainsi que d'infléchir les politiques publiques, tant nationales que locales, en matière de logement.* »⁵⁹

L'association ZEP, elle aussi, a recours à toutes sortes de moyens pour accroître au maximum l'écho donné aux textes qu'elle recueille. Elle organise des événements, comme en 2017 à Beaubourg, où des représentants des candidats à l'élection présidentielle sont venus écouter des textes lus par de jeunes auteurs, complétés par des capsules vidéos. Elle utilise son site internet, a noué des partenariats avec plusieurs grands médias nationaux, qui publient régulièrement des récits produits dans le cadre des ateliers ZEP : L'Étudiant, France Inter, Libération, le Huffington Post, Le Monde.

« Le Huffington Post nous publie chaque semaine des témoignages », précise Emmanuel Vaillant, « et depuis peu, nous avons un partenariat avec Le Monde, autour de la question de l'orientation des jeunes, scolaire et post bac. On aura chaque semaine un témoignage d'un jeune sur la problématique de l'orientation. Nous avons aussi des partenariats plus épisodiques, sur des projets spécifiques. Avec Radio France, par exemple : on a fait travailler des jeunes collégiens sur des récits qui vont faire l'objet de capsules audios. Nous avons aussi pour ambition de travailler avec la PQR⁶⁰. On est en contact avec Ouest France, l'Est Républicain et les Dernières Nouvelles d'Alsace, pour faire publier des textes qui ont été réalisés dans les régions concernées. »⁶¹

« La prison, j'y ai vu la chance d'apprendre un métier »

Aymeric, 22 ans, en détention à Fleury-Mérogis.

⁵⁹ Source : https://www.huffingtonpost.fr/2013/10/17/franceinter-smartphone-sdf-tweet-tweetent-twitter_n_4113777.html

⁶⁰ Presse quotidienne régionale.

⁶¹ Entretien FRV100, 2017.

Texte issu de témoignages recueillis par l'association ZEP, publiés par le journal Libération dans la série « Moi, jeune », le 27 avril 2018, à lire [juste ici](#).

« J'ai été incarcéré le 16 juillet 2015, à la prison de Fleury-Mérogis. Plusieurs mois avant ma condamnation, j'étais en mandat de dépôt, pas encore condamné. Sachant que j'étais sûr que je serais condamné au moment du jugement, j'ai commencé à prendre connaissance des diverses activités pour préparer ma réinsertion. On m'a indiqué que, pour avoir une bonne image auprès de l'administration, il faut avoir un comportement discipliné et exemplaire, que j'ai tout de suite adopté.

Je me suis inscrit à des activités sportives. La musculation est une façon de m'évader de cette détention pénible, à travers l'acharnement à sculpter mon corps. Je me suis aussi inscrit au centre scolaire, à un BEP service administratif. Pour me cultiver et pour me permettre d'obtenir un diplôme.

Quand j'étais dehors, je n'avais pas de qualification à part quelques expériences dans la vente de prêt-à-porter. Je n'ai pas compté mes efforts en allant chaque jour en cours. J'ai appris à avoir une meilleure éloquence, une grammaire plus enrichie et une meilleure orthographe, ce qui m'a permis d'être plus compréhensible. J'ai passé mon examen en juin 2016. J'y suis allé avec une grande sérénité, car j'avais énormément révisé pour faire de mon mieux. À la fin de l'examen, j'étais soulagé et confiant du résultat.

Le 6 juillet 2016, j'ai été appelé à comparaître à mon jugement. Ce jour-là, je me suis réveillé avec un grand stress, c'est rare. Une heure avant que les surveillants viennent me chercher dans ma cellule pour l'extraction, j'ai reçu une lettre : j'avais obtenu mon diplôme. Le stress du matin s'est estompé en un instant et une grande joie m'a envahi. J'étais super confiant pour le reste de la journée et le jugement. Après ma condamnation, j'ai été changé de bâtiment pour aller dans celui des condamnés. Je me suis alors immédiatement réinscrit au scolaire.

J'ai été accepté à la formation d'électricien. On m'a changé à nouveau de bâtiment : mon codétenu était dans la même formation. J'ai été surpris et content, car le feeling passait bien. Nous avons pris connaissance de la formation et du dispositif à respecter. Ce métier me passionne et je voudrais le poursuivre dehors. Je me suis extrêmement investi, j'y ai vu une chance d'apprendre un métier, mais surtout un métier dans lequel je pourrais m'épanouir et trouver un emploi stable. Durant plusieurs mois, j'ai redoublé d'efforts et j'ai eu les résultats le jour même de l'examen. Ils ont prononcé mon nom et m'ont dit que je l'avais obtenu. Ça y est, j'ai mon diplôme, prêt pour la sortie. »

ZEP envisage également la publication d'ouvrages papiers, ou de recueils de témoignages sous des formats aptes à toucher un large public (médiats jeunes). Et elle a participé à la réalisation d'un film, à partir d'ateliers d'écriture et de musique organisés avec des adolescents. Sorti en salles en février 2018 et intitulé « *Un jour, ça ira* », celui-ci suit deux jeunes à la rue, leur arrivée à l'Archipel, un centre d'hébergement d'urgence au cœur de Paris, et leur travail d'expression sur les réalités qu'ils vivent. Lorsque la publication est au rendez-vous, les effets sont notables pour les personnes concernées en termes de renforcement de l'estime de soi ; ils le sont aussi pour l'ensemble des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, qui accèdent ainsi à des réalités peu connues.

« On a fait une double page dans Libération, qui s'appelait « Le 115 à 15 ans », explique Emmanuel Vaillant. « Le 115, c'est le numéro de téléphone pour demander un hébergement d'urgence, le SAMU social. C'était très émouvant, le moment où ils ont

vu leurs textes publiés dans le journal, et donc lus par tout le monde, complètement publicisés. Ils en tiraient une très grande fierté. C'est très important pour eux. »⁶²

D'autres acteurs marient l'action sur le terrain et l'action médiatique, pour dire la France plurielle d'aujourd'hui. L'association Permis de vivre la ville, par exemple (créée en 1987 sous le haut patronage de l'Abbé Pierre), qui intervient dans les zones urbaines en difficulté suivant une pédagogie de l'implication. Elle a entre autres encadré l'écriture du *Lexik des cités*⁶³ et mis en place la plateforme numérique *Banlieues créatives, pour le meilleur et pour le dire*, dont l'objectif est de mettre en valeur « *la richesse humaine et le dynamisme des banlieues* ». ⁶⁴ Mise en œuvre par la journaliste Anne Dhoquois et une équipe composée de professionnels (journaliste, réalisateur, graphiste, motion designer) et de jeunes en insertion, la plateforme se présente comme « *le média de la créativité artistique, associative et entrepreneuriale de nos villes et de nos quartiers populaires* ». Elle se veut à la fois un média d'information (base de données d'initiatives, nano-métrages, entretiens filmés, portraits d'acteurs, tribunes...), d'interpellation (campagnes de sensibilisation sur les maux dont souffrent les quartiers, accompagnées d'un appel à participation des internautes qui peuvent publier leurs réalisations : vidéos, affiches, clips...), et de valorisation des bonnes pratiques qui se déroulent sur tout le territoire en matière d'insertion, de citoyenneté, de solidarité, d'emploi, d'apprentissage... En étant un point de rencontre entre les mondes intellectuel, journalistique, économique et les quartiers, en « *mêlant les regards, les points de vue, le théorique et le vécu* », Banlieues créatives veut à la fois « *donner de la force* » aux acteurs de terrain, favoriser leur mise en réseau, « *complexifier les problématiques* », et « *hisser le débat [sur les banlieues] à un niveau sociétal* ».

Une démarche de « *complexification* » du récit national que défend aussi la revue D'ailleurs et d'ici !, coordonnée par Marc Cheb Sun, auteur et journaliste autodidacte qui avait déjà co-fondé en 2005 le magazine Respect Mag. Se présentant comme « *le média d'une France plurielle* », c'est un mook, autrement dit une publication périodique se situant entre magazine, revue papier, livre et web média. Elle propose des rendez-vous vidéo, des reportages, de la BD, des fictions « *pour raconter d'autres histoires d'une France plurielle* ». « *Revue hybride pour France crispée* »⁶⁵ qui ne nie pas son enracinement dans l'éducation populaire, elle est née fin 2014, « *pour créer du désir de pluralité, une fierté d'être ce que l'on est, tout ce que l'on est, sans avoir à choisir entre nos multiples appartenances. D'ailleurs et d'ici ! propose de les conjuguer pour inventer ce que nous sommes hors des préjugés et des assignations. Hors des identités figées. Et pour nourrir la société française d'une autre énergie.* »⁶⁶

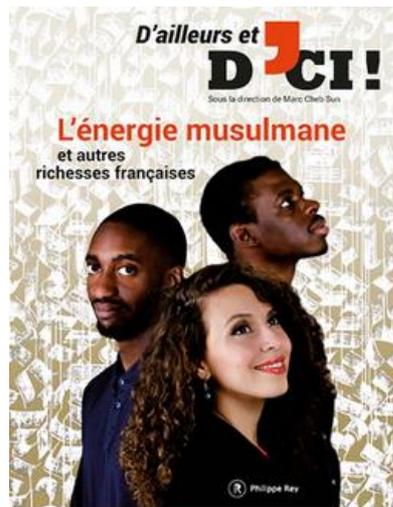
⁶² Entretien FRV100, 2017.

⁶³ Ouvrage conçu par dix jeunes du quartier du Bois Sauvage (Evry) et publié par le Fleuve Noir en octobre 2007.

⁶⁴ <http://banlieues-creatives.org/>

⁶⁵ <https://the-dissident.eu/8861/>

⁶⁶ <https://dailleuretici.news/>



La revue, qui a publié trois numéros papier en trois ans, édite une newsletter et de nombreux contenus numériques, parie sur une « *haute exigence d'écriture, de sens, de graphisme* », ainsi que sur la coproduction de ses contenus par des lycéens, des enseignants, des entrepreneurs, des artistes... L'équipe participe à des rencontres organisées dans toute la France par des villes, collèges, lycées, universités, entreprises ou associations... Et elle anime depuis 2014 des ateliers créatifs, en prolongement des thèmes de la revue, à Paris et en Ile-de-France. Un atelier d'écriture de scénario a par exemple permis à des jeunes d'une cité du 12^{ème} arrondissement parisien d'accoucher d'un court-métrage sur le harcèlement policier. Soutenus par des éducateurs dans leur démarche pour porter plainte, les dix-huit jeunes concernés se sont vus proposer par D'ailleurs et d'ici ! de « *raconter une histoire* » par le biais du cinéma : « *On ne peut exister dans l'humiliation et l'oppression, on reprend sa place dans la création. Il fallait donc qu'ils inventent leur propre voix* », explique Marc Cheb Sun.⁶⁷

On l'aura compris à travers ce tour d'horizon : une multitude d'initiatives sont en cours dans tout le pays, pour porter les voix des fractions de la population française dont le rapport à la Nation est supposé fragilisé ou non reconnu, et pour faire en sorte que de ces récits croisés naisse un sentiment élargi de concitoyenneté. Outre celles que nous avons évoquées, on aurait pu parler de toutes les démarches qui utilisent le théâtre comme média ; ou encore les séries télévisées ; le *one man show* (d'humoristes plus ou moins célèbres, à l'instar de Fellag par exemple, dont les prestations dédramatisent les relations interculturelles) ; l'événementiel (à l'image de la Biennale Traces en Auvergne-Rhône-Alpes, réseau-forum qui fédère depuis dix-huit ans « *des acteurs intéressés par les questions mémorielles et les migrations ayant contribué à "faire Rhône-Alpes"* » et propose dans toute la région une série d'événements multiformes : artistiques, scientifiques, patrimoniaux, etc.)

Il faut sans doute cette multiplicité d'approches, ce fourmillement d'initiatives impliquant toutes sortes d'acteurs et de médias, pour ouvrir largement la réflexion collective et le débat sur l'idée de nation, le concept de citoyenneté, le rapport à la langue, l'appartenance culturelle..., tels qu'ils sont questionnés par le monde d'aujourd'hui ; pour opposer aux mouvements qui valorisent une identité nationale fermée et immuable une conception du « *roman*

⁶⁷ <https://dailleuretici.news/atelier-4>

français » reposant sur des identités et des voix multiples. Ce n'est pas d'en haut en effet, d'un unique lieu du pouvoir, que s'imposera ce nouvel imaginaire : il doit naître de la société elle-même, de ses tensions et évolutions les plus contemporaines.

2/ Proposer des modèles d'identification positive

« L'idée des afterworks, (...) c'est qu'on invite des gens issus du territoire et qui ont eu des parcours inspirants. Qui ont rencontré des difficultés dans leur parcours, mais qui ont cru en leurs rêves. Ce sont des gens qui ont des réussites traditionnelles — avocat, médecin... — ou des réussites plus altruistes, comme avoir monté une association qui aide dans le quartier, avoir écrit un livre, etc. »

Inès Seddiki, Présidente fondatrice de Ghett'Up

Comme la toute jeune association Ghett'Up, qui entend « revaloriser les quartiers populaires auprès du grand public, et surtout auprès des habitants eux-mêmes », pour que ceux-ci « puissent exprimer leur potentiel et prendre la place qui leur revient dans la société, en tant qu'individus et citoyens », nombre des initiatives repérées dans le cadre de cette enquête s'appuient sur un principe bien résumé par la notion de « rôle modèle ». Sans forcément l'exprimer ainsi ou le théoriser, leurs promoteurs croient à la mobilisation par l'exemple, ou encore à l'apprentissage par imitation. Ils s'inscrivent ainsi dans la lignée du sociologue américain Robert King Merton (1910-2003), qui a développé ce concept de *model role* dans une étude consacrée aux mœurs de socialisation des étudiants en médecine de Columbia :

« Bien plus que lors des leçons magistrales dispensées en amphi, c'est par l'exemple que donne le professeur-mentor que le futur médecin acquiert non seulement les gestes de sa pratique, mais aussi et surtout la posture que son 'rôle', en tant que soignant, exige. Cette conception de la transmission, Merton démontre qu'on peut l'appliquer en tous champs initiatiques : de l'école de la rue à celle du leadership en politique ou dans l'entreprise. »⁶⁸

Dans un contexte français de plus en plus marqué par la défiance des citoyens ordinaires vis-à-vis des institutions censées incarner et transmettre les idéaux républicains ; où, selon Jacques Rancière, ces idéaux ont été « retournés contre eux-mêmes », « sont devenus le contraire de ce qu'ils étaient censés être : non plus des armes de combat pour l'égalité mais des armes de discrimination »⁶⁹ ; où encore, selon Laurence De Cock, l'école « campe sur la certitude des effets performatifs (...) de l'incantation des valeurs de la République », alors que celle-ci « sont bafouées (...) par les professionnels de la politique »⁷⁰, les acteurs que nous évoquons ci-dessous ont décidé de lutter contre le décrochage citoyen qui mine nos sociétés occidentales en s'appuyant sur ce principe du rôle modèle. Face au fonctionnement « excluant » de nombre d'institutions censées insuffler le sens de la citoyenneté, ils expérimentent d'autres modes de transmission des principes de vie en commun et du désir d'agir ensemble.

⁶⁸ <https://www.eveprogramme.com/14833/cest-quoi-un-role-modele/>

⁶⁹ Source : bibliobs.nouvelobs.com, 4 avril 2015.

⁷⁰ Cf. *Pour une éducation politique par l'école*, hypotheses.org, 7 décembre 2015

Transfuges de classe et éducateurs, même combat ?

Deux catégories d'acteurs sont essentiellement représentées, parmi celles et ceux qui agissent sur le terrain en vertu de ce principe :

- d'une part des personnes issues de l'immigration plus ou moins récente dans notre pays et ayant accédé à des positions reconnues socialement, professionnellement, économiquement ;
- d'autre part des acteurs de la formation initiale ou continue : enseignants ou intervenants pédagogiques, professionnels ou bénévoles.

Les premiers se sont en général autosaisis, à titre personnel, de leur responsabilité et du rôle de mentors qu'ils jouent aujourd'hui. Par leurs prises de parole, leur engagement public, les actions qu'elles mènent (dans les écoles, les prisons, les équipements de quartier...), ces personnes incarnent délibérément la position de modèles identificatoires positifs. Cela est advenu pour chacune à différents âges de la vie, fréquemment suite à des expériences fondatrices, autrement dit des événements qui les ont elles-mêmes marquées : un voyage à l'étranger, la mort violente d'un proche, le fait d'avoir soi-même été victime de discriminations dans l'accès aux loisirs, aux stages ou à l'embauche... En racontant haut et fort leur parcours semé d'embûches et la manière dont elles ont surmonté les obstacles liés à leur origine sociale, elles valorisent des identités composites et contribuent à insuffler courage et espoir à des jeunes en déshérence, troublés quant aux valeurs de notre République ou séduits par d'autres modèles de réussite (individualistes, nihilistes, mafieux, terroristes...).

Parmi les personnalités les plus connues qui sont aujourd'hui actives de cette manière dans notre pays, on peut citer par exemple Fatou Diome, écrivain franco-sénégalaise, auteur de « *Marianne porte plainte !* »⁷¹, qui proclame avec force dans les médias nationaux et les réseaux sociaux sa fierté d'être Française d'origine africaine, tout en défendant la langue et les valeurs de la République ; Lilian Thuram et sa fondation Éducation contre le racisme ; Jamel Deboze et son Jamel Comedy Club, qui donne leur chance à de jeunes talents ; Yazid Kherfi, ancien braqueur qui sillonne les routes de France pour rencontrer des jeunes en rupture et des agents de l'État ; Latifa Ibn Ziaten, mère d'un militaire français tué par un terroriste, qui plaide dans les quartiers, les écoles et les institutions du pays en faveur du dialogue interreligieux et de la paix ; Houda Benyamina, réalisatrice de *Divines*, film récompensé à Cannes et dans divers festivals internationaux ; Abdellah Boudour, le « *Bernard Pivot des cités* » et son association Force des mixités, etc.

Mais bien d'autres femmes et hommes (artistes, entrepreneurs, éducateurs sportifs, enseignants, militants associatifs, journalistes...), dont la notoriété est moindre, agissent dans le même esprit, à l'échelle de leur quartier d'origine, de leur commune ou de leur ville, pour conjurer le sort de la panne de l'ascenseur social et entraîner derrière eux des personnes qui ne croyaient plus en leur avenir dans le pays. À noter que l'on retrouve parmi eux beaucoup de « *transfuges de classes* » ou, comme les désigne de manière plus neutre la philosophe Chantal Jacquet, de « *transclasses* »⁷² : autrement dit, des individus qui font exception au

⁷¹ Flammarion, 2017.

⁷² In : *Les transclasses ou la non reproduction*, PUF 2014. Cf. <http://www.regards.fr/web/transclasses-l-ascension-sociale-n,7871>

phénomène de reproduction sociale bien décrit par Pierre Bourdieu. « *Ce n'est pas parce qu'il y a déterminisme qu'il y a fatalité* », explique la philosophe à propos de ces figures qui résistent aux déterministes sociaux et économiques, qui échappent à leur milieu tout en ayant été porté par lui, ou qui témoignent du bon fonctionnement de la méritocratie. Parmi nos interviewés, Inès Seddiki, 26 ans, Présidente fondatrice de Ghatt'Up, est représentative de cette catégorie d'acteurs. Ayant poursuivi sa scolarité dans un lycée ZEP du Val d'Oise jusqu'à l'obtention de sa prépa HEC à Sarcelles, elle est d'abord étudiante en école de commerce à Grenoble, où elle fait de l'alternance pour pouvoir financer ses études. C'est là qu'elle mesure le « *handicap* » que constitue son origine sociale :

« Dans mon orientation, je n'avais jamais vraiment eu de modèles, on ne m'avait jamais parlé ni de prépa, ni d'école de commerce. J'ai découvert le monde de l'entreprise en première année. Et je me suis rapidement rendu compte que je partais avec un petit handicap. Comme tous ceux qui viennent de ZEP, j'avais des lacunes sur les méthodes de travail, sur l'exigence, la culture générale... »⁷³

Et c'est la découverte de Harlem en 2016, alors qu'elle effectue un stage à New York, qui constitue pour elle l'expérience fondatrice de son engagement. Installée dans ce quartier « *parce que c'était moins cher* », elle s'y intègre rapidement, rencontre diverses associations qui travaillent avec les jeunes et découvre des approches qui la font réfléchir.

« J'ai toujours baigné dans l'associatif. Ma maman est travailleuse sociale, j'étais toujours fourrée dans les Maisons de quartier. Et j'ai grandi au rythme des assos en banlieue, qui font du soutien scolaire, des sorties culturelles, etc. Et là, quand j'arrive à New York, je découvre ce qui se fait et je me rends compte qu'il y a tout un volet d'action qui n'existe pas en France. Nous, on est top en soutien scolaire, on est dans tout ce qui est ouverture culturelle..., mais la partie développement personnel, prise de confiance en soi, porter des projets, s'investir dans la vie de la société..., ce n'est pas vraiment notre fort. En rentrant, je me suis dit qu'il fallait que je partage tout ça avec les gens de chez moi. »⁷⁴

La seconde catégorie d'acteurs qui recourt au principe du rôle modèle est constituée de professionnels de l'éducation ou de l'éducation populaire. Ce sont des gens qui ne partent pas forcément de leur propre expérience, et qui parient davantage que les précédents sur le cadre institutionnel, notamment sur l'école et les lieux d'apprentissage. On y retrouve soit des professionnels qui transmettent par l'exemple et la présence physique un savoir-faire, un métier..., en jouant le rôle de tuteurs ou d'accompagnateurs dans le cadre de stages ou d'enseignements pratiques ; soit des enseignants qui invitent des personnalités « *inspirantes* » à témoigner de leur histoire devant des publics décrocheurs ou marginalisés. Le principe est utilisé dans les écoles de la deuxième chance, dans lesquelles les jeunes sont accompagnés par des « *formateurs référents* » et où des professionnels d'entreprises locales viennent présenter leurs métiers. Il fonde également des expériences nationales soutenues par des institutions officielles, comme Les Cordées de la réussite, qui visent à « *favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes, en leur donnant les clés pour s'engager avec succès dans les filières d'excellence* ». Pour cela, des étudiants d'établissements « *têtes de cordée* » (universités, grandes écoles...) assurent le tutorat de lycéens ou collégiens de quar-

⁷³ Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

⁷⁴ Idem note précédente.

tiers défavorisés. Ils interviennent lors d'ateliers en petits groupes, notamment autour des questions d'orientation, d'ambition et de confiance en soi.

➤ Voir fiche initiative jointe en annexe.

À noter que certains acteurs issus du premier groupe (des « *transclasses* ») passent parfois dans le second, en misant eux aussi sur les institutions existantes. C'est par exemple le cas de Madjid Hadj-Larbi, 44 ans, habitant de Cergy, chef de projet informatique à la Banque postale et Président fondateur de l'Après, Association pour la promotion de la réussite scolaire. Ayant lui-même été momentanément en difficulté à l'école, il a finalement passé un 3^{ème} cycle à l'Université Technologique de Compiègne et a longtemps fait du soutien scolaire dans son quartier. Et c'est le fait d'avoir un jour été cité par une collégienne qu'il aidait, dans le cadre d'une rédaction sur « *l'influence positive qu'un adulte avait pu avoir sur elle* », qui a été le déclic de son engagement à plus large échelle. Invité par la professeure de français à l'origine de la rédaction à venir témoigner dans la classe, il a réalisé combien son exemple pouvait avoir un effet entraînant pour les plus jeunes :

« Je suis intervenu en tant qu'ancien élève, j'ai raconté mon parcours, ce qui s'était passé pour moi quand je rencontrais des difficultés... et je me suis rendu compte que les élèves étaient intéressés, que ces anecdotes-là pouvaient les encourager. »⁷⁵

Loin de remettre en cause l'institution scolaire, Madjid Hadj-Larbi et les membres de l'association qu'il a fondée ont décidé de l'investir. L'Après propose donc depuis 2004, à l'invitation d'enseignants qui veulent « *donner de l'ambition aux élèves* », des interventions de « *professionnels issus de milieux modestes, ayant connu une réussite honorable grâce à l'école* ».

« L'école, c'est pour moi la pierre angulaire », insiste Madjid Hadj-Larbi. « En tout cas, si je me base sur mon expérience, je crois que beaucoup de choses se jouent à l'école. Il ne s'agit pas que de maths, d'histoire et de français, mais de tout ce qui va participer à la construction du vivre ensemble et d'une citoyenneté positive et impliquée. C'est pour ça qu'à mon sens, il faudrait vraiment mettre beaucoup, beaucoup de moyens dans l'école : un vrai plan Marshall, parce que ça résoudrait beaucoup de problèmes, à mon avis, dans la société française. »⁷⁶

Même genre de réflexion de la part de Karim Mahmoud-Vintam, fondateur des Cités d'Or, « mouvement civique porté par la jeune génération », qui veut « *réinventer l'éducation populaire (...) pour que chacun puisse grandir en tant que personne et s'armer en tant que citoyen* ». L'association organise des « *auditions publiques avec des personnalités françaises, très connues ou qui gagneraient à l'être, sélectionnées pour leur rôle potentiel de modèle ou de source d'inspiration pour la jeunesse d'aujourd'hui. Des parcours de vie riches et exemplaires, par leurs réussites comme par leurs échecs.* »

➤ Voir fiche initiative jointe en annexe.

⁷⁵ Entretien FRV100, 2017.

⁷⁶ Entretien FRV100, 2017



Source : <http://lescitesdor.fr/>

« Attraper des publics démissionnaires » et « restaurer la confiance »

Tous les acteurs repérés dans cette catégorie revendiquent une même motivation fondamentale : l'indignation contre l'injustice, l'exclusion, les inégalités ; le refus de voir une partie de la jeunesse ou de nos compatriotes sombrer dans la marginalité ou la violence parce qu'ils se sont sentis rejetés par la société, ou parce qu'ils ont été inspirés par des contre-modèles. Les publics qu'ils veulent toucher sont donc ceux qu'ils qualifient de « décrocheurs » ou de « démissionnaires », pour dire leur écart à l'idéal national ou républicain. Des personnes, et surtout des jeunes, qui souffrent selon eux d'un sentiment d'illégitimité sociale ou politique, à la source d'un phénomène d'inhibition de leurs capacités à se projeter dans l'avenir de ce pays. Plus généralement, ce sont les habitants des quartiers populaires et les minorités visibles qui sont citées comme cibles de leurs actions.

Ghett'Up, par exemple, petite association hyperactive qui veut « créer des ponts entre la banlieue, Paris et le reste du monde » et qui, un an à peine après sa création, pense déjà à élargir son action à l'échelle nationale, désigne clairement « la banlieue » comme monde social sur lequel elle veut agir. Ses membres interviennent à la fois auprès de collégiens et lycéens, d'étudiants et de jeunes actifs résidant dans les quartiers populaires. L'objectif ? « Essayer d'attraper un public démissionnaire », explique Inès Seddiki. Des gens qui ne manquent ni d'idées ni de talents, mais pour qui se pose un « problème de définition de soi, de confiance en soi » ; qui pensent parfois qu'ils ne sont « pas légitimes, pas à leur place. » Renforcer la croyance en l'idée qu'ils sont « capables », voire qu'ils ont des compétences qui peuvent être utiles aux autres : telle est la mission que se donne Ghett'Up. Cela suppose de lutter contre beaucoup d'a priori, que les personnes fragilisées ont intégrés, à propos d'elles-mêmes, de leur environnement, des milieux ou des lieux qu'elles n'ont pas l'occasion de fréquenter :

« Nous, on veut pousser les gens à redéfinir leur environnement, parce qu'aujourd'hui, tout ce qui a trait à la banlieue, toutes les thématiques connexes, c'est des sujets sur lesquels on nous impose une description. Même à l'école, la première chose que l'on nous dit c'est : 'Voilà, vous vivez en banlieue, vous allez avoir plus de difficultés, mais ne vous inquiétez pas, il y a des programmes, des dispositifs, etc.' Nous on est là pour dire : 'Ce n'est pas aux autres de vous dire ce que c'est la banlieue, c'est à vous de vous redéfinir'. Par exemple, les transports ne fonctionnent

pas pareil, ils sont toujours en retard, donc nous aussi on arrive toujours en retard. Mais justement, peut-être que le fait que le RER D soit en panne à Châtelet, ça nous pousse à prendre le A, donc ça développe une certaine flexibilité, une certaine débrouillardise, etc. C'est à vous de vous définir en fonction de ce que vous pensez être et de ne pas accepter les définitions des autres. »⁷⁷

Ce déficit de confiance en soi apparaît de manière récurrente dans les discours des acteurs que nous avons rencontrés. Il est souvent identifié comme la racine du problème à traiter. Le dispositif des *Cordées de la Réussite* vise ainsi à « élever l'ambition scolaire » de jeunes issus de groupes défavorisés. Pour les animateurs des Cités d'Or également, la confiance en soi — et même plus fondamentalement la « conscience de soi » —, font partie des « compétences humaines fondamentales » que les jeunes sont amenés à acquérir à travers des ateliers de pratique théâtrale. On peut dire aussi qu'Abdellah Boudour, animateur jeunesse d'Argenteuil qui a créé l'association Force des mixités (FDM), travaille à réconcilier la culture de banlieue avec la culture légitime dominante, au travers des *Dictées des cités* que FDM organise dans les quartiers populaires, avec le concours de personnalités « trans-classes » comme l'auteur de polars Rachid Santaki ou le rappeur Mc Tyer.

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

Au-delà de l'estime de soi, qu'il s'agit de rétablir chez celles et ceux qui se sentent rejetés ou frappés d'illégitimité, c'est plus généralement la confiance dans la communauté nationale qu'il s'agit de restaurer, pour remobiliser les énergies dans le bon sens et faire pièce à certains clichés qui enferment les uns et les autres dans des univers irréconciliables. Confiance entre les groupes qui la constituent, et confiance dans les institutions qui sont en charge de créer du lien entre ces groupes de citoyens, souligne Madjid Hadj-Larbi, fondateur de l'Après :

« Le message qu'on essaye de faire passer c'est vraiment la confiance. Qu'ils retrouvent confiance en eux, et puis confiance en l'école. Et puis, on essaye (...) de démolir certains clichés. Un élève m'a dit un jour : 'Je connais quelqu'un dans mon quartier, il a un Bac +5 et il est au chômage'. J'ai répondu : 'Effectivement, ça arrive, mais moi je connais une centaine de personnes qui ont un bac +5 et qui travaillent'. En fait, nos interventions, je les vois comme une façon de faire prendre conscience aux élèves de l'importance de l'école et de la confiance qu'ils peuvent avoir en eux pour réussir à l'école. C'est comme une petite graine que l'on va planter, en espérant que le déclic va avoir lieu, que cela va peut-être permettre de lever des barrières. Pour que l'élève ne se dise pas : 'Je ne vais pas pouvoir y arriver, parce que mes parents n'ont pas beaucoup de moyens', mais au contraire qu'il puisse s'ouvrir à une dynamique de réussite. »⁷⁸

L'incarnation et la proximité, sociale ou culturelle : deux conditions de l'identification

Mais comment font-ils exactement pour réparer ce que le système scolaire, la précarité des conditions de vie ou la ségrégation résidentielle, les humiliations ou le racisme ont défaits ?

⁷⁷ Entretien FRV100, 2017.

⁷⁸ Entretien avec Madjid Hadj-Larbi, FRV100, 2017.

Les promoteurs des initiatives dont on parle le savent bien : il ne suffit pas de répéter la bonne parole pour convaincre. Tous soulignent les limites de la parole officielle ou académique, et le côté « *incantatoire* » de la plupart des discours institutionnels sur la citoyenneté. Pour lutter contre la défiance — qu'ils identifient comme étant à la source de la déliaison, de la démission ou du désinvestissement civique d'une partie de la population — ils s'appuient sur des modes d'action que les témoignages recueillis permettent de désigner comme suit :

- l'incarnation
- la proximité, sociale ou culturelle
- l'indépendance
- le pragmatisme
- la mise en relation

Pour contrer l'affaiblissement de la croyance dans les valeurs républicaines et transmettre celles-ci autrement que par la répétition de discours formatés, il faut « *occuper le terrain* », expliquent les un-e-s et les autres, en incarnant soi-même les idéaux que l'on veut défendre. Il s'agit d'apparaître comme un exemple convaincant que ces valeurs ont du sens, une effectivité. Cela peut se faire par le biais de certains media qui touchent les publics visés (réseaux sociaux, plateformes numériques comme Youtube), mais aussi et surtout par une présence physique, un face-à-face corporel avec les personnes qu'il s'agit d'ébranler dans leurs convictions négatives. De ce point de vue, le rôle modèle que l'on accepte de jouer ne s'apparente ni à une idole, ni à un super héros/héroïne, mais plutôt à un leader inspirant, auquel on peut s'identifier. Comme l'expliquait King Merton en son temps, celui-ci doit être une personne réelle, humaine, avec ses défauts et ses faiblesses, et avec laquelle on peut interagir. En d'autres termes, l'une des plus grandes qualités du rôle modèle est d'être accessible : accessible aux autres, et accessible à la contradiction. À tel point que certains, comme Madjid Hadj-Larbi, se méfient de la notion de modèle :

« Je me présente comme étant un 'exemple', pas comme un 'modèle'. La différence, c'est que je leur présente mon parcours, mais je ne leur dis pas : voilà faites un BAC +5, c'est ça qu'il faut faire. Je leur dis que c'est important d'être ambitieux dans leur démarche, d'utiliser l'école au maximum, d'avoir des diplômes... mais surtout de faire ce que eux ont envie de faire. Et que si ça passe par un BAC +5, eh bien, moi je l'ai fait..., donc il n'y a pas de raison qu'eux n'y arrivent pas. »⁷⁹

Pour parvenir à toucher toutes sortes de personnes, il faut diversifier les figures exemplaires. Au sein de l'Après, on insiste particulièrement sur ce point : « *Les exemples médiatisés de personnes issues de quartiers ou de milieux modestes sont souvent dans le sport et la musique. Sans dénigrer ces parcours-là, on avait envie d'ouvrir un peu le champ des possibles et de dire aux élèves : 'Voilà, l'école ça reste quand même le moyen le plus sûr d'y arriver.'* » Les membres de Ghett'Up sont également très attentifs à offrir une palette de profils capables d'inspirer de manière diverse les personnes les plus en retrait de la vie sociale ou civique. Cette exigence est notamment à la base des *afterworks* que l'association organise en banlieue à l'intention de jeunes adultes, « *dans des lieux symboliques : maisons de quartier, théâtre, hôtel de ville...* » :

⁷⁹ Entretien FRV100, 2017

« Il y a un gros travail pour composer la bonne table-ronde, qui parle à tout le monde, qui ne soit pas trop dans le sport ou l'art, et pas non plus trop dans des métiers super élitistes... Il y a quand même des gens parfois qui nous disent : 'Oui, mais la réussite ce n'est pas qu'être ingénieur.' Donc en effet, on essaye d'avoir une variété de profils, que ce soit en termes de métiers, de projets, de sexes ou d'origines. Après, c'est compliqué quand on s'adresse à un public des quartiers populaires, parce qu'il y a la terre entière dans ces quartiers ! Il y a des origines de partout dans le monde. Il faut essayer de rester représentatif. Ce n'est pas toujours facile..., mais c'est ce qui permet aux gens de s'identifier. »⁸⁰

Inès Seddiki souligne ainsi que l'association a mobilisé nombre d'entrepreneurs issus des banlieues, dont des représentants des Déterminés⁸¹, mais aussi « *un pilote d'avion, une femme qui a fait Harvard et qui est rentrée en Seine-Saint-Denis pour créer son ONG parce que cela ne l'intéresse pas de bosser à Wall Street (...), des humanitaires, un réalisateur, une jeune journaliste présentatrice sur Public Sénat, etc.* »

Le processus d'identification, supposé déclencher l'envie de changer de comportement chez les personnes auxquelles on s'adresse, ne nécessite pas seulement une présence physique. Il passe aussi par la « *proximité sociale* » entre les intervenants et les publics, estiment certains acteurs. Madjid Hadj-Larbi choisit ainsi les intervenants mobilisés dans L'Après selon trois critères : « *être issu d'une origine sociale modeste, avoir fait sa scolarité en France au collège et au lycée, et avoir un discours positif sur l'école.* »

« On recherche l'identification. Quand je leur dis que mon père est ouvrier, ma mère assistante maternelle, et qu'on est une famille de six enfants, pour les élèves dont les parents sont de la même catégorie sociale et qui grandissent dans le même environnement familial, ça les interpelle un peu plus. (L'idée), c'est de proposer aux (enseignants) des exemples qui ressemblent à leurs élèves, et qui sont là pour les rassurer et les motiver, leur dire : 'Voilà, je viens du même milieu que toi, ça n'a pas été toujours facile, mais j'ai réussi.' »⁸²

⁸⁰ Entretien FRV100, 2017

⁸¹ Nés en 2015 d'un partenariat entre le Medef et l'association Agir pour Réussir, Les Déterminés ont pour vocation de « *démocratiser l'entrepreneuriat* ». Ils repèrent les talents et détectent les vocations d'entrepreneur chez les jeunes de 18 à 35 ans vivant dans des quartiers populaires ou en secteur rural et les aident à créer leur entreprise.

Pour en savoir plus : <https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/aides-reseaux/les-determines-aident-les-jeunes-des-quartiers-populaires-a-entreprendre-308919.php>

⁸² Entretien FRV100, 2017

Pour accentuer cet effet de proximité, les intervenants mobilisés par l'Après sont invités à parler d'eux de manière intime :

« On commence par raconter l'origine sociale de nos parents, qui ont été pour la plupart ouvriers, pour certains issus de l'immigration, famille nombreuse, etc. Donc, c'est quand même des choses qui sont assez intimes qu'on leur livre, et ils le ressentent. Ce sont des interventions différentes de celles que l'on trouve dans les Forums de métiers, par exemple, où les personnes ne parlent que de leur métier. Nous on en parle, mais sans trop s'y attarder. On raconte des choses qui vont permettre de faire le lien avec leurs parcours à eux. Et ça, ils le respectent, ils l'écoutent et parfois même ils sont impressionnés, un peu intimidés pour poser des questions..., mais ça les interpelle. Ce qui est important pour eux, ce qui va leur permettre de s'identifier, c'est le fait d'évoquer des anecdotes lorsqu'on était au collège, si on a eu des difficultés, etc. »⁸³

Dans d'autres cas, la proximité recherchée est plutôt d'ordre culturel, lorsque l'identification est appelée en fonction des origines ethniques, géographiques (être du même territoire, du même quartier...), de l'appartenance à une même génération ou à une même communauté religieuse. Les leaders inspirants mettent alors en avant leur personnalité métissée, leur maîtrise de la culture populaire, ou encore leur capacité à transcender les différences religieuses. Annie-Paule Derczansky par exemple, et son association Les Bâtisseuses de paix, qui ont été sollicitées après les attentats de janvier 2015 pour mener des actions pédagogiques dans des collèges d'Île de France, fait par exemple témoigner le fils d'un ancien imam de la Grande Mosquée de Paris, Abdelkader Mesli, qui, pendant l'Occupation, a contribué à sauver des juifs grâce à de faux papiers. *« Pour éviter que les Kouachi deviennent des héros pour ces jeunes », explique-t-elle, « il faut leur proposer d'autres héros. Nous aidons à construire une identité musulmane positive, à qui la République peut être reconnaissante. »⁸⁴*

Inès Seddiki note pour sa part que Ghatt'Up *« a imputé les codes de la jeunesse de banlieue »* dans sa communication. *« Donc, les mots qu'on utilise leur parlent tout de suite. »* De même, le fonctionnement par réseaux de connaissances est plébiscité, pour mettre en relation des *« personnes de talent »* avec les publics visés. L'association s'efforce de faire intervenir *« autant que possible »* dans ses *afterworks « des gens du territoire »* concerné. Et elle s'appuie pour dénicher ces talents de banlieue sur des relations, des associations ou des structures locales (comme les centres sociaux par exemple.)

« Quand on est approché par une association pour organiser un événement sur un territoire particulier, on commence par leur demander de se creuser un peu la tête et de chercher autour d'eux qui a un parcours inspirant, qui a porté un projet, qui a eu du courage... On essaye de faire ce brainstorming avec eux. Et puis on demande à titre individuel aux bénévoles de Ghatt'Up de poster sur les réseaux sociaux un appel à profil. Et les gens se taguent, les associations taguent des personnes, postent des articles, etc. Donc, on source un peu grâce à notre petite communauté, et à partir de là on construit. Et puis les speakers que l'on rencontre nous branchent sur d'autres personnes, etc. Au final, cela prend du temps, mais on arrive toujours à avoir un truc sympa. »⁸⁵

⁸³ Entretien FRV100, 2017

⁸⁴ Source : Le Monde, 15 novembre 2017.

⁸⁵ Entretien FRV100, 2017.

Idem pour l'Après, dont le fondateur considère faire partie d'un réseau d'acteurs partageant les mêmes objectifs et principes d'action :

« Il existe de plus en plus d'associations qui travaillent dans le domaine du mentoring scolaire de jeunes issus de milieu modeste, comme l'association Frateli, l'Institut Télémaque, l'Envol de la Banque Postale, etc. La plupart de leurs membres sont eux-mêmes issus de milieu modeste, sont ou ont été des élèves méritants, qui maintenant se retrouvent dans la vie active et qui tombent en fait dans les profils d'intervenant que je recherche. Donc, j'essaie de créer des passerelles pour pouvoir demander à ces personnes d'intervenir. »⁸⁶

Notons cependant que ce principe n'est pas toujours appliqué. Ainsi Les Cités d'Or font intervenir des personnalités qui n'ont pas forcément grandi en banlieue ou en milieu populaire, mais qui sont capables de partager les ressorts intimes de leur parcours.

L'indépendance, gage de crédibilité

Autre point important, d'après les promoteurs de ces initiatives : le caractère « désintéressé » du rôle modèle. Face au soupçon d'instrumentalisation politique des problèmes auxquels ils s'attaquent (échec scolaire, sentiment d'insécurité, discriminations, défection vis-à-vis du vote...), ils savent qu'ils doivent opposer une éthique sans faille, pour affaiblir la défiance qui règne dans une partie de la population vis-à-vis des institutions et des élites qui invoquent sans précautions l'égalité des chances. On en est à un point tel dans le pays, estiment-ils, qu'affirmer son indépendance par rapport à ces institutions et aux responsables politiques devient une condition d'appropriation des valeurs qu'ils cherchent à transmettre.

« Ce que l'on m'explique dans les établissements scolaires », souligne le fondateur de l'Après, « c'est que les enseignants ont une volonté sincère de faire réussir leurs élèves, mais que les élèves, eux, n'y croient pas. Le fait que l'on vienne de l'extérieur pour porter ce message de réussite, ça vient appuyer le discours de l'enseignant, ça lui donne plus de crédibilité. Parce qu'ils se disent : 'Le prof, il est payé pour nous dire ça. Alors que lui, s'il vient bénévolement, c'est que ça doit être vrai.' »⁸⁷

Pour garantir cette indépendance comme gage de crédibilité, les promoteurs de ces actions s'appuient essentiellement sur le bénévolat, comme on le verra plus loin. Du côté de Ghet'tUp, on est aussi très vigilant sur la question du « porte-parolat », autrement dit sur le problème de savoir qui parle au nom des gens de la banlieue, qui les incarne et qui les représente légitimement.

« On essaye de faire très attention avec qui l'on travaille, et de ne pas trop se faire phagocyter par les mairies et les politiques », précise Inès Seddiki. « Même quand nous avons été accueillis dans l'Hôtel de ville de Saint-Denis par exemple, personne de la mairie, aucun élu n'a pris la parole. On essaye de maintenir cette indépendance qui fait que les gens ont confiance, qu'ils viennent et qu'ils se reconnaissent dans notre façon de parler et de faire les choses. (...) Ça nous arrive aussi que l'on nous

⁸⁶ Entretien FRV100, 2017.

⁸⁷ Entretien FRV100, 2017.

propose des élus pour être speakers aux tables-rondes. Dans ce cas-là, on fait attention, on ne ramène jamais les gens parce qu'ils sont élus pour un parti. Même si c'est parfois dommage, car la politique c'est aussi un moyen de faire changer les choses et de s'impliquer dans la vie de la société. »⁸⁸

À propos de cette question de la représentativité et de l'indépendance des leaders, Inès Seddiki parle de « *chalghoumisation de la diversité* » — en référence à la figure de Hassen Chalghoumi, responsable associatif et religieux franco-tunisien, président de l'association culturelle des Musulmans de Drancy qui a connu à partir de 2006 un début de notoriété en se présentant dans les médias français en tant que défenseur d'un « *islam modéré* ». Érigé en interlocuteur « *responsable* » par une partie de la classe politique française, celui-ci a pris une place contestée par nombre de Musulmans de France, qui ne lui reconnaissent pas son statut de représentant, en raison aussi bien de ses qualifications en tant qu'imam que de sa médiatisation. C'est entre autres pour répondre à ce problème, pour ne plus être une « *classe parlée* » ou une « *classe objet* »⁸⁹, que Ghatt'Up prépare un programme de formation au leadership de banlieue.

« L'idée, c'est d'accompagner les porteurs de projets des quartiers populaires dans leur cheminement, pour leur apporter des compétences, du 'hard skill'⁹⁰, en gros : comment lever des fonds, comment pitcher un projet, comment parler en public, grâce à des exercices de media training par exemple. Et aussi, des compétences un peu plus historiques : comment replacer leur action dans l'histoire des quartiers populaires pour leur donner plus d'impact. Là, on s'appuie sur l'histoire contemporaine du mouvement pour les droits civiques en France, ce qui nous permet d'aborder pas mal de sujets, comme par exemple la récupération politique des initiatives issues de la diversité, etc. Tout cela permet aux gens qui viennent des quartiers populaires avec un projet de partir armés et de pouvoir aller plus vite, sans tomber dans certains pièges. »

⁸⁸ Entretien FRV100, 2017.

⁸⁹ Pour reprendre des termes de Pierre Bourdieu.

⁹⁰ Les *hard skills* sont nos compétences formellement démontrables, nées d'un apprentissage technique, souvent d'ordre académique, et dont la preuve est apportée par l'obtention de notes, diplômes, certificats. Face à ces *hard skills*, palpables, les *soft skills* sont plus diffuses et informelles, d'où leur qualificatif de « *douces* ». Source : <https://www.wuro.fr/blog/ressources-humaines/les-hard-skills-importance.html>

Le pragmatisme, pas la morale

À l'opposé des grands discours universalistes ou des leçons de morale censés encourager les uns et les autres à sortir du ressentiment, à croire en l'avenir, à la solidarité, au pouvoir du vote ou de la représentation politique, le mode opératoire des acteurs qui croient à l'efficacité du rôle modèle repose de manière fondamentale sur le pragmatisme. Pour emmener les individus vers quelque chose qui les dépasse et refaire du collectif à partir de valeurs partagées, il faut partir de la situation réelle des personnes auxquelles on s'adresse ; autrement dit susciter leur désir d'engagement autour de problèmes concernant directement leur vie ou leur environnement quotidien.

« Moi, je ne leur ai jamais dit de quoi parler, je leur ai juste dit de poser des questions », note Inès Seddiki. « Et de voir que ça parle beaucoup moins de musique que de racisme, par exemple, c'était déjà une surprise. Cela montrait vraiment un besoin de s'exprimer sur ces sujets-là. Un besoin de comprendre ce qui se passe, quels sont les enjeux, et d'avoir des réponses à leurs questions, qu'ils ne trouvaient pas à l'école ou à la maison. Il faut laisser cet espace, voir quels sont les besoins qui émergent et essayer d'y répondre. »⁹¹

« On a une démarche très pragmatique », confirme de son côté Madjid Hadj-Larbi : « Il ne s'agit pas de pointer des choses qui ne vont pas à l'Éducation Nationale, mais de porter des exemples de réussite scolaire. Parce qu'à cet âge-là, on fonctionne beaucoup comme ça : on a besoin d'avoir des exemples pour pouvoir se projeter. » Au-delà de la référence à leur histoire personnelle, le pragmatisme de tous ces acteurs se lit dans l'usage qu'ils font de références à des cas concrets. Madjid Hadj-Larbi explique ainsi qu'il « utilise beaucoup les anecdotes, pour illustrer les messages que l'on veut faire passer. (...) Une anecdote pour les inciter à demander de l'aide, par exemple, s'ils en ont besoin. Je leur demande vers qui ils peuvent se tourner dans ces cas-là : les enseignants, les parents, les associations de soutien scolaire ? Ou même leurs camarades, s'ils peuvent travailler en binôme. »

Autre technique utilisée pour favoriser l'enclenchement d'un échange qui transformera la défiance en confiance : le fait de délivrer des « messages positifs », encourageant les personnes visées à « sortir de la posture de victime. »

« On raconte nos parcours, puis on fait un tour de la classe pour demander aux élèves de se présenter. Ensuite, on leur fait lire des citations motivantes, et on leur demande comment ils les comprennent. Par exemple, sur l'ambition : 'C'est en visant la lune qu'on atterrit dans les étoiles', ou encore une citation de Confucius : 'Si jamais vous trouvez un métier qui vous plaît, vous n'aurez plus jamais à travailler un seul jour de votre vie.' On a tous une citation qui nous a marqués dans la vie, et qui peut nous motiver. »⁹²

« Les gens que l'on amène dans les tables rondes et qui portent des messages positifs, qui portent les valeurs et la culture de la banlieue, cela permet à ceux qui les écoutent de se réapproprier leur identité banlieusarde, de la voir d'un œil plus positif, et de se dire : 'Tiens, pourquoi on ne pourrait pas rester ?'. Parce qu'il y a de belles choses à

⁹¹ Entretien FRV100, 2017.

⁹² Entretien avec Madjid Hadj-Larbi, FRV100, 2017.

construire ici, il ne faut pas voir que le négatif. Il faut aussi capitaliser sur ce qu'il y a de génial en banlieue : tout cet élan de solidarité, cette créativité, cet humour, etc. Il y a énormément de talents, d'initiatives, de belles dynamiques... »⁹³

Au nom de ce positivisme, les promoteurs de ces actions rejettent les discours victimisants ou « *revanchards* », qui sont selon eux contreproductifs. Ainsi l'association Ghatt'Up recherche-t-elle des intervenants issus des quartiers, mais capables de livrer des messages confiants, qui vont donner de la force aux autres :

« Qu'ils aient grandi là ou qu'ils y aient simplement fait leurs études, (peu importe), tant que cela a été pour eux quelque chose de positif, qu'ils ne sont pas dans une démarche où ils ont fui parce qu'ils n'en pouvaient plus. Tant qu'ils ne sont pas dans cette dynamique négative, ce n'est pas un problème pour nous. »

Alors que l'on sait que certains transfuges de classe, passés par exemple par les programmes d'ouverture sociale des grandes écoles comme Sciences Po Paris, ont tendance à produire un discours dévalorisant sur leur quartier d'origine après s'en « être sortis »⁹⁴, c'est un aspect important à noter, concernant les initiatives dont on parle. L'ambivalence identitaire est fréquente en effet, chez celles et ceux qui veulent s'arracher de leur milieu. Et des chercheurs ont montré que des dispositifs d'égalité des chances comme les *Cordées de la Réussite* contribuent parfois à un travail d'acculturation « *visant à faire intégrer (aux jeunes) des dispositions caractéristiques des classes qu'ils sont appelés à rejoindre, d'un point de vue scolaire mais aussi socioculturel* »⁹⁵ : les transfuges de classe en devenir « *doivent être porteurs de stigmates les renvoyant à leur origine populaire, mais également d'une volonté de s'en débarrasser.* » Toutes et tous ne sont pas aptes à délivrer ce discours « positif » que recherchent des associations comme fondée par Madjid Hadj-Larbi :

« Il y a des intervenants qui, dans leur discours, ont un peu une revanche à prendre par rapport à l'école ou un professeur, et pour qui ce sentiment de revanche a été un moteur. Mais on préfère éviter ce discours-là, c'est pour ça qu'on insiste sur le 3^{ème} critère, celui de tenir un discours positif sur l'école. Parce que je pense que l'élève a déjà un a priori négatif sur l'école et les profs, sur le système scolaire qui contraint, etc. Donc on essaye d'être sur du positif, on ne parle pas de discrimination. On essaye de ne pas avoir une posture de victime, de ne pas nourrir un terrain de revanche à l'égard de l'école ou de la société, mais de se dire que l'on peut trouver mieux ailleurs. Effectivement, il y a des injustices, des choses qui ne marchent pas bien, mais il y a quand même des belles choses qui se passent : je reste un optimiste de ce côté-là. »⁹⁶

Autre dimension du pragmatisme revendiqué par ces acteurs, les méthodes de dialogue et d'intervention appliquées par une association comme Ghatt'Up, qui s'inspirent de manière

⁹³ Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

⁹⁴ Voir notamment Oberti M., 2009, *Ce que Sciences Po fait aux lycéens et à leurs parents : entre méritocratie et perception d'inégalités. Enquête dans quatre lycées de la Seine-Saint-Denis*, Actes de la recherche en sciences sociales.

⁹⁵ Voir Cornan R., https://www.contretemps.eu/zep-tournant-conservateur/#_ftnref7

⁹⁶ Entretien avec Madjid Hadj-Larbi, FRV100, 2017.

ouverte du *lean management* et de techniques issues du monde de l'entreprise : *peer mentoring*⁹⁷, *ice breaking*...

« Ce sont des techniques que l'on a rencontrées dans nos parcours respectifs, au fur et à mesure de nos rencontres. En fait, on s'est inspiré de tout ce qui existe, on a pris les codes du networking et de l'élite parisienne, les codes de la banlieue, on a tout mélangé et on a fait un petit mix qui parle aux gens. On voulait sortir de l'association traditionnelle un peu ennuyeuse..., des 'forums' qui existent déjà, des cafés associatifs ou des cafés pour l'emploi, vous savez ces cafés dans les maisons de jeunesse, où il y a des jeunes en costard qui font la queue derrière une table pour pouvoir parler à une personne. Nous, on poursuit à peu près le même objectif, sauf qu'on 'rebrand' un peu tout ça pour donner envie aux gens. »⁹⁸

Et puis, être pragmatique, c'est aussi apprendre en marchant, s'efforcer, comme l'explique Inès Seddiki, de tirer sans cesse les leçons de l'expérience, en s'adaptant aux publics rencontrés et à ses réactions :

« On est vraiment dans une démarche où l'on s'améliore. On prend des feedbacks tout le temps : des jeunes quand on fait les ateliers Skype, des participants à chaque fin d'afterwork... On distribue des questionnaires, etc. L'idée c'est de s'imprégner au maximum de ce que les gens nous rapportent. On essaye d'être ouvert et à l'écoute des besoins. (...) Et puis la manière dont on interagit avec eux compte : on est dans une ambiance décontractée, on n'est pas trop formel, mais en même temps, ce que l'on fait c'est sérieux. »⁹⁹

Parrainage, mise en réseau, networking...

Enfin, les acteurs qui portent ce genre d'initiatives insistent beaucoup sur l'importance d'offrir aux jeunes ou aux adultes auprès desquels ils interviennent l'accès à des réseaux relationnels qui leur manquent. Un aspect crucial, selon eux, pour aider les uns et les autres à sortir de leur condition — ou de leur enfermement — et réintégrer, en quelque sorte, la communauté citoyenne.

« Pour certains, habiter en banlieue, c'est pas forcément rose tous les jours. En fonction des sensibilités, il y en a qui vont se replier, d'autres à qui ça va leur donner la rage... Tout dépend du type d'infrastructures qu'il y a dans le quartier. On n'a pas forcément de réseau, quand on doit chercher un stage en 3^{ème}. Donc, on essaye de refaire du lien. »¹⁰⁰

Ce besoin de réseau rejoint les résultats de la récente enquête IPSOS (octobre 2017), menée pour l'association Nos quartiers ont des talents (NQT). Créée en 2006, cette association qui œuvre pour l'égalité des chances a mis en place un dispositif de parrainage visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés bac+3 issus des quartiers défavorisés.

⁹⁷ Le mentorat par les pairs se déroule généralement entre une personne qui a vécu une expérience spécifique et une personne qui est nouvelle dans cette expérience (la personne conseillée). Source : Wikipedia, consulté le 7 octobre 2017.

⁹⁸ Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

⁹⁹ Idem note précédente.

¹⁰⁰ Entretien avec Madjid Hadj-Larbi, FRV100, 2017.

L'enquête IPSOS met en lumière le fait que « *le réseau s'avère nécessaire pour trouver un emploi. Il s'agit même de la condition de réussite citée en premier par les jeunes à la recherche d'un emploi, ou les jeunes issus de milieu 'très modeste'.* » Seulement 54% d'entre eux croient encore dans l'ascenseur social en France, et encore moins parmi les jeunes issus de milieux défavorisés. Plus de la moitié d'entre eux ont le sentiment de ne pas avoir accès aux bons interlocuteurs pour les aider dans leur vie professionnelle. Or, le parrainage des jeunes diplômés est identifié comme une mesure efficace par 75% d'entre eux. Des résultats qui pointent les limites des dispositifs qui, comme Les Cordées de la réussite, se focalisent sur le diplôme, alors que celui-ci est nécessaire, certes, mais pas suffisant pour assurer l'égalité des chances à l'heure d'entrer dans la vie active. « *Le plafond de verre est présent au moment de l'embauche, mais aussi quand il s'agit d'évoluer au sein des entreprises* », déplore Benjamin Blavier, délégué général et fondateur de Passeport Avenir. « *Il faudrait que les entreprises se placent en tête de cordées, en intégrant des jeunes moins privilégiés dans leurs comités de direction par exemple. Cela créerait un appel d'air.* »

Ce que l'on nomme au sein de l'Après « *refaire du lien* » est appelé *networking* chez Ghatt'Up, qui considère cette activité comme l'un des axes forts de ses modes d'intervention. « *Beaucoup de jeunes méritants et motivés n'ont pas eu la chance d'accéder aux grandes écoles et à leur réseau d'alumni* ¹⁰¹, *ni même de pouvoir être tutorés ou coachés* », explique-t-on à l'association, qui veut ouvertement « *permettre à des jeunes issus des quartiers ciblés politique de la ville de se faire un réseau local, ou plus élargi, pour les aider dans leur recherche d'emploi, de financement ou dans leurs objectifs de carrière.* »

*« Une première partie (de nos afterworks) a lieu sous forme de table ronde, avec des invités aux parcours inspirants issus du territoire, et puis en deuxième partie, une fois que tout le monde est bien installé et bien fier d'être banlieusard, on passe au networking : les gens, avec leurs projets, se rencontrent, font du lien, du réseau. Et, normalement à la fin de la soirée, les gens ont plus confiance en eux et ont déjà commencé à trouver quelques ressources pour faire avancer leur projet. »*¹⁰²

L'objectif est autant d'offrir aux participants « *l'occasion de pouvoir découvrir les opportunités qui s'offrent à eux* », qu'à certains recruteurs la possibilité « *d'avoir accès à des jeunes motivés et dynamiques sur ces territoires* ». Mais il est également « *social et citoyen* », dans la mesure où ces soirées favorisent les liens en tout genres. « *Moments privilégiés pour développer le vivre ensemble* », elles « *ne sont pas réservées exclusivement aux gens des quartiers en politique de la ville, bien au contraire.* » Elles « *permettent de mettre en relation les acteurs de changement dans les quartiers, de créer du lien dans le tissu associatif et de faciliter les synergies.* » Aller au-delà de l'entre soi suppose cependant de réussir à rassembler un public diversifié. Ce à quoi la jeune association s'emploie en s'appuyant sur trois techniques complémentaires : le recours aux réseaux sociaux numériques ; ce que l'on pourrait appeler la capillarité relationnelle (mobiliser « *des amis d'amis* ») ; et la mobilisation des structures de terrain implantées dans les quartiers populaires, qui sont sollicitées pour toucher leurs propres bénéficiaires.

¹⁰¹ Association d'anciens élèves (du mot latin *alumnus*, élève)

¹⁰² Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

« On essaye d'avoir le public le plus large possible : il y a aussi bien des chauffeurs Uber, des chauffeurs de bus, des caissières..., en fait, tous les gens qui entendent parler de nous et qui sont intéressés, ils viennent ! Il suffit qu'ils reçoivent le message. On compte beaucoup sur les communautés qui sont sensibilisées au networking pour faire ce relais-là dans les quartiers, ainsi que sur les réseaux sociaux. On envoie aussi l'invitation aux afterworks à toutes les Maisons de jeunesse, tous les relais professionnels qui existent dans les quartiers, pour essayer d'embarquer un maximum de gens. Pour qu'il y ait de la diversité, que ça ne serve pas qu'aux gens qui ont déjà un réseau. »¹⁰³

En termes sociologiques, on pourrait dire qu'il s'agit d'ajouter aux « *liens forts* » dont disposent souvent les habitants des quartiers populaires un autre type de capital social, constitué de « *liens faibles* » : des liens qui ne dépendent pas de l'appartenance à un groupe et de relations intimes et quotidiennes, mais qui sont utiles à la mobilité sociale et professionnelle, qui permettent de se relier à des personnes plus éloignées, intégrées dans d'autres mondes.¹⁰⁴

Les moyens de l'action : bénévolat et recherche de financements

Pour la plupart, les promoteurs de ces actions ont commencé d'agir à titre bénévole. En prenant parfois énormément sur leur temps de travail ou de vie personnelle. Ainsi Ghatt'Up, qui compte « *10 chargés de projet ou chefs de projet sur certaines missions et une dizaine de personnes qui (nous) aident ponctuellement* », ne fonctionne que sur la base du bénévolat. Parmi ces bénévoles figurent « *un entrepreneur social qui a fondé une entreprise venant en aide aux sans-abri à Paris ; plusieurs profs (histoire, anglais, etc.) ; un principal adjoint de collègue ; un journaliste ; des travailleurs sociaux ; des consultants, des ingénieurs...* », tous rassemblés par affinités, sur la base du réseau de connaissances de la fondatrice. « *Au début, c'était des amis, et puis des amis d'amis, et après des gens qui ont répondu à un formulaire avec leurs motivations, parce qu'on a fait un recrutement en mai dernier.* » Seule une petite partie des frais de fonctionnement de l'association fait l'objet d'un financement hors fonds propres, explique Inès Seddiki :

« On est très très nuls en financement : on a zéro subvention ! C'est vraiment notre point faible. On n'a personne qui s'occupe de faire du fundraising, donc on fait ça un peu de manière collective, sans avoir d'expertise. On a eu un Prix de la Fondation Deloitte, qui nous a donné 2500 euros que l'on a déjà dépensés en achat de matériel (trépieds, micros...) ou pour développer notre identité (kakemono, cartes de visites), etc. On vient aussi de répondre à un appel à projets de la Seine Saint-Denis... Sinon, en termes de business model, nous fonctionnons sur fonds propres et nous avons collectivement, avec nos cotisations, déjà investi près de 3000 euros de notre poche en impression, buffets (nourriture, couverts, nettoyage), transports et frais de logiciel (newsletter, site internet, adresses mails post sponsorisés Facebook, Photoshop etc.), en location de matériel et défraiement pour nos prestataires. On prend quelques dons pendant les soirées, en nature (le buffet à Cergy, par exemple, nous a été offert par mon banquier ; à Saint Denis, c'est la mairie qui l'avait pris en charge), mais ce n'est pas énorme. Le financement, c'est vraiment ce qui nous pose problème. Il faut qu'on arrête de tout financer nous-mêmes. »¹⁰⁵

¹⁰³ Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

¹⁰⁴ Voir notamment à ce sujet : <http://www.courrierdesmairies.fr/58986/liens-faibles-liens-forts-un-autre-regard-sur-la-segregation-urbaine/>

¹⁰⁵ Entretien FRV100, 2017.

Quant à l'association Après, qui mobilise bon an mal an une équipe d'environ 70 personnes, elle fonctionne avec un bureau de 3 bénévoles et, là aussi, un budget quasi nul.

« On a très peu de soutien financier, mais on n'en a jamais demandé beaucoup non plus. C'est vrai que notre association a surtout des besoins humains, c'est-à-dire des intervenants disponibles. On a fait quelques demandes pour payer les cotisations de la banque, parce qu'on a des frais de tenue de compte, des frais d'assurance, des choses comme ça... On a eu des subventions pour imprimer les livrets de parcours et avoir des video-projecteurs. Après, on n'a pas de local, donc pas énormément de besoins. Ce pourrait être intéressant d'obtenir des financements pour des interventions en province, pour pouvoir se déplacer... »¹⁰⁶

Lorsqu'ils souhaitent se développer, passer à un rythme ou à une échelle supérieure, rassembler des subsides pour faire face à leurs frais de fonctionnement ou organiser certains événements, ces acteurs se voient limités, en quelque sorte, par leur éthique et leur volonté d'indépendance. Ils veillent alors à la pluralité de leurs sources de financement, ou comptent sur les mesures destinées à encourager le bénévolat. Le congé engagement, créé par la loi Égalité et citoyenneté de janvier 2017, en réponse à des demandes de longue date du mouvement associatif, semble répondre en partie à leurs besoins, même s'il y a encore du chemin à faire en la matière, aussi bien dans le secteur public que dans le privé :

« Ce qui m'intéresserait le plus, c'est ce qui se fait dans certaines entreprises : permettre à des salariés d'avoir des jours de congé dédiés », explique Madjid Hadj-Larbi. « Par exemple SFR, je crois qu'ils ont trois formules (3 jours, 5 jours ou 12 jours) permettant à leurs collaborateurs de participer à des activités associatives. Moi, ça m'a permis d'avoir des intervenants libres qui m'ont fait un paquet d'interventions. Je pense que c'est vraiment une mesure à promouvoir. Ça permettrait de libérer des énergies, car c'est vraiment notre principale contrainte. »

Par ailleurs, on voit que nombre de ces militants se tournent sans a priori vers des financeurs privés, meilleurs garants d'indépendance, selon eux, que les bailleurs de fonds publics — surtout lorsque ceux-ci sont d'une manière ou d'une autre liés aux décideurs politiques locaux. Les fondations, en particulier, qu'elles soient d'inspiration charitable, liées à de grands groupes économiques ou à des entreprises présentes sur les territoires concernés, sont sollicitées. Les Cités d'Or par exemple, qui sont soutenues par le bailleur social Lyon Métropole Habitat pour l'ouverture de leur Maison de Lyon, le sont également par la Fondation Abbé Pierre. Et Ghett'Up ne recule pas non plus devant le recours au privé :

« Pour rester dans notre démarche, qui consiste à sortir des logiques partisanes, c'est vrai que l'on se sent peut-être plus à l'aise de partir sur des appels à projet où l'on garde une certaine liberté, plutôt que sur des subventions où l'on a un peu plus les mains liées et où l'on doit plus rendre des comptes à la municipalité ou au département. Après, on est train de présenter notre projet à certaines fondations. Par exemple pour les ateliers Skype, on va essayer de démarcher Microsoft, des partenaires dans ce genre, qui nous permettraient d'être un peu plus indépendants. »¹⁰⁷

¹⁰⁶ Entretien avec Madjid Hadj-Larbi, FRV100, 2017.

¹⁰⁷ Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

Capitaliser et élargir les actions

D'une manière générale, aucun dispositif d'évaluation ex-post n'est mis en place autour de ces actions, qui, de l'avis de leurs initiateurs, poursuivent des objectifs « *qualitatifs* ».

« On a eu une élève qui est maintenant à l'université et qui nous a écrit sur Facebook pour témoigner : elle avait été marquée par l'une de nos intervenantes », se souvient Madjid Hadj-Larbi. « On a quelques retours dans ce genre... Après, ce serait un peu prétentieux de notre part de penser qu'ils ont réussi grâce à notre intervention dans leur classe, alors qu'un ensemble de choses contribue à cette réussite. Nous, on a un objectif qualitatif : c'est-à-dire que sur une classe de 25, si, pour un élève seulement notre discours a porté, on n'aura pas regretté d'avoir consacré une demi-journée pour cet élève-là. On essaye de rencontrer le plus de classes possible..., mais on n'est pas sur un objectif mesurable. On a juste le questionnaire de satisfaction. Les enseignants sont souvent surpris par la qualité d'écoute des élèves lors de nos interventions. Donc on est convaincus qu'il y a des choses positives qui se passent. Après... à savoir jusqu'où ça va les mener, on n'en sait rien. »¹⁰⁸

L'Après estime d'ailleurs n'avoir pas les moyens d'assurer le suivi des élèves, au-delà des interventions ponctuelles que l'association propose en classe : *« On est une structure bénévole, on n'a pas la capacité de faire ça. On a quand même un site internet, un groupe sur Facebook, etc. On peut leur répondre s'ils ont des questions d'orientation, mais ce n'est pas quelque chose que l'on propose. En fait, il y a des associations pour ça (Frateli, l'Institut Télémaque, l'Envol, etc.) qui suivent les élèves les plus méritants et je trouve que c'est très bien. Après, l'idéal ce serait que chaque élève dans une classe puisse être tutoré... »*

Ce qui est recherché par la plupart des acteurs qui interviennent sur le terrain en tant que rôles modèles, que ce soit à titre individuel ou dans le cadre d'associations, ce sont des « *déclics* », qui vont provoquer une mise en mouvement. Quant aux facteurs qui expliquent leurs succès ou leurs échecs, ils sont souvent peu analysés. On est ici avant tout dans l'action, et d'autant moins porté à rendre des comptes que l'on ne recourt pas (ou très peu) à des financements institutionnels. Certains freins sont cependant identifiés comme contribuant à limiter les effets ou la portée des actions conduites. Madjid Hadj-Larbi explique ainsi que son association se heurte parfois à la difficulté de trouver des interlocuteurs motivés dans les établissements scolaires où elle intervient, ou à certains tracassés administratifs :

« Au niveau des obstacles, il y a des établissements, de province notamment, qui nous demandent l'agrément d'Académie¹⁰⁹ ou l'agrément de l'Éducation Nationale, alors que nous, on n'a que l'agrément de l'Académie de Créteil. La difficulté c'est aussi de trouver des interlocuteurs, car en général, ce sont souvent les chefs d'établissement adjoints qui gèrent les relations extérieures avec les associations ; or ils sont difficiles à démarcher, car ils ne sont pas souvent dans leur bureau. L'idéal pour moi c'est d'avoir un enseignant qui adhère à ce type d'intervention, qui va communiquer auprès de son chef d'établissement et qui ensuite revient vers moi. »

¹⁰⁸ Entretien FRV100, 2017.

¹⁰⁹ Dossier présenté par l'association dans laquelle elle justifie son caractère d'utilité publique. L'agrément est une certification donnée par académie.

Les véritables difficultés se présentent surtout lorsque ces initiatives entendent se développer, et dépasser le principe du bénévolat. Les freins sont alors d'ordre « logistique », ou financier, ainsi que le souligne encore Inès Seddiki :

« Notre plus grosse problématique, c'est le financement. Il faut qu'on puisse recruter pour qu'il y ait 2 ou 3 personnes qui soient sur du suivi permanent de nos actions. Parce que là, on commence vraiment à grossir et on ne peut pas se permettre de travailler sur ces projets simplement le soir et le week-end après nos obligations professionnelles ou scolaires. Donc, on aimerait bien prendre un emploi aidé à plein temps, quelqu'un en service civique aussi. Et puis, commencer un peu à lever des fonds autrement qu'au coup par coup auprès de sponsors locaux, pour être un peu plus fluide, et pour pouvoir anticiper. On aimerait avoir un budget pour voir venir les choses et avancer plus vite. »¹¹⁰

L'enjeu de la capitalisation des savoir-faire ou des modes opératoires apparaît aussi en filigrane de certains témoignages, comme dans le cas de l'Après, sans qu'aucun moyen n'y soit pour l'instant dédié :

« Je fais ça bénévolement, en plus de mon travail. Et j'habite Cergy, donc je ne peux pas forcément me lancer dans un développement national de l'association. Ce qui m'intéresserait, ce n'est pas de créer des antennes locales, mais de transmettre le mode opératoire que l'on possède, pour que ce type d'actions se développe sur le territoire national, y compris en milieu rural. Ce que l'on fait nous, depuis 13 ans, ça peut être amélioré..., mais c'est quand même déjà assez reconnu. On a un mode opératoire qui marche bien, qui est assez pertinent. »¹¹¹

Ce qui ne semble pas poser problème en revanche à ces acteurs, c'est la mobilisation des publics, question lancinante de tant de dispositifs qui entendent favoriser la participation citoyenne. Soit que les promoteurs de ces initiatives s'adressent à un public captif (écoliers, prisonniers...); soit qu'ils aillent au-devant des publics, à des horaires et en des lieux non contraints, « au pied des tours », le soir ou la nuit, à l'image, par exemple de Yazid Kherfi; soit que la notoriété de certains rôles modèles suffise à attirer du monde; soit enfin qu'ils ou elles s'appuient fondamentalement sur l'ancrage dans leur propre territoire, dans une logique très ascendante. Le pouvoir d'attraction de Ghett'Up, par exemple, association qui a réussi à être très connue en moins d'un an d'existence, tient selon sa fondatrice autant à ses méthodes de communication qu'à l'inscription territoriale forte de ses membres dans le monde de la banlieue parisienne.

« L'engouement que nous suscitons, c'est le fait d'utiliser les réseaux sociaux..., et c'est aussi surtout le fait que tous, dans l'association, on a eu des activités associatives et militantes avant ça. On connaissait très bien l'écosystème dans lequel on évolue, on connaissait bien les personnes relais. Comme ça fait un moment que l'on est tous investis sur des thématiques comme l'égalité des chances ou l'insertion, forcément on a déjà notre petit réseau. (Du coup), quand ça a commencé à fonctionner, il y avait les bonnes personnes au bon moment pour mener les actions. Mais ce qui a fait que ça a pris, c'est surtout que ça parle aux gens, ils se reconnaissent. Et honnêtement, notre plus grosse com', ce sont les gens qui partagent nos événements et qui

¹¹⁰ Entretien FRV100, 2017.

¹¹¹ Entretien avec Madjid Hadj-Larbi, FRV100, 2017.

nous envoient des messages en nous disant : 'J'ai parlé de vous à telle personne'. C'est comme ça que l'on essaime. Et là, on n'a même plus besoin de chercher, en fait. Pour les prochaines villes, on est bookés jusqu'à février de l'année prochaine, on n'a plus aucune place pour les afterworks ! Les gens font le travail pour nous, parce qu'ils se reconnaissent. »¹¹²

C'est cette mobilisation par capillarité, et le fait de « répondre à de vrais besoins », qui explique selon Inès Seddiki la capacité de l'association à drainer un public conséquent et diversifié :

« Nous avons clairement la volonté de rassembler différents publics. Et on y arrive à peu près, que ce soit par une diversité de profils de gens de la banlieue — parce qu'en banlieue, tout le monde n'est pas socialement du même milieu — ou en essayant de ramener des gens qui sont très éloignés de l'emploi et des gens beaucoup plus intégrés... Mais on a aussi des banlieusards et des non-banlieusards, des provinciaux, etc. Il y a une Américaine dans l'équipe, qui a découvert Ghatt'Up en participant à un événement et qui est maintenant une bénévole dans l'association. Donc, on est vraiment dans une démarche d'inclusion, d'ouverture. Ce que l'on veut, c'est avoir le maximum d'acteurs différents, et puis faire se parler des mondes qui ne se parlent pas forcément au quotidien. C'est pour ça que le La Croix nous avait interviewés. (...) Parce qu'il y a très peu d'événements en banlieue où l'on vient à égalité. Généralement, quand les Parisiens se déplacent, c'est pour faire du mentorat, pour construire des hôpitaux, ou je ne sais quoi... Alors que là, un Parisien peut venir s'inspirer dans nos événements, comme un banlieusard qui irait à un événement de networking à Paris. Parce que ce sont des discours assez universels qui sont partagés, des tranches de vie qui peuvent inspirer. Même si c'est organisé par des banlieusards — 99% des gens qui sont dans l'asso viennent de différentes banlieues et beaucoup de gens qui participent à nos événements sont de la banlieue —, on a une vingtaine de Parisiens qui viennent à chaque fois... Ou des gens d'autres départements, ou de province. D'ailleurs, on nous demande aussi beaucoup de partir en province. On aura notre premier afterwork en dehors de l'Île-de-France en décembre à Marseille. »¹¹³

¹¹² Entretien avec Inès Seddiki, FRV100, 2017.

¹¹³ Idem note précédente.

3/ Emmener ailleurs

« Le but de ces tournois était de leur faire découvrir autre chose et de les sortir de leur confort. C'est-à-dire qu'on n'allait pas dans des endroits super cool, où ça parle français, où ils se sentent bien... On essayait plutôt d'aller dans d'autres pays, où ils allaient découvrir une culture différente, une architecture différente, une alimentation différente. L'idée, c'était de complètement les sortir de leur modèle : du modèle français, et en plus, du modèle qu'ils ont l'habitude de vivre ici, à La Duchère. »

Jonathan Lessig, manager général du club de football Lyon Duchère AS.

Nombre d'acteurs qui agissent sur le terrain au service de la « fabrique du commun », dans nos sociétés menacées par la division ou la haine de l'Autre, s'appuient sur la mobilité physique des personnes. Les uns organisent des voyages scolaires ou des tournois sportifs ; d'autres proposent des échanges entre villes jumelées ; accompagnent des groupes pour des visites de monuments nationaux ou de hauts lieux de la citoyenneté (Assemblée nationale, Parlement européen...) ; emmènent en vacances, à la mer ou à la montagne, des enfants ou des familles qui n'ont pas les moyens de bouger par leurs propres moyens... Ils le font avec l'idée que ces voyages, aussi modestes soient-ils, contribuent à favoriser la mobilité "dans les têtes", autrement dit la possibilité de se projeter au-delà des idées préconçues qui enferment chacun dans un espace social assigné.

Restaurer du commun, renforcer le sentiment d'appartenance à un même monde civique — sans nier le besoin fondamental d'appartenance des individus à des collectifs plus restreints (famille, voisinage, communautés de valeurs, réseaux d'affinités...) — passerait, entre autres moyens, par ces décentrement spatiaux qui déclenchent remises en question, élargissement des points de vue, restauration de la confiance et parfois, désir d'engagement. Par la mise en mouvement physique, celle des corps allant à la rencontre d'autres corps et d'environnements non familiers, on atteindrait à une dimension de l'intime qui est en jeu dans la construction des préjugés de chacun sur ce qui lui est étranger ou inconnu.

Au même titre que d'autres types d'actions qui visent la cohésion sociale et citoyenne, il y aurait là une voie permettant à celles et ceux qui se trouvent éloignés de l'idée qu'ils peuvent contribuer à la société, de s'y sentir davantage intégrés. Plus généralement, ce serait un moyen de rendre poreuses les frontières qui séparent, dans notre pays, des mondes qui tendent à s'ignorer toujours davantage : celui des personnes aisées et mobiles, qui ont les moyens d'accéder à toutes sortes d'opportunités en se déplaçant ; et celui des sédentaires, qui se trouvent confinés sur des territoires particuliers, immobilisés dans leur quartier ou leur village — que ce soit du fait de leurs faibles moyens financiers ou parce qu'ils sont enfermés dans des représentations négatives de l'ailleurs. La diversité des acteurs qui partagent cette conviction (monde associatif, éducatif, sportif..., acteurs de la Culture, collectivités locales, services de l'État...) tend à donner du poids à l'hypothèse. Mais au-delà des intentions, sur quels ressorts exactement jouent ces initiatives ? Comment et avec quels moyens sont-elles mises en œuvre ? À quelle échelle ? Et quelles sont les conditions de leur productivité (psychique, sociale, politique...) ?

Un moyen qui s'ajoute à d'autres opérateurs de fabrique du commun

Bien que l'on sache — la recherche en sciences humaines et sociales l'a montré depuis longtemps — combien le mouvement est au fondement de l'évolution des sociétés humaines et à quel point l'accès à des moyens de mobilité physique contribue à lutter contre les enfermements mentaux, les actions auxquelles nous faisons référence dans cette étude ne sont pas celles qui relèvent des seuls opérateurs de transports. En elles-mêmes, celles-ci sont déjà essentielles pour lutter contre l'organisation de nos sociétés en archipels étanches les uns aux autres. L'existence d'infrastructures de transports à l'échelle des grandes agglomérations, des régions et des pays, alliée à la mise en place d'aides garantissant l'accessibilité du plus grand nombre à ces réseaux, contribuent fondamentalement à la possibilité, pour les individus, de s'ouvrir à des idées nouvelles. On sait que celles et ceux qui en sont privés sont davantage encouragés que les autres à se penser à l'écart du monde commun. Ceci dit, de telles mesures ne suffisent pas : il suffit de constater combien le monde de flux dans lequel nous vivons désormais n'empêche pas la constitution de bastions culturels indifférents les uns aux autres — quand ils ne sont pas en conflit ou en guerre.

Bien conscients de ces limites, les acteurs qui croient en la mobilité comme facteur contribuant à la fabrique du commun parient le plus souvent sur celles-ci en lien avec d'autres modes opératoires. Ils sont artistes, enseignants, entrepreneurs ou animateurs sportifs, éducateurs ou militants associatifs..., et ce qui constitue le cœur de leur activité professionnelle ou bénévole est avant tout un souci social et politique. Ils veulent lutter contre le décrochage scolaire ou civique d'une partie de la jeunesse française, « *la montée de l'intégrisme* », la défiance croissante des citoyens vis-à-vis des institutions : toutes ces manifestations de la « *déliation* » qui menace nos sociétés occidentales. Et ils le font à travers des actions qui s'appuient sur l'écoute et la parole échangée, l'art et la culture, l'entrepreneuriat, le sport ou l'échange de savoirs... ; actions auxquelles ils ajoutent parfois le fait « *d'emmener ailleurs* » les uns et les autres. La dimension du voyage, ou du décentrement géographique, est toujours pensée par ces acteurs comme arrimée aux intentions et aux moyens mis en œuvre à un autre niveau : elle est un « plus » qui vient augmenter ces actions et leurs effets.

L'Association ACLEFEU, par exemple (Collectif liberté égalité fraternité ensemble unis), qui a vu le jour à Clichy-sous-Bois au lendemain des révoltes sociales de novembre 2005 et agit depuis à l'échelle nationale pour favoriser « *le dialogue entre les habitants de banlieues et les institutions* », a mis depuis l'origine l'accent sur ces enjeux de mobilité, en lien avec ses objectifs de concitoyenneté. Elle encourage les habitants des quartiers populaires (et en particulier les jeunes) à s'inscrire sur les listes électorales et à aller voter, les aide à s'organiser dans leurs revendications face aux pouvoirs publics et promeut diverses actions de solidarité. Mais elle emmène aussi chaque année des familles en vacances et a entre autres imaginé en 2013 une Caravane de l'égalité, démarche destinée à « *mettre en lumière de manière ludique et accessible à toutes et tous l'histoire des mobilisations citoyennes et de l'évolution de la prise de parole des habitants dans les quartiers ces 30 dernières années* ». La Caravane a sillonné les villes de France pendant plusieurs mois, emmenant des habitants un peu partout pour « *permettre au public des moins de 30 ans, entre autres, d'avoir une nouvelle vision de la notion de participation et de citoyenneté* ».

Beaucoup plus jeune, l'association Ghatt'Up, qui veut « *valoriser les talents de banlieue* » pour « *réparer la France* », s'appuie beaucoup elle aussi sur l'imaginaire de l'ailleurs et

l'incitation au voyage des publics auxquels elle s'adresse. Ses animateurs y voient un levier amplificateur de leur programme de développement de la citoyenneté et de formation au *leadership* de jeunes résidant dans ces territoires de banlieue — « *toujours associés par une majorité de la population à l'insécurité, au terrorisme...* » et souffrant d'une image qui « *plombe* » celles et ceux qui veulent réussir. L'association s'appuie notamment sur les outils numériques pour « *déplacer le centre du monde en banlieue* » et faire naître le désir de « *voyages initiatiques* » — du type de celui dont a pu bénéficier la fondatrice Inès Seddiki en 2016, à l'occasion d'un stage à New York dans le cadre de ses études supérieures.

« L'une des premières choses qu'on a lancées avec Ghett'Up, c'est les Ateliers Skype, qui permettent à des jeunes collégiens et lycéens de la Seine Saint-Denis de parler à des gens de leur âge de l'autre côté de la planète : à New York, Philadelphie, au Cap, à Sao Paulo, etc. (...) Au cours de ces échanges, ils parlent de leur quotidien, de leurs craintes et de leurs rêves, se saisissent des sujets d'actualité les plus brûlants et trouvent certaines réponses à leurs questions. En s'ouvrant ainsi, sans tabou, ces jeunes se réapproprient leur identité et leur appartenance à notre pays, leur voix et leur pensée critique. Nous aimerions que ces échanges se soldent par un voyage initiatique dans le pays d'un de nos partenaires. »¹¹⁴

Partant du principe que les personnes frappées d'illégitimité dans notre pays du fait de leur étiquette banlieusarde « *avaient besoin d'un espace pour se rencontrer, pour s'entraider et pour se redéfinir à leur manière* », Ghett'Up a également entrepris de faire circuler d'une banlieue à l'autre des « *acteurs du changement* » (créateurs d'entreprises ou d'associations, artistes, étudiants, pilotes d'avion ou mannequins...), pour les réunir lors d'*afterworks* permettant à ceux qui étaient trop souvent jusqu'alors isolés dans leurs quartiers respectifs de se créer des réseaux de relations.

Ailleurs, la mobilité spatiale est abordée comme un axe de travail inspiré de l'éducation populaire, en lien avec diverses passions mobilisatrices : le théâtre, la chanson, le sport, le jardinage ou le bidouillage informatique... Ainsi l'explique par exemple Jonathan Lessig, 31 ans, manager général du club de football Lyon-Duchère AS, implanté depuis plusieurs décennies dans un grand ensemble du 9^{ème} arrondissement de Lyon situé à l'écart du centre-ville et classé en « *zone de sécurité prioritaire* » : « *Le foot est une passion, qui fait venir les jeunes et qui rend assidus, ponctuels, à l'écoute, etc. Et nous, on se sert de cette passion pour leur faire découvrir plein d'autres choses. (...) On fait du foot et on les fait progresser dans ce domaine : c'est notre but premier, mais on ne se contente pas de ça. Notre président aime dire que sur tous les jeunes qu'on a au club, si un devient professionnel et vit du foot, c'est déjà très bien. Mais qu'est-ce qu'on fait de tous les autres ? Que vont-ils devenir ? Nous pensons qu'on se doit de les accompagner pour qu'ils puissent être le mieux armés possible dans leur vie future, avec le plus de connaissances possible.* » Le président du club, Mohamed Tria, fils de cantonnier ayant grandi dans le quartier et qui a pris les manettes en 2008, considère en effet que « *quand on est à La Duchère, on ne peut pas être juste un club de foot, on est d'abord un acteur social.* » Sous son impulsion, l'équipe d'éducateurs a donc été considérablement renforcée (ils sont aujourd'hui près d'une trentaine pour environ 260 enfants et jeunes de 5 à 17 ans). Et le club a investi de nombreux domaines en marge de l'activité sportive proprement dite. Il travaille avec les jeunes sur l'alimentation et la santé, sur la mixité

¹¹⁴ Entretien avec Inès Seddiki, FRV100 2017.

filles/garçons, la laïcité, l'insertion professionnelle..., et sur l'accompagnement à la mobilité, qui constitue selon le jeune manager une « *préoccupation constante* » des encadrants.

« On travaille dès le plus jeune âge sur la mobilité, parce que c'est un vrai frein pour leur avenir. Quand ils sont plus grands, il y a des jeunes qui sont motivés, qui ont des diplômes, etc., mais la plupart se heurtent à ce problème [pour trouver du travail]. Soit ils n'ont pas le permis, soit ils n'ont pas de voiture, soit c'est trop loin... Ils ne peuvent pas, ils n'ont pas le temps, il faut qu'ils gardent leur petit frère à telle heure... C'est vraiment compliqué. Donc, on essaie de travailler avec eux sur leurs peurs, et aussi sur toute la connaissance nécessaire pour bouger : savoir se débrouiller tout seul avec les transports en commun, des choses comme ça... »¹¹⁵

Sharon Eskenazi, professeur de danse et assistante chorégraphe à la direction du Centre Chorégraphique National de Rillieux-la-Pape (CCN/R), en périphérie lyonnaise, a pour sa part éprouvé la nécessité d'investir cette question de la mobilité à partir d'un projet reposant sur la pratique de la danse. Elle qui est arrivée en France en 2011 avec la double nationalité française et israélienne, qui a vécu dans cette ville où se côtoient plus de 70 communautés et y travaille encore, utilisait déjà cette discipline auparavant, « *comme un outil de rapprochement de groupes en conflit.* » « *En Israël, en l'occurrence, il s'agit vraiment de groupes en conflits, affichés et affirmés, avec une lourde histoire derrière. Quand je suis arrivée en France, cela m'a frappée : même ici, on a des groupes qui ne se parlent pas. Ici aussi, cela existe ! Je me suis dit que ce n'était pas seulement une question de politique ou de géopolitique, c'est quelque chose d'humain. En France, je trouve que c'est même plus difficile, car on n'en parle pas : les conflits ne sont pas affichés. Alors que cela ne s'arrange pas : moi qui suis là depuis 6 ans, je vois bien que les tensions montent.* »

Animée par l'expérience de la guerre et le sentiment d'urgence que celle-ci engendre, Sharon Eskenazi fonde en 2013 le groupe de danse contemporaine *Danser sans frontière* (DSF), dont l'objectif est de « *faire danser ensemble des filles et des garçons d'origine et de cultures différentes.* » L'action s'inscrit dans la continuité de celles menées de longue date par le CCN/ R pour lutter contre tout ce qui tient les habitants à l'écart des institutions censées donner accès à la Culture et à des valeurs communes. Implantée depuis 1998 dans la Ville nouvelle de Rillieux-la-Pape — quartier populaire qui fait l'objet d'un des quatre Grands Projets de Ville de la Métropole de Lyon — l'équipe du centre chorégraphique est bien placée pour mesurer les risques de fracturation qui menacent la société locale : « *On voit des choses qui s'améliorent sur le bâti, la ville de Rillieux se transforme en termes d'espace et d'urbanisation, elle bouge dans un sens qui est assez positif* », précise Gwenaële Magnet, responsable de la médiation et des actions culturelles dans l'institution. « *Mais ce qui se passe dans les appartements est encore moins visible que cela ne pouvait l'être il y a 10/15 ans. Il y a des circulations..., mais chacun reste quand même bien chez soi. La pauvreté est encore plus cachée. Et en étant sur place, on voit bien une montée de l'intégrisme.* »

Le but de DSF, « *c'est de se dire que dans chaque appartement, il y a des gens qui veulent rencontrer l'autre, sortir de chez eux, faire des choses* », explique Sharon Eskenazi. « *Il faut toujours proposer autre chose, ne pas laisser aller tout le monde dans sa direction* ». C'est ainsi que très vite, l'idée du voyage s'ajoute à celle de la danse, et que le projet *Passerelles* voit le jour. Reposant sur des échanges internationaux entre jeunes danseurs, il vise à « *faire*

¹¹⁵ Entretien avec Jonathan Lessig, FRV100 2017.

se rencontrer deux réalités : française et israélo-palestinienne ». En 2015, les jeunes Français ont d'abord accueilli 24 jeunes Israéliens et Palestiniens, au CCN/R et dans des familles d'accueil ; avant de partir eux-mêmes à 10 en Israël, pour une semaine d'ateliers danse, de visites et de création partagée. Les deux groupes sont ensuite repartis ensemble à Bordeaux, en mai 2017, à la rencontre d'autres jeunes gravitant autour de la Compagnie de hip hop *Révolution*. Et parce que l'équipe du CCN/R a la conviction qu'il faut « *toujours poursuivre Passerelles* », consolider les échanges à travers la répétition des voyages, une création commune est prévue en 2018, dans le cadre de l'année croisée France-Israël, sous la direction de Yuval Pick, chorégraphe et directeur du Centre chorégraphique et avec le soutien de Dominique Hervieu (directrice de la Maison de la Danse et directrice artistique de la Biennale de la danse à Lyon). Le groupe Rilliard DSF et le groupe israélo-palestinien présenteront un spectacle en parallèle au défilé de la Biennale de la Danse de Lyon..., avec l'idée de « *partir tous ensemble en juillet en Israël pour une avant-première* », si les moyens financiers le permettent.

« Sortir de sa zone de confort », pour surmonter la peur de l'ailleurs

Partir, plus ou moins loin, permet à la fois de mesurer et d'apprendre à surmonter sa crainte de l'ailleurs, fréquente dans les milieux populaires où l'on n'a guère l'occasion de voyager. Pour les acteurs qui impulsent ou accompagnent ces expériences, l'enjeu vise d'abord à lever ces freins intérieurs, comme le rapporte le responsable jeunesse d'un centre socioculturel, interviewé par Clotilde Talleu dans son rapport sur l'accès à la mobilité internationale des « *jeunes avec moins d'opportunités* » : « *La symbolique d'aller à l'étranger, (...) c'est juste de leur expliquer qu'ils peuvent sortir de leur quartier ou des clichés dans lesquels ils sont enfermés en termes de comportements, parfois. C'est montrer qu'on peut aller vers l'ailleurs, que ce n'est pas négatif. C'est déconstruire un peu toutes ces peurs qu'il y a autour. Le fait de ne pas être où je suis d'habitude, et de ne pas rester figé à l'image que je renvoie ou qu'on a essayé de me coller. C'est essayer de déconstruire un peu tous ces réflexes-là.* »¹¹⁶

Inès Boukhetache (19 ans), danseuse de DSF depuis bientôt deux ans et qui a participé aux échanges internationaux organisés dans le cadre du projet Passerelles, se souvient très bien des appréhensions qu'elle a eues, avec ses camarades, à l'idée du premier voyage :

« On a tous eu des réticences par rapport au fait d'aller en Israël, par rapport aux préjugés qu'on avait sur le pays, aux médias, au fait qu'il y ait des conflits, etc. On avait un peu peur, quoi ! »

Ceci dit, il n'est pas forcément nécessaire d'aller très loin pour agir sur ce qui empêche les uns et les autres de sortir de leur univers familial et de se délivrer de certaines représentations négatives. L'exemple du programme Rêves d'habitants, lancé en 2011 par la Fondation Abbé Pierre au niveau national et reconduit chaque année depuis, est lui aussi instructif quant aux enjeux de ces déplacements de faible amplitude géographique, mais aux puissants effets symboliques. Accordant rapidement des financements à des groupes d'habitants démunis désireux de mener des actions en faveur du vivre ensemble, ce programme ne « flé-

¹¹⁶ Extrait de : *L'accès des jeunes avec moins d'opportunités à la mobilité internationale dans un cadre non formel*, Clotilde Talleu, INJEP, mai 2016.

chait » pas spécialement l'idée du voyage. Les objectifs des projets potentiellement finançables étaient plus larges : ils visaient aussi bien le renforcement des solidarités, l'échange avec l'Autre et la lutte contre les préjugés, la valorisation des compétences des personnes, de leurs capacités d'organisation ou d'expression, la révélation du potentiel de créativité de chacun, la connaissance de ses droits civiques, la transmission entre générations... Mais c'est à travers le déplacement physique vers d'autres lieux, dans le cadre de projets collectifs, que les uns et les autres ont choisi d'agir sur toutes ces questions. Le bilan des premières années d'action a d'abord révélé combien s'évader du quotidien était un rêve partagé dans ces mondes populaires — non seulement par besoin de distraction, mais aussi et surtout par soif de découverte et, en ce qui concerne les parents, par désir de transmettre des connaissances et des valeurs à leurs enfants, à travers une expérience vécue avec eux.

« Quand on s'est posé la question : "De quoi avons-nous envie ?", c'est allé très vite, en 10 minutes ! », se souvient une mère de famille ayant participé à ce programme. « L'idée de s'évader est sortie tout de suite ; de partir tous ensemble, de quitter le quotidien. Le groupe sautait de joie, les enfants surtout ! Chacun devait en avoir envie depuis longtemps. On était plein d'enthousiasme ! »

« On était euphoriques ! Trois/quatre jours à Paris : c'est super ! », insiste une autre.

« C'était les 70 ans du débarquement, en 2014 : on voulait vraiment leur faire visiter la Normandie. Ça fait partie de l'histoire... »

« Même si on ne part que quelques jours : pouvoir raconter des choses, ça valorise, quelque part.... Sinon, on n'a rien à dire. »

« Ou même juste pour un dimanche... On ne va jamais nulle part. Nos enfants ne partent jamais en vacances. On n'a pas de voiture. Et puis les problèmes financiers... »

« Beaucoup d'enfants n'ont jamais vu la Tour Eiffel. Ils en entendent parler à l'école, à la télé... La France, c'est la Tour Eiffel ! Notre Dame, Montmartre... : quand des gens nous en parlent, on se sent bêtes. Ou même prendre le métro : nous, on ne sait pas. »¹¹⁷

Se confirmait ainsi l'idée qu'après le problème du logement, crucial pour bien des familles, le fait de ne pas pouvoir se déplacer constitue une réelle souffrance dans le monde d'aujourd'hui, pour un très grand nombre de personnes. C'est un handicap, tant pour l'accès au travail que pour l'accès à la connaissance. C'est aussi une source du mal vivre ensemble, comme l'ont montré nombre de chercheurs : le confinement et l'entre-soi, en renforçant le sentiment de frustration, exacerbent les conflits au sein des familles et entre voisins, tout comme le ressentiment vis-à-vis d'une société qui n'offre pas les mêmes chances à chacun. Mais le programme Rêves d'habitants a aussi montré combien il était difficile de se mettre en mouvement, lorsque l'on n'en a pas eu l'habitude. Bien des familles ont exprimé à cette occasion des appréhensions à l'idée de partir loin. Certains participants ont avoué leur « peur de la capitale », voire leur « hantise de la grande ville » : « On risque de se perdre dans le métro... » ; « On avait peur de se perdre dans Paris, de ne pas réussir à suivre, d'être volées... ». Et tous les projets envisagés par les groupes sur le terrain n'ont pas pu se concrétiser.

¹¹⁷ Citations extraites du rapport *Programme Rêves d'habitants. Bilan prospectif*, Catherine Foret, pour la Fondation Abbé Pierre, 2015.

tiser, comme l'explique une militante de la Confédération Syndicale des Familles, à propos d'un voyage envisagé avec des femmes du quartier des Brosses, à Villeurbanne :

« Sortir de leur région, de leur quartier..., c'est difficile. Elles ont peur. De quitter leur mari, d'emmener ou de laisser leurs enfants... Elles n'ont pas réussi à faire le pas. Certaines ont eu du mal à en parler à leur famille... Et pourtant, elles rêvaient d'aller à Paris, sincèrement, elles en rêvaient ! Chacune avait une raison de renoncer : un projet de vacances familiales, une perte d'emploi, un conflit conjugal... On avait peut-être mis la barre trop haut : deux nuits, cela faisait trop pour les maris. Partir une seule journée, cela aurait été plus envisageable. »¹¹⁸

Pour toutes celles et ceux qui ont réussi à surmonter leurs craintes de quitter leur monde familial les effets sociaux de ces déplacements dans le pays ont été marquants, comme le souligne le bilan de la Fondation Abbé Pierre : renforcement de la confiance en soi, acquisitions de connaissances pratiques (« *Il y a eu plein de premières fois pendant le voyage : dormir à l'hôtel, prendre le métro... On découvre à tout âge !* »), mais aussi débats sur la vie en groupe entre personnes de cultures ou de religions différentes, réflexions sur le savoir être dans l'espace public... Par ailleurs, il a été frappant de constater que si certains de ces voyages (choisis collectivement par chaque groupe d'habitants) ont eu pour destination des parcs de loisirs, une majorité ont été l'occasion d'aller visiter des lieux historiques ou renommés du pays, emblématiques de la vie citoyenne, de l'art ou de la culture : plages du débarquement, Tour Eiffel ou Palais du Luxembourg, Institut du Monde Arabe, Versailles, les châteaux de la Loire, le Centre Pompidou Metz... Interrogés après coup, les participants témoignaient de leur motivation en expliquant qu'il s'était agi pour les uns ou les autres d'« *élargir sa culture générale* », de « *s'approprier l'histoire de France* », de « *découvrir de nouveaux horizons, de nouvelles idées, d'autres cultures* », « *une ville différente* »... ; ou encore de « *vivre des moments culturels en famille* », « *apprendre des choses dans des domaines inhabituels* » : « *On est allés dans un musée, avec des tanks, toute l'histoire de la guerre... : les enfants étaient dans le vif du sujet ! Ça les accrochait bien, ils écoutaient...* »

Des dispositifs de « mobilité apprenante »

Apprendre est l'un des objectifs les plus fréquemment mis en avant par les participants à ces actions, comme par ceux qui les initient ou les encadrent. À l'idée de ces derniers que la mobilité constitue une source de savoirs pratiques indispensables dans le monde d'aujourd'hui, répond en effet la soif de connaissances de celles et ceux à qui l'on offre la possibilité de s'évader pour un temps de leur quotidien. Et on l'aura compris, dans la plupart des initiatives dont on parle, il ne s'agit pas simplement de voyager pour voyager, mais bien de bouger pour augmenter ses capacités de maîtrise du monde. D'où la référence fréquente aux fondamentaux de l'éducation populaire, que ce soit dans les opérations de mobilité internationale ou dans le cas d'actions à moindre échelle.

Les intervenants de la compagnie de théâtre Tamèrantong !, par exemple, qui depuis 1992 forme à l'expression théâtrale des enfants de 5 à 17 ans souffrant « *d'isolement culturel ou de mésestime d'eux-mêmes* » — parce que confrontés dans leur quartier aux tensions com-

¹¹⁸ Idem note précédente.

munautaires, aux divisions sociales ou aux fractures familiales — utilisent les tournées comme autant d’occasions d’apprentissages pour leurs comédiens en herbe. Avec l’ambition « *d’élargir l’horizon des enfants des quartiers populaires* », la compagnie emmène régulièrement ses troupes pour des spectacles itinérants. Durant les vacances scolaires, les spectacles donnent lieu à des résidences de création et à des séjours de répétition à Paris, en banlieue, en province ou à l’étranger (Tunis, Montréal, le Chiapas, Lausanne, Florence...) ; chaque petit voyage étant mis à profit pour ouvrir les esprits et développer les connaissances des enfants, autour de questions qui ne faisaient pas partie de leurs préoccupations jusqu’alors. Lors d’une représentation à Nice, une visite du Musée Chagall a ainsi donné lieu à un travail sur les décors de la compagnie, inspirés des œuvres contemplées...

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

À côté des opérations qui incitent les personnes à oser « *bouger grand* », à faire preuve d’audace et à franchir les frontières subjectives et objectives de leur inscription territoriale étroite en partant à l’étranger, toutes sortes de projets sont ainsi menés à une échelle plus modeste, par celles et ceux qui n’ont pas les moyens d’organiser des déplacements à l’international. Les promoteurs de ces actions sont convaincus que le seul fait de pouvoir sortir de son quartier ou de son village pour découvrir sa ville ou sa région, dans un cadre accompagné, est déjà un pas important pour une partie de la population — précisément celle qui est mise en doute quant à son « *sentiment d’appartenance nationale* » ou à ses capacités citoyennes. Le Lyon-Duchère AS s’emploie ainsi régulièrement à faire bouger ses jeunes joueurs, et parfois leurs familles, à l’échelle de l’agglomération lyonnaise. Les éducateurs du club organisent des actions sur la mobilité de proximité, en lien avec les travailleurs sociaux du quartier : « *Il y a deux ans, on a mené une action sur la sécurité routière. On cherchait un truc sur le code de la route et je ne trouvais pas* », raconte leur manager. « *Jusqu’à ce que j’échange avec quelqu’un du centre social qui me dit : ‘Tous les mois, on fait une sortie avec des mamans, des enfants, des familles, à vélo, pour passer un bon moment ensemble et apprendre à faire du vélo en toute sécurité sur les pistes cyclables.’ Du coup, on les a contactés pour qu’ils viennent faire partie de cette action avec leurs vélos, leurs panneaux, etc. On a créé un circuit avec des ronds-points..., on a fait venir plein de monde, des voitures tonneaux, une association qui parlait des addictions à l’alcool, et bien sûr de l’apprentissage du code de la route.* » Les responsables du club s’appuient aussi sur l’une de leurs entreprises partenaires, la société de transports en commun Keolis, pour fournir aux gamins les clefs cognitives nécessaires à l’exploration de leur ville, comme l’explique Jonathan Lessig :

« Il y a des enfants qui ne sortent pas beaucoup du quartier. Donc même aller à Lyon, c’est déjà bien. Avec Keolis, on fait des genres de jeux de piste pour leur apprendre à utiliser les transports en commun. On constitue des équipes de cinq, avec un éducateur, on leur donne un ticket (métro, bus) et on leur propose un jeu pour découvrir la ville : les quais, Bellecour, La Part-Dieu... Ils doivent aller ici ou là, trouver des indices à certains endroits, et donc réfléchir : ‘Je bouge, comment je m’organise, comment je lis le plan, est-ce que je prends le bus, est-ce que je prends le métro, etc. »¹¹⁹

« *La mobilité, ça s’apprend !* », pense-t-on également du côté d’autres institutions de l’agglomération lyonnaise, qui ont décidé de s’investir en la matière. C’est notamment l’objet du projet Ville lisible, piloté par l’IVM¹²⁰, la Métropole de Lyon et l’association Uni-Est

¹¹⁹ Entretien avec Jonathan Lessig, FRV100 2017.

¹²⁰ Institut pour la Ville en Mouvement.

en partenariat avec la Fondation PSA Peugeot Citroën, qui vise à « lever les freins à la mobilité des publics en insertion : problème d'orientation, manque d'autonomie, analphabétisme, peur... ». ¹²¹ Partant du constat que 12 % des 18-65 ans sont en France dans une situation préoccupante face à l'écrit (difficultés de compréhension d'une carte ou d'un plan de ville, d'utilisation des distributeurs automatiques...) ¹²², et que bien d'autres manquent d'autonomie ou appréhendent les transports en commun, ce projet a abouti à la création d'un jeu vidéo d'apprentissage à la mobilité intitulé *En route*. Support de formation, il est proposé aux professionnels de l'emploi et de l'insertion du territoire qui souhaitent animer des ateliers mobilité auprès de leur public. Suite à la demande de ces professionnels, le Sytral ¹²³ et Keolis Lyon proposent également aux structures accompagnant les personnes en insertion socioprofessionnelle, un atelier collectif intitulé « outils d'aide à la mobilité des TCL ¹²⁴ », qui permet « de se familiariser avec le site internet des TCL et d'être aidé dans la recherche d'information et la préparation des trajets. » De même, l'École de la deuxième chance du département des Yvelines (78) accueille des ateliers pour « dédramatiser l'usage du métro. » Cet établissement, qui forme 400 jeunes en rupture scolaire de 18 à 25 ans dans trois sites du département, est en effet chaque année confronté à plusieurs cas d'élèves qui refusent un emploi ou un stage par peur de se rendre à Paris. « Il y a des personnes qui, sorties de leur quartier, sont perdues », explique-t-on à l'E2C. Pour tenter de casser cette spirale, l'école fait appel à la RATP, qui propose à ces élèves des ateliers de découverte du réseau francilien, leur permettant de se familiariser avec les plans, les changements de lignes, le savoir-vivre dans les transports... Animés par des agents formés et volontaires, ces ateliers sont aussi l'occasion de rappeler les réductions de tarifs ou les gratuités dont ils peuvent profiter.

Le décentrement spatial, occasion de retour sur sa propre culture

À la clef de toutes les expériences de ce genre figure l'idée du décentrement comme source de savoirs pratiques, certes, mais aussi de connaissance de soi et des autres. Le voyage provoque des prises de conscience sur ses propres limites et capacités, mais il permet également de lever des voiles quant à la manière dont vivent ceux que l'on ne fréquente jamais « pour de vrai ». En confrontant les personnes concernées à la réalité des différences culturelles qui traversent aujourd'hui la plupart des pays du monde, il contribue à réduire certains fantasmes, tout autant qu'à faire prendre la mesure des codes et des règles qu'il faut intégrer pour pouvoir communiquer et cohabiter au sein d'une société diverse. Jonathan Lessig le raconte en évoquant les tournois européens auxquels le club de foot de La Duchère a participé pendant plusieurs années avec ses jeunes joueurs. Des voyages en Espagne, en Italie et ailleurs..., lors desquels des dizaines d'entre eux ont vécu le fait d'être étrangers, et dont ils sont revenus « plus humbles », selon le manager. Autrement dit plus conscients du chemin qu'ils avaient à faire pour pouvoir échanger avec des milieux différents du leur, et commencer à envisager un « chez nous » plus large que celui de leur quartier ou de leur communauté.

¹²¹ Source : <http://www.mobilite-vers-lemploi.org/editorial/se-former-a-la-mobilite/>

¹²² Source : INSEE / Eric Le Breton, IVM.

¹²³ Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise.

¹²⁴ Transports en commun lyonnais.

« L'expérience des voyages fait que les jeunes reviennent toujours un peu plus enrichis, ne serait-ce que de la culture des autres. Mais surtout, ils reviennent un peu plus humbles. C'est-à-dire qu'ils réalisent que : 'Oui, effectivement, là on est chez nous, à La Duchère, tout va bien, on contrôle tout, on maîtrise tout...', mais ça reste La Duchère. Si je sors d'ici, je ne peux pas avoir le même comportement.' C'est ce qu'on voulait un peu leur montrer. On peut se trimballer à dix à La Duchère, faire du bruit et du bordel. Mais vous faites ça dans les rues de Barcelone, c'est un peu plus compliqué. Donc ils se sont assagis un peu d'eux-mêmes. Ce n'est même pas forcément les éducateurs qui ont dû sévir, mais d'eux-mêmes ils se sont rendus compte qu'on ne pouvait pas faire n'importe quoi. Il y avait aussi la barrière de la langue, qui forcément les assagit aussi : quand ils veulent communiquer, il faut qu'ils arrivent à se faire comprendre, donc à être disciplinés pour communiquer et échanger avec les personnes qu'ils rencontrent là-bas. »¹²⁵

Parfois, comme en Croatie, « l'expérience a été un peu compliquée », reconnaît Jonathan Lessig :

« Là-bas, ils ont été confrontés à des cris de singe, à des gens dans la rue qui essayaient de gommer leur peau pour voir si..., pourquoi ils sont black. C'était dur, mais du coup ils se sont pris une grosse claque et je pense qu'en rentrant, ils ont mis une définition sur le mot racisme. Tous ceux qu'on trouvait racistes ici..., non finalement, ce n'était pas ça, le racisme ! Ce n'est pas parce que les gens ne sont pas d'accord avec nous qu'ils sont racistes. »

Le dépaysement produit alors sa pleine mesure, faisant apparaître en creux le lien qui unit à la France, à sa langue, à ses codes culturels... ceux qui se sentaient auparavant en position distanciée ou discriminée, du fait de leur couleur de peau, de leurs origines étrangères ou de mauvaises expériences à l'école ou au travail. Et ce sans même que les éducateurs aient à aborder de façon académique la question de la citoyenneté française. « On ne se sent jamais plus français que quand on parle à un étranger », confirme Inès Seddiki, en évoquant les Ateliers Skype qu'organise son association, Ghett'Up. Dans ce cas, l'effet de décentrement est obtenu par les seuls échanges numériques internationaux entre collégiens et lycéens :

« Ces ateliers permettent aux jeunes de se réapproprier l'actualité (...), mais cela leur permet aussi de se rendre compte à quel point ils sont Français, par opposition. Quand on parle de certains sujets, comme l'école, la santé, les élections..., les jeunes se rendent compte quand même des biais culturels, des façons de penser très françaises ; et cela leur permet de se réapproprier leur identité comme ils le veulent : ils apprennent à se découvrir et à se définir par eux-mêmes, et pas simplement en écoutant la définition que font les gens des banlieusards, ou des gens issus de l'immigration. »¹²⁶

S'éloigner de son monde pour un temps, se frotter à des univers inconnus, permet de faire retour sur soi-même, ou sur certains traits culturels que l'on a intégrés de façon inconsciente. Gwenaële Magnet, du Centre chorégraphique national de Rillieux-la-Pape, explique ainsi que les jeunes de Danser sans frontière et leurs accompagnants se sont aperçus à la faveur des échanges avec leurs homologues Palestiniens et Israéliens combien, « alors que tout le monde est issu de l'immigration ou presque..., finalement, on prend les plis, les mau-

¹²⁵ Entretien FRV100, 2017.

¹²⁶ Entretien FRV100, 2017.

vais côtés de la culture française. » Plus généralement, ces expériences interrogent tous les clichés véhiculés par les médias ou colportés à l'intérieur d'un milieu social donné. Le réel du vécu en voyage, autrement dit, ébranle les images à l'aide desquelles on se représentait l'ailleurs, ainsi que le raconte la jeune danseuse Inès Boukhetache :

« (En Israël) les gens sont complètement différents d'ici, ils sont beaucoup plus ouverts d'esprit et plus chaleureux qu'en France. On s'en est encore plus rendu compte quand on est parti à Bordeaux, parce que le rapport qu'on avait avec le groupe israélo-palestinien était complètement différent de celui qu'on avait avec les Bordelais. C'était plus simple avec les Israélo-Palestiniens ! »¹²⁷

Déstabiliser les idées reçues, faire tomber certains a priori sur le rapport que chacun de nous entretient avec d'autres « communautés » (dont on s'aperçoit à la faveur du voyage qu'elles n'en sont pas forcément...), rendre leur singularité aux individus-citoyens derrière les appartenances collectives : tel est l'un des buts poursuivis par l'assistante chorégraphe Sharon Eskenazi, qui a initié ces voyages en Israël avec les jeunes de Rillieux-la-Pape. « On peut grandir à cinq minutes d'un Palestinien et ne jamais se croiser », rappelle-t-elle, « parce que voilà..., on ne va pas dans la même école, on ne vit pas dans les mêmes villes, ou dans les mêmes villages. Et c'est pareil ici : si on ne connaît pas la ZUP, on en a une image très spécifique. Donc, ça fait partie aussi du projet Passerelles que de casser les images qu'on a dans la tête, ici ou ailleurs. » Les jeunes danseurs de DSF sont donc encouragés à circuler aussi dans leur propre pays. Ils le font entre autres pour aller présenter les films tirés de leur expérience internationale, dans des établissements scolaires. « En rentrant d'Israël », explique Sharon Eskenazi, « je leur ai dit que leur rôle était de faire des actes autour d'eux, pour partager cette expérience. Il fallait absolument qu'on entre dans les lycées. Et comment on commence ? 'Par vous, parce que vous êtes lycéens, donc à vous de proposer le film dans vos lycées respectifs'. » Inès Boukhetache a été la première à contacter le conseiller principal d'éducation de son lycée : « Je voulais partager et montrer aux autres tout ce qu'on a fait. Montrer que c'est artistique, mais surtout vraiment humain. Je sais que toutes les personnes qui ont vu le film ont été touchées. Depuis, elles suivent un peu le projet grâce à ça, par la page Facebook, notre site Internet, etc. » Les membres de la compagnie interviennent aussi dans divers événements culturels ou artistiques. Ils se sont ainsi produits devant les étudiants ingénieurs de l'INSA¹²⁸ ; lors de *Dialogues en Humanité* ; à Paris dans le cadre d'un festival artistique autour du conflit israélo-palestinien... ; et une prestation est prévue lors du Lyon festival BD. Autant d'occasions de les emmener au contact de mondes inconnus..., mais aussi de faire bouger les représentations de ceux qui voient leur spectacles.

« Nous avons même été invités dans un festival Art & Pinard dans le Beaujolais pour présenter le film ! » se réjouit Sharon Eskenazi. « C'était un peu bizarre, un peu décalé..., mais il y avait des gens que les jeunes de DSF ne rencontrent jamais. En plus, c'était le jour de l'élection présidentielle, le 7 mai. J'ai trouvé marrant de voir les jeunes de Rillieux au milieu de tous les mélenchonistes ! C'est une image un peu caricaturale, mais c'était trop bien de voir ces deux mondes ensemble ! Il y a comme ça des rencontres improbables que je trouve magnifiques. »¹²⁹

¹²⁷ Entretien FRV100, 2017.

¹²⁸ Institut National des Sciences Appliquées de Lyon.

¹²⁹ Entretien FRV100, 2017.

On pourrait évoquer à ce sujet bien d'autres initiatives, notamment toutes celles qui sont impulsées par des enseignants ou des artistes dans le cadre scolaire ou périscolaire, pour emmener des élèves en voyage. Le Lycée Jacques Brel de La Courneuve, par exemple, propose depuis quelques années à ses étudiants de BTS Communication de réaliser des films qu'ils accompagnent ensuite lors de différentes projections, en France ou à l'étranger. En 2017, les élèves ont ainsi participé au concours organisé par Youtube *Toi-même, tu filmes !*, avec l'association Génération numérique et la Mobile Film Academy, qui sont allées au-devant de la jeunesse dans 45 villes françaises. Objectif : « *aider les jeunes à déconstruire les discours de haine et raconter en films leur vision de la fraternité* ». Les années précédentes, des élèves du lycée, caméra au poing et accompagnés d'une intervenante professionnelle, avaient déjà apporté leur contribution au débat public à travers la réalisation d'un documentaire qui a été projeté à l'Assemblée nationale, puis à New-York dans le cadre d'un voyage de groupe aux USA. Ils avaient pu à cette occasion traiter des questions de discrimination et de stigmatisation et comparer avec le travail de leurs pairs américains, réalisateurs d'un documentaire sur les primo-arrivants outre-Atlantique, *I learn America*.

De même, les jeunes Nanterriens (Hauts-de Seine) qui ont participé à *Bronx en Seine*, projet franco-américain de création théâtrale et d'échanges culturels entre groupes d'adolescents issus des banlieues de Nanterre et du Bronx, ont découvert à l'occasion de leur voyage « *la réalité du ghetto américain, plus homogène ethniquement que les banlieues pluriethniques de l'Hexagone* ». Née en 2012 à New York d'une rencontre entre trois structures œuvrant pour le désenclavement des quartiers populaires (dont, en France, le Théâtre du Bout du Monde), l'aventure mêlait arts du spectacle, découverte culturelle et pratique des langues étrangères. La trentaine d'adolescents du Bronx et de Nanterre, âgés de 12 à 17 ans, qui ont traversé chacun à leur tour l'Atlantique pour répéter et jouer deux créations bilingues sur des scènes professionnelles, en juillet 2015 à Paris et en juillet 2016 à New York, ont fait l'expérience d'une rencontre interculturelle, « *véritable opérateur de décentrement, d'émulation, et de rupture avec les préjugés* ».

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

Bouger pour ouvrir des perspectives professionnelles et renforcer « l'inclusion sociale »

Tous les acteurs qui portent ces projets le soulignent : l'impact de tels déplacements est d'autant plus puissant qu'ils s'adressent à des personnes vivant en situation de précarité ou d'exclusion, et qui ont pu de ce fait développer un fonctionnement « *insulaire* »¹³⁰ — autrement dit une tendance à s'identifier à leur espace de proximité, faute d'avoir eu les possibilités suffisantes de s'envisager dans un monde plus vaste. C'est ce constat qui est à la base des projets de « *mobilité internationale dans un cadre non formel* » actuellement développés en France avec le soutien de la Politique de la Ville, de certaines collectivités locales et de l'Union européenne (programme Erasmus + Jeunesse).¹³¹ Portées par diverses structures qui agissent au contact de jeunes issus de milieux défavorisés (centres sociaux, missions locales, établissements scolaires...), ces actions visent explicitement à renforcer « *l'inclusion sociale* » et « *le sentiment d'appartenance aux territoires européens* » — dont on sait qu'il est « *inégalement partagé dans la population. Les habitants en milieu rural*

¹³⁰ Pour reprendre un terme avancé par Eric Le Breton in : « *Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale* », Armand Colin, Paris, 2005.

¹³¹ Voir le rapport INJEP déjà cité.

(agriculteurs), les catégories populaires (employés et ouvriers) et les personnes ayant arrêté leurs études avant 18 ans sont généralement plus attachées au local et au régional, là où les étudiants, de par leurs mobilités et leurs bagages scolaires et culturels, sont généralement plus à même de se saisir de l'espace européen. »¹³² Comme le raconte une référente du réseau des missions locales interviewée par Clotilde Talleu¹³³, les jeunes partis dans ce cadre « deviennent citoyens du monde... Ils ont l'impression que le monde s'ouvre. (...) Pour des jeunes qui pensaient que ce n'était pas possible de partir dans un pays étranger, de sortir du quartier, de nouer des contacts, d'être accueilli à l'étranger, tout devient possible. Les portes se sont ouvertes. Et ça, c'est exceptionnel. »

Une dimension importante des actions qui misent sur la mobilité des personnes pour contribuer à la fabrique du commun porte ainsi sur l'élargissement des perspectives que chacun s'accorde à soi-même. Car vivre sa citoyenneté, se penser égal aux autres et relié à eux ne dépend pas seulement de ce que la société nous propose ou nous autorise : c'est aussi un état qui se conquiert, qui suppose une volonté, ou pour le moins un désir. Or, on sait que si le sentiment de relégation ou de ressentiment social repose sur des faits bien réels (assignation résidentielle, racisme et discriminations, précarité économique...), il est renforcé dans certains cas par la tendance à « l'intégration du stigmaté »¹³⁴, qui amène les personnes concernées à s'interdire d'explorer une diversité de possibilités dans la conduite de leur vie, et en particulier dans l'accès à un métier ou un emploi. L'expérience du déplacement géographique, pour peu qu'elle soit vécue dans le cadre d'un projet accompagné, peut permettre de lever certaines de ces barrières (réelles ou fantasmées) qui s'opposent à la possibilité même de rêver son avenir et de se penser comme acteur à part entière de la société de demain.

Le lien est ainsi souvent fait entre mobilité spatiale et « employabilité » ou insertion professionnelle — celle-ci étant considérée comme une étape importante de la reconnaissance sociale et par suite, de la construction du sentiment d'appartenance nationale. Dans nos sociétés contemporaines où l'autonomie, la capacité à circuler et à s'adapter à des horizons divers sont considérées comme des compétences ou des savoir-être indispensables dans le monde du travail, l'enjeu est d'importance, en effet. La mise en mouvement physique comme clef « d'empowerment » ou de « capabilisation » motive donc l'action de nombre d'enseignants, travailleurs sociaux ou militants, qui se consacrent à « élargir les marges de manœuvre » des personnes qui se pensent prisonnières de leur situation sociale ou qui se croient condamnées à un avenir médiocre. Et si les crédits publics font parfois défaut pour mener à bien de tels projets, il faut noter qu'ils sont désormais fréquemment abondés par des financements issus du monde de la philanthropie, dont les acteurs sont de plus en plus attentifs à l'insertion économique des jeunes de milieux défavorisés. On voit ainsi des fondations liées à de grandes entreprises soutenir ce genre d'actions, au nom d'une pensée de l'avenir qui ne saurait tenir à l'écart une grande partie de la jeunesse. Certaines institutions agissent de même à l'échelle internationale, pour prévenir les risques de « sécession » ou de

¹³² Voir les travaux de Céline Bélot : *Du local au mondial : les espaces d'appartenance des jeunes Européens*, in : Galland O., Roudet B. (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte, 2005.

¹³³ Rapport INJEP, op. cité.

¹³⁴ Analysée notamment par Erving Goffman dans *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps* (1963), traduit de l'anglais par Alain Kihm, coll. « Le Sens commun », Éditions de Minuit, 1975

radicalisation religieuse menaçant le tissu social de certains pays.

Ainsi l'ONG canadienne la Passerelle-I.D.É., qui a ouvert une antenne parisienne en 2014, table-t-elle sur la mobilité internationale pour agir sur la participation civique des jeunes Français résidant dans les quartiers couverts par la Politique de la ville. Avec son programme Récipro'Cités, patronné par l'Ambassade du Canada en France, elle donne chaque année à une quinzaine de jeunes de banlieue âgés de 18 à 35 ans l'opportunité de partir deux semaines à Toronto pour « *acquérir des compétences en leadership et entrepreneuriat* ». Une expérience pensée comme « *rupture mobilisatrice* », qui permet aux participants de prendre confiance en leurs propres capacités. « *La mobilité internationale fait une différence dans la vie des jeunes et dans leur capacité de contribuer à la vie économique, sociale et civique sur le plan local* », confirme Siham Sahed, directrice générale de La Passerelle-I.D.É. Paris.¹³⁵

➡ Voir fiche initiative jointe en annexe.

Dans le même genre, le programme des Jeunes Ambassadeurs de l'engagement associatif, lancé en 2008 par l'Ambassade des États-Unis en France, permet chaque année à des lycéens et de jeunes adultes engagés dans une association et vivant dans des zones urbaines défavorisées ou sur des territoires ruraux délaissés, de s'envoler outre-Atlantique. Préparés au voyage, accompagnés, ils multiplient là-bas les visites institutionnelles (Capitole, Département d'État), rencontrent des personnalités qu'ils n'auraient jamais imaginé croiser un jour, sont hébergés dans des familles américaines, accueillis dans des lycées. L'opération, non dénuée d'intentions diplomatiques de la part des Américains (qui y voient le moyen de présenter leur modèle politique et social, de déconstruire certains clichés sur les États-Unis, mais aussi de repérer de futurs leaders qui auront peut-être un jour des responsabilités en France), intéresse les pouvoirs publics français. Tout comme Récipro'Cités, les Jeunes Ambassadeurs sont soutenus par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), qui y voit un moyen de « *sensibiliser la jeunesse à l'action citoyenne et associative* », notamment pour celles et ceux qui se heurtent au chômage ou à la discrimination à l'emploi dans notre pays.¹³⁶ « *Cela les met en dynamique. Ils comprennent qu'ils ne sont pas enfermés dans leur territoire* », estime Kais Marzouki, l'un des responsables du CGET.

À une échelle plus modeste, les dirigeants du Lyon-Duchère AS pratiquent la même politique. Convaincus que l'engagement civique commence par le fait de pouvoir s'imaginer un avenir dans le pays, ils luttent contre le futur par trop assigné de leurs jeunes joueurs afin de leur ouvrir, entre autres, la palette des stages d'orientation professionnelle qui s'offrent à eux. Les éducateurs du club emmènent ainsi régulièrement les jeunes à la découverte d'entreprises partenaires situées dans la région lyonnaise (parmi lesquelles figurent les laboratoires Bayer, Bouygues immobilier...), « *pour leur faire découvrir des métiers auxquels ils ne pensent pas* ».

« Souvent, on se rend compte que les jeunes, le stage de 3^e, ils le font chez le coiffeur ou chez le kebab du coin, parce que c'est le seul truc qu'ils ont trouvé », explique le manager. « Leurs parents n'ont pas forcément de réseau, et ils n'ont pas pris la peine de réfléchir à 'Qu'est-ce que je pourrais faire plus tard ?'. Et puis, ils ne connaissent pas le monde de l'entreprise. Ils en ont peur, et ils n'ont pas connaissance des diffé-

¹³⁵ <http://www.grandtoronto.ca/programme-reciprocites-3-0-de-passerelle-i-d-e-lance/>

¹³⁶ Cf. : *Comment les Américains couvent nos talents*, Nathalise Silbert, Les Echos, 25 octobre 2016.

rents métiers qui peuvent exister dans une entreprise et comment y arriver. Du coup, on a décidé de les accompagner dans cette réflexion (...). On a mis en place un système de tutorat pour les 13/14 ans, c'est-à-dire un chef d'entreprise/un jeune du club, qui communiquent comme ils le souhaitent (par Facebook, textos, mails...). L'objectif est de créer un lien et d'échanger sur les envies du jeune : 'Qu'est-ce que tu as envie de faire ?' 'Je ne sais pas trop...' 'Est-ce que ça, ça peut t'intéresser ?' 'Ouais, mais je ne connais pas bien. » « Eh bien écoute, viens, moi je vais t'aider.' L'intérêt d'avoir un tuteur chef d'entreprise, c'est qu'il a forcément un réseau, des connaissances : 'J'ai un copain qui a une entreprise là-dedans. Est-ce que tu veux aller le voir tel jour ?' Et hop, on va le voir ! On les emmène sur place pour voir comment ça fonctionne. Le chef d'entreprise, ce n'est pas parce qu'il porte un costume qu'on n'a pas le droit de lui dire bonjour et qu'on ne peut pas lui parler ! Il est ouvert, il peut parler avec vous, ce n'est pas un surhomme. Et puis ce n'est pas parce qu'on va voir un garage automobile qu'il n'y a que des mécaniciens. Non, dans une entreprise, il y a besoin d'un comptable, d'une secrétaire, d'un commercial, d'un gars qui s'occupe de la communication, il y a tous ces métiers qui existent aussi. (...) On essaie de construire un peu avec eux sur toute cette connaissance, sur ce qui existe et tout ce qu'il est possible de faire pour eux. »¹³⁷

Des actions de ce genre ont aussi été menées par le club pour faire découvrir aux apprentis footballeurs les métiers du journalisme (« *Ils sont allés à la MJC, au centre social, à la maison des personnes âgées..., en se mettant dans la peau d'un journaliste. Avec leur questionnaire bien préparé, pour interviewer des personnes sur la thématique de la solidarité.* ») Ou encore les métiers du bâtiment, par une mise en situation de groupes de 10 à 15 jeunes autour d'une maquette de maison à construire, avec la Capelle du Rhône et l'association Les Artisans messagers. Même ambition d'élargissement des perspectives avec les visites que le club organise dans les musées lyonnais, ou à l'Opéra, avec des groupes de 20 à 30 jeunes à chaque fois. Outre la familiarisation que ces sorties impliquent avec la géographie de la ville, ses lieux, ses équipements..., l'enjeu est, à travers ces déplacements urbains, de mieux mesurer la place qu'eux-mêmes et leurs familles occupent dans la société locale, mais aussi d'acquérir des connaissances qui leur permettront de faire des choix éclairés lorsqu'ils seront en âge de prendre leur vie en main. « *Les jeunes, parfois, ils sortent de là et ils disent : 'Ah ! c'est dur, c'est long !' 'Oui, d'accord, mais au moins tu as découvert, tu sais ce que c'est, et maintenant, tu peux dire pourquoi tu n'aimes pas. Et peut-être que dans six ou sept ans, quand tu auras grandi, tu vas te souvenir y être allé et tu auras envie d'y retourner. Découvre, apprends et après, plus tu auras de connaissances, plus tu auras de choix.* »

« On saisit toutes les occasions possibles pour les faire bouger », insiste Jonathan Lessig. « Une année, on est allés avec des jeunes de 14-15 ans au Musée d'art contemporain, à la Cité internationale. On visitait une exposition sur les motos, avec une médiatrice. Et tout d'un coup, on a eu la chance de croiser l'artiste. Il voit le groupe de jeunes, il vient les voir, les jeunes posent pas mal de questions... et l'artiste leur explique qu'il aime bien faire ça, mais que tout le monde ne peut être artiste, que tout le monde ne peut pas en vivre... Et les jeunes : 'Comment ça, nous, on ne peut pas être des artistes ?'. C'est parti de là, et ils se sont lancé le défi de faire une œuvre d'art. Du coup, l'artiste, super cool, a pris de son temps. Il est venu une première fois montrer tout ce qu'il faisait... jusqu'à ce que les gamins tombent sur une œuvre éphémère. Il avait pris un V'lib à Lyon, sur lequel il avait posé une carrosserie de moto en carton et

¹³⁷ Entretien avec Jonathan Lessig, FRV100 2017.

il roulait comme ça dans les rues. Donc œuvre éphémère parce que quand il pleut ou après deux ou trois chocs, le truc est foutu et l'œuvre est foutue. Ça a parlé aux jeunes ! Ils ont été un peu choqués. Il leur a expliqué le concept et du coup : 'Ah c'est peut-être ça qu'on veut faire. Qu'est-ce qu'on pourrait construire ?', etc. Bien sûr, on est parti sur le foot et ils ont construit un babyfoot géant. Le but était de le réaliser de A à Z avec toute la réflexion : comment faire, quels matériaux, de quoi a-t-on besoin, etc. Et après, pendant toute l'année, on s'est donné des rendez-vous pour réaliser le truc. une fois qu'il était monté, on ne pouvait plus le transporter parce qu'il était immense. Mais à la fin, on a pris plusieurs plaques du terrain, et on est allé le monter devant le Musée d'art contemporain. Les jeunes ont mis les maillots et on a passé une heure à jouer là-bas, avec deux équipes. Il y avait des passants qui sont venus, qui ont joué avec nous, qui ont regardé... Donc ils ont construit leur œuvre d'art. »¹³⁸

Des mouvements à double sens, ou l'effet réciprocité

Pour ceux qui croient dans ce facteur mobilité comme moyen d'agir sur le sentiment de concitoyenneté, il est important de répéter les expériences de déplacement (pour que les préjugés s'effacent peu à peu derrière la réalité du vécu), mais aussi de créer des mouvements à double sens. Aller au-devant, et accueillir en retour : tel est souvent le principe mis en œuvre dans ces initiatives, qu'elle soient portées par des associations, des individus ou des institutions publiques. Ce principe de l'aller-retour est par exemple au cœur du programme Récipro'cités, évoqué ci-dessus, qui organise « *l'échange entre jeunes des banlieues françaises et torontoises porteurs d'un projet entrepreneurial* ». Il fonde aussi le projet *Bronx en Seine*, déjà cité, qui a permis de « *tisser des liens durables entre les établissements scolaires impliqués et entre les mairies du Bronx et de Nanterre* ». ¹³⁹

À travers la notion de réciprocité des mouvements, c'est celle d'approfondissement des échanges qui est en jeu, comme l'expliquent les animatrices du projet Passerelles (CCN/R de Rillieux-la-Pape), très soucieuses de ne pas se limiter à du « *one shot* », avec les jeunes de *Danser sans frontière* : « *La critique que l'on m'adresse souvent* », explique l'assistante chorégraphe Sharon Eskenazi, « *c'est : 'Tu ne touches que sept personnes ! Nous, on veut, 200, 300, 1000 personnes, qu'il y ait un vrai impact.' Moi, ma réponse, c'est toujours la même, parce que je trouve que quand on touche 100 personnes, on reste sur la surface. Alors que je pense qu'il faut toucher profondément les gens pour offrir autre chose. Si on fait juste des choses superficielles, certes, c'est sympa et politiquement ça peut apparaître très bien, mais en fait il n'y a pas de traces, il ne reste rien. Alors qu'avec les jeunes de DSF, c'est pour la vie !* » C'est la répétition et l'alternance des échanges que le CCN/R a réussi à organiser depuis trois ans entre les jeunes danseurs vivant en France et en Israël qui a permis de créer de vrais liens de confiance entre eux, condition de certaines évolutions mentales de la part des participants, comme le confirme Inès Boukhetache :

« En soit, DSF ne nous forme pas, on se forme tout seul ! On se crée tout seul au fil des expériences que l'on vit. Et on apprend énormément au fil de tout ça. Et du coup, on ouvre davantage les yeux sur tout en fait, sur ce qui nous entoure, sur la manière de

¹³⁸ Entretien FRV100 2017.

¹³⁹ <http://www.nanterre.fr/xtmc/falp/xtcr/1/1178-l-histoire-du-falp.htm>

vivre avec l'autre, sur la manière de vivre ensemble, les rapports humains, etc. Et ça nous a fait prendre en maturité énormément. »¹⁴⁰

Ainsi, tout autant que l'envol pour l'étranger, l'accueil de celles et ceux qui ont été rencontrés au loin peut avoir des effets décisifs. Dans le cas de Danser sans frontière, c'est cette phase d'accueil qui a permis d'élargir les effets de l'expérience à d'autres habitants de la Ville nouvelle de Rillieux-la-Pape :

« Lorsque le groupe israélo-palestinien est venu, on vivait, on mangeait tous ici », raconte Sharon Eskenazi. « Et c'était très, très fort. L'idée, c'était aussi de faire participer les habitants le plus possible. Il y avait des familles d'accueil, qui ont reçu les jeunes Israéliens et Palestiniens chez eux : trois familles de DSF et douze familles de Rillieux (la plupart des familles des danseurs de DSF n'avaient pas les conditions ni les moyens pour les accueillir). Il y avait aussi un groupe de bénévoles, qui préparaient les repas pour trente-cinq jeunes entre 16 et 22 ans plus les membres de l'équipe du CCN, soit chaque jour environ cinquante personnes autour de la table ici au CCN/R ! Pour moi, ce qui était le plus fort durant cette première semaine, c'est que ça a permis aux jeunes de DSF d'être eux-mêmes ; c'est-à-dire de ne pas essayer d'être comme il faut, ou comme je crois que la société me demande d'être, mais plutôt que chacun se sente vraiment libre d'être ce qu'il est, avec ses origines, son parcours etc. J'ai vraiment vu devant mes yeux comment ça arrive, et pourtant, ce n'était qu'une semaine ! »¹⁴¹

Il faut aussi souligner l'importance, dans ces opérations de décentrement qui contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance à un monde commun, des actions qui visent des catégories de public ayant les moyens de voyager, mais qui le font la plupart du temps en restant dans leur monde. Pour faire tomber les peurs et les préjugés, il ne s'agit pas en effet seulement de faire bouger les moins mobiles de nos concitoyens : il faut également encourager des personnes de milieux aisés à sortir de leur univers familier. Les initiatives allant en ce sens sont plus rares, mais on peut souligner à ce titre le travail mené par le Lyon-Duchère AS, qui incite ses partenaires financiers à envoyer leurs salariés ou leurs bénévoles au contact des joueurs et de leurs familles, dans le quartier. « On a très peu de partenaires qui nous disent, comme à une certaine époque : 'Je te fais un chèque, tu me mets sur le maillot de l'équipe première et on se revoit l'année prochaine pour refaire le chèque' », explique Jonathan Lessig, le manager du club. « Ceux qui nous soutiennent aujourd'hui sont actifs. Ils viennent en général pour tout le projet éducatif, social, d'insertion professionnelle, d'accompagnement scolaire du club. » En conséquence de quoi le club peut se permettre d'organiser des « stages d'entreprise » à La Duchère :

« On va chez eux, on organise des visites, par exemple pour faire découvrir des métiers aux jeunes, mais on leur demande aussi d'envoyer des salariés dans nos stages ou pour mener des actions sur le terrain. On essaye d'alterner, pour qu'à La Duchère, ils se rendent compte qu'ils ont de l'importance, que ce n'est pas toujours nous qui allons vers les autres. C'est important d'aller voir ce qui se passe ailleurs, mais à

¹⁴⁰ Entretien FRV100, 2017.

¹⁴¹ Entretien FRV100, 2017.

l'inverse, on demande aussi aux chefs d'entreprise et aux salariés de venir dans les vestiaires, sur le terrain ou dans nos salles pendant un stage. Ces visites permettent d'échanger et de connaître d'autres choses, même si parfois ça n'intéresse pas tout de suite les salariés. On en a vu qui disaient : 'Pfff..., j'ai pas envie d'aller à La Duchère', et à la fin, ils ressortent de l'action comme des dingues, parce qu'ils ont connu des jeunes : 'Je pensais que j'allais mourir, pendant une semaine... et au final, c'était génial : on a échangé avec les jeunes, on leur a appris des trucs. On s'est rendu compte qu'on servait à quelque chose, mais que les jeunes aussi nous ont renvoyé quelque chose'. On a comme ça des salariés qui sortent de nos stages d'entreprise avec la banane ! »¹⁴²

On sait que nombre de festivals interculturels jouent également ce rôle de mise en circulation de publics divers, à l'échelle de grandes agglomérations ou de régions. Bien qu'éphémères, les rencontres ainsi provoquées sont précieuses pour décroquer les esprits. Il faut aussi souligner le travail mené par diverses institutions culturelles qui parviennent à créer des situations sociales inédites en déplaçant leurs activités loin des centres villes ou en attirant au contraire dans les lieux de la centralité un public mêlé. Parmi les exemples remarquables des actions au long cours menées par ces structures, on peut citer le Conservatoire de musique, de danse et d'art dramatique de Roubaix — dont le rayonnement est départemental : il accueille plus de 800 élèves issus de la métropole lilloise et du Nord-Pas de Calais. L'institution clôture en effet chaque année sa saison musicale par le Conservatoire en balade, opération qui emmène musiciens et public hors les murs, pour des aubades dans toute la ville, allant des chansons de Disney à des opéras de Mozart. De même, le Défilé de la Biennale de la Danse de Lyon, qui réunit tous les deux ans plus de 5000 participants amateurs de 10 à 80 ans, issus de 600 communes de Rhône-Alpes, s'appuie sur de nombreuses allées et venues entre territoires et entre quartiers, pour contribuer à une « *culture de la paix* ».

Mettre en désir le voyage et l'accompagner : deux conditions d'efficacité sociale

Pour terminer, il faut insister sur un point commun à toutes les initiatives dont on parle ici, en l'occurrence l'investissement très fort qu'elles supposent en matière d'accompagnement humain à la mobilité. À écouter leurs promoteurs, on mesure en effet que ce qui conditionne l'efficacité sociale et politique de ces actions, ce en quoi elles peuvent être analysées à l'aune des objectifs recherchés de sentiment du commun, c'est finalement tout ce qui se joue en amont, autour et en aval du déplacement proprement dit. Pour que celui-ci permette d'atteindre le noyau des convictions et des représentations intimes qui tiennent chacun enfermé dans son monde, il faut que le voyage soit « *mis en désir* » ; qu'il soit préparé avec les participants ; encadré, accompagné ; puis « *débriefé* », parlé individuellement et collectivement ; et enfin, répété si nécessaire.

La mise en désir du voyage constitue une part importante du travail réalisé par les encadrants ou les animateurs de ces initiatives. Elle concerne l'ensemble des paroles et des actes qui, avant le déplacement, vont contribuer à lever les freins et les peurs dont on a parlé. L'analyse des actions menées sur le terrain montre que c'est très souvent par la dimension collective que cette mise en désir est obtenue. Les échanges en groupe, la parole partagée sur les craintes respectives des participants, tout comme l'émulation produite par la situa-

¹⁴² Interview FRV100 2017.

tion collective — pour peu que celle-ci soit gérée par des encadrants formés — contribuent à rendre crédible aux yeux des participants le fait que l'on va pouvoir partir, que cela a du sens, que l'on va se donner la force de le faire. Par la suite, dans le temps même du voyage, le collectif apparaît également comme un précieux vecteur d'apprentissage des conditions de la concitoyenneté : l'expérience vécue permet de prendre conscience des difficultés de vivre en groupe, d'une part (entre hommes et femmes, entre générations, entre personnes de confessions différentes...); et du plaisir de l'engagement au service d'une cause commune, d'autre part.

Les intervenants de la compagnie de théâtre Tamèrantong !, par exemple, soulignent tout l'intérêt des tournées et de la vie en troupe, « véritable école du vivre ensemble », « pour former des citoyens du monde ». De même, le programme *Rêves d'habitants* de la Fondation Abbé Pierre a montré combien le fait de se déplacer en groupe avait été pour bon nombre de personnes — et en particulier les femmes — une occasion inespérée de « faire ce qu'elles n'auraient jamais fait seules ». D'abord, parce que le groupe rassure. Le fait d'être à plusieurs et d'avoir préparé ensemble le voyage a incontestablement encouragé les unes et les autres à « s'aventurer » dans un lieu ou un domaine méconnu, comme l'expliquent des mères isolées réunies à Mulhouse par la Confédération Syndicale des Familles (CSF) : « Ça redonne le goût du voyage : on prend confiance pour des choses qu'on ne ferait pas seules. » « Et puis, les enfants, ça les rassure, de voir d'autres enfants de familles recomposées. Ils voient qu'il y a d'autres mamans seules, ils ont partagé d'autres choses avec ces enfants... » Le même genre d'effets est également souligné par Inès Boukhetache, à propos de l'expérience collective vécue en voyage par les danseurs de DSF :

« Ça met du temps pour qu'on arrive à se lâcher... Quand on est parti en Israël, c'est à la fin qu'on a été encore plus attachés à eux. Parce qu'au début, il y a la barrière de la langue, déjà : on parle en anglais avec eux, mais tout le monde ne se débrouille pas très bien, au niveau des Français. Et le fait de danser ensemble, de faire des activités ensemble, de dormir chez eux, dans les familles israélo-palestiniennes, dans leur intimité... Et puis qu'ils nous offrent des repas..., le fait de faire des sorties, en plus de la danse, tout ça a créé des liens entre nous. Et on se parle encore actuellement sur WhatsApp, on a créé un groupe tous ensemble. »¹⁴³

« Il faut du temps... », disent les uns et les autres — manière d'exprimer l'importance des moments consacrés à la préparation et à la durée de l'expérience du voyage, que celui-ci soit grand ou petit. C'est en effet tout l'environnement humain (et même affectif) créé autour du projet de déplacement qui est décisif, pour permettre que les choses se passent bien, et que les personnes ne reviennent pas déçues de ces déplacements, voire confortées dans leurs sentiments d'exclusion. Clotilde Talleu pointe dans son rapport sur la mobilité internationale des « jeunes avec moins d'opportunité » la nécessaire qualité de cet environnement associatif ou institutionnel. Elle souligne notamment l'impact de la « bienveillance » des encadrants : « Au niveau des pratiques d'accompagnement, les jeunes accordent une grande importance au soutien 'relationnel' basé sur les interactions sociales et les sociabilités. Pouvoir compter sur la présence d'un 'accompagnateur attentionné' – avec lequel ils ont établi une relation de confiance rapprochée, construite dans la durée, leur permettant d'être rassurés sur leurs capacités de réussite – et disposer d'informations suffisantes pour remédier, avant

¹⁴³ Entretien FRV100, 2017.

*de partir à l'étranger, aux incertitudes pratiques et relationnelles liées à une expérience qui laisse une grande place à l'inconnu, sont des aspects essentiels pour la concrétisation de leur projet de mobilité internationale. »*¹⁴⁴ À l'inverse, lorsque ce cadre institutionnel, à l'instar de l'environnement familial, « est limité par l'existence de représentations, de normes, de configurations de logiques d'action ou de postures professionnelles », il peut s'avérer un frein limitant significativement les possibilités d'accès des jeunes candidats à la mobilité.

Le soutien affectif est déterminant pour permettre aux personnes concernées de passer de la mobilité physique à une réflexion sur leur projet de vie, sur la solidarité ou la citoyenneté. Le bilan du programme Rêves d'habitants de la Fondation Abbé Pierre souligne à ce sujet le rôle de toutes les « chevilles ouvrières » (bénévoles ou professionnels de l'action sociale ou de l'insertion) qui s'attachent à faire vivre les groupes tout au long des projets de mobilité et à aplanir les conflits relationnels internes lorsqu'ils surgissent. Réunir et convaincre les personnes concernées, leur faire partager les soucis logistiques, maintenir la dynamique collective sur plusieurs mois d'affilée, éviter que certains ou certaines ne décrochent en cours de route... : autant de responsabilités qui nécessitent de la part de ces personnes référentes des compétences en animation, en pédagogie ou en psychologie. Les unes les puisent dans leur formation ou leur expérience militante, d'autres misent sur leur autorité naturelle pour obtenir la confiance de celles et ceux qu'il s'agit d'accompagner. « On n'est pas trop envahissants, mais on fait attention à la situation des uns et des autres : chacun a ses histoires, ses souffrances... », explique par exemple la présidente du groupe d'aide à la parentalité d'Esqueredes (Pas-de-Calais), qui milite depuis 30 ans à la Confédération Syndicale des Familles. De même, l'équipe du CCN/R de Rillieux-la-Pape ou le manager du club de football de La Duchère, expliquent combien la présence des formateurs, éducateurs, bénévoles associatifs... est cruciale pour permettre aux jeunes et aux moins jeunes non seulement d'accéder à la mobilité, mais aussi de dépasser « l'angoisse relationnelle » que certains éprouvent à l'idée de s'éloigner de leur monde familial. Tous le disent : il faut aider les personnes à faire les premiers pas (y compris lorsqu'il s'agit d'amener des chefs d'entreprise dans les quartiers populaires...) ; il faut les « guider », les « escorter », les rassurer..., comme il faut ensuite « veiller » à chaque étape du voyage sur celles et ceux que l'on a emmenés vers l'ailleurs.

Toutes choses qui ont un coût. Beaucoup d'acteurs associatifs, et nombre d'acteurs institutionnels (établissements scolaires, centres sociaux...), n'ont de fait pas les moyens d'organiser des voyages à l'étranger, ni même parfois à l'échelle nationale, pour les publics auxquels ils s'adressent. L'AS Lyon Duchère a ainsi renoncé ces dernières années, « pour des raisons financières et logistiques », à emmener ses jeunes joueurs en tournoi à l'étranger. Aux frais de déplacements à prévoir s'ajoute en effet le coût de cet encadrement humain dont chacun reconnaît la nécessité, et qui ne peut être entièrement pris en charge par des bénévoles. Avec le facteur psychologique évoqué plus haut (représentations négatives d'une partie des agents institutionnels quant aux capacités de mobilité de différentes catégories de publics), le facteur financier s'avère ainsi l'un des principaux freins qui limite le développement de ces initiatives.

Lorsque toutes les conditions sont réunies, les effets bénéfiques de ces actions apparaissent pourtant importants, comme en témoignent par exemple les suites des actions de mobilité financées par la Fondation Abbé Pierre. Le fait pour les participants d'avoir réalisé leur « rêve », d'avoir emmagasiné des savoirs et des souvenirs en commun, a créé des relations

¹⁴⁴ Rapport INJEP, op. cité

fortes au sein de certains groupes et encourage a posteriori les personnes à réaliser d'autres projets. À Grenoble, par exemple, l'expérience vécue en 2013 en Ardèche a contribué à la concrétisation du Jardin de l'Amitié, créé en 2014 dans le quartier Jouhaux avec l'aide de la Ville, comme le raconte une militante de la Confédération Syndicale des Familles :

« La vie en collectivité : c'était super ! Les gens en gardent un souvenir formidable. Et les enfants en redemandent ! Ils veulent repartir. Aujourd'hui, notre jardin fonctionne, nous cultivons une parcelle collective de 100 m², et à la demande des habitants, 30 parcelles familiales de 20 m² ont été créées. Le lien entre les uns et les autres se fait au travers des animations, des actions de compostage, de nettoyage... Nous sommes satisfaits, parce que c'est vraiment une démarche intergénérationnelle, et de mixité sociale aussi. »¹⁴⁵

À La Duchère, Jonathan Lessig note que s'il ne dispose pas de chiffres permettant d'évaluer les actions engagées par le club en faveur de la mobilité des jeunes, il dispose d'indicateurs « qui permettent de dire qu'on est sur la bonne voie » :

« On a des jeunes qui nous contactent en disant : 'Je me rappelle, il y a deux ans, quand j'avais onze ans, on est allé voir l'entreprise là-bas, qui faisait ci et ça ; c'est quelque chose qui m'avait plu, et mon stage de 3^e, j'aimerais bien le faire là-bas.' 'OK. L'entreprise, elle est à Villeurbanne. Je te donne l'adresse mail, tu me mets en copie en disant que tu viens du club de La Duchère, que tu avais visité, etc.' C'est un partenaire du club, donc forcément si un jeune leur demande un stage, ils vont tout faire pour essayer de le prendre.' »¹⁴⁶

Et les acteurs rencontrés par Clotilde Talleu dans le cadre de son étude pour l'INJEP notent eux aussi les « énormes changements » provoqués par les expériences de mobilité internationale des jeunes qui ont été accompagnés par les structures de proximité basées sur les territoires ségrégués ou enclavés :

« Faire cette expérience et en sortir grandi, ça joue beaucoup sur l'estime de soi, sur le regard qu'on porte sur soi-même et ses compétences. Je n'ai pas connu d'expériences ratées : les gens qui viennent là sont bienveillants, souriants, accueillants. Et un gamin qui a des difficultés particulières, arriver dans une ambiance comme ça bienveillante, se confronter à l'étrange (dans le sens de ce qu'il ne connaît pas), ce n'est pas effrayant, c'est plutôt sympathique. Ça aide beaucoup dans le développement personnel des gamins de ces quartiers-là, qui partent d'un peu plus loin. [...] Quand on ne parle pas la langue, par exemple, il faut s'adapter. Des situations nouvelles, on s'adapte. Donc capacités d'adaptation. C'est partir en groupe, avec pas nécessairement des gens qu'on connaît, donc pas le groupe de pairs. Et on y arrive, on a des relations, des contacts avec des gens qu'on ne connaît absolument pas. C'est des compétences, beaucoup de savoir-être, qui sont essentielles (...). Quand on n'a pas le savoir-être, quand on est renfermé, quand on n'ose pas aller vers l'autre, etc., ça ne sert à rien d'avoir des savoir-faire. Et quand je parle de développement des compétences, c'est d'abord des savoir-être. Ça, c'est important pour le développement de la personne. »¹⁴⁷

¹⁴⁵ Bilan du programme *Rêves d'habitants* de la Fondation Abbé Pierre, Catherine Foret, 2015.

¹⁴⁶ Entretien avec Jonathan Lessig, FRV100, 2017.

¹⁴⁷ Propos d'un directeur d'un centre socioculturel, extrait de : *L'accès des jeunes avec moins d'opportunités à*

4 / Faire ensemble

« Le théâtre, c'est faire ensemble. (...) Et ce n'est pas pour rien que, dans la société occidentale, le théâtre est né en même temps que la démocratie. (...) Apprendre à vivre ensemble, c'est d'abord apprendre à créer ensemble. »

Claudia Stavisky, Directrice du Théâtre des Célestins, Lyon

Parmi les modes opératoires utilisés par toutes celles et ceux qui ont à cœur, sur le terrain, de tisser des liens de concitoyenneté entre personnes vivant dans des univers socioculturels séparés figure le *faire ensemble*. Un nombre conséquent des initiatives repérées lors de la première phase de notre enquête repose en effet sur l'idée que la pratique partagée d'une activité (sportive, culturelle...), la co-crédation ou co-production (d'objets, de services, d'espaces, de spectacles...), ou encore la participation à une lutte collective, sont des vecteurs qui contribuent à l'émergence du sentiment d'appartenance à un monde commun. En cultivant avec d'autres un jardin, en fabriquant un journal, des outils, des jouets... ; en s'engageant pour nettoyer un espace public (lors de journées citoyennes ou de campagnes publiques de nettoyage) ; en préparant ou en servant des repas aux plus démunis... ; en créant à plusieurs un livre, un film, une pièce de théâtre..., on apprend à connaître et à agir avec des inconnus, ce qui contribue à faire tomber certains préjugés. On acquiert soi-même une certaine reconnaissance, on peut retrouver confiance dans ses propres capacités, ce qui affaiblit les réflexes de peur et de ressentiment mutuels. Chaque participant à l'action mesure concrètement tout ce qui le sépare ou le rapproche d'autres personnes, apprécie mieux les capacités, les droits et devoirs de chacun, l'effort qu'il faut pour vivre ensemble, etc. Autant de briques de base de la concitoyenneté.

Au fondement des initiatives qui relèvent de ce registre (et qui sont portées selon les cas par des institutions publiques, des entreprises à visée sociale, des associations, ou par des groupes de citoyens volontaires) figure le principe d'*action*, autrement dit la volonté de transformer ce qui est à travers des actes — et non pas seulement des paroles. En découle presque immédiatement la notion d'engagement physique des participants : il s'agit en effet d'en passer par le corps, pour changer le rapport de chacun aux autres et à la chose publique. Cette visée de changement socio-politique est bien présente dans toutes les actions en question, mais elle s'affirme sur un mode modeste, si l'on peut dire, à travers des actions enracinées sur un territoire, autour d'enjeux très concrets. Fabriquer quelque chose ensemble, à l'échelle locale, pour peser sur des questions beaucoup plus globales de justice, de démocratie, de concitoyenneté : tel est le principe de base, qui rapproche toutes ces expériences. À partir de celui-ci, on peut distinguer quatre grandes thématiques, autour desquelles s'organisent les initiatives que nous avons repérées :

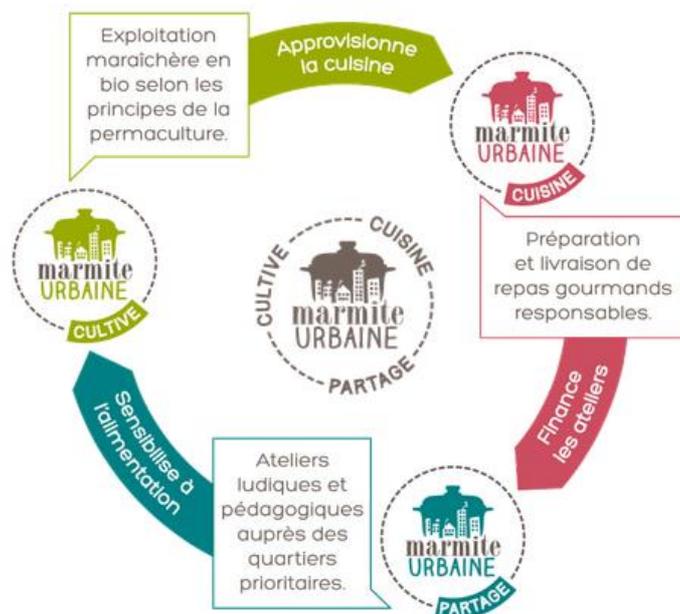
- la question alimentaire,
- le recyclage et la réparation d'objets du quotidien,
- la création artistique,
- et enfin le champ des luttes collectives autour d'enjeux relatifs au bien commun.

Potagers collaboratifs, cuisines solidaires, circuits courts : la question alimentaire, source d'engagement citoyen et solidaire

Premier champ d'action sur lequel sont mobilisés de très nombreux adeptes du *faire ensemble* : la question alimentaire (que ce soit à travers la production, la préparation ou la distribution de nourriture). Thématique majeure, qui donne lieu à d'innombrables expériences revendiquant une visée fédératrice et citoyenne, elle n'a cessé de monter en puissance, en France, depuis une vingtaine d'année. Peut-être parce qu'elle concerne tout le monde, et mobilise donc dans tous les milieux, y compris, aujourd'hui, les plus défavorisés économiquement ; parce qu'elle permet de mettre en relation de nombreux enjeux d'avenir (de la santé jusqu'à la solidarité ou la protection de la planète) ; et parce qu'elle autorise le développement d'une grande diversité d'actions.

On n'en donnera ici que quelques exemples, à titre illustratif, et pour fournir des pistes d'analyse. À l'entrecroisement des enjeux que l'on vient d'évoquer, on peut citer La Marmite urbaine, initiative née en 2012 à Vaulx-en-Velin, dans l'agglomération lyonnaise. Charlotte Vignal, sa fondatrice, diplômée en Sciences Politiques à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles, s'est inspirée pour lancer le concept d'une expérience québécoise d'agriculture urbaine qu'elle a eu l'occasion d'étudier au Canada : le Santropol Roulant, un « *centre alimentaire* » qui « *rassemble les générations par la bouffe et l'engagement communautaire, pour une ville soudée, bien nourrie et en santé* ». « *En faisant pousser de la nourriture, en la préparant, et en la livrant aux Montréalais, nous créons un continuum de services inspirants et engageants au bénéfice de la communauté ; nous renforçons le tissu social montréalais en faisant grandir la sécurité alimentaire en ville et l'inclusion sociale* »¹⁴⁸, affirment les initiateurs de cette « *popotte roulante* » — dans un pays où la notion de communauté ne renvoie pas aux mêmes présupposés qu'en France, rappelons-le. Le fait de cultiver, cuisiner et partager de la nourriture « *crée de multiples occasions de relations intergénérationnelles entre des groupes n'ayant autrement pas nécessairement beaucoup d'occasions de se rencontrer, de profiter les uns des autres* », expliquent-ils sur le site internet de la communauté. Celui-ci insiste notamment sur le développement de liens entre jeunes et personnes âgées dans la ville, mais aussi entre habitants venus de pays différents, ou encore entre femmes, hommes, et transgenres. La Marmite urbaine a été créée dans le même esprit rassembleur, en considérant la question alimentaire comme levier de changement social et écologique. Le dispositif relie des potagers cultivés en bio implantés sur des toits ou en pieds d'immeubles, à une cuisine de quartier solidaire et des services aux entreprises et aux particuliers. Il vise à fournir « *une alimentation de qualité accessible à tous* », tout en « *tissant des liens* » entre différents publics sur un territoire donné : en l'occurrence les quartiers Sud de Vaulx-en-Velin, où voisinent des salariés de grandes entreprises nouvellement implantées et des populations en difficulté économique.

¹⁴⁸ <https://santropolroulant.org/fr/>



Source : <http://www.marmite-urbaine.com/>

Potagers collaboratifs, ateliers « ludiques et pédagogiques » de cuisine animés par des membres permanents de l'association, vente de plateaux repas aux entreprises et livraison de repas à trois euros par des bénévoles au domicile de personnes précaires ou à mobilité réduite, sont autant « d'outils de mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle », mais aussi d'occasions de recréer « le lien perdu des citoyens avec la nature » — autrement dit une sensibilité écologique et une responsabilité partagée de l'avenir entre toutes les personnes impliquées. Avec son modèle économique circulaire et le soutien de diverses institutions publiques et fondations privées¹⁴⁹, la Marmite a aussi investi des toitures dans le 9^{ème} arrondissement de Lyon, et cherche à essaimer sur le territoire de la métropole lyonnaise dans son ensemble.

➤ Voir fiche initiative jointe en annexe.

Bien d'autres initiatives citoyennes et « inclusives » sont en cours dans le pays, autour de cet enjeu alimentaire. Baluchon - A table citoyens, par exemple, à Romainville (Seine-Saint-Denis), propose « à des personnes éloignées de l'emploi de se réapproprier leur destin économique et social, à travers la préparation de petits plats cuisinés ensemble ». Née en 2014, cette entreprise solidaire conventionnée par l'Etat en tant que structure d'insertion par l'activité économique, est implantée au cœur de la cité Marcel Cachin, quartier populaire de Romainville. Une quarantaine de personnes s'activent chaque jour pour préparer des mets « locavores et socialement responsables » et les livrer dans des entreprises du secteur. Chômeurs ou décrocheurs scolaires bénéficient ainsi d'une formation de deux ans à la restauration, dans cette cuisine qui veut aussi « favoriser l'accès des citoyens à une alimentation bonne saine et juste ».¹⁵⁰

¹⁴⁹ Voir : <http://www.marmite-urbaine.com/qui-sommes-nous/>

¹⁵⁰ <http://baluchon.fr/site/qui-sommes-nous/qui-sommes-nous/>

Le concept des Petites cantines, né à Lyon et qui a depuis essaimé à Lille, Annecy, Strasbourg, Nantes..., s'appuie également sur une philosophie du partage des tâches pour « *développer les liens de proximité et promouvoir l'alimentation durable* ». Ces cantines de quartier « *participatives* » proposent aux habitants et aux salariés d'un même territoire de manger ensemble, pour un prix libre, chacun donnant des coups de mains selon ses capacités et compétences. Le fonctionnement en circuit court (approvisionnement auprès des producteurs des environs) contribue à sensibiliser les convives aux enjeux écologiques, et le fait de « *cuisiner les uns pour les autres* » permet de « *lutter contre la solitude* » dont souffrent trop de citoyens, expliquent les fondateurs du réseau.¹⁵¹

Les très nombreux jardins partagés qui se développent aujourd'hui dans diverses agglomérations urbaines en France et dans le monde illustrent également cette volonté d'une partie des citoyens de se relier par l'action à des enjeux plus larges, qui touchent à la citoyenneté : développer des liens entre habitants de quartiers où l'on avait tendance à s'ignorer ; lutter contre la malbouffe et les pesticides et protéger la biodiversité ; éduquer les enfants à de nouveaux modes de vie ; favoriser la transmission de savoirs entre générations ou l'échange interculturel... On peut citer par exemple dans ce domaine les actions menées par Le Passe jardin, réseau des 425 jardins collectifs (« *partagés* », « *d'insertion* » ou « *familiaux* ») répertoriés en Auvergne-Rhône-Alpes. Créée à Lyon en 1998, à la suite du premier Forum National Jardinage et Citoyenneté qui s'était tenu à Lille en octobre 1997, l'association accompagne la création de ce genre de projets sur la région, avec pour objectifs de « *cultiver partout et avec toutes et tous des utopies jardinières, créatrices de liens coopératifs avec la terre nourricière et les êtres vivants, pour construire une société plus juste (...)* ; *renforcer des liens sociaux, là où les conditions d'existence ont contribué à distendre les mailles de l'entraide et du dialogue (...)* ; *que les citoyens sans aucune discrimination culturelle, ethnique ou sociale, puissent s'approprier leur cadre de vie quotidien et l'enrichir (...)* ; *donner un point d'appui aux personnes en difficulté afin qu'elles retrouvent utilité sociale et dignité, en ayant la possibilité de participer à un travail productif, qu'il soit monétaire ou non* ». ¹⁵²

Autres exemples d'initiatives qui encouragent des personnes de toutes conditions à s'organiser pour agir ensemble autour de la question alimentaire : les réseaux d'achat en commun, les AMAP ou les coopératives de distribution de produits bio, qui vivent grâce à l'implication de leurs membres (chacun assurant tour à tour la gestion des commandes, le reconditionnement, la mise en rayon, l'étiquetage, la vente ou la livraison à domicile). Il s'agit là de tisser des liens entre consommateurs, mais aussi entre consommateurs et producteurs, avec le souci de créer des emplois durables dans les campagnes ou les zones péri-urbaines, mais aussi de traiter des enjeux de santé publique ou de justice sociale, y compris à l'échelle mondiale. Remplaçant la notion de clients par celle d'adhérents ou de contributeurs, ces initiatives interpellent les fondamentaux de la citoyenneté, puisque chacun est convié à faire sa part au service du bien commun. Elles permettent aux nouveaux arrivants sur un quartier ou une région de s'inscrire dans le tissu local d'interconnaissance et d'apparaître comme acteurs de son développement. Et il faut noter que ces expériences, qui favorisent les « *circuits courts* » contre la grande distribution, se multiplient actuellement aussi bien dans certains quartiers aisés des grandes villes que dans les quartiers populaires ou en milieu rural, favorisant par leur fréquente mise en réseau une prise de conscience globale des enjeux qui relient entre eux les habitants de ces différents territoires.

¹⁵¹ Voir : www.lespetitescantines.org

¹⁵² <https://www.lepassejardins.fr/>

Un bon exemple en est fourni par l'association VRAC, qui favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Née dans l'agglomération lyonnaise, l'association a depuis essaimé à Strasbourg et Bordeaux, avec le même objectif : permettre « *l'accès du plus grand nombre à des produits de qualité issus de l'agriculture paysanne/biologique/équitable à des prix bas, grâce à la réduction des coûts intermédiaires (circuits-courts) et superflus (limitation des emballages).* » « *VRAC permet aux habitants de ces quartiers de s'inscrire dans un mode de consommation durable et responsable, qui repose sur le collectif et les dynamiques locales pour faire face à la précarité et proposer un autre rapport à la consommation, à la santé et à l'image de soi* », notent les promoteurs de la démarche.¹⁵³ Outre l'activité principale de distribution de produits chaque semaine dans différents secteurs populaires des agglomérations où elle est implantée, l'association propose des rencontres avec des producteurs, afin de favoriser les liens ville-campagne. Elle organise également des concours de cuisine (avec des femmes, des collégiens...), qui mettent en valeur les savoir-faire d'habitants d'origines culturelles diverses autour de chefs étoilés. Soutenue par des collectivités locales, des fondations et divers bailleurs de logements sociaux, VRAC a été honorée en mars 2016 à l'Assemblée Nationale par le Prix de l'Innovation et le Grand Prix du jury du concours *S'engager pour les quartiers*, porté par la Fondation Face et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. Elle a aussi été lauréate en décembre 2017 de la Fondation La France s'engage, qui œuvre en faveur de l'innovation sociale.

Le fait d'articuler une diversité d'actions à partir de la question alimentaire caractérise aussi l'Épicerie La Casaline, portée depuis 2001 par l'association Espace Créateur de Solidarité à Saint-Fons, dans le Rhône. « *Citoyenne et utile* », implantée dans le centre de cette ville de la première couronne lyonnaise, elle permet à des personnes en difficultés sociales et financières d'acheter des produits alimentaires et non alimentaires à bas prix, y compris issus de l'agriculture biologique et/ou du commerce équitable. Le lieu met en contact les adhérents « solidaires » avec les « bénéficiaires » de l'épicerie sociale. Des ateliers collectifs (Cuisine Antigaspillage, Petit Déjeuner Santé, Atelier Tricot) y sont régulièrement organisés, et des permanences numériques y sont tenues afin d'accompagner les personnes dans la maîtrise des outils informatiques. La Casaline joue ainsi le rôle « *d'écrivain numérique* », pour toutes celles et ceux « *qui n'ont pas pris le train de l'informatique à temps et sont en difficulté pour exécuter des démarches sur Internet* ». Tous les habitants de Saint-Fons peuvent s'investir dans ces actions de manière bénévole, ponctuelle ou régulière, accompagnés par des jeunes en service civique.

¹⁵³ <http://vrac-asso.org/notre-reseau>

Bricoler, réparer, bidouiller, recycler..., pour ne plus être de simples consommateurs isolés

Un autre grand domaine investi par les acteurs qui développent ce genre d'initiatives concerne la fabrication et la réparation d'objets du quotidien. Trois facteurs expliquent l'ampleur que prend actuellement ce champ d'action, que ce soit dans le monde associatif, dans les mondes éducatifs et socioculturels, ou dans celui de l'Economie Sociale et Solidaire. Le premier est l'accroissement de la précarité économique d'une partie de la population française, qui pousse les individus à chercher des solutions alternatives à l'achat de certains biens manufacturés ; le second est la sensibilisation d'un nombre croissant de personnes aux enjeux environnementaux et aux conséquences du gaspillage ; et le troisième l'accès facilité aux outils numériques. Les trois réunis font de ce domaine du *Do It Yourself*¹⁵⁴ un support idéal pour rassembler des personnes qui n'ont a priori pas grand-chose à faire ensemble : *geeks*, artistes et adeptes du travail manuel, jeunes et retraités, étudiants et chômeurs, ingénieurs et travailleurs précaires...

Entrent dans cette catégorie d'initiatives les recycleries, qui se multiplient depuis quelques années sur une grande diversité de territoires, avec le triple objectif de consommer autrement, de renforcer la solidarité envers les plus démunis et de mobiliser/valoriser les compétences de « *bricoleurs ordinaires* ». Le concept, pas très éloigné de celui des Compagnons d'Emmaüs, mais qui le renouvelle auprès de larges catégories de publics, s'appuie entre autres sur les avancées technologiques des imprimantes 3D, qui permettent de fabriquer les pièces manquantes de certains objets. La récupération, la réparation et le recyclage deviennent ainsi de bons supports pour rencontrer ses voisins, échanger des savoirs, devenir acteurs de la transition écologique, citoyens engagés d'un monde en devenir.

Le développement sur tout le territoire national des Repair Cafés relève de la même dynamique. Inspiré d'un concept né aux Pays-Bas en 2009, à l'initiative d'une militante écologiste, le mouvement est rapidement devenu mondial. Il se diffuse en France depuis 2013 sous forme d'ateliers accessibles aux personnes habitant ou fréquentant un même quartier ou territoire, et désireuses de réparer elles-mêmes leurs objets usagés ou cassés, avec l'aide de volontaires. Les objectifs de cette démarche alternative, initiée par des groupes locaux de citoyens avec le soutien méthodologique de la Fondation Repair Café, sont divers : réduire les déchets, préserver l'art de réparer des objets, valoriser et transmettre des savoir-faire manuels trop peu reconnus dans nos sociétés occidentales, diminuer les dépenses des familles ou venir en aide aux ménages rencontrant des difficultés financières, lutter contre la solitude (des personnes âgées, sans emploi...) ou encore « *renforcer la cohésion sociale entre les habitants des environs* ». Une diversité d'enjeux qui explique que ces lieux où « *l'on répare ensemble* » soient souvent à l'origine d'un brassage remarquable de catégories sociales et de générations. Aux Pays-Bas, l'initiative s'étend désormais au milieu scolaire, avec le soutien de Vinci Energies : des bénévoles des Repair Cafés coopèrent avec les écoles primaires pour sensibiliser les enfants à l'utilisation « *consciencieuse et durable de la matière première (...), transmettre la connaissance et le savoir-faire de la réparation et les conserver pour l'avenir.* »¹⁵⁵

Les garages associatifs, qui ont le vent en poupe, participent également de ce mouvement qui allie *faire ensemble*, autonomie et solidarité citoyenne. Ce type de structures, fondées

¹⁵⁴ *Do It Yourself*, ou « *fait à la main* ».

¹⁵⁵ www.repaircafe.fr

sur le principe de l'entraide, permet à des professionnels ou des passionnés de mécanique de partager leurs connaissances avec des néophytes, tout en offrant un soutien précieux aux publics à faibles ressources ou aux personnes qui souhaitent apprendre elles-mêmes à entretenir ou réparer leurs voitures. Le principe n'est pas nouveau — certains de ces garages, acteurs d'une « *mobilité inclusive* », existent depuis plus de 30 ans. Mais comme le souligne le site www.consommerdurable.com, « *il revient à la mode... car la mode est à la crise* ». Ce qui explique l'intérêt que leur portent certains acteurs publics et privés de l'Économie Sociale et Solidaire (collectivités territoriales en charge de l'aide sociale, fondations, établissements d'enseignement professionnel...). En 2018, une centaine de ces garages, bénéficiaient ainsi en France du soutien de l'Avise, Agence d'ingénierie pour développer l'Économie Sociale et Solidaire, qui, en partenariat avec la Fondation PSA, publie chaque année un annuaire destiné à favoriser leur mise en réseau, ainsi qu'un guide méthodologique pour appuyer les porteurs de projets dans la création et le développement de leur garage.¹⁵⁶

L'usage des outils numériques et leur accessibilité de plus en plus large a donné ces dernières années un véritable coup de fouet à cette tendance au *faire ensemble*, en la rendant désirable aux jeunes générations et en attirant à elle des artistes, des étudiants, des acteurs des techno-sciences..., mais aussi des professionnels de l'éducation et du monde de l'insertion. De nombreuses actions collectives se développent ainsi sous la bannière des *Fablabs* ou des *Makers* avec la volonté de toucher toutes sortes de publics, y compris les plus démunis financièrement. Certaines sont d'initiative privée, comme par exemple le FabLab Hyper à Bagnole (Seine-Saint-Denis), conçu par le collectif d'architectes YA+K. Espace de rencontres et d'échanges autour du bricolage et de la fabrication numérique, ce lieu hybride entre café, atelier et espace de *coworking*, « *promeut les technologies du réemploi, de l'innovation low tech et la culture du faire soi-même* ». Sous statut associatif, soutenu par la municipalité et la Région Ile-de-France, Hyper s'adresse au public local en mettant à disposition son matériel pour un tarif minime (5 euros par an), depuis les outils de construction traditionnels (visseuses, marteaux, scies manuelles et électriques...) jusqu'aux outils numériques (imprimante 3D, machines assistées par ordinateur). Ancré sur son territoire, ce FabLab fonctionne à la fois comme « *un gros atelier de bricolage partagé* », comme « *laboratoire de pédagogie active et de formation* » (il emploie des jeunes du quartier, propose des accompagnements et des formations à différents savoirs et savoir-faire) et comme « *permanence urbaine* » favorisant l'émergence de projets « *bénefiques pour la ville* » (amélioration de l'habitat, micro-équipements, créations économiques...).

D'autres démarches du même genre sont conduites au sein d'équipements publics, notamment du côté des centres socioculturels de quartier, qui trouvent dans ce domaine un moyen exceptionnel de renouvellement de leur action, autant que de leurs publics. On n'en donnera qu'un exemple, dans l'agglomération lyonnaise, avec le CCO, Centre culturel œcuménique créé il y a plus de 50 ans à Villeurbanne, en lien avec la construction de l'ensemble universitaire de la Doua. À l'origine aumônerie étudiante, ayant depuis accueilli « *des populations venant de tous les horizons* », le lieu s'est rebaptisé ces dernières années « *laboratoire d'innovation sociale et culturelle* », en mettant en avant la notion de « *fabrique d'initiatives* ». Parmi les nombreuses actions qu'il promeut ou qu'il soutient en vue de renforcer « *les capacités de toutes les personnes à prendre leur place dans la société* », le CCO

¹⁵⁶ <https://www.avise.org/ressources/annuaire-des-garages-solidaires-en-france>

organise notamment depuis 2014, dans le cadre des Rencontres de l'Aventure Ordinaire, *l'Open Bidouille Camp Lyon-Villeurbanne* : une fête populaire dédiée aux partages de connaissances et de savoir-faire, à la « *bidouille* » et au « *Fais-le toi-même* ». L'événement (qui se développe par ailleurs dans toute la France), invite le public à découvrir, tester, expérimenter gratuitement diverses activités créatives, dans le cadre de nombreux ateliers proposés par des collectifs locaux – avec l'objectif, pour les participants de tous âges, « *d'acquérir des compétences réutilisables en dehors de la journée.* » Lors de la 3ème édition, en 2017, différents thèmes y étaient abordés (cuisine, jardinage, électronique, développement durable, jeux, logiciels libres, loisirs créatifs, citoyenneté...), de nombreux ateliers reposant sur l'usage d'outils numériques : construction de robots en Lego par des enfants, accompagnée par l'association Fortuna Juvat ; introduction à la créativité et accès pour tous à l'univers des *makers*, *hackers*, et codeurs, avec LittleBits Lyon ; réparation et découverte « *des entrailles d'un ordinateur portable* », avec L'Atelier Soudé ; atelier collaboratif pour apprendre à créer un site Internet ou une application, avec Les Bricodeurs ; découverte de la technologie et de l'impression 3D, etc. En dehors de cet événement, le CCO mène de nombreuses activités de sensibilisation, de médiation ou de création numérique avec les résidents des différents quartiers de Villeurbanne. Il anime par exemple BXL TV, une web télé participative qui permet aux habitants du quartier Buers-Croix-Luizet, classé en Politique de la Ville, de s'exprimer sur les sujets qui les interpellent, sous des formes diverses : films, web séries, documentaires, reportages, clips musicaux, témoignages...

Créer, fabriquer un spectacle, ou « l'art de l'assemblage »

Le *faire ensemble* s'expérimente aussi beaucoup dans le domaine de la création culturelle, avec l'intention explicite, de la part des acteurs concernés, de s'appuyer sur l'art pour développer des « *aventures citoyennes* » susceptibles de faire bouger les lignes qui fracturent nos sociétés occidentales. Là aussi, les exemples sont innombrables en France. On peut penser entre autres aux multiples chorales qui maillent le territoire national : des musiciens professionnels y entraînent des amateurs de tous âges dans des spectacles qui contribuent, par leur mode de fabrication collective autant que par leurs représentations publiques, à rendre plus poreuses certaines frontières sociales ou culturelles. Alors que de tout temps, le fait de chanter ensemble a été institué comme un mode de communion par diverses institutions religieuses ou spirituelles, il est devenu aujourd'hui un vecteur laïc de solidarité, le plus souvent utilisé à des fins vertueuses. L'engagement corporel est ici évident, le rapprochement physique que provoquent les répétitions entre chanteurs de tous âges et de tous milieux s'élargissant ensuite à des publics plus larges, lorsque les chorales se produisent sur scène ou dans des lieux fermés tels qu'établissements pour personnes âgées, hôpitaux, prisons, lieux d'hébergement de demandeurs d'asile...

Le lancement du Plan chorale, fin 2017, par les Ministères de l'Éducation Nationale et de la Culture, qui, sous l'impulsion du Président de la République, ont fait de la pratique artistique musicale une « *priorité nationale* », devrait renforcer les effets rassembleurs de ce mouvement, avec la mise en place à l'horizon 2019 d'une chorale dans chaque école et collège du pays. En permettant le développement du chant choral sur le temps scolaire ; en sensibilisant les élèves de tous milieux sociaux et de toutes origines à une variété de répertoires,

appris et interprétés en commun¹⁵⁷; en associant les conservatoires, les écoles de musique, le secteur associatif, les structures culturelles et les collectivités territoriales... ; en s'étendant à terme aux lycées (y compris professionnels) ; en mobilisant des artistes de renom en tant que parrains ou marraines des « *rentrées scolaires en musique* », la démarche prend acte de la puissance unificatrice de la pratique musicale collective et parie sur ses effets bénéfiques, tant pour les individus que pour la communauté nationale. Elle a d'ailleurs été renforcée en mai 2018 avec le plan Tous musiciens d'orchestre annoncé par la Ministre de la Culture : « *Des initiatives telles que Démon (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) et Orchestre à l'école, seront soutenues pour permettre à davantage d'élèves, prioritairement issus des zones rurales et des quartiers politique de la ville, de rejoindre un orchestre d'école.* »¹⁵⁸ Autant de bonnes nouvelles, soulignait le journal La Croix en août 2018, pour ceux qui croient aux bienfaits de la pratique collective de la musique. « *Cohésion de groupe, intégration, sensibilité artistique, développement de la personnalité des enfants, estime de soi... les effets bénéfiques de l'écoute et de la pratique musicale dans le cadre scolaire ont été maintes fois démontrés.* »¹⁵⁹ Si la mesure « *ne pourra pas abroger comme par magie les inégalités sociales et territoriales face à la culture musicale* »¹⁶⁰, elle devrait néanmoins permettre à de nombreux élèves « *d'améliorer autant leurs méthodes de travail (être plus attentifs, travailler leur mémoire, gérer leur stress...) que leur culture générale* ». « *Le but est de créer un projet commun qui rassemble, doté d'une force incitative pour tous* », soulignait à ce sujet Jean-Marc Huart, Directeur général de l'enseignement scolaire, au Ministère de l'Éducation Nationale.¹⁶¹

Sans attendre de telles mesures institutionnelles, de nombreux acteurs de la culture ont ouvert la voie depuis des années, à travers des actions qui participent à la fabrique du commun, via l'engagement de publics très variés dans une même aventure artistique. Le Défilé de la Biennale de la Danse à Lyon en est un bon exemple, qui associe pendant des mois tous les deux ans des personnes issues de toute la région, à la préparation d'un évènement fédérateur au cours duquel la diversité culturelle s'expose publiquement comme facteur de cohésion sociale et citoyenne. Dans le même esprit, le Défilé de lanternes, organisé chaque année à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, vise à « *décloisonner les quartiers et favoriser la rencontre entre habitants.* » Inspirée d'une expérience anglaise — elle-même nourrie de l'art japonais de fabrication de lanternes en papier —, l'initiative est portée par l'association Les Frères Poussière depuis 2012. Dans une ville « *qui comprend huit quartiers assez divisés, où vivent des habitants de cultures très différentes, faisant face à des problématiques sociales assez lourdes [et où] les habitants pâtissent de l'image négative* » de la banlieue, cette déambulation nocturne entend favoriser « *l'appropriation de l'espace public* » et un senti-

¹⁵⁷ Comme il est précisé sur le site <http://www.education.gouv.fr/cid127085/le-plan-chorale-une-priorite-donnee-a-la-musique.html> : « *chanson actuelle, chanson du patrimoine récent ou ancien, français ou étranger, airs d'opéra, de comédie musicale, airs sacrés ou œuvres témoignant des valeurs et principes fondant la citoyenneté républicaine et européenne...* »

¹⁵⁸ <http://www.education.gouv.fr/cid127085/le-plan-chorale-une-priorite-donnee-a-la-musique.html>

¹⁵⁹ <https://www.la-croix.com/Famille/Education/chorale-lecole-tous-2018-08-31-1200965206>

¹⁶⁰ « *En fin de collège, un quart des élèves ayant au moins un parent appartenant aux classes supérieures ont une activité musicale encadrée, contre seulement un élève sur 10 ayant deux parents ouvriers, employés ou inactifs* », détaillait Florence Eloy, maître de conférences en Sciences de l'éducation à l'université Paris 8, dans ce même article de La Croix.

¹⁶¹ Cité dans le même article.

ment d'appartenance commune à la Cité.¹⁶² Durant six mois, une trentaine d'ateliers de fabrication de lanternes sont proposés dans des structures municipales, sociales et associatives (mais aussi chez des particuliers). Des interventions dans différents lieux de la ville (écoles, des jardins, foyers, halls d'immeubles...) sont également organisées afin de présenter l'action et d'inciter les habitants de tous âges et de toutes origines à s'y impliquer. Le défilé, qui rassemble en moyenne un millier de participants, parcourt les différents quartiers d'Aubervilliers, accompagné par une batucada. Le trajet change chaque année, mais le principe reste le même : « *aller dans des endroits qui ont mauvaise réputation et les embellir en y mettant de la lumière, pour changer les représentations des lieux et des habitants de la ville.* »



Défilé des lanternes à Aubervilliers. Source : <http://lespoussieres.com/fr/lanternes/>

D'autres arts servent de supports à de semblables initiatives au service du bien commun et de la solidarité nationale. La Fabrique Opéra, par exemple, réseau associatif qui crée des « *opéras coopératifs* » partout en France, s'appuie comme son nom l'indique sur le principe de fabrication collective pour rapprocher des publics qui ne se fréquentent pas d'ordinaire. Lancée en 2006 par Patrick Souillot, disciple de Léonard Bernstein et chef d'orchestre grenoblois, l'idée repose sur l'implication d'établissements d'enseignement technique et professionnel, de leurs professeurs et de leurs élèves, dans la réalisation d'un opéra. L'objectif : démocratiser l'art lyrique, contribuer à la formation et l'insertion professionnelle des élèves des filières techniques d'enseignement, mais aussi changer le regard du grand public sur ces cursus de formation trop souvent déconsidérés en France, et dont la mauvaise image rejaille sur les jeunes qui s'y voient souvent orientés par défaut ou contre leur gré. Comme l'indiquent les promoteurs de la démarche, « *l'opéra, au-delà des métiers artistiques, est un art total qui fait appel à de multiples compétences techniques : costumiers, maquilleurs, charpentiers, ébénistes, électriciens, fleuristes, coiffeurs, graphistes, vidéastes... Cette spécificité ouvre la porte à des jeunes non artistes qui peuvent, par le biais de leurs compétences, apporter une contribution déterminante à la réussite du spectacle.* »¹⁶³ En mobilisant entre 400 et 500 élèves, apprentis et étudiants, sur un territoire pendant près de sept mois, La Fabrique Opéra « *révèle les talents* ». Elle permet à des jeunes de « *se former à leur futur métier en situation réelle avec des contraintes et des ambitions artistiques et techniques*

¹⁶² Extraits du site <http://banlieues-creatives.org/portfolio-items/lanterne-lumieres-ville/?portfolioID=7392>

Voir également www.aubervilliers.fr/Lanternes-lumiere-sur-la-ville-2018

et : <http://lespoussieres.com/fr/lanternes/>

¹⁶³ <http://www.lafabriqueopera.com/le-concept/>

fortes. (...) Loin d'être dans une position de difficulté, les jeunes utilisent leurs domaines de prédilection et travaillent comme de vrais artistes autour d'une équipe professionnelle. (...) Embarqués dans un projet grandiose, [ils] font preuve d'une force de travail extraordinaire pour atteindre l'excellence. Ils prennent confiance en leur avenir et en eux-mêmes, déconstruisent leurs a priori vis-à-vis de l'opéra, découvrent un art éloigné de la plupart, par le prisme de leur savoir-faire. » L'expérience contribue aussi à « valoriser leurs compétences auprès de tout un territoire », sans compter le fait que les jeunes impliqués « deviennent les premiers ambassadeurs de ce spectacle coopératif et contribuent à faire venir un nouveau public à l'opéra. » Avec des tarifs raisonnables et un budget global reposant en majorité sur l'autofinancement, La Fabrique Opéra, qui fédère amateurs et professionnels, acteurs publics et privés dans la production « d'événements d'excellence », investit pour ses créations « des lieux populaires, appréciés des néophytes de l'opéra, aménagés et optimisés pour l'occasion ». Elle a déjà été accueillie à Grenoble, Orléans, Annecy, Bordeaux, Colmar, Mulhouse.... Grâce à diverses actions sociales sur les territoires qu'elle investit, l'initiative contribue également à « permettre à des personnes en grande difficulté et de jeunes enfants d'assister à une œuvre lyrique pour la première fois. Elle lève ainsi les barrières sociales et culturelles d'accès à l'opéra et contribue à lui redonner son caractère populaire, en mariant excellence et accessibilité. »

Le cinéma et le théâtre sont aussi propices à la sensibilisation citoyenne par le *faire ensemble*. Claudia Stavisky, metteuse en scène et directrice du Théâtre des Célestins à Lyon en est persuadée, elle qui a entraîné cet équipement culturel de premier plan, haut lieu du patrimoine national, dédié depuis plus de 200 ans à l'art dramatique, dans une « *aventure artistique et citoyenne* » entre 2014 et 2017.

« Le théâtre, c'est faire ensemble », insiste la directrice du théâtre.¹⁶⁴ « Ce n'est pas comme la peinture ou l'écriture, où vous êtes un artiste tout seul devant votre toile ou votre feuille de papier. Le plus petit des spectacles, même s'il n'y a que deux personnes sur le plateau, repose sur une équipe de dix personnes autour, qui ont des métiers et des savoir-faire tout à fait différents : le métier d'une costumière n'a rien à voir avec le métier d'un éclairagiste... Il faut les faire travailler ensemble, coopérer, sinon il n'y a pas de théâtre, c'est simple ! Donc fabriquer, rien que fabriquer un spectacle, c'est exactement l'art de l'assemblage et du faire ensemble. Et ce n'est pas pour rien que dans la société occidentale, le théâtre est né en même temps que la démocratie, cinq siècles avant Jésus-Christ, et qu'il survit. (...) Apprendre à vivre ensemble, c'est d'abord apprendre à créer ensemble. »

À l'origine de cette démarche, qui a amené sur la prestigieuse scène des Célestins des habitants de Vaulx-en-Velin, ville de la périphérie lyonnaise au peuplement multiculturel, un « *conte* » du politologue Philippe Dujardin intitulé « *La "chose publique" ou l'invention de la politique. Une histoire pour lecteurs de tous âges* ». ¹⁶⁵ Petit opus qui revient, dans un langage accessible à tous, sur les fondements de la démocratie et les conditions de la fabrication du commun.

« Quand Philippe Dujardin m'a fait lire le manuscrit, qui n'était pas encore édité », se souvient Claudia Stavisky, « j'ai trouvé ça absolument formidable. Très clair, très

¹⁶⁴ Lors d'un entretien accordé à FRV100 le 20 juillet 2017.

¹⁶⁵ Paru en 2011 aux Editions Chronique sociale.

pédagogique — y compris dans le sens où j'ai appris beaucoup de choses, alors qu'au départ, il l'avait écrit pour des gamins de douze ans. Très ouvert, aussi, et très libre dans sa forme. J'étais très touchée par cette petite fable, et j'ai cherché pendant longtemps quoi faire avec. (...) Donc quand le Préfet du Rhône de l'époque, Jean-François Carengo, m'a demandé un projet d'insertion à Vaulx-en-Velin, cela m'a paru tout à fait évident de ressortir ce vieux rêve de travailler sur la chose publique. Cela me semblait politiquement, philosophiquement, humainement et même artistiquement, tout à fait adapté et nécessaire. »¹⁶⁶

Pendant trois ans, une série d'actions initiées par le théâtre ont d'abord impliqué 250 élèves en classes de 4^{ème} et sept enseignants volontaires de trois collèges de Vaulx-en-Velin situés en Zone d'Éducation Prioritaire. Les uns et les autres se sont approprié la « fable » de Philippe Dujardin tout au long d'une année scolaire, ont échangé avec l'auteur, avant de produire des textes et des photographies ayant à voir avec les notions d'humanité, de sacré, de nation, d'égalité, de pouvoir et d'exclusion, de public et d'intime..., avec le sens de la Constitution ou encore le statut des femmes. Une cinquantaine d'adultes ont ensuite participé pendant un an et demi à la création d'une œuvre théâtrale inspirée de leurs propres histoires : « *Senssala-Fragments de vie cousus* ». Des ateliers d'écriture animés par l'auteur Simon Grangeat, puis des ateliers d'initiation à la pratique théâtrale (techniques du jeu et de la voix, chant, gestuelle, improvisation...) encadrés par des professionnels (comédiens, chanteurs, artistes de cirque), ont finalement abouti à la constitution d'une troupe de seize habitants comédiens (douze femmes et quatre hommes âgés de 18 à 68 ans), qui ont interprété la pièce d'abord au Centre Charlie Chaplin à Vaulx-en-Velin, puis sur les planches du Théâtre des Célestins en janvier 2017, devant 750 spectateurs.



« *La "chose publique" est un grand art. Se réunir et débattre ensemble constituent les fondements de l'humanité. Mais comment fabriquer ce "tenir ensemble" ?* », se demande l'argumentaire de la pièce.¹⁶⁷ Fruit d'un « *travail de groupe colossal* », selon Claudia Stavisky, l'œuvre a été longuement préparée, répétée, pour répondre aux critères d'exigence et de qualité qui président à tous les spectacles conçus aux Célestins. Et la directrice de rappeler que l'écriture et les répétitions ont été sources de divergences autant sur le sens du texte que sur la répartition des rôles (« *Pourquoi on raconte son histoire et pas la mienne ?* ») ; des

¹⁶⁶ Entretien FRV100, 2017.

¹⁶⁷ <http://www.memoire.celestins-lyon.org/index.php/Saisons/2016-2017/Senssala>

conflits qui se sont réglés « par la parole et la discussion, et pas par la violence », illustrant de manière vivante le propos même de l'œuvre en gestation. « *Ce qu'on répétait, on le vivait aussi, en gros* », explique Naziha Chalabi, l'une des participantes à l'aventure, qui insiste sur l'importance du jeu dans les transformations qui se sont opérées chez les uns et les autres. Nadia Bennia Plasse et Samira Rezaiguia, deux autres interprètes qui ont tout découvert du monde du théâtre à cette occasion, en témoignent aussi, dans le cadre d'une interview accordée à FranceTV. L'une s'est « *rendu compte que c'est le monde de la rigueur et du travail* », quand l'autre aimerait pouvoir continuer : « *Avec le temps, je commence à aimer, et maintenant, je me demande ce qu'on va faire après !* »¹⁶⁸

« *Notre plus grand succès* », souligne Cécile Auxire-Marmouget comédienne et metteuse en scène qui a accompagné les amateurs, « *c'est de voir le chemin parcouru par des personnes qu'on n'entendait pas deux ans avant. Qui ne levaient pas les yeux et dont on n'entendait pas la voix, et que les spectateurs ont découvertes différentes : 'Ah, tiens... Elle peut parler comme ça, elle ? Aussi fort ? Être à l'aise comme ça ?'* »¹⁶⁹ Vision d'une « *cité idéale* » qui raconte « *le mélange de cultures* », « *l'histoire de notre vie à nous, de tous les jours, et celle de la démocratie* », l'œuvre a touché le public en raison même de cet engagement très concret de tous les participants : parce que chacun a, pendant ces deux années, expérimenté physiquement le décentrement, le rapport à l'altérité, le fait de devoir créer et fabriquer ensemble un spectacle « *vivant* », estime Naziha Chalabi :

*« Ça nous parlait à nous, et ça parlait aussi aux autres, aux 750 personnes du public qui sont venues pour voir le spectacle », explique-t-elle, « parce que c'est du vivant. C'est quelque chose de vivant qui leur parle. Je trouve que c'est important, parce que pour la plupart, les personnes qui sont venues ici de Vaulx-en-Velin — on avait fait un ou deux bus —, c'était la première fois qu'elles mettaient les pieds dans un théâtre. (...) Parce que dans nos quartiers, il n'y a pas de pratique culturelle comme ça. On n'a pas l'habitude d'aller au théâtre, ou des choses qui font partie de la culture, parce que les gens sont sur autre chose. Je pense que ce sont des territoires qui ont été oubliés culturellement ; et après, on y produit de la culture comme ils la veulent eux, souvent de la culture qui rappelle leurs origines. On ne leur propose pas de l'excellence, on ne leur propose pas quelque chose dans laquelle ils peuvent se retrouver sans que ce soit eux. »*¹⁷⁰

Et Mehdi Aït Hamoudi, autre interprète de cette œuvre collective, de renchérir :

*« Il faut favoriser le théâtre ! Le théâtre est une très bonne école de la vie. C'est le message personnel que je veux faire passer auprès des maires et des adjoints à la culture. Rien que le fait de travailler ensemble, de faire en commun, d'être dans un endroit et d'avoir à régler des problèmes..., ça produit quelque chose. Très concrètement, j'habite à Vaulx-en-Velin, en bas de chez moi, il y a un arrêt de bus de la ligne 57. Eh bien, je peux vous assurer que si je n'avais pas fait partie de la troupe de Senssala, aujourd'hui encore, il y a des gens, à l'arrêt du bus, on ne se serait pas dit bonjour. »*¹⁷¹

¹⁶⁸ <https://culturebox.francetvinfo.fr/theatre/theatre-contemporain/la-chose-publique-la-folle-aventure-theatrale-d-amateurs-de-vaulx-en-velin-251071>

¹⁶⁹ Entretien FRV100, 2017.

¹⁷⁰ Entretien FRV100, 2017

¹⁷¹ Entretien FRV100, 2017.

Mener des combats communs : une manière de devenir sujets politiques

Nous l'avions déjà noté lors de précédents travaux¹⁷², il est une autre modalité essentielle du *faire ensemble*, qui contribue au sentiment de concitoyenneté : c'est la participation à des conflits ou des luttes collectives autour d'enjeux ayant à voir avec le bien commun (usages d'un espace, qualité d'un service public, accès aux droits, implantation ou suppression d'un équipement...). Quelle que soit l'échelle à laquelle se déploient de telles mobilisations, elles produisent des recompositions sociales et des formes de conscientisation politique qui changent le rapport à la Cité de celles et ceux qui en sont parties prenantes.

Le mouvement des Gilets Jaunes, amorcé en France fin 2017, fournit une fois de plus un exemple de ce travail de la société sur elle-même, qui s'opère lorsque des individus auparavant dispersés se rassemblent pour défendre ou pour protester contre une cause relative à la justice et à l'égalité. De la colère initiale partagée par quelques personnes sur les réseaux sociaux à la réflexion collective, on a vu monter sur chaque rond-point occupé, puis à l'échelle nationale (en même temps que des instrumentalisation politiques diverses), un sentiment de solidarité et de citoyenneté, de la part de celles et ceux qui se sentaient jusqu'alors exclus de la dynamique nationale. Au-delà des revendications premières, la multiplicité des débats auxquels a donné lieu le mouvement a démontré son caractère profondément politique, lorsque se sont trouvées soulevées les questions de la « *part* » à laquelle chacun a droit dans la redistribution de la richesse nationale ou dans l'accès à la parole publique ; de ce qui reliait ou pas les participants entre eux et au reste de la société ; ou encore du rôle des institutions républicaines (police, assemblée nationale, mairies...).

Les controverses suscitées par ce type de mobilisations, la confrontation de points de vue ou de systèmes de valeurs différents auxquelles elles donnent lieu, mais aussi les formes relationnelles inédites qui se font jour dans le temps de tels conflits (pour éphémères ou circonstanciels qu'elles soient), ne sont pas indifférentes à ce qui fait tenir ensemble nos sociétés démocratiques. En rassemblant des individus liés seulement, au départ, par la cause qu'ils ont entreprise de défendre, ces temps de lutte collective sont en effet l'occasion pour les personnes impliquées d'apprendre à faire avec celles et ceux qui ne leur sont pas proches. Ils contribuent à mettre au jour les différents intérêts qui s'opposent sur un territoire ou autour d'un enjeu sociétal ; Ils font apparaître publiquement les contradictions entre les demandes des uns et celles des autres, les désaccords qui opposent les défenseurs d'une cause à d'autres fractions de la société — ce qui conduit in fine à une meilleure appréciation, par la population, des conditions du vivre ensemble. La cause environnementale fournit aujourd'hui nombre d'exemples de ces luttes à l'occasion desquelles se transforme le sentiment du commun (on peut penser aux ZAD¹⁷³ en particulier), mais on voit aussi des alliances inédites se développer autour de la fermeture d'hôpitaux dans le monde rural, ou encore de l'accueil sur tel ou tel territoire, de personnes en demande d'asile.

¹⁷² Entre autres à propos des mobilisations d'usagers contre la détérioration de la desserte ferroviaire de proximité dans la Région Rhône-Alpes. Voir : « *Quand les mobilisations citoyennes interpellent l'action publique. Les conflits territoriaux comme 'apparitions de la démocratie'* », C. Foret, note d'analyse pour le Grand Lyon, mars 2014. <https://www.millenaire3.com/ressources/quand-les-mobilisations-citoyennes-interpellent-l-action-publique>

¹⁷³ Zones à défendre, dont la plus emblématique de ces dernières décennies a concerné le territoire prévu pour implanter un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique.

« Les entreprises conflictuelles tendent beaucoup plus que les entreprises pacifiques à s'assurer dès leur naissance la coopération du plus grand nombre possible d'éléments ordinairement dispersés », précisait à ce sujet le philosophe et sociologue allemand Georg Simmel, au début du 20^{ème} siècle¹⁷⁴ : « Dans des actions pacifiques, on a coutume en général de se limiter aux éléments les plus proches (...); mais pour s'en faire des "alliés" (...), on prend souvent des éléments avec lesquels on n'a guère de choses en commun. » Parce que le conflit « suscite ou modifie des communautés d'intérêt, des regroupements en unités, des organisations » ; parce qu'il est une voie qui participe à la « résolution des tensions entre les contraires », il n'est pas seulement en effet un élément destructeur de la vie sociale. Il est aussi un facteur constructeur d'unité : « Il contribue activement à la production des rapports sociaux et à leur redéfinition cyclique, tissant en même temps qu'il défait des liens entre les êtres humains. »

Et comme le souligne, beaucoup plus près de nous, le sociologue Jacques Ion dans le cadre de ses réflexions sur les nouvelles formes de solidarité et d'action politique¹⁷⁵, les individus qui participent aujourd'hui à de telles mobilisations, « même lorsque leurs actions n'ont pas abouti, sont bien plus politisés qu'ils ne l'étaient auparavant. Il se construit des liens — ce qu'on appelait avant de la conscience politique. Je pense qu'on est sujet politique dans l'action, en se confrontant au réel. (...) Ces gens-là ne mènent pas impunément des combats communs : une fois qu'ils ont travaillé ensemble, cela leur reste toute leur vie. C'est cela qui détermine le rapport qu'on a aux autres. C'est ça, être sujet politique. »¹⁷⁶

Bien d'autres exemples pourraient être cités à l'appui de telles analyses, y compris des situations qualifiées d'émeutières — à propos desquelles nombre d'auteurs ont montré les effets d'apprentissage ou de sensibilisation à la chose publique qui se faisaient jour, à la faveur de la confrontation entre valeurs, langages, manières d'agir..., suscitée par ce genre de mouvements. Et l'on sait qu'il dépend de la manière dont ces situations sont gérées par les pouvoirs publics qu'elles dégénèrent en logiques accrues d'exclusion, ou au contraire en dynamique d'intégration des parties prenantes, de rassemblement de ces parties autour d'un sentiment d'avenir commun. C'est tout l'art du politique que de parvenir à faire tenir ensemble les éléments disparates de la société qui s'expriment dans ces moments-là.

Sans prétendre que ces formes d'action collectives « réparent » l'ensemble des liens qui se défont, dans nos sociétés occidentales, en même temps que change le rapport au travail, à la famille, au temps et à la localité..., on ne peut que constater que se joue dans ces moments-là l'invention de relations sociales et politiques d'un genre nouveau, qui font réfléchir tout un chacun sur ses conditions d'« appartenance » à un monde commun éminemment fragile. Et c'est parce qu'ils sont convaincus de ces effets réflexifs et « citoyens » que certains acteurs, qui considèrent le conflit comme un moyen de changement social, s'emploient à organiser de telles mobilisations. On pense bien sûr aux syndicats, mais aussi à des organisations moins puissantes, mais très contemporaines, comme les coordinations ou

¹⁷⁴ In : *Le Conflit*, 1908, traduction française Circé 1992, rééd. Circé poche, 2003, 159 p.

¹⁷⁵ Voir son ouvrage : *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012.

¹⁷⁶ Entretien avec Catherine Foret, 20 avril 2012,

<https://www.millenaire3.com/Interview/2012/repenser-des-nouvelles-formes-de-la-solidarite-et-d-action-politique>.

les alliances, qui mobilisent de manière ponctuelle des fractions de public autour d'un enjeu commun. Ainsi de l'Alliance citoyenne, mouvement qui expérimente en France, depuis 2010, les méthodes du *community organizing*.¹⁷⁷ Les actions menées par cette association, dont l'objectif est de « *changer ensemble des situations anormales et injustes, en allant interpellier les institutions responsables* »¹⁷⁸ reposent sur des « *campagnes citoyennes* » basées sur le rassemblement de personnes concernées par un même problème, mais qui ne se sentaient pas jusqu'alors reliées les unes aux autres. Née à Grenoble, l'Alliance citoyenne a depuis essaimé dans deux villes de la région parisienne : Aubervilliers et Genevilliers. Regroupant selon les contextes locaux entre 50 et 1600 membres répartis entre différentes « *alliances de quartier* », l'organisation encourage des personnes n'ayant pas l'habitude de prendre la parole à « *construire elles-mêmes le pouvoir de se faire entendre* ». Avec ses salariés et ses membres bénévoles, elle les aide à s'organiser pour agir collectivement, jusqu'à l'obtention « *d'améliorations concrètes* ».

En s'appuyant sur les « *colères sociales latentes* » des habitants d'un même territoire (quartier, ville, agglomération) et sur la transformation de ces colères en « *moteur de l'action pour la justice sociale* », l'Alliance citoyenne a mené depuis 2010 de nombreuses campagnes, sur des problématiques aussi diverses que le logement insalubre, la mauvaise gestion de certains ensembles HLM, la précarité énergétique, les discriminations à l'embauche ou au travail, les inégalités sociales à l'école, les refus de soins de personnes précaires ou étrangères, la défense de services publics... Repérés par les membres de l'Alliance formés aux techniques d'exploration du territoire et à « *l'approche relationnelle* », les sujets de « *colère latente* » constituent la base à partir de laquelle les animateurs de la démarche vont s'efforcer de rassembler des individus dispersés. Tout l'enjeu étant ensuite de faire passer les personnes contactées d'une position de plainte individuelle à propos d'un problème les concernant directement, à une position d'acteur collectif mobilisé pour résoudre un problème d'intérêt général.

« Dans la façon d'accrocher les gens », explique ainsi Aymeric Champagnon, jeune community organizer salarié de l'Alliance grenobloise, « on va chercher leur intérêt particulier, ce pour quoi ils seraient prêts à se battre. Et en polarisant leur situation par rapport à celle de la personne ou de l'institution qui a le pouvoir de changer les choses, on va présenter un peu nos méthodes d'action : l'action collective non-violente, le fait que la force c'est le nombre... C'est vraiment une étape importante d'aller chercher l'intérêt particulier, sachant que notre but est que la personne vienne à la première assemblée de quartier. Là, elle voit que ce qui se passe, si elle va s'engager ou pas. (...) Le fait d'avoir un pied dedans fait que tu vas avoir de la curiosité, être entraîné par les autres. Tu vas venir à l'assemblée par exemple pour un problème de saule pleureur en bas de chez toi, et tu vas voir tous ces gens, tu vas apprendre que ton voisin qui a quatre-vingts balais, le bailleur lui refuse de transformer sa baignoire en douche parce qu'il est endetté, et que du coup, il ne peut plus se laver... Et là, tu n'en auras plus rien à faire de ton saule pleureur : tu vas participer à l'énergie collective qui est de dire : 'Allez, on se bat pour M. Abraoui qui a ce problème'. Tu vas participer aux formations, etc. »¹⁷⁹

¹⁷⁷ Développées aux Etats-Unis, en particulier à Chicago, par Saul Alinsky (1909-1972). Cf. : *Etre radical. Manuel pragmatique pour radicaux idéalistes*, Editions Aden Bruxelles, 2012.

¹⁷⁸ <https://alliancecitoyenne.org/>

¹⁷⁹ Entretien FRV100, 1^{er} août 2017.

Ce qui relie ces expériences aux mobilisations collectives plus spontanées citées auparavant, c'est sans conteste la place de l'agir. Considérant celui-ci comme un moyen de lutter « *contre le sentiment d'impuissance et de résignation* » qui domine nombre de nos concitoyens aujourd'hui, les *community organizers* de l'Alliance citoyenne s'appuient en effet sur la création d'événements ou la conduite d'actions symboliques, provocatrices, dans des lieux publics ou au sein d'équipements de pouvoir (hôtel de ville, hôtel des impôts, rectorat, siège d'un organisme bailleur de logements sociaux...). Au-delà des paroles, les corps sont alors à l'œuvre, dans ce que l'on pourrait appeler des « *prises d'espace* » qui interpellent le public, la presse locale et les décideurs — avec pour but de « *pousser l'adversaire à la négociation* ».

Qu'elles surgissent spontanément à l'occasion d'un fait d'actualité, ou qu'elles soient suscitées, accompagnées, encouragées par tel ou tel organisme, les mobilisations collectives qui se développent ainsi autour de causes communes ont une fonction que les animateurs de l'Alliance citoyenne qualifient de « *pédagogie publique* ». Au-delà de l'obtention d'un résultat, ils insistent en effet sur les dynamiques d'apprentissage civique qui se jouent lors de telles luttes : les participants en ressortent différents, ils ont élargi leur point de vue sur les rapports de pouvoir, sur leur place dans la société et le rôle qu'ils peuvent y jouer, sur ce qui peut les relier à leurs voisins ou concitoyens. Une fonction des mobilisations citoyennes qui a été soulignée depuis longtemps par de nombreux chercheurs en sciences sociales. Outre Jacques Ion, déjà cité, Jacques Lolive, directeur de recherches au CNRS, spécialiste des questions de démocratie participative dans le champ de l'aménagement et de l'environnement, avait lui aussi parlé de « *pédagogie civique* », à propos des luttes menées par diverses associations contre le TGV Méditerranée, dans les années 1990. Il notait à l'époque¹⁸⁰ que les fédérations associatives concernées prétendaient « *éduquer [leurs membres] à l'intérêt général* » à travers des combats locaux ; et qu'elles fonctionnaient « *comme l'École dans les projets débattus sous la Révolution, 'un lieu d'apprentissage de la liberté, comme détachement des liens de dépendance personnelle, familiaux et locaux'*. »

¹⁸⁰ In : Lolive J., *La montée en généralité pour sortir du Nimby. La mobilisation associative contre le TGV Méditerranée*, Politix. Vol. 10, n° 39, 3^{ème} 1997, pp. 109-130.

Accompagner l'action sans faire « à la place de » : un défi toujours renouvelé

Dans tous les domaines évoqués précédemment, les initiatives qui s'inspirent de cette philosophie du *faire ensemble* mettent en avant une condition cruciale pour que des effets de sensibilisation ou de « *capacitation* » citoyenne se produisent, dans le sens de l'ouverture à l'altérité (plutôt que du renforcement de l'entre soi, entre personnes se sentant déjà proches) : il importe que la conduite de l'action ne soit pas déléguée à quelques représentants, mais soit bel et bien le fait des individus concernés eux-mêmes. Or, que ce soit dans les Repair Cafés, dans les cuisines solidaires, les jardins partagés, les démarches artistiques collaboratives, ou dans les luttes autour de telle ou telle cause commune, des « *accompagnants* » sont fréquemment présents. Bénévoles ou professionnels, qu'ils aient initié le dispositif, surgissent pendant l'action collective ou soient sollicités pour aider à son bon déroulement, comment conçoivent-ils leur rôle, et quelles limites se donnent-ils dans ces démarches ?

Dans certains cas, l'offre d'activité commune est simplement médiatisée par Internet. C'est le pari de l'association Kif Kif Vivre Ensemble, qui propose via sa plateforme numérique un système de rencontres « à l'aveugle » entre des personnes de cultures, de générations, de religions ou de milieux sociaux variés. Partant du constat que la méconnaissance de l'autre met à l'épreuve nos sociétés multiculturelles (défiance réciproque, intolérance, discriminations, entre soi, repli communautaire, crispations identitaires...), l'association créée en 2014 par de jeunes trentenaires met directement en relation via son site Internet un hôte (appelé « *ambassadeur* ») avec un ou des « *invités surprises* », à l'échelle d'une région ou d'un territoire donné. Chacun s'inscrit librement sur le site, l'idée étant de développer une forme ludique et participative d'apprentissage de la diversité en action, à travers des « *rendez-vous en terre inconnue* ».



Prêt(e) pour une expérience humaine exceptionnelle ?

Deviens ambassadeur

Tu as entre 18 et 108 ans ? Tu souhaites faire découvrir ton univers ou t'ouvrir à d'autres horizons, à deux pas de chez toi, dans ta région ?

PROPOSER UNE SURPRISE

Deviens invité-surprise

Tu souhaites rencontrer des gens sympas, en dehors de ton « environnement naturel » ? Et surtout, tu es prêt(e) à te laisser surprendre ?

DEMANDER UNE SURPRISE

Source : <https://kifkif.org/>

L'ambassadeur ou ambassadrice propose une activité banale et familière pour lui ou elle, mais inhabituelle pour l'invité : préparation d'un couscous ou partage d'un repas traditionnel (baptême, bar-mitsvah...), sortie culturelle au musée, au théâtre ou au centre social, activité sportive, fête de quartier, animation en maison de retraite ou en compagnie de personnes handicapées... Devant le succès du concept, et pour pérenniser son modèle écono-

mique, Kif Kif Vivre Ensemble propose également une formule partenariale à des structures de proximité (associations, régies de quartier, centres sociaux, établissements culturels, scolaires ou culturels, etc.) qui désirent mixer davantage leurs publics respectifs. Ces dernières désignent alors des ambassadeurs chargés d'accueillir les invités surprises lors des événements conviviaux, artistiques ou solidaires qu'elles organisent sur leurs territoires.

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

Le plus souvent cependant, « *l'accompagnement* » de l'action collective va plus loin que le simple accueil. Des personnes assurent une véritable fonction tierce, sans laquelle l'agir ensemble n'aurait pas lieu. Celles et ceux qui tiennent ce genre de rôle et s'expriment à ce sujet ont souvent en commun de se positionner de manière critique par rapport aux approches « *descendantes* » ou « *condescendantes* » du travail social ou de l'action socioculturelle. S'ils se retrouvent volontiers sous la bannière de l'éducation populaire, c'est en affirmant en actualiser les principes et les modes opératoires. Ainsi en est-il notamment des tenants du *community organizing* qui tentent de prendre place en France. Pour favoriser le sentiment d'appartenance et de responsabilité de chacun par rapport à un monde commun, les promoteurs de ces démarches ne cherchent pas à inculquer des principes abstraits de civisme à des publics « *bénéficiaires* » ; et ils récusent le principe consistant, pour les collectifs agissants, à se reposer sur des « *sachants* » (élus locaux, responsables syndicaux, médiateurs...) pour dialoguer avec le pouvoir et obtenir des évolutions dans l'organisation ou la gestion de la Cité. L'idée est ici au contraire de considérer chacun, chacune, comme acteur potentiel du changement. Ne pas faire « *à la place de* », autrement dit, mais impliquer les personnes concernées par un problème dans une dynamique collective, au cours de laquelle celles-ci vont découvrir et augmenter leur pouvoir d'agir. Les militants de l'Alliance citoyenne refusent ainsi de voir confondue leur « *approche relationnelle* » avec certaines méthodologies du travail social :

« L'approche relationnelle pose les fondations pour la construction d'une alliance citoyenne », peut-on lire dans l'une de leurs publications. « Elle permet de rentrer dans des réseaux relationnels d'un territoire. Certains ont parfois comparé cette approche avec la 'création du lien social'. Il faut se méfier de cette expression éculée, tant elle a été utilisée à tort et à travers, même s'il s'agit bien littéralement de création de relations. En France, cette expression 'lien social' s'est répandue dans les années 80 en rupture avec les conceptions conflictuelles. Dans notre approche, il ne s'agissait pas de recréer du lien social, comme si celui-ci avait disparu ou se serait dégradé. Les habitants des quartiers populaires n'attendent pas les travailleurs sociaux ou les agents de l'administration pour nouer des relations. Ils le font quotidiennement dans les marchés, aux arrêts de bus, dans les équipements et les espaces publics ! Il s'agit plutôt d'une méthode pour rentrer dans des réseaux relationnels préexistants et nouer des relations entre des individus et des groupes. Ainsi contrairement au 'lien social', elle permet de créer les conditions pour soulever des conflits, et plus tard de les gagner. »¹⁸¹

Cela dit, la philosophie de cette organisation a évolué au fil des années. Alors qu'elle s'appuyait essentiellement au début sur des « *communautés* » pré-existantes (souvent struc-

¹⁸¹ Extrait du Livret ECHO, *Espace des Communautés et des Habitants Organisés. Expérimentation des méthodes du community organizing*, Septembre 2010 – Décembre 2012, Grenoble.

turées par l'appartenance religieuse ou ethnique), se référant en cela à des modèles anglo-saxons¹⁸², elle s'inspire désormais davantage de l'expérience d'ACORN International¹⁸³, et cherche à créer des collectifs d'habitants « *par quartiers* », autrement dit en partant du seul facteur commun du lieu de résidence des personnes (qui très souvent révèle des proximités de statut socio-économique). Aymeric Champagnon, l'un des quatre salariés de l'Alliance citoyenne grenobloise, rencontré en 2017, explique l'intérêt d'une telle approche :

« Ce qui m'a plu dans l'Alliance Citoyenne, c'était d'une part le fait de reconnaître le conflit comme un moteur de mobilisation, de ne pas le nier, de se dire que c'est ça, aussi, qui fait la démocratie. Et d'autre part, le fait de partir d'un espace 'non mixte' pour construire une parole collective d'habitants. Parce que tant qu'il y a la présence d'un élu dans une pièce où on invite des habitants, chacun est un individu face au pouvoir, il n'y a pas de construction d'une parole collective possible. Même chose s'il y a une personne avec une grande gueule proche du pouvoir, ou un opposant : il ou elle va influencer le débat. Du coup, ces instances sont caduques et ne mènent à rien. Alors que le fait de regrouper des personnes des quartiers populaires, donc d'un niveau d'études à peu près similaire, où du coup il n'y a pas de domination par un autre groupe, ça permet de construire une parole collective. Et après, on a les outils pour la porter auprès des élus. Je trouve que ce principe de non-mixité est très intéressant pour faire entendre la voix de ceux qu'on n'entend pas. »¹⁸⁴

Et le même de détailler la manière dont les accompagnants de l'action collective s'y prennent pour « *impliquer les gens* » d'un quartier autour d'une cause commune :

« Un des outils clés c'est le porte-à-porte. Par exemple, à la demande des habitants ou non, on va dire qu'il va y avoir une nouvelle Alliance citoyenne sur tel quartier, où sont constatés des problèmes. Pendant huit semaines, on va faire quatre heures de porte-à-porte par jour. On sait qu'on tape quarante portes en quatre heures, qu'il y a au minimum un nouvel adhérent plein sur une session de quatre heures. C'est vraiment carré. On sait précisément comment on s'y prend. Là-dessus, on a un modèle qui est tout ficelé. On s'entraîne même avec des jeux de rôle avant d'y aller. »

À partir de ces premières prises de contact, les personnes d'accord pour « *se battre sur un problème concret* » sont invitées à adhérer à l'Alliance. Elles seront ensuite recontactées par téléphone, lors de séances de « *phoning* » assurées par les salariés et les membres les plus anciens, en vue de participer à des « *assemblées* » au cours desquelles seront identifiés les soucis rencontrés par les habitants du quartier, leurs causes, des solutions possibles, ainsi que les campagnes d'actions à imaginer et mettre en place pour interpeller les décideurs concernés. Lorsque cette logique collective est enclenchée, les salariés et bénévoles de l'Alliance citoyenne s'efforcent de construire une « *dynamique conflictuelle* »¹⁸⁵, mettant en

¹⁸² Et notamment à celui des London Citizens, organisation fondée à Londres en 1996, devenue nationale en 2010 au Royaume-Uni sous le nom de Citizens UK.

¹⁸³ ACORN International (Association of Community Organizations for Reform Now) est une fédération d'organisations communautaires composées de membres actifs en Afrique, Asie, Europe, en Amérique latine et au Canada, ainsi qu'aux États-Unis. « *Les membres d'ACORN travaillent sur les problèmes qui intéressent les familles à revenu faible et moyen dans leurs communautés, leurs maisons et leurs lieux de travail.* » Source : new.acorninternational.org/

¹⁸⁴ Interview FRV100 du 1^{er} août 2017.

¹⁸⁵ Toutes les citations de ce passage sont extraites du Livret ECHO. *Espace des Communautés et des Habitants Organisés. Expérimentation des méthodes du community organizing*, septembre 2010-décembre 2012. Grenoble.

jeu d'un côté des responsables d'institutions ou d'entreprises, et de l'autre côté de « *simples citoyens* ». Les sujets de mobilisation sont choisis, en fonction du « *potentiel rassembleur* » de la colère, du caractère « *gagnable* » du combat (il faut que celui-ci relève de responsabilités accessibles localement) et de la nature institutionnelle du conflit à venir (sont exclues du champ de l'action les colères opposant différents groupes d'habitants les uns contre les autres). « *Être le caillou dans la chaussure du décideur* », pour « *inverser le rapport de force, donner sens à la démocratie et améliorer notre vie quotidienne* » : telle est l'ambition. L'objectif étant, au-delà de l'aboutissement de telle ou telle campagne d'action, de renforcer peu à peu la confiance que les personnes mobilisées peuvent avoir dans leurs capacités d'organisation, mais aussi dans leur sentiment d'être des citoyens à part entière, ayant des droits et capables de construire un avenir commun.

Le tout étant appuyé, comme l'explique Aymeric Champagnon, par des formations des habitants impliqués : « *Le but est vraiment que le pouvoir ne soit pas aux salariés [de l'Alliance] : on forme nos membres pour qu'ils aient du pouvoir. Au-delà du fait d'identifier leurs intérêts, il s'agit de les accompagner à comment faire valoir ces intérêts, et de faire en sorte qu'à travers l'expérience des campagnes d'action, ils aient appris à se faire entendre des institutions, à s'organiser collectivement, à construire vraiment un pouvoir.* » Une telle démarche « *combative* » ne va pas sans heurter d'autres acteurs, qui estiment eux aussi travailler au bien vivre ensemble sur les quartiers en question. Aymeric Champagnon souligne en particulier les divergences qu'il ressent avec les modes d'intervention des grands syndicats de locataires, dans les quartiers d'habitat social où l'Alliance s'implante :

« Notre légitimité repose sur le fait que ce sont les habitants qui mènent le combat. Il faut que ces personnes soient acteurs. En général, on a un très bon accueil, sauf de la part des membres de syndicats de locataires, ou des gens qui sont dans des conseils citoyens, ou qui ont déjà un pied dans une autre structure, qui sont déjà engagés. Les syndicats de locataires nous détestent, sur Grenoble, parce qu'on les brusque par nos méthodes, par l'action collective non-violente, par l'interpellation, par le fait de mobiliser énormément de monde. Et puis le pouvoir... En gros, ils ont un petit pouvoir et ils veulent le garder. En fait, ils se répartissent le gâteau. Chacun a ses quartiers. Si la CNL¹⁸⁶ est là, la CSF¹⁸⁷ n'y va pas, et la CLCV¹⁸⁸ non plus. Nous, on ne connaissait pas trop ce jeu-là à la base, et on s'en fichait un peu, parce qu'ils ne sont représentatifs de personne, les syndicats de locataires. Nous sommes beaucoup plus légitimes qu'eux

¹⁸⁶ Confédération Nationale du logement, association née pendant la Première Guerre mondiale, en 1916. Elle est aujourd'hui présente dans la plupart des régions et départements français et regroupe plus de 4 600 amicales locales. La CNL compte environ 70 000 familles adhérentes. Très présente présence dans les élections des représentants des locataires de HLM, elle est aussi agréée en tant qu'association de consommateurs. Elle siège dans toutes les instances de concertation et de médiation en matière de logement et de consommation. Source : Wikipedia, consulté le 5 février 2019.

¹⁸⁷ Confédération syndicale des familles, association nationale qui œuvre depuis 1946 dans les quartiers populaires sur les questions de logement, de consommation, d'éducation, de parentalité, d'accès aux loisirs et à la culture, pour la justice sociale et l'égalité devant les droits. Avec 30000 adhérents et 350 associations locales, elle représente les locataires du parc HLM dans les conseils d'administration de nombreux bailleurs sociaux en France. Source : <https://www.la-csf.org>

¹⁸⁸ Consommation, logement et cadre de vie : association nationale créée en 1952, qui intervient aux niveaux national et local, sur tout ce qui concerne la défense des consommateurs, la représentation des locataires, l'éducation populaire, la défense de l'environnement et la représentation des usagers du système de santé dans les instances hospitalières ou de santé publique. La CLCV fédère un réseau de près de 360 associations locales et compte 31 000 adhérents. Source : <http://www.clcv.org/>

par le nombre. Mais eux ont la légitimité institutionnelle, ils existent depuis des années. Et trop souvent, ils fonctionnent comme le bras armé du bailleur, pour faire passer des choses. Par exemple, par rapport aux pannes d'ascenseur, qui sont très fréquentes sur certains immeubles, alors que les charges sont très élevées. Nous, on se battait pour que ces ascenseurs, qui dataient des années 1970, soient réparés définitivement. Alors que la CSF a fait un petit fascicule distribué dans les boîtes aux lettres, qui dit : 'Marre des pannes d'ascenseur ? Eh bien, la commande de pièces peut prendre du temps, prenez votre mal en patience' etc. Sous prétexte de défendre les locataires, tu leur coupes l'herbe sous le pied et tu fais valoir les intérêts du bailleur uniquement. (...) D'ailleurs, le bailleur social encourage ses locataires à adhérer à la CSF : quand ils envoient la quittance de loyer tous les mois, ils y glissent des bulletins de la CSF. Je trouve ça dramatique. »¹⁸⁹

Pour ce jeune professionnel, ces divergences dans la manière d'accompagner « *l'agir ensemble* » au service de la fabrique du commun renvoient à des conceptions de l'action socio-politique qui sont largement corrélées selon lui à des différences générationnelles :

« Je les appelle les barbes blanches... Ce qui est dérangent dans leur action, c'est leur paternalisme. Nous, on veut combattre ça, même s'ils font un super boulot par ailleurs. Ils apportent une aide inouïe des fois, ils sont investis dans des unions de quartier, dans des syndicats de locataires... Mais on a des grilles de lecture différentes du social. Nous, on donne une légitimité à des personnes qui pour eux sont des publics à aider. Je pense que ça les heurte un peu. Aussi parce qu'on a des méthodes qui sont plus faciles à s'approprier que, par exemple, des recours juridiques, très complexes à conduire. Quand on propose d'aller mettre du sable dans le quartier en disant : 'Ici, c'est un désert', tout le monde peut participer et avoir du pouvoir en faisant ça. Notre logique d'action les destitue du petit pouvoir qu'ils avaient, fondé sur une expertise dont ils étaient les seuls maîtres. (...) En même temps, le fait d'arriver avec de nouvelles méthodes les interroge aussi, sur leur façon de faire : du coup, eux aussi se lancent dans du porte-à-porte ! On permet aussi ça : de les réveiller. »¹⁹⁰

Il faut cependant noter que ces tensions entre des conceptions différentes de « *l'agir ensemble pour mieux vivre ensemble* » ne trouvent pas leur source dans le seul décalage générationnel, comme il est ici prétendu. Elles opposent également entre eux des acteurs très contemporains, qui se revendiquent du mouvement en faveur de l'*empowerment* des personnes les plus démunies, tout en ne défendant pas les mêmes principes d'action et en reposant sur des modèles économiques distincts. L'association Voisin Malin par exemple, créée en 2010 dans l'Essonne et qui connaît depuis un important développement dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (13 sites d'implantation en 2017, dans la région parisienne, mais aussi à Lille, Villeurbanne...), cherche, elle aussi, à se démarquer d'approches « *descendantes* » en usage dans l'action sociale publique. « *Beaucoup de personnes sont porteuses de dynamiques de changement et ont envie d'aider les autres* », note Anne Charpy, la fondatrice de cette entreprise sociale sous statut associatif, « *mais l'approche institutionnelle ou associative classique ne permet pas de les révéler et d'organiser leur utilité* ». Pour « *renforcer les solidarités de proximité* », rompre « *l'isolement des habitants* » de ces quartiers et les « *reconnecter* » aux institutions représentant le bien commun, Voisin Malin forme et emploie des « *habitants-leaders* », qu'elle salarie en CDI à

¹⁸⁹ Entretien FRV100, 2017.

¹⁹⁰ Idem note précédente.

temps très partiel (15h par mois). Munis d'un badge aux couleurs de l'association, mères de famille, étudiants ou retraités font du porte-à-porte auprès d'autres habitants « *pour délivrer des messages dans un langage approprié sur des sujets concrets du quotidien* » (écogestes, tri sélectif des déchets, punaises de lit, dépistage du cancer du sein, transport, accès aux droits, recherche d'emploi, fracture numérique, etc.), dans le cadre de campagnes de sensibilisation commandées et financées par des bailleurs sociaux, des entreprises de service public ou des collectivités locales. Une manière pour ces institutions de tenter de renouer un lien de confiance avec des populations qui se sentent souvent exclues de toute dynamique nationale. Mais qui n'a rien à voir, on le comprend, avec la logique mise en œuvre par les promoteurs de « *l'agir collectif* » évoqué plus haut.

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe.

Ces différences dans la manière d'appréhender le *faire ensemble* au service du sentiment de concitoyenneté sont par ailleurs loin d'être spécifiques au champ de l'habitat. Elles se lisent aussi, par exemple, dans le domaine culturel, où des démarches visant le même objectif (l'insertion du plus grand nombre dans la communauté nationale) revendiquent elles aussi une opposition ou une rupture avec la philosophie de l'action sociale héritée de l'après-guerre. Claudia Stavisky, directrice du Théâtre des Célestins à Lyon, insiste ainsi à propos de la création du spectacle autour de La chose publique cité plus haut, sur ce qui distingue selon elle cette action artistique qui a impliqué des habitants de Vaulx-en-Velin a priori très éloignés du monde du théâtre, d'autres démarches plus « *socioculturelles* » :

« Le but aussi, ce à quoi je tenais énormément, était que tout ce qu'on ferait soit d'un niveau professionnel, d'excellence irréprochable. On ne faisait pas du 'socio-cul', pour parler très prosaïquement... Je souhaitais que le tout soit vraiment fait dans un esprit ultra-professionnel. Parce que sinon, ça ne m'intéresse pas. Je n'ai pas envie de perdre mon temps à faire du 'socio-cul', alors qu'il y a des tas de gens qui le font. Soit ils [les amateurs] entrent dans le monde de l'art par la grande porte, soit ils restent dehors pendant toute leur vie. Pour moi, il n'y a pas de moyen terme. De là, l'exigence énorme et chronophage pour eux... »¹⁹¹

La productivité politique de l'expérience dépendait en effet selon elle de ce critère de « *qualité artistique* ». Pour faire valoir publiquement les histoires des habitants de la banlieue et la légitimité de leur présence au cœur de la Cité, et donc pour favoriser un rapprochement entre ces personnes et d'autres pans de la société locale, il a fallu en passer par le travail acharné des 16 apprentis-comédiens qui sont finalement montés sur scène — après que bien d'autres aient jeté l'éponge. Naziha Chalabi, l'une des participantes qui a joué le jeu jusqu'au bout (et qui travaille elle-même dans le milieu associatif vaudais), explique d'ailleurs que c'est précisément cette exigence de « *qualité* » qui lui a permis de dépasser la crainte éprouvée par d'autres personnes d'être instrumentalisées par les professionnels à l'origine de l'action :

« Au tout départ de la pièce, lors des premières réunions, pas mal de gens ont reculé en disant : 'On est encore de la nourriture pour un projet qui n'est pas pensé par nous, pour nous, etc. On va retomber dans du social, on va encore faire du drame, on

¹⁹¹ Entretien FRV100, 20 juillet 2017.

va encore faire ce qu'on a l'habitude de faire dans les quartiers dits difficiles.' On avait peur de cet étalage encore. (...) Mais pour ma part, j'ai ressenti rapidement un engagement assez important de la part du Théâtre des Célestins et du groupe. (...) Il y avait toujours cette exigence de vouloir faire quelque chose de vraiment artistique et de qualité. Cette qualité, c'est ce qui m'a fait finalement revenir et participer au projet jusqu'au bout. »¹⁹²

Si « *l'exigence artistique* » ici mentionnée, et les moyens que s'est donné l'institution pour la tenir¹⁹³, sont sans doute à l'origine des changements de représentations obtenus pour les comédiens, les spectateurs et leurs proches, quant à la place de chacun dans la Cité, il faut pourtant en souligner les limites. Le renoncement d'une grande partie des personnes qui s'étaient embarquées dans cette « *aventure citoyenne* » en est une. Car l'engagement attendu de la part des participants n'était de fait pas à la portée de tous — à commencer par les collégiens avec lesquels avait été initiée l'expérience :

« Il y avait quatre séances de deux heures pour chacun, soit soixante-douze heures, plus des ateliers qui ont eu lieu aux Célestins sur la base du volontariat », rappelle Margaux Michaud, chargée des relations avec le public au théâtre. « Les séances étaient constituées d'une partie 'théorique', c'est-à-dire la lecture d'un chapitre de la fable, suivie d'une discussion avec Philippe Dujardin sur la naissance de la chose politique et tout ce que ça raconte. Et puis une deuxième partie 'pratique' avec des exercices physiques de formation de base, au corps, aux gestes et à la voix, en relation avec le chapitre qui avait été traité théoriquement. On avait très grand espoir que quelques-uns intègreraient la troupe après (je ne pouvais pas tous les prendre, je ne voulais pas non plus une troupe d'enfants de quatorze ans), mais ça n'a pas été le cas, parce que le travail demandé à la troupe était extraordinairement chronophage, et d'un niveau qui les a très vite lassés. On en a eu environ six qui sont venus aux premières séances, et une qui est restée presque une année entière avant d'abandonner. C'étaient les week-ends, un engagement sur quinze mois, de 10h à 17h, rien qu'avec des adultes, et sur un texte et un travail d'atelier qui était pour eux un peu trop exigeant. Donc, ils ne sont pas restés... »¹⁹⁴

Pas facile non plus pour la cinquantaine d'adultes qui ont ensuite participé aux divers ateliers, de suivre le rythme et les critères de qualité imposés par l'institution. Une fois la troupe constituée, les participants ont passé énormément de temps dans les murs du théâtre : un week-end sur deux, puis huit à dix jours d'affilée, lors d'une résidence, avant même les répétitions proprement dites.

« On sortait épuisés... », se souvient Naziha Chalabi. « L'engagement, pour ma part, a été familial, pendant quinze mois. En plus, je travaille, dont le samedi et dimanche : je ne pouvais pas toujours être disponible. Il fallait apprendre le texte, c'était un gros truc. Et à un moment donné, quand on a vu l'engagement de la part du théâtre, avec toutes les personnes de qualité qu'on nous apportait, ça nous faisait aussi une pression. On avait une pression énorme de se dire : 'Comment on va mener ça à bien ? Ils ont mis tous leurs espoirs en nous...' Cela a été, je pense, une pression des deux côtés, qui était pour nous aussi très dure. Autant il y avait du plaisir à être ensemble, à se

¹⁹² Idem note précédente.

¹⁹³ En mobilisant pour de très nombreuses journées de travail une équipe conséquente d'accompagnants : médiateurs, artistes, formateurs...

¹⁹⁴ Entretien FRV100, 20 juillet 2017.

découvrir, à découvrir les textes et tout le reste, autant il y avait l'épée de Damoclès qui était là et qui disait : 'Est-ce que je vais aller jusqu'au bout ?' »¹⁹⁵

« Il est vrai que c'était un énorme travail », souligne Cécile Auxire-Marmouget, comédienne et metteuse en scène. « Même pour des gens qui ont déjà travaillé dans un atelier amateur, faire comprendre que chacun est important, y compris s'il ne dit rien, c'est difficile. Même quand ce n'est pas le moment de sa réplique, il faut être présent, il faut jouer : ça se joue tout le temps avec les autres. Il a fallu convaincre là-dessus. Parce que si une personne n'est pas là, ça nous fiche en l'air les vingt-deux autres. » « Il y en a pour qui c'était véritablement un calvaire ! », ajoute Mehdi Aït Hamoudi, l'un des participants, lui-même comédien par ailleurs. « Parce que c'est très dur de se dire que le théâtre, ce n'est pas nécessairement du texte, ce n'est pas nécessairement chanter, ce n'est pas nécessairement bouger. Être sur scène, c'est déjà jouer, en fait. Et c'est le spectateur qui fait son histoire avec ce qu'il voit. Accepter ça, et se dire en plus : 'J'ai un mot toutes les vingt-cinq minutes sur un spectacle d'une heure et quart', c'est compliqué, il faut le tenir. » « Et la concentration ! Pendant des heures. Et écouter vraiment l'autre : ce n'était pas évident... », rappelle Naziha Chalabi, tandis que Claudia Stavisky explique que « le théâtre, ce n'est que ça ! Ce n'est que s'impliquer ensemble, vivre ensemble, quelles que soient les contradictions et les antinomies qu'on peut avoir, et même les haines ou les mépris les uns vis-à-vis des autres. Ce n'est pas un monde doré. »

Impliquer des non professionnels dans la création et l'interprétation d'une *fiction du commun*, pour mieux faire comprendre à tous, comédiens et publics, ce qui relie chacun aux autres, telle était l'idée. Mais rien de moins facile à mettre en œuvre, notent avec le recul les participants à l'expérience. Ainsi le rôle de l'auteur sollicité par le théâtre pour animer les ateliers d'écriture, puis travailler sur les textes des habitants, n'est pas allé de soi pour tout le monde. Comme il était prévu depuis l'origine, Simon Grangeat a en effet produit son propre récit à mettre en scène, qui « n'était pas un patchwork des saynètes écrites par les participants aux ateliers », rappelle Claudia Stavisky, en soulignant que « les habitants savaient très bien que ce n'était pas eux qui allaient écrire la pièce, qu'on avait engagé un auteur de théâtre, pour l'écrire à partir de toute la nourriture qu'ils avaient apportée durant ces mois d'atelier. » L'ambiguïté a pourtant pu se faire jour dans l'esprit de certaines personnes, ainsi que le remarque Naziha Chalabi : « Les gens qui ont lâché l'ont fait parce qu'ils n'ont pas creusé. De nombreuses personnes se disent : 'Moi, je n'aime pas ce genre de truc, parce qu'on nous amène des choses..., on n'y a pas pensé nous-mêmes, on pense à notre place.' Je crois que quelques personnes ne sont pas restées jusqu'au bout par rapport ça, parce qu'on nous utilise beaucoup, surtout dans le milieu culturel. Alors que là, au bout du compte, tout le monde a reconnu sa part, son histoire, son petit morceau. L'auteur a pris plusieurs ingrédients et il a constitué un menu. Il a brassé à sa manière et il a fait une recette. »

L'ancrage territorial et la durée d'engagement, conditions de la confiance mutuelle

Vaincre la méfiance de celles et ceux qui ont déjà été mis en position d'être agis à l'occasion de précédentes expériences (au lieu de pouvoir être pleinement sujets de l'action) est donc un vrai défi à relever, pour celles et ceux qui initient de telles démarches. Cela passe entre

¹⁹⁵ Idem note précédente.

autres par un long travail de conviction des individus qu'il s'agit d'entraîner dans l'action collective, et par l'apport de garanties réitérées tout au long du processus — deux conditions nécessaires à l'établissement de la confiance entre des participants qui ne se fréquentaient pas auparavant et que leurs positions sociales, économiques, culturelles éloignent *a priori* les uns des autres.

À l'analyse de nombre d'initiatives, il apparaît clairement que ce travail d'instauration de la confiance entre des individus appelés à agir ensemble est facilité par l'ancrage territorial de l'action. Quasiment toutes en effet se développent en rapport avec un territoire partagé (ou disputé), avec lequel les personnes concernées entretiennent un lien fort, même si elles ne se connaissaient pas auparavant. C'est particulièrement vrai des jardins solidaires, des AMAP ou des ZAD, dont l'objet a à voir avec la protection, le partage ou la mise en valeur de terres à cultiver. L'anthropologue Philippe Descola¹⁹⁶ souligne ce point fondamental à propos des luttes menées autour des ZAD (et notamment, en France, celle de Notre Dame des Landes). Parce que ces actions collectives « *sont toutes caractérisées par la relation avec un territoire, considéré comme source de vie, sans notion d'appropriation* », elles « *montrent que les changements auxquels on aspire sont possibles, non pas sous la forme de partis politiques guidant les masses, mais sous celle d'une multitude d'expériences de créations d'espaces autonomes offrant une alternative à la poursuite d'un modèle qui a montré son épuisement.* » Ces initiatives participent selon lui à « *promouvoir des formes d'universalité plus acceptables par tous les habitants de la maison commune* »¹⁹⁷, parce qu'elles interrogent « *les relations que les humains entretiennent entre eux* » et (dans ce cas) « *avec des non-humains.* » Et d'autres intellectuels d'expliquer que les ZAD apparaissent comme des lieux où « *l'on apprend réellement à penser et à agir ensemble* » ; où s'opèrent de la transmission entre générations, entre « *vrais paysans* », « *jeunes romantiques* », « *retraités de 68* » et précaires venus des mondes urbains : « *Là-bas, on a appris à s'attacher au lieu où l'on habite et à en faire un lieu d'hospitalité pour celles et ceux qui passent (...), ce qui signifie aujourd'hui apprendre à 'lutter pour un avenir commun'* », notent par exemple Isabelle Stengers et Serge Gutwirth dans une tribune sur le sujet.¹⁹⁸ « *Là-bas, on apprend ce que veut dire coopérer, prendre soin, se réapproprier des savoirs artisans détruits par l'industrialisation, mais aussi des arts d'explorer ensemble les situations de tension. Ils appellent cela l'assemblée des usages, car ce qu'il s'agit d'agencer, ce ne sont pas des opinions individuelles, mais des manières parfois divergentes de faire, de cultiver, d'habiter.* »

Mais l'importance de l'ancrage territorial dans l'émergence d'un sentiment du commun apparaît aussi dans le cas des Repair Cafés, des garages solidaires, de nombre d'actions artistiques collaboratives..., qui reposent presque toujours sur une certaine proximité géographique. De même en ce qui concerne les mobilisations citoyennes protestataires, qui se nouent autour d'enjeux sociaux ou économiques. Avant de prendre éventuellement une

¹⁹⁶ Professeur au Collège de France, auteur notamment de *Par-delà nature et culture*, signataire de la tribune *Comme à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, défendons d'autres manières d'habiter*, Médiapart.

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/comment-faire-face-au-present>

¹⁹⁷ https://www.liberation.fr/debats/2019/01/30/philippe-descola-je-suis-devenu-un-peu-animiste-il-m-arrive-de-dialoguer-avec-les-oiseaux_1706426

¹⁹⁸ Isabelle Stengers, philosophe, enseignante à l'Université Libre de Bruxelles et Serge Gutwirth, juriste, professeur à la faculté de droit et à la criminologie de Vrije Universiteit Brussel, in : Blog des invités de Médiapart, 24 avril 2018.

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/240418/pourquoi-ce-qui-se-passe-notre-dame-des-landes-nous-importe-t-il>

dimension nationale, elles surgissent de territoires particuliers et s'accompagnent souvent d'occupations d'espaces symboliques pour les participants : gares, hôpitaux ou usines ; ronds-points des Gilets Jaunes ; places urbaines du mouvement Nuits Debout ; espaces-frontières des mobilisations en faveur ou contre l'accueil de personnes migrantes ou réfugiées. Dans tous ces cas, la proximité corporelle des participants et les interactions de face-à-face que celle-ci permet (y compris lorsqu'elles sont conflictuelles) sont perçues comme des facteurs essentiels aux transformations mentales espérées et à la productivité civique de ces expériences : l'ancrage local s'avère nécessaire, parce que se rencontrer « *pour de vrai* » reste le meilleur moyen de dissoudre la peur de l'Étranger.

On rejoint là les analyses de chercheurs en sciences sociales sur les liens entre espace public et citoyenneté¹⁹⁹, mais aussi les travaux récents du philosophe Bruno Latour sur l'importance des « *territoires de vie* » dans le rapport au politique.²⁰⁰ Pour éprouver le sentiment d'appartenance à un monde commun et l'envie de le défendre, pour lutter contre les ravages de la globalisation et la tentation sécessionniste (y compris celle des élites qui vivent de plus en plus « *hors sol* »), il faut « *atterrir quelque part* », explique Bruno Latour. Et créer les conditions pour permettre à chacun d'expérimenter, à partir de ces « *territoires de vie* », les affects et les enjeux de la vie publique.

C'est bien ce que s'efforcent de faire les promoteurs des initiatives dont on parle. Dans le cas du spectacle autour de *La chose publique* à Lyon, par exemple, le *faire ensemble* a été conditionné par un patient travail de construction de liens entre l'équipement de centre-ville qu'est le Théâtre des Célestins et le territoire de Vaulx-en-Velin, situé en périphérie de l'agglomération. « *C'était un problème de confiance aussi* », remarque Claudia Stavisky, en notant combien les grandes institutions culturelles sont perçues comme étrangères, vues de la banlieue : « *L'institution, ça impressionne beaucoup : nous sommes les Dieux dans l'Olympe... On ne va jamais redescendre sur Terre pour aller frayer avec le commun...* ». Il a donc fallu, bien en amont de la création collective proprement dite, que le théâtre aille au-devant de ce public éloigné, sur un terrain qui n'était pas le sien.²⁰¹ Au départ, en 2014, rappelle la directrice, l'idée était d'ailleurs « *d'implanter de façon pérenne le Théâtre des Célestins à Vaulx-en-Velin* ». Une ambition partagée avec le Préfet du Rhône, qui souhaitait renforcer l'accès de tous aux grandes institutions culturelles de l'agglomération. L'objectif n'a pu être tenu, faute de soutien financier durable de la part de l'État, mais Claudia Stavisky en souligne *a posteriori* la pertinence :

« Le but était une implantation pérenne sur place. Parce que les gens qui n'ont vraiment aucun rapport avec nous, les gens qui sont complètement déclassés, ils ne viennent pas comme ça. Pour toucher ce genre de population, il faut s'implanter, il faut du temps, il faut de la confiance. Parce que la plupart des gens ont tellement l'habitude — on l'a entendu de partout — des 'bourges' qui viennent faire un petit tour pour voir les pauvres et puis s'en vont, qu'ils étaient vraiment très méfiants. (...)

¹⁹⁹ En particulier les travaux d'Erving Goffman ou de Richard Sennett aux États-Unis, ou plus récemment en France, d'Isaac Joseph ou de Cynthia Ghorra-Gobin.

²⁰⁰ Cf. : *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Editions La Découverte, 2017.

²⁰¹ Le Théâtre des Célestins étant subventionné par la Ville de Lyon, ne déployait pas jusqu'alors ses actions de médiation sur l'ensemble de l'agglomération.

Donc ça ne se fait pas comme ça, du jour au lendemain. Il faut au moins deux ou trois ans de travail. »²⁰²

Un « travail » qui n'a pu être mené à bien, dans ce cas, que par l'intermédiaire d'acteurs eux-mêmes enracinés sur le territoire vaudais (enseignants, tissu associatif local, mairie, équipements sociaux...) : « Il y a eu un énorme travail de Margaux et de ses camarades du service des relations avec le public, pour 'écrémer' toutes les associations et constituer la troupe », détaille Claudia Stavisky. « Toutes les associations, tous les liens sur le terrain, pour rameuter le plus de monde possible, mais surtout le monde le plus divers possible. Pour faire comprendre que je voulais une troupe pluriculturelle, pluridisciplinaire, plurigénérationnelle, pluriethnique, etc., je disais tout le temps, ce qui faisait rire tout le monde : 'Je voudrais et la pharmacienne et le vendeur de la barrette de shit au-dessus de la pharmacie.' » L'équipe du théâtre s'est appuyée pour ce faire sur une précédente expérience, qui avait permis de nouer des relations avec des publics de la banlieue. « Au Théâtre des Célestins, nous avons porté pendant plusieurs années un festival de théâtre international — Le Festival Sens Interdit — sur des sujets très engagés : mémoire, identité, résistance », rappelle Margaux Michaud. « Cela nous a permis, au fur et à mesure des années, de toucher des gens qui n'ont pas l'habitude d'aller au théâtre, et qui se déplaçaient parce que tout d'un coup, on parlait d'une communauté qui leur était proche. Grâce à ça, et à l'engagement des Célestins dans sa programmation, nous avons un fichier de gens de Vaulx-en-Velin, qui étaient venus une fois voir un spectacle de ce genre, par exemple sur l'Algérie. Nous avons envoyé un courrier à tous ces gens-là, et certains sont venus comme ça. » Mais l'équipe du service du public s'est aussi déplacée sur le terrain :

« On a fait des affiches, des flyers, on est passé par la mairie de Vaulx-en-Velin, ce genre de choses. J'ai fait aussi des déplacements au Centre social Georges Lévy, j'ai fait les marchés, j'allais au-devant des gens sur les places et je leur disais : 'Venez faire du théâtre aux Célestins ! Venez, venez, tous les samedis !' Après, on savait aussi que dans une ville comme celle de Vaulx-en-Velin, le bouche-à-oreille fonctionne beaucoup, et que les premiers qui allaient venir allaient en parler. C'est effectivement ce qui s'est passé, et cela a permis de rapprocher les gens. »²⁰³

La conduite des ateliers d'écriture et de jeu sur place, à Vaulx-en-Velin, a aussi permis de surmonter la défiance d'une partie des habitants vis-à-vis de la démarche : « Ils étaient sur leur territoire avec des salles qu'ils connaissent, des salles de proximité, centres sociaux, MJC..., c'était important », souligne Margaux Michaud. Des circulations ont également été organisées dans l'autre sens, entre la banlieue et le centre-ville, afin de « familiariser » aussi bien les apprentis comédiens que leur entourage avec ce lieu impressionnant qu'est la scène des Célestins : « Le premier mois d'atelier, on a créé des actions avec visites guidées gratuites du Théâtre des Célestins, ouvertes à toute la ville », raconte Margaux Michaud. « Quelqu'un qui n'avait pas envie de venir aux ateliers pouvait venir gratuitement faire une visite, parce qu'il y avait sa mère, son oncle ou son ami. » Trois cents Vaudais ont ainsi participé à une visite guidée pendant le temps de la démarche, et Naziha Chalabi se souvient encore de son émotion à cette occasion : « Quand on vous dit : 'On va jouer là', tu te dis 'Waouh !' » Les personnes retenues pour faire partie de la troupe et certains de leurs proches sont aussi venus assister à de nombreux spectacles professionnels, soit gratuitement, soit à des tarifs

²⁰² Entretien FRV100, 2017.

²⁰³ Idem note précédente.

préférentiels, précise Margaux Michaud : « *Tous les soirs de décembre jusqu'au spectacle, on a reçu des familles, des couples, des mères célibataires, des gens qui travaillent, des personnes plus âgées...* » « *Une fois on est venu à vingt-cinq, quelque chose comme ça* », se souvient Naziha Chalabi. « *À huit euros la place ! On a pu toucher des personnes autour de nous, on les a entraînés avec nous. C'est quelque chose de positif. Aujourd'hui encore, il y en a qui nous demande : 'Est-ce que t'as des trucs à huit euros ?'* »

Cette capacité accrue des participants et de leurs proches à se sentir à l'aise dans l'espace central d'une métropole qu'ils connaissent mal et où ils ne se sentent pas légitimes, fait sans conteste partie des effets inclusifs de l'expérience, comme le précise Margaux Michaux :

« Entre Vaulx-en-Velin et Lyon, rien que d'avoir des passerelles et des mobilités qui se développent, c'est important. Le fait d'avoir une autonomie, une prise de possession d'un territoire qui est autre, où tu as des repères qui sont autres. Surtout pour les collégiens, c'était vraiment un enjeu essentiel. Les enseignants nous racontaient qu'ils vont tous en stage de 3^{ème} dans le kebab ou la supérette d'à côté, parce qu'ils n'ont pas cette habitude de mobilité. Ou alors, ils vont à La Part-Dieu pour le shopping. C'est tout ce qu'ils connaissent... Ils ne sortent pas du quartier. »²⁰⁴

Pour en arriver là cependant, pour que le centre-ville et ses équipements culturels prestigieux progressent, dans l'imaginaire des habitants de la banlieue, comme de possibles biens communs à partager avec d'autres citoyens dont tout les éloigne par ailleurs, il a fallu ces trois ans de travail à partir du territoire qui était le leur. Et à vrai dire, il faudrait bien plus encore pour consolider ces acquis, estiment celles et ceux qui ont eu la chance de participer à l'expérience, et qui déplorent l'absence de continuité dans le temps de telles démarches :

« Il est important de ne pas laisser tomber les quartiers », insiste Naziha Chalabi. « Parce qu'on donne quelque chose... et après, quelqu'un d'autre vient, avec une autre politique et une autre mentalité, et les choses changent. Il faudrait que ces actions soient inscrites au-delà de la personne qui les porte. Au-delà du mandat. C'est très important, parce qu'on est sûr de l'humain, sur le fait de faire ou pas confiance à la politique. Parce que les gens de Vaulx, maintenant, ils vont nous surveiller, nous : 'Alors, il n'y a plus rien ? Ils vous ont utilisés comme les autres, ils ont eu ce qu'ils voulaient !' On aura beau se défendre... Il n'y a pas de suite. Jamais. Il n'y a pas de suivi. On suscite l'intérêt des personnes et après, il y a cette chute. S'il n'y a pas de suite, comment voulez-vous qu'on défende le truc ? Il faut toujours recommencer et c'est de l'argent perdu. »²⁰⁵

D'où l'appel aux pouvoirs publics pour qu'ils soutiennent dans la durée de telles initiatives : « *À Paris, par exemple, il y a les 'kiosques jeunes', où on a systématiquement des places pour tout événement culturel* », indique Mehdi Aït Hamoudi. « *Ce n'est pas supporté par les théâtres, c'est bien un engagement de la ville. Et cela ne concerne pas que les scolaires et les étudiants, mais tous les jeunes. Il serait bon que ce genre d'idées arrive aux oreilles des élus de Lyon.* » À défaut de tels soutiens publics, les habitants qui ont des idées pour agir en faveur de la concitoyenneté explorent d'autres pistes, ainsi que l'explique Naziha Chalabi, elle-même engagée dans le mouvement associatif à Vaulx-en-Velin : « *On a un projet d'écriture*

²⁰⁴ Idem note précédente.

²⁰⁵ Interview FRV100, 20 juillet 2017.

avec une fondation américaine, sur les relations police-citoyens et les minorités : les minorités ethniques sont-elles dans la police ou pas ? C'est l'Open Society Foundation, qui est sur New York. Si le projet est retenu, il y aura peut-être écriture et réalisation d'un petit court métrage... »

5/ Créer du commun à partir des conflits de normes

« Le droit peut faire socle dans des revendications. Il permet de se dire que, même si nous avons des divergences, on peut s'accorder sur ceci ou cela, parce que c'est ce que dit la loi française, ou ce que disent les conventions européennes. (...) Il permet de se distancier de son opinion personnelle, de comprendre par exemple qu'une posture professionnelle doit se fonder sur les droits et les libertés, qu'il faut mettre en tension pour arriver à quelque chose de juste et d'équilibré. Parce que, si c'est injuste et déséquilibré, on n'aura pas de paix sociale. »

Myriam Matari, avocate au barreau de Lyon, spécialiste du droit des discriminations

Autre registre d'action identifié lors de notre enquête : celui qui concerne la recherche de solutions aux conflits de normes ou de valeurs qui se font jour dans le rapport aux services publics ou dans le monde du travail. Ces conflits connaissent un développement notable en France et se développent dans divers domaines, en lien avec la diversification des modèles culturels qui inspirent désormais la population (normes de genres, normes alimentaires, normes éducatives, ou encore concernant la santé publique...) ; mais c'est surtout dans le champ des pratiques religieuses qu'ils ont pris de l'ampleur ces dernières années, en lien avec la montée en puissance de l'islam, en tant que religion comme en tant que référence culturelle d'un nombre croissant de personnes.

La question de savoir comment articuler les prescriptions religieuses des différents cultes avec les valeurs de la République, ou comment négocier, dans l'exercice quotidien d'un travail, entre normes minoritaires et norme majoritaire en la matière, est devenue cruciale pour nombre d'agents du service public, de managers et de chefs d'entreprises. Et elle a fondamentalement à voir avec le souci de concitoyenneté, dans la mesure où le modèle républicain français s'est construit, dès la fin du 19^e siècle, en affirmant une norme « *universelle* » contre les normes « *particulières* ». À la différence de ce qui se passe dans d'autres pays, l'affirmation de normes minoritaires (via les manières de s'habiller, de manger, de se comporter... en lien notamment avec la diversité religieuse), est interprétée comme une rupture avec ce modèle républicain, qui est censé « *faire nation* ».

Bien que le sujet soit régulièrement au cœur de l'actualité et ait soulevé ces dernières décennies de nombreuses polémiques, nous avons repéré dans le cadre de cette étude beaucoup moins d'initiatives concrètes partant de ces conflits de normes, que dans les autres domaines précédemment traités. Peut-être parce qu'il est plus compliqué d'agir en la matière ; parce que la publicité n'est pas recherchée par les acteurs collectifs ou les institutions qui mettent en œuvre ces solutions (collectivités locales, hôpitaux, armée, établissements scolaires, centres sociaux, associations, grandes et petites entreprises privées...) ; ou encore parce que les actions qui s'inventent ici et là n'apparaissent pas remarquables aux yeux de leurs promoteurs : elles font partie du fonctionnement « *intelligent* » ou « *raisonnable* », comme il est souvent dit, des services ou des lieux concernés.

Nous partons donc ici des quelques cas seulement que nous avons pu documenter au cours de notre enquête, pour évoquer la diversité des modes opératoires à l'œuvre dans ce registre — et renvoyons à d'autres travaux plus approfondis (notamment toute la littérature récente sur la question de « *la laïcité à la française* ») pour éclairer la problématique dans son ensemble.

Chartes, guides et formations : des outils pour gérer la diversité religieuse dans le monde du travail

Une première manière d'agir à propos de ces conflits de normes consiste à... éviter qu'ils ne surgissent, grâce à des mesures « *préventives* ». C'est ce que font certaines collectivités locales, des équipements socioculturels, mais aussi des entreprises privées, en sensibilisant leurs agents aux thématiques de la diversité, de la lutte contre les discriminations ou de la laïcité ; en dispensant des formations sur ces sujets ; ou en adoptant des chartes qui servent de cadres de références aux personnels concernés. La Métropole de Lyon a ainsi réalisé ces dernières années un important travail d'investigation à usage interne, en s'interrogeant sur les conflits de normes qui surgissent au sein de ses équipes (notamment les plus proches du terrain : voirie, action sociale...), mais aussi entre ses agents et les usagers des services publics métropolitains ; l'objectif étant de repérer les différentes situations conflictuelles qui se présentent et d'élaborer avec les personnels concernés des réponses pour mieux y répondre. À titre d'exemple des problèmes traités, on peut citer le cas de certaines femmes d'origine maghrébine, bénéficiaires du RSA qui estiment que leur rôle est de rester à la maison pour s'occuper des enfants et ne souhaitent pas chercher d'emploi. Pour les travailleurs sociaux qui les accompagnent, il est complexe d'articuler les normes légales républicaines qu'ils doivent mettre en œuvre, avec ces normes culturelles du pays d'origine, qui définissent la place des femmes dans la société. L'une des actions envisageables pour l'institution consisterait à mettre un terme à l'allocation ; mais les agents en charge de ces dossiers y répugnent généralement, au motif qu'il en résulterait un isolement et une précarité encore plus forte de ces femmes. Ils choisissent alors souvent de poursuivre l'accompagnement en travaillant à la transmission de la norme « *majoritaire* », qui valorise l'émancipation des femmes par le travail.

À la frontière entre le monde de l'entreprise et celui du service public, on peut également évoquer l'exemple des actions mises en œuvre par la SNCF, l'une des premières grandes entreprises françaises à avoir signé une Charte de la Diversité, en octobre 2004. Depuis, le groupe, qui affiche sa volonté de « *lutter contre toutes les formes de discriminations, conscientes ou systémiques, afin de garantir l'égalité des chances de tous (tes) les candidats (tes)* »²⁰⁶ à un emploi en son sein, a multiplié les actions visant à « *promouvoir la diversité* » et à « *valoriser les singularités* ». Des sessions de formation et de sensibilisation sont organisées pour aider les managers et les responsables des ressources humaines « *à repérer et à gérer de façon adaptée les situations liées à l'égalité de traitement ou au vivre ensemble.* » Elles sont l'occasion « *d'aborder la question des stéréotypes, de montrer de quelles manières les déconstruire, mais aussi de capitaliser sur le partage des bonnes pratiques.* » Un kit d'outils pédagogiques prêts à l'emploi (guides, vidéos, affiches...) a également été mis au point, pour « *aider les managers à sensibiliser leurs équipes et à renforcer les valeurs de SNCF fondées sur l'égalité, la laïcité et le respect mutuel* », et un *serious game* « *ProDiversité* » a été intégré dans les cycles de formation des salariés (jeu récompensé aux Trophées de la Diversité en 2016). Si ces mesures visent notamment à lutter contre le sexisme et à favoriser le recrutement de personnes en situation de handicap, elles ont aussi pour objet de diversifier les origines culturelles et sociales des employés de la SNCF, afin d'en faire « *une entreprise plurielle, à l'image de (ses) clients* ». Le groupe cherche notamment à favoriser le recrutement de jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la

²⁰⁶ Toutes les citations de ce passage sont extraites du site <https://www.sncf.com/fr/engagements/nos-valeurs/diversite-mixite>

ville, et mène diverses actions en ce sens : sensibilisation auprès des élèves dans les collèges et lycées pour faire découvrir les formations en alternance ; opérations de recrutement délocalisées dans les quartiers prioritaires, en collaboration avec les partenaires et les acteurs locaux de l'emploi. En lien avec cette politique de recrutement, et toujours dans un esprit de prévention, l'entreprise se préoccupe depuis quelques années de « *la gestion des situations en lien avec le fait religieux* ». Un « *guide d'application des principes de laïcité et de neutralité* » a ainsi été mis au point. Il définit la posture de l'entreprise sur la question, met à disposition des fiches pratiques abordant concrètement les situations les plus courantes et « *propose aux managers et acteurs RH²⁰⁷ la démarche générale à adopter, instaurant le dialogue comme préalable à toute intervention de leur part.* »

Au-delà d'une posture morale, de la part d'une entreprise publique qui se doit de donner l'exemple en matière d'inclusion des différentes fractions de la société française d'aujourd'hui, on peut voir dans l'ensemble de ces mesures une manière de prévenir des conflits de normes non seulement entre salariés, mais aussi avec les usagers. L'image donnée par l'entreprise, tout autant que les profils et les compétences humaines qu'elle se donne les moyens de réunir à travers sa politique de recrutement, peuvent en effet permettre de réduire ou d'éviter certaines revendications d'affirmation identitaires dans les interactions employés/usagers, de la part de personnes qui se vivent par ailleurs comme exclues du destin national.

Ce genre de démarche est également en cours dans certaines entreprises privées. Le groupe Paprec, leader français du recyclage, du traitement et de la valorisation des déchets industriels et ménagers, a ainsi intégré à son règlement intérieur une Charte de la laïcité et de la diversité en 2013. Avec plus de 8000 collaborateurs répartis sur plus de 200 sites en France et en Suisse, l'entreprise fondée en 1995 par Jean-Luc Petithuguenin²⁰⁸ et dont le siège historique se situe à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), a toujours pratiqué une politique de recrutement multiculturel, fruit d'une volonté explicite de son fondateur. Comme le rappelle Sébastien Ricard, Directeur du développement durable et des affaires publiques, interviewé en 2017,

« Jean-Luc est militant anti-raciste et militant de la diversité. C'est un patron charismatique qui a son franc-parler. Il a quitté la Générale des Eaux pour créer un groupe où il n'y aurait pas que la valeur financière ; avec l'idée que si on a une bonne diversité, si les gens sont fiers de leur boulot, ils bosseront mieux. La diversité, pour lui, c'est une source de richesse, ça permet de se challenger et d'avoir des façons de penser innovantes. La diversité des profils et les valeurs humaines, tout comme la reconnaissance du travail accompli, sont des valeurs positives qui servent le but de l'entreprise, dans un cercle vertueux. »²⁰⁹

Le groupe fait donc travailler ensemble depuis sa création des personnes issues de toutes origines. Et parce qu'il revendique parmi ses valeurs fondamentales « *la lutte contre toutes les discriminations* » et « *le respect des individus, dans la diversité de leurs opinions, de leurs cultures, de leurs religions, de leurs formations et leurs âges* », ses responsables ont été par-

²⁰⁷ Ressources humaines.

²⁰⁸ Qui préside toujours l'entreprise en 2018.

²⁰⁹ Interview FRV100, 2017.

ticulièrement attentifs aux conflits de normes qui ont commencé à se faire jour dans la société française, autour de la question religieuse. En 2010, Jean-Luc Petithuguenin décide d'anticiper sur d'éventuelles difficultés en la matière — alors même, rappelle Sébastien Ricard, qu'il « *n'y avait pas de problèmes de revendications communautaires chez Paprec* » à l'époque.

« Jean-Luc, s'est dit : 'Je n'ai pas de problème aujourd'hui dans ma boîte, si demain j'ai une demande de salle de prière (parce que sur certains sites, nous avons une forte proportion de collaborateurs de confession musulmane et qui sont pratiquants), a priori, moi qui suis à l'écoute de mes salariés et qui veux répondre à leurs attentes, je n'ai pas de raison de le leur refuser'. Il a alors décidé de consulter ses collaborateurs. Et ce qui l'a relativement surpris, c'est que ses directeurs et managers — que ce soient les directeurs d'agences, donc proches du terrain, des directeurs régionaux ou des membres de la direction centrale — tous lui ont dit : 'Non, surtout pas ! Si vous accédez à une demande particulariste, ce sont les deux ou trois extrêmes de l'équipe qui vont l'emporter. Alors que vous avez réussi à créer une boîte où tout le monde se respecte, quelle que soit la confession, l'opinion politique, l'origine, l'endroit où vous habitez, ce que font vos parents, vos diplômes, etc. Tout ça, on s'en fiche, la seule chose qui compte dans la boîte, c'est le mérite, le travail accompli !' (...) Il a alors décidé de mener une série de débats informels dans ses agences, pour consulter ses collaborateurs de terrain. Et c'est le même son de cloche qui lui est remonté aux oreilles. Deux ou trois collaborateurs, en particulier, des personnes ayant le statut de réfugiés politiques ou ayant fui la guerre dans leur pays, lui ont dit : 'Tu sais Jean-Luc, nous, on est plusieurs à être venus en France pour une chose : la laïcité'. Il a entendu ça, et il s'est rendu compte que la laïcité, c'est un concept français extrêmement fort, qui permet de garantir que l'on puisse vivre ensemble : le fait que chacun peut avoir sa foi, sa croyance, son obéissance religieuse, politique ou autre, sans avoir à en rendre compte à personne, ni à son voisin ni à qui que ce soit. Il a beaucoup réfléchi sur cette valeur, et il s'est dit finalement que ce concept, qui est l'apanage de la sphère publique, pouvait être la réponse à d'éventuels conflits. »

C'est donc dans une logique préventive, pour « *protéger* » ses employés, et notamment ses managers, de complications à venir, que Jean-Luc Petithuguenin a imaginé mettre au point une « *Charte de la laïcité et de la diversité* » dans l'entreprise.

« Parce qu'au vu de la loi aujourd'hui en l'état, justifier par exemple une interdiction du port de signes religieux pour des raisons de sécurité, c'est possible, mais c'est extrêmement compliqué », souligne Sébastien Ricard. *« Et cela demande beaucoup de courage de la part du manager de terrain, le premier confronté, en règle générale le chef d'équipe. Dire à quelqu'un : 'Non, là tu exagères, tu fais du prosélytisme, tu déranges l'équipe, donc tu arrêtes', cela peut l'amener au conflit avec la personne en question, il peut avoir peur de se faire casser la gueule. Et cela demande aussi beaucoup de confiance : confiance en soi et confiance envers sa hiérarchie. (...) Donc, Jean-Luc s'est dit que les managers n'avaient pas d'outils clairs fournis par la loi ou le règlement intérieur. »*

La laïcité, « *valeur républicaine qui s'applique dans la sphère publique* » apparaît alors comme une base à partir de laquelle l'entreprise Paprec pouvait tenter de « *formaliser la politique menée depuis 20 ans, [au travers] d'un ensemble de documents qui serviraient d'outils et de garantie aux managers en cas de problème.* » Mobilisé sur la question à partir de 2012, le comité exécutif de l'entreprise s'est inspiré de la Charte de la laïcité mise au point à l'époque par le Ministère de l'Éducation Nationale à l'intention des établissements

scolaires, pour rédiger sa propre charte. Une « cinquantaine de débats » ont ensuite été organisés dans les agences locales, « pour expliquer la démarche et réexpliquer la politique du groupe ». À l'issue de cette phase de débats, qui s'est déroulée sur près d'une année, l'intégration du document au règlement intérieur a été soumise au vote des instances représentatives du personnel (représentants syndicaux), qui ont approuvé la proposition « à l'unanimité », en décembre 2013. « On a eu un vote à 100 % », rappelle Sébastien Ricard, « y compris de la part des délégués CGT, et malgré les consignes de leur centrale, parce qu'ils connaissent le patron, parce qu'ils connaissent cette boîte. » Ce succès, qui s'explique selon lui à la fois par le travail de « pédagogie » mené à tous les niveaux de l'entreprise et parce que « ces valeurs de laïcité et de diversité étaient déjà celles du groupe », n'était pourtant pas évident. En pleine controverse sur l'affaire de la crèche Baby-Loup²¹⁰, la démarche créait en effet un précédent, en promouvant une conception restrictive de la laïcité pouvant entrer en contradiction avec le principe de liberté religieuse inscrit dans la loi, et en appliquant à des salariés du secteur privé le principe de neutralité qui s'impose en France aux seuls agents de l'Etat et des collectivités publiques. « À l'époque, on aurait pu se faire retoquer le règlement intérieur d'un point de vue juridique », estime d'ailleurs Sébastien Ricard.

« Ils étaient dans une interprétation du droit qui était des plus restrictives, à la limite de la discrimination », remarque de son côté Myriam Matari, avocate au barreau de Lyon. « C'est-à-dire que si je veux travailler chez Paprec, je renonce en gros à mon droit à la liberté religieuse, qui est consacré par des conventions internationales. Cela crée un pouvoir de l'employeur sur mes droits et libertés qui est quand même assez conséquent », souligne l'avocate.²¹¹ « Il était donc possible de s'attendre à une réaction fortement négative de la part d'une proportion importante de salariés, à des revendications, voire à un blocage social », fait aussi remarquer Jean-Didier Moneyron, qui s'est penché sur le cas dans son mémoire de recherche sur la « bienveillance » dans l'entreprise.²¹² S'il n'en a rien été, c'est parce que des pratiques « intelligentes » de gestion de la diversité étaient installées depuis longtemps dans le groupe, estime Sébastien Ricard :

« Parfois, on nous reproche d'avoir interdit du jour au lendemain [certaines pratiques], alors que non, cela n'a rien changé du tout ! On a des gens qui travaillent dans la boîte depuis 20 ans, ils ont vu le groupe se construire, ils ont vu comment ça fonctionnait. La charte, elle formalise ce que l'on faisait avant. C'est un outil à destination de nos managers, un cadre qui pose les choses. Ça leur donne un peu une limite : ils savent où sont les bornes ; et aussi qu'ils auront le soutien de la hiérarchie en cas de souci, pour trouver la solution adéquate. Mais sinon ça ne change rien... On n'a pas demandé à des femmes voilées de retirer leurs voiles, parce qu'en fait, on n'avait pas de femmes voilées dans l'entreprise, et il n'y avait pas de demande de

²¹⁰ https://www.lesechos.fr/25/06/2014/lesechos.fr/0203594171148_baby-loup---la-justice-donne-tort-au-final-a-la-salariee-voilee.htm#3iFDBKXAlDVtk1vB.99

²¹¹ Dans le cadre d'un entretien accordé à FRV100 en 2017, et tout en alertant sur « les dérives par rapport aux droits fondamentaux » que représentent de telles initiatives. Myriam Matari regrette également que « la loi El Khomri ait introduit le principe de neutralité dans les règlements intérieurs des entreprises, là où la Cour de Cassation avait dit que c'était réservé à l'Etat et aux missions de service public. (...) Plus on veut anticiper des situations de risques, plus on rogne sur les libertés. Parce qu'on anticipe sur des faits qui ne sont pas existants et réels, mais qui sont présumés et préjugés. Juridiquement, [le fait d'anticiper] est le pire ennemi des droits et des libertés. »

²¹² « Vers une organisation bienveillante du travail », mémoire de recherche de master 2 en management, juin 2015. Université de Nantes.

salle de prière à l'époque non plus. Donc, ça a été bien reçu parce qu'on a été dans l'anticipation d'éventuels problèmes, et parce qu'on a toujours eu une gestion bienveillante du fait religieux dans notre entreprise. »²¹³

Interrogé plus précisément sur la manière dont est gérée aujourd'hui la question des pratiques liées aux fêtes religieuses, le Directeur du développement durable et des affaires publiques de Paprec détaille les raisons pour lesquelles les règles internes édictées en 2013 bénéficient d'une bonne acceptabilité de la part du personnel de l'entreprise :

« Quand vous avez un état d'esprit, des valeurs de respect, de diversité, de travail qui sont celles de Paprec, ça se passe plutôt bien, parce que évidemment on discute avec ses collègues de travail, évidemment on a en tête comme tout chef d'entreprise les différents calendriers religieux. C'est-à-dire que si demain, c'est la fin du ramadan, et qu'un collaborateur qui fait le ramadan a envie d'apporter des gâteaux, comme c'est la tradition, pour les partager avec son équipe, il n'y a aucun problème. Si quelqu'un veut faire partager sa culture, dans le cadre d'un moment convivial, évidemment que l'entreprise en est le lieu. Mais cela suppose de demander l'autorisation à son chef, d'inviter tout le monde et pas seulement une partie des collaborateurs de l'entreprise, et que cela soit sur un temps de pause. Ce sont des règles de savoir-vivre finalement assez basiques ! (...) De même, quand dans une équipe, certains veulent prendre un congé le jour de la fête de Kippour, ce qui nous importe, c'est qu'ils s'arrangent avec leurs collègues pour que l'équipe continue à tourner. Et en fait, ça se passe comme ça la plupart du temps. Ils ont discuté entre eux, l'un a dit : 'Le 25 décembre, moi je m'en fous, donc je travaille, par contre le jour de Kippour, toi tu t'en fous, donc tu travailles'..., et voilà ils s'arrangent entre eux. La seule chose qui importe c'est : 'Est-ce que si tu prends ce jour de congé, l'équipe avec laquelle tu travailles continue à tourner ?' Pour dire oui ou non, on se base uniquement sur des critères objectifs professionnels. On ne veut pas savoir si c'est pour motif religieux ou autre. C'est tout l'intérêt de cette charte : c'est un outil managérial, mais on continue à faire les choses intelligemment avec nos équipes. On fait intelligent, on se respecte, on discute, parce qu'on est là avant tout pour travailler, créer de la valeur. Et tous les à-côtés, comme le fait de créer de la convivialité pour souder l'équipe, sont importants dans cette logique. »²¹⁴

Le même principe « d'intelligence » préside à la politique adoptée en ce qui concerne les repas dans l'entreprise :

« Que ce soit à la cantine tous les jours ou lors de moments festifs, quand un pot est organisé pour les vacances, par exemple, on ne va pas faire de provocation : on ne va pas mettre que du porc, de même qu'on ne va pas mettre de la viande dans tous les plats, parce que vous pouvez avoir quelqu'un qui est végétarien. Si on fait un plateau de charcuterie/fromage, on va veiller à ce que la charcuterie ne soit pas en contact avec d'autres aliments, ce qui empêcherait les personnes musulmanes de manger... On fait simple, en fait. On ne fait pas de menus 'de substitution', on ne va pas mettre de la viande halal, mais on fait attention à ce que tout le monde puisse manger de manière équilibrée, en mangeant ce qu'il veut. On ne va pas nier votre existence d'individu, surtout pas chez Paprec, car on a une politique de diversité extrêmement forte. Mais, le motif religieux n'a pas lieu d'être dans une entreprise, on est là pour bosser. »

²¹³ Interview FRV100, 2017

²¹⁴ Interview FRV100.

Garantie du bien vivre ensemble au travail, cette politique « *pragmatique* » de gestion de la diversité culturelle et religieuse est donc vue chez Paprec comme un moyen d'augmenter les performances collectives et individuelles des salariés. Mais l'intention va visiblement plus loin, avec l'idée qu'une entreprise « *plurielle* » peut contribuer à la diffusion de valeurs pouvant faire socle commun dans la société française, par son exemple, et par les témoignages que ses salariés livrent dans leur entourage. C'est du moins ce que suggère Sébastien Ricard lorsqu'il assimile l'intégration de la Charte au règlement intérieur de Paprec à un « *acte militant* » :

« On a parlé de 'Charte de la laïcité et de la diversité', c'est à dire qu'on est allés plus loin que le devoir de neutralité, qui peut, selon les cadres juridiques nationaux ou européens, s'appliquer à la sphère privée. Si on avait parlé de Charte de la neutralité, on serait totalement dans les clous juridiques. Mais ce serait beaucoup moins fort [Ce que l'on promeut], c'est vraiment la conception française de la laïcité. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de nier les cultes, ou l'existence des religions, mais juste de dire qu'on n'en reconnaît aucune plus qu'une autre. Chacun a la croyance qu'il veut, chacun exerce son culte comme il veut ou n'en exerce aucun, on s'en fout ! Je pense que les gens qui vivent en France ont bien compris ce que c'était que la laïcité, en tout cas les gens qui travaillent chez nous. »²¹⁵

Expérimenter des solutions pragmatiques, pour répondre à l'enjeu d'égalité à l'école

En France, à la différence d'autres pays moins marqués par l'idéalisme républicain, l'école apparaît comme un terrain particulièrement propice à l'émergence de ces conflits de normes autour du fait religieux. La question des repas dans les cantines, notamment, est source de nombreux conflits, dont certains ont été instrumentalisés au cours des dernières années par des médias, des partis politiques ou des groupes de parents. Le sujet demeure sensible à l'heure où l'on écrit, alors même que nombre de collectivités locales et d'établissements scolaires ont trouvé depuis longtemps des solutions « *pragmatiques* », qui permettent de répondre aux attentes de l'ensemble des parties concernées. Ainsi à Lyon, un système de repas végétariens a été mis en place dans les cantines scolaires de la ville dès 2008, grâce à une démarche ouverte, s'appuyant sur la collaboration des représentants des différents cultes présents dans la ville. À l'occasion du dépôt d'une proposition de loi par le député Yves Jégo, qui souhaitait en 2015 qu'une telle mesure soit systématiquement étendue dans les cantines scolaires du pays pour éviter les polémiques persistantes « *autour des plats sans viande de porc* », un reportage de France 3 mettait ainsi en évidence le cas lyonnais, en expliquant que dans cette ville,

« Les écoliers doivent annoncer la couleur à l'entrée du réfectoire. Un tiers d'entre eux va recevoir une carte de couleur bleue, qui précise qu'ils peuvent avoir un repas sans viande. Certains enfants l'ont choisie en raison d'une pratique religieuse, d'autres parce qu'ils sont végétariens ou n'aiment pas la viande, ou tout simplement parce que leurs parents leur laissent le choix de leur menu. Ce système (...) a permis de convaincre tout le monde, tout en évitant d'éventuelles polémiques religieuses ou écologiques. Parmi les 26 000 repas distribués chaque jour, 9000 ne contiennent pas

²¹⁵ Interview FRV100, 2017.

de viande, mais d'autres sources de protéines : poisson, œuf, ou produit végétal comme le tofu. »²¹⁶

Une pratique qui ne relève pas, estime l'avocate Myriam Matari, de « l'accommodement normatif »²¹⁷, mais seulement d'une réponse à « l'exigence d'égalité » imposée par la loi française :

« Il ne s'agit pas d'aménagements de droit spécifiques, au sens de ce que prévoit la directive européenne, et qui n'existent en France que dans le domaine du handicap. (...) En matière religieuse, on peut considérer que la proposition de viande halal, qui a éventuellement existé dans certaines cantines scolaires, qui existe dans des centres sociaux, dans des entreprises..., là où cela ne pose pas de problèmes, relève d'accommodements raisonnables. Mais par contre, l'offre de repas sans viande, ou ce qu'on a appelé les 'repas de substitution' (je n'aime pas ce terme parce que cela veut dire que la norme, c'est la viande et que celui qui mange des œufs n'est pas dans la normalité, mais se substitue au normal), ces repas qui permettent de répondre à des exigences religieuses, ce n'est pas un accommodement raisonnable. C'est un principe d'égalité. Quand vous mettez en place une cantine, que vous offrez la possibilité à des gens de manger et que vous ne proposez pas des aliments qui peuvent être mangés par ces personnes, forcément vous discriminez. Vous savez très bien que les personnes qui mangent casher ou halal, les végétariens, les végétaliens, tout ce public ne peut pas manger. Votre offre n'est pas dans l'égalité réelle, elle est dans une égalité formelle. (...) Mais pour ce que je vois sur les territoires, ces questions sont souvent résolues à travers une forme de bonne intelligence, ou d'offres alternatives. »²¹⁸

L'espace scolaire français ne fournit pas tant d'exemples, pourtant, de ces solutions de « bonne intelligence », tant il est marqué par le clivage entre enseignement public et enseignement privé ; le premier ayant construit une bonne part de son identité sur une conception « exclusive » de la laïcité, qui tient à évacuer le fait religieux de l'école. Pour cette raison, de nombreuses familles de confession ou de culture musulmane inscrivent désormais leurs enfants dans des écoles privées, réputées plus tolérantes vis-à-vis de la diversité des pratiques religieuses ; quitte à faire des efforts financiers pour cela. Outre les établissements catholiques, qui accueillent une bonne partie de ces élèves, et ceux, peu nombreux, qui relèvent des cultes juif et musulman, on voit émerger depuis quelques années des écoles « aconfessionnelles ». Le réseau Espérance banlieues, fondé en 2012, en rassemble plus d'une quinzaine en France, la première ayant ouvert à Montfermeil, en banlieue parisienne, d'autres à Marseille, Roubaix, Angers, Toulouse, Asnières, Orléans... ou encore à Pierre-

²¹⁶ https://www.francetvinfo.fr/france/des-repas-vegetariens-dans-les-cantines-scolaires_1118099.html

²¹⁷ Terme inspiré de la notion « d'accommodement raisonnable », en vigueur au Canada, où « les employeurs et les fournisseurs de services sont obligés de rechercher activement une solution permettant à un employé, un client ou un bénéficiaire d'exercer pleinement ses droits ». Dans ce pays, la Charte des droits et libertés de la personne « rend obligatoire de répondre à une demande d'accommodement raisonnable dans une situation de discrimination fondée sur le handicap, la religion, l'âge, le sexe ou tout autre motif interdit par la Charte. (...) L'accommodement raisonnable peut signifier qu'on aménage une pratique ou une règle générale de fonctionnement ou que l'on accorde une exemption à une personne qui se trouve dans une situation de discrimination et qui en fait la demande. (...) Adapter un poste de travail aux limitations d'un employé ; autoriser une journée de congé pour permettre la participation à une fête religieuse ; offrir des soins adaptés aux besoins des patients ; fournir les outils d'apprentissage nécessaires aux élèves ayant un trouble d'apprentissage ou de comportement ; modifier un menu en tenant compte de restrictions alimentaires », constituent « des exemples courants d'accommodements raisonnables ». En savoir plus : [L'obligation d'accommodement raisonnable](#)

²¹⁸ Entretien FRV100, 2017.

Bénite, dans l'agglomération lyonnaise. Faisant partie des écoles hors contrat²¹⁹ (ou « *indépendantes* »), ces établissements, qui accueillent des élèves du CP à la 3^{ème} entendent offrir une alternative au système public français, jugé « *gravement inégalitaire* ».

👉 Voir fiche initiative jointe en annexe

Les promoteurs d'Espérance banlieues (dont le chef d'entreprise Eric Mestrallet, président-fondateur, et des figures médiatiques comme Harry Roselmack, Jamel Debbouze, Alexandre Jardin...) s'inspirent de modèles en vigueur à l'étranger pour « *lutter contre le décrochage scolaire des enfants issus de l'immigration* », en mettant l'accent sur « *l'inclusion* » et l'éducation à la citoyenneté. La pédagogie est adaptée, en vue de prendre en compte la « *double culture* » des élèves et de leur « *redonner confiance* », condition pour en faire « *des citoyens au service de la communauté nationale* ». Les parents sont étroitement impliqués dans le projet éducatif; des « *règles de vie structurantes* » sont imposées (port de l'uniforme, lever quotidien du drapeau français, groupes inter-âges et interculturels...) pour mieux inculquer à la fois le sentiment d'égalité entre les élèves et « *l'attachement à la culture française* ». Et des solutions « *issues du terrain* » sont mises en avant pour concilier l'accueil des enfants « *tels qu'ils sont* » avec le respect de la neutralité religieuse et pour « *apaiser les tensions autour du port du voile ou du halal* » : bandana dans l'uniforme des filles, repas confectionnés par les parents... Ce qui ne va pas, on s'en doute, sans susciter de polémiques dans les milieux éducatifs et politiques.²²⁰ Sous surveillance de l'Éducation Nationale, le modèle continue pourtant d'essaimer, puisqu'une trentaine de nouvelles écoles Espérance banlieues sont en projet sur le territoire national en 2019.²²¹

Se mobiliser collectivement et s'appuyer sur le droit pour mettre en discussion la norme dominante

Si la prévention, la sensibilisation, la gestion « *en bonne intelligence* » ou l'expérimentation de solutions alternatives permettent d'éviter que bon nombre de conflits de normes autour des pratiques religieuses ne dégénèrent dans notre pays, elles ne sont pas toujours suffisantes. Dans certains cas, c'est la négociation qui permet de traiter ces conflits et de régler le différend entre les parties prenantes — avant qu'ils n'en entraînent de plus graves conséquences (affrontements individuels verbaux ou physiques, procédures judiciaires, accroissement du sentiment d'exclusion, réactions de repli identitaire...). Encore faut-il que cette négociation entre acteurs défendant des conceptions diverses de leur liberté, la possibilité

²¹⁹ Un établissement scolaire privé hors contrat est un établissement qui n'a pas signé d'accord de convention avec l'État, contrairement aux écoles privées sous contrat et, bien sûr, à l'école publique. Il ne reçoit donc aucune subvention de l'État et possède une certaine autonomie quant aux programmes scolaires, ainsi qu'une grande liberté quant à la méthode pédagogique. Les écoles hors contrat scolarisaient quelque 73 000 élèves dans le primaire et le secondaire en 2018 en France, sur un total de 12,5 millions. Malgré les coûts supplémentaires d'une scolarité pour les familles, le secteur connaît un succès croissant : le nombre de nouvelles écoles hors contrat a été multiplié par quatre en sept ans. Source : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/08/31/hors-contrat-comment-comprendre-le-succes-des-ecoles-alternatives_5348308_4355770.html

²²⁰ Voir par exemple : <https://www.nouvelobs.com/education/20170315.OBS6637/innovantes-ou-reac-5-questions-sur-les-ecoles-esperance-banlieues.html>

²²¹ <https://www.esperancebanlieues.org/les-ecoles/>

d'adopter ou de refuser telle ou telle norme sociale au nom de leur appartenance culturelle ou religieuse, soit possible. Cela suppose entre autres que les acteurs en présence parviennent à faire entendre la légitimité de leurs arguments. Un travail évidemment difficile pour les défenseurs de normes considérées comme minoritaires dans la société française, lorsqu'ils tentent de contredire la norme dominante. Deux modes opératoires paraissent utiles, pour que puisse s'installer une telle dynamique de mise en négociation publique des normes sociétales : la mobilisation collective d'une part (le fait de rassembler du monde autour de certains arguments) ; et le recours au droit en tant que savoir partagé, d'autre part.

On prendra l'exemple d'une initiative menée par un groupe de femmes parents d'élèves du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, pour expliquer en quoi ce genre d'action peut contribuer à accroître le sentiment de concitoyenneté au sein de la population française, de plus en plus soumise à la diversification de ses modèles culturels et religieux. C'est autour de la question de l'accompagnement de sorties scolaires par des mamans portant le foulard, signe de leur appartenance à la religion (ou à la culture) musulmane, que s'est noué le conflit en question, en 2012. Soit plus de vingt ans après les polémiques qui avaient divisé la société française, à propos de l'admission ou non, dans les établissements scolaires publics, de jeunes filles portant ce même foulard.²²² Entre-temps, la loi de 2004 « *encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics* » a interdit le port de tout signe religieux « *ostensible* » de la part des élèves, garçons et filles, dans l'enceinte des établissements.

Le port du foulard dans l'espace public, en revanche ne contrevient aucunement à la loi française, et de plus en plus de femmes et de jeunes filles musulmanes ont adopté cette pratique au fil des ans, comme chacun a pu le constater. C'est donc avec surprise que, peu avant la rentrée scolaire de 2012, des mères de famille musulmanes du Blanc-Mesnil apprennent, par une pétition circulant dans leur quartier, que celles d'entre elles qui portent le foulard ne pourraient plus participer aux sorties avec leurs enfants. Choquées, elles réclament des informations sur une mesure qu'elles estiment injuste, voire discriminatoire, pour elles-mêmes comme pour leurs enfants. Mais ce n'est qu'après la rentrée, alors que trois d'entre elles sont élues déléguées de parents, que le directeur de l'un des établissements concernés les convie dans son bureau. Il leur confirme la mesure, en expliquant qu'elle est basée sur une circulaire nationale, que certains conseils d'école ont décidé d'inscrire dans leur règlement intérieur.²²³ Les trois mères de familles décident alors d'en parler avec des femmes dont les enfants sont scolarisés dans d'autres écoles de la commune, et qui se trouvent dans la même situation d'exclusion. Elles se réunissent au centre socioculturel de leur quartier, la Maison des Tilleuls, et commencent à argumenter entre elles, avec des mots qui seront repris plus tard dans un texte expliquant leur démarche ²²⁴ :

« Que s'est-il passé entre cette année et l'année dernière ? Nous avons déjà toutes accompagné une sortie scolaire, personne ne s'est plaint. Ce traitement particulier affecte nos enfants. L'inspecteur d'Académie nous a dit que c'était à nous d'expliquer aux enfants, mais nous n'avons pas voulu de cette situation, et puis comment l'expli-

²²² Pour mémoire, voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Voile_islamique_dans_les_%C3%A9coles_en_France

²²³ Un passage de la circulaire Chatel de 2012 concernant les parents d'élèves qui accompagnent les enfants lors des sorties scolaires, pouvait en effet être compris comme faisant d'eux des participants à l'exécution d'une mission de service public, ce qui les aurait obligés à ne pas porter de signes religieux ostentatoires. Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Circulaire_Chatel

²²⁴ <https://paris.demosphere.eu/files/docs/f-00d2157d8f-empty-fname.pdf>

quer à nos enfants ? Alors, certaines mentent, car comme l'explique une nouvelle habitante, mère de deux enfants à l'école J. Guesde : 'Je ne veux pas que mes enfants aient une 'haine' contre l'école, qu'ils différencient les enfants en fonction de leur religion. L'école est un lieu où on apprend à vivre ensemble, la tolérance..., mais avec cet interdit, c'est l'incompréhension et la haine qui prennent place.' »

« En nous excluant des sorties scolaires, c'est notre rôle de parents qui est remis en cause. Nous interdire les sorties scolaires c'est un peu nous dire : 'Vous êtes de mauvais parents'. (...) Cette circulaire affirme dans un même mouvement qu'il faut tout faire pour améliorer l'implication des parents, et nous empêche de participer aux sorties scolaires. Nous sommes prises dans cette contradiction. Si accompagner une sortie scolaire n'est pas la seule façon de s'impliquer en tant que parents, cela y participe. Le partenariat école/parents est un gage de réussite, nous revendiquons ce partenariat (...). Nous sommes et voulons être considérées comme des co-éducateurs. »

« Nous ne sommes pas démissionnaires, mais en nous excluant, ça pousse à démissionner, puisqu'on ne se sent pas important. (...) Ils parlent d'intégration, d'investissement. Mais n'en parlons pas si les parents sont exclus du système scolaire. »

C'est ainsi que naît, avec le soutien de la Maison des Tilleuls, le collectif Sorties scolaires, avec nous !,²²⁵ qui rassemble une vingtaine de mères et commence à prendre la parole publiquement. Comme dans d'autres cas similaires, les professionnels du centre socioculturel se sentent très démunis pour accompagner, sur le plan juridique et politique, les mamans concernées. Le directeur du centre, Olivier Canzillon, en lien avec la Fédération des Centres sociaux de France et dans le cadre d'une action soutenue financièrement par l'Acisé²²⁶, décide alors de s'appuyer sur des ressources extérieures. Il sollicite un sociologue travaillant sur les questions de discriminations, Olivier Noël²²⁷ — qui lui-même mettra le collectif en contact avec une professionnelle du droit. Ce sera Myriam Matari, avocate au barreau de Lyon et par ailleurs membre de l'association ARCAD²²⁸, spécialisée dans l'accompagnement juridique des personnes victimes de discrimination.

« C'est comme ça qu'est née une formation pour ce collectif de femmes voilées, qui souhaitaient, avant d'agir, stratégiser leur lutte pour défendre leurs droits », rappelle l'avocate. « Il s'agissait de les aider à comprendre les enjeux socio-historiques, avec un sociologue, et de savoir ce qu'il en était concrètement du droit, pour avoir une vision plus éclairée. (...) Cela leur permettait d'être outillées pour aller aux réunions, de défendre leur point de vue sur des bases sociologiques, historiques, juridiques, objectives. De se distancier, en somme, pour ne pas se sentir dans quelque chose d'uniquement émotionnel. Parce que c'était très violent à gérer pour elles, et pour les enfants aussi. Elles avaient besoin d'être outillées pour pouvoir se dire : 'Ce n'est pas

²²⁵ D'autres collectifs se constituent à la même période ailleurs dans le pays, pour réclamer l'abrogation de la circulaire Chatel. On peut notamment citer le collectif *Mamans Toutes Egales* (MTE) centré sur Montreuil (2011) ; le collectif *Toi plus moi plus ma maman*, fruit des mobilisations de mères exclues des sorties à Méru, dans l'Oise, entre 2013 et 2014 ; ou encore le collectif *Mon enfant, l'école et moi*, constitué en juin 2014 à Argenteuil, dans le Val d'Oise.

²²⁶ Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

²²⁷ Maître de Conférences à l'Université de Montpellier et chercheur associé à l'ISCR, Institut Social et Coopératif de Recherche Appliquée.

²²⁸ Créée en 2003 à Villeurbanne (Rhône). Voir : <http://arcad69.free.fr/Association.htm>

uniquement du ressenti, j'ai une légitimité dans ce que je ressens, dans ma parole, parce qu'il y a des gens qui travaillent sur ces questions, parce qu'il y a un vrai débat de société actuel. Ce n'est pas uniquement entre mon chef d'établissement et moi, ce n'est pas une question personnelle.' Et puis, le droit et le langage juridique pouvaient permettre de construire un discours commun. Parce que même dans leur collectif, il y avait des tensions, entre certaines qui avaient des points de vue plutôt clivants, d'autres qui voulaient établir des ponts et des passerelles, etc. Le droit peut faire socle dans des revendications. Il permet de se dire que, même si nous avons des divergences, on peut s'accorder sur ceci ou cela, parce que c'est ce que dit la loi française, ou ce que disent les conventions européennes. »²²⁹

Lors de cette formation, les femmes du collectif comprennent entre autres qu'une circulaire n'est pas une loi ; que les établissements n'étaient pas obligés d'adopter celle-ci dans leur règlement intérieur ; que la « *laïcité à la française* » peut s'interpréter de bien des manières. Elles élaborent alors un petit document écrit (4 pages) qui clarifie tous ces points et qui leur servira à dialoguer avec les chefs d'établissements, mais aussi, plus largement, avec leur entourage, et en particulier avec leurs enfants :

« L'idée, c'était d'avoir une base pour pouvoir défendre leurs droits devant les institutions, pour pouvoir aussi peut-être tenir un discours à leurs enfants », explique Myriam Matari. « Parce qu'elles étaient démunies face à certains d'entre eux, qui disaient : 'Mais en fait, c'est du racisme !' Les mamans disaient : 'Je ne veux pas que mes enfants entrent dans un schéma de haine et de racisme, mais en même temps je ne peux pas non plus leur dire que la violence avec laquelle on nous rejette devant les enfants est quelque chose de normal.' Comme le chef d'établissement était mal à l'aise lui aussi sur cette question ('On n'a pas à expliquer, on nous a dit que c'était une circulaire'), ces mamans étaient entre les institutions et leurs enfants, et il fallait qu'elles construisent un discours. »²³⁰

²²⁹ Entretien FRV100, 2017.

²³⁰ Interview, FRV100, 2017.

Extrait du document réalisé par les femmes du collectif « Sorties scolaires avec nous ! »²³¹

« Ce que nous avons retenu de notre rencontre avec Myriam Matari » :

- Qu'il s'agissait d'une circulaire : une circulaire est un texte interne, ici à l'Éducation Nationale. Comme tout texte réglementaire, elle doit respecter la 'hiérarchie des normes' : elle ne peut contredire la loi, qui elle-même ne peut contredire les textes européens et internationaux ratifiés par la France.

- Ce qu'est la neutralité : seul l'État est soumis à la neutralité ; par extension ses représentants (fonctionnaires, salariés ayant des missions de service public) y sont aussi soumis.

- La liberté religieuse : un droit fondamental. Il s'agit du droit à croire ou ne pas croire, et du droit de manifester cette croyance (ou non croyance) dans l'espace public. Quasiment rien en France ne peut l'entraver. Seul le principe de neutralité du service public et la sécurité publique peuvent restreindre ce droit.

- Les droits de l'enfant : comme la liberté religieuse, c'est un droit fondamental. Les droits de l'enfant sont supérieurs 'à tous'. Ainsi l'article 3-1 de la convention des droits de l'enfant rappelle que 'dans toutes les décisions qui concernent les enfants, (...) l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.'

C'est grâce à cet « *outillage* » théorique (et aux conditions bienveillantes dans lesquelles il a été délivré : au sein d'un équipement de proximité, par des professionnels militant contre les discriminations et désireux de partager leur savoir) que les femmes du collectif du Blanc-Mesnil ont pu faire valoir auprès de certains directeurs d'école le caractère discriminatoire de la norme qui avait été édictée sur la base de la circulaire Chatel — et ainsi regagner leur droit à accompagner leurs enfants, tout en portant le foulard.

« Du fait de leur discours construit, plus distancié, des établissements ont pris conscience de cette dualité entre différents principes », raconte Myriam Matari. « Ils avaient mis en œuvre une circulaire comme si c'était une loi, et alors que cette circulaire disait que les chefs d'établissements peuvent (et non pas doivent) interdire à une personne de venir avec un signe ostentatoire, si et seulement si cela trouble ou désorganise le service. En gros, cette circulaire ne disait rien de plus que ce que la loi a toujours dit ! La loi et les conventions internationales ont toujours dit qu'on avait une liberté religieuse dès lors que l'on ne dépassait pas certaines limites et exceptions. (...) Donc, quand ces femmes sont arrivées en déconstruisant tout ça, en repartant du texte qui dit 'peut', 'dans le cas où', eh bien, certains chefs d'établissements ont dit : 'Ah, OK, donc nous, on n'est pas obligés d'interdire, en fait'. Je pense qu'il y avait une vraie méconnaissance du droit de leur côté également. L'Éducation Nationale fonctionne beaucoup par circulaires : le ministre donne des injonctions, et les fonctionnaires appliquent... Donc le fait de se poser et de dire : 'Attendez, on va vous montrer que ça peut être interprété différemment', cela permettait de redonner une marge de manœuvre aux chefs d'établissement — du moins pour ceux qui étaient de bonne foi, mais qui ne voulaient pas se mettre en faute en ne respectant pas une circulaire.

²³¹ <https://paris.demosphere.eu/files/docs/f-00d2157d8f-empty-fname.pdf>

Parce qu'en matière de discriminations ou de rupture d'égalité, il y a souvent de la méconnaissance dans l'interprétation des textes. Les gens ne sont pas des juristes. Et le contexte médiatique, les débats autour du fait religieux, la manière dont ces sujets sont instrumentalisés politiquement, font peur. (...) Donc, le fait de leur donner un argument juridique, de leur dire : 'Vous pourrez répondre ça aux parents d'élèves qui se disent choqués, aux détracteurs, à votre institution si elle vous met en cause...', avait aussi une vertu pédagogique à l'égard de certains chefs d'établissement et de certains enseignants. »²³²

On voit par quel processus le conflit de normes a pu dans ce cas être mis en mot, et traité par le dialogue entre les différentes parties prenantes, en amont de toute démarche judiciaire, contribuant à « *fabriquer par le bas une laïcité commune.* »²³³ Par la mobilisation collective, ces femmes qui risquaient d'être exclues ou marginalisées de certaines institutions sont revenues dans le jeu républicain : la « *socialisation militante* » a ici fonctionné en faveur de la concitoyenneté. Ceci dit, Myriam Matari rappelle qu'une telle logique ne peut s'imposer partout : « *Certains [directeurs] ont continué de vouloir mettre en œuvre ces pratiques, tout en ayant compris qu'elles étaient discriminatoires..., et cela existe encore malheureusement aujourd'hui.* » Ainsi à Villeurbanne (Rhône), où une « *vraie politique publique de lutte contre les discriminations* » a été mise en place par la ville et où l'association ARCAD œuvre sur le terrain depuis des années, « *certaines établissements scolaires refusent de bouger tant que les gens n'iront pas au contentieux*²³⁴. *On fait face à une résistance idéologique très importante... Les choses sont donc restées en l'état, notamment parce que les mamans qui se sentent discriminées n'ont pas réussi à entraîner quelque chose de collectif. Certaines avaient trop peur de s'engager dans une lutte parce qu'elles n'avaient jamais fait ça et que ce n'est pas ce qu'elles recherchaient dans la vie ; d'autres ont été découragées par leur entourage ; d'autres craignaient que les enfants soient pénalisés sur la scolarité. Et certaines ont été déstabilisées par le rapport de force : parce que leurs tentatives ont entraîné en face des réactions très violentes. Elles sont arrivées naïvement en pensant pouvoir en discuter tranquillement, que ça allait se régler comme ça, mais la violence face au port du voile a été très dure à vivre pour elles ; violence de la part du chef d'établissement, et parfois aussi des enseignants. La violence était trop forte, et les a fait taire. Du coup, certaines mamans ont enlevé leurs enfants, et les ont mis dans des établissements confessionnels, des écoles privées catholiques. Beaucoup de parents ont mis leurs enfants là-bas pour ne plus rencontrer ce genre de difficultés.* »

²³² Entretien FRV100, 2017.

²³³ Selon les mots d'Olivier Noël et Ahmed Boubeker in : *Faire société commune dans une société diverse*, novembre 2013, www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000760.pdf

²³⁴ Selon la coordination des associations de parents d'élèves de Villeurbanne, « *les situations varient dans cette ville selon les écoles : à Berthelot, jusque septembre 2015, on demandait aux parents de signer une 'charte du parent accompagnateur', qui interdisait le port de signes religieux ; suite aux plaintes de parents concernés, il a été décidé par la direction de l'école de ne plus demander aucune aide de parents pour les sorties. Le passage en REP a certes permis de recruter du personnel pour compenser l'absence des parents (service civique). Mais cette décision a entraîné une mauvaise ambiance chez les enseignants. Dégradation de l'ambiance aussi parmi les parents, certains accusant les mères d'élèves portant le voile d'avoir conduit à cette situation ; à Jean Moulin, en juin 2015, du jour au lendemain, les mères portant le voile se sont vu interdire d'accompagner les sorties scolaires. La direction est finalement revenue en arrière en septembre 2016 ; à Léon Jouhaux, la question a été discutée entre parents et direction, mais pas publiquement. La direction a plutôt montré une certaine tolérance ; à Jean Zay et Rosa Parks, une mention du règlement pose problème : 'Toute personne participant à une activité pédagogique s'engage à ne pas porter de signes visibles d'appartenance religieuse'. Cela inclut-il les sorties ? Où commence et où finit le 'pédagogique' ? » Source : <http://parents-herriot-villeurbanne.fr/2016/09/26/cr-coordination-des-associations-de-parents-deleves-de-villeurbanne-sept-2016/>*

Du fait que ces questions sont soulevées à la marge du droit, que « *la laïcité aujourd'hui, en France, est une mise en tension entre plusieurs principes* »²³⁵ et que ces débats, comme le souligne l'avocate, font l'objet de véritables batailles médiatiques et politiques, la négociation sur la norme est pour ainsi dire toujours à reprendre, au cas par cas. Et ce en dépit de plusieurs avis du Conseil d'Etat et de jurisprudences obtenues sur différents territoires auprès de tribunaux administratifs, rappelant que les parents accompagnateurs ne sont pas tenus à la neutralité religieuse.²³⁶

Partager les expériences, une manière de sensibiliser à la pluralité normative

Dernier mode opératoire que nous évoquerons ici, concernant la manière de produire du « *sens commun* » à partir des conflits de normes : le partage d'expériences à l'échelle nationale. Par leur médiatisation, les expérimentations ou mobilisations locales peuvent en effet contribuer à faire évoluer les mentalités dans différents milieux. Le cas des femmes du Blanc-Mesnil a par exemple permis de sensibiliser de nombreux professionnels de l'éducation populaire, qui se trouvent régulièrement confrontés à ce genre de conflits, et perplexes quant aux modalités possibles de leur résolution. Cela s'est fait en particulier à l'occasion de la participation de ce collectif de mères de famille à un Congrès de la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France, où elles étaient invitées à témoigner de leur engagement, en 2013.

²³⁵ « *Aujourd'hui, il y a des postures idéologiques autour de l'enjeu de la définition de la laïcité* », explique Myriam Matari dans l'entretien qu'elle nous a accordé en 2017. « *Entre le fait de rester conforme à 1905, d'essayer d'aller vers une laïcité plus restrictive en termes de droits, et donc plus discriminatoire, ou au contraire d'aller vers une laïcité plus 'extensive' et qui, pour le coup, porterait atteinte aux libertés des autres..., il y a de véritables rapports de force. L'idée, dans nos formations, c'est de faire prendre conscience de ça. De dire : 'Vous tenez ce discours-là, très bien, mais ce n'est pas la loi de 1905.' Rien ne permet aujourd'hui de dire, par exemple, comme certains le font, que la religion n'a pas de place dans l'espace public. C'est une ineptie juridique, c'est faux. Donc vous avez ces femmes qui ne comprennent pas, en fait. Elles ont une convention internationale, une Déclaration des droits de l'homme, une quantité de textes qui garantissent la liberté religieuse... et en même temps, on leur interdit d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire. Comment cet écart se justifie-t-il ? La difficulté, c'est que l'on a en France un droit théorique, qui n'a pas d'effectivité. On a une égalité formelle, mais pas d'égalité réelle. Et cet écart entre l'égalité réelle et l'égalité formelle, les gens qui en sont victimes n'en sont pas dupes. Mais ils ne disent pas qu'il faut juste faire évoluer le droit. Ils disent que le droit ne vaut rien. Et quand vous vous dites ça, soit vous allez vous faire du mal à vous-même, intégrer une certaine discrimination, un certain rejet, et donc aller dans de la souffrance psychologique, ou en tout dans un repli, un éloignement ; soit vous allez user de violence, parce que vous estimez que l'on vous violence. Donc, il faut faire attention, parce que ces enjeux ont de vraies incidences, sur des territoires où l'inégalité est déjà violente.* »

²³⁶ Voir par exemple la décision du tribunal administratif de Nice du 9 juin 2015, qui a rappelé que « *les parents d'élèves autorisés à accompagner une sortie scolaire à laquelle participe leur enfant doivent être regardés, comme les élèves, comme des usagers du service public de l'éducation. Par suite, les restrictions à la liberté de manifester leurs opinions religieuses ne peuvent résulter que de textes particuliers ou de considérations liées à l'ordre public ou au bon fonctionnement du service.* » <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/une-mere-voilee-peut-elle-participer-a-une-sortie-scolaire/h/b064b0e803ad5a68a478b4400c2a93cd.html>



Extrait du film de Maia Christodoulou, <http://lcd.centres-sociaux.fr/2015/01/21/collectif-sorties-scolaires-avec-nous/>

Devant des professionnels et administrateurs bénévoles de centres sociaux venus de toute la France, les femmes du Blanc-Mesnil ont expliqué les raisons de leur démarche et la manière dont elles s’y étaient prises pour entrer en discussion avec les équipes enseignantes sur leur commune. « *La démarche Congrès a permis la publicisation du problème en l’arrachant de sa définition au départ localisée* », expliquait alors la Fédération des centres sociaux, en soulignant que la mobilisation de ces femmes visait à « *dénoncer la laïcité perçue comme un principe ‘interdisant’* » ; que le collectif avait interpellé les pouvoirs publics dans le cadre d’une « *démarche laïque* » ; et qu’il s’agissait pour elles, comme pour les professionnels de l’éducation populaire, de promouvoir une laïcité « *garante des libertés individuelles et du vivre ensemble.* »²³⁷

« Puisque leur mobilisation avait été rendue possible grâce au centre social de leur quartier, l’idée, avec cette invitation, c’était de montrer à d’autres directeurs et animateurs de structures comment l’éducation populaire pouvait être au service d’une demande d’habitantes sur ce genre de problème et comment cela avait été mis en œuvre », explique Myriam Matari. « *Cela a été très compliqué à organiser au départ, avec une grosse crainte de la part de la Fédération. Mais finalement, leur atelier a été l’un des plus remplis, ce qui démontrait un besoin d’en parler, d’échanger... Après, les réactions dans le public ont été multiples, mais elles y étaient préparées. Elles ont eu autant de réactions de félicitations et d’encouragements, que de réactions de rejet, du fait que ce qui était mis en visibilité à travers leur témoignage était violent pour certains, dans leur image de la République, de l’État de droit, de la démocratie.* »²³⁸

Fortes de la formation dont elles avaient bénéficié, de leurs dialogues avec les directeurs d’école et de cette participation à une scène nationale de débat, « *elles avaient tellement bien construit [leur discours] que par la suite, elles ont été en mesure de témoigner dans d’autres colloques et conférences* », poursuit Myriam Matari :

« Elles ont beaucoup sillonné la France pour rencontrer d’autres collectifs ; on a fait des journées d’étude où elles étaient présentes et où elles témoignaient avec le sociologue et l’avocate, en tant que collectif de terrain, pour montrer ce pouvoir d’agir des habitants ; elles expliquaient comment elles s’étaient organisées et aussi pourquoi ce

²³⁷ <http://lcd.centres-sociaux.fr/2015/01/21/collectif-sorties-scolaires-avec-nous/>

²³⁸ Entretien FRV100, 2017.

principe de laïcité, défini de cette manière-là, avait des conséquences directes pour elles, sur leur égalité par rapport aux autres. »

Le collectif Sorties scolaires, avec nous ! a aussi organisé ou participé à des rassemblements locaux et nationaux après 2013, et s'est appuyé sur d'autres groupes ou réseaux militants pour élargir la mobilisation des mères, là où elles n'étaient pas entendues.



2 mai 2014, devant l'école Maurice Audin au Blanc-Mesnil.

Source : <https://oumma.com/le-collectif-sorties-scolaires-avec-nous-organise-un-rassemblement-vendredi-9-mai/>

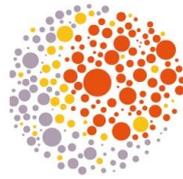
L'action collective, le recours au droit comme instrument de distanciation et d'objectivation, la prise de parole publique ou encore l'humour (à l'instar de ce que pratiquent, en France, des personnages comme Fellag ou Fary sur des questions particulièrement sensibles d'appartenance identitaire) : autant de modes opératoires dont l'alliance permet de produire du commun à partir de ce qui divise. Face aux puissants mouvements d'opinion qui œuvrent en sens inverse, ce sont certes des actions minoritaires, mais dont il convient de mesurer l'importance, dans l'ensemble des registres qui contribuent à façonner les mentalités contemporaines et à faire évoluer l'idée de nation, dans l'Europe du 21^{ème} siècle.

ANNEXES :

14 fiches initiatives

(rédaction : Yoann Papat)

1. Les Cités d'Or



les cités d'or

Réinventons l'éducation populaire

Le phénomène social des « NEET »

Créé en 2007, le mouvement d'éducation populaire des Cités d'Or a grandi en région parisienne avant de s'implanter à Lyon en 2013. Leur projet civique part de ce constat alarmant : chaque année, 150 000 jeunes sur 700 000 quittent l'école sans qualification ni diplôme. Ces jeunes désengagés à la fois du monde du travail et du système éducatif, aujourd'hui désignés par l'acronyme NEET²³⁹ — « *Not in employment, in education or training* » (sans emploi, ne suivant ni études ni formation) —, représentent plus de 16,3 % des 15-29 ans en France. Face à ce défi sociétal majeur, l'association invite à repenser le modèle classique d'insertion professionnelle. Car en période de chômage de masse, poser l'insertion professionnelle comme condition préalable à l'inclusion sociale s'avère contre-productif. Les personnes les plus éloignées de l'emploi manquent des clefs essentielles pour s'intégrer dans la société et dans le monde du travail. D'après le fondateur des Cités d'Or Karim Mahmoud-Vintam, il faut dès lors passer « *de l'insertion à l'enracinement* »²⁴⁰ : aider les jeunes décrocheurs à se « *réconcilier avec eux-mêmes* » et à « *se construire une identité sereine dans notre société postcoloniale* ».

Un dispositif d'accompagnement pédagogique innovant

Portée par la nouvelle génération, l'association lyonnaise cible les jeunes décrocheurs de 16 à 30 ans pour leur proposer un parcours pédagogique baptisé « école buissonnière » comme préalable à l'insertion socio-économique. Gratuit et accessible à tous, ce dispositif d'accompagnement individuel et collectif ne vise pas à apprendre un métier mais à devenir pleinement acteur de sa vie et de la société. Il réunit, durant une période de 9 à 15 mois, une quinzaine de jeunes participants autour de 5 ateliers pédagogiques fondés sur l'acquisition de « compétences humaines et civiques fondamentales » (se connaître et s'accepter ; s'exprimer et convaincre ; s'informer ; tisser du lien ; comprendre le fonctionnement du monde). Les formateurs suivent les principes de la pédagogie coopérative qui place les jeunes décrocheurs en position d'acteur de leurs apprentissages. Il rejoint ainsi une visée d'*empowerment* social qui consiste à soutenir la capacité d'agir des individus sur leur propre trajectoire de vie mais aussi, par capillarité, sur leur environnement social.

²³⁹ www.injep.fr/article/les-jeunes-ni-en-emploi-ni-en-etudes-ni-en-formation-un-nouvel-indicateur-cible-des

²⁴⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=qOawEQopAWY>

Trouver sa voie, faire entendre sa voix

En parallèle, les Cités d'Or organisent des rencontres avec des professionnels (ateliers pratiques de mises en situation) et un cycle national d'auditions publiques avec des personnalités inspirantes pour la jeunesse en vertu de leurs parcours de vie exemplaires. Plusieurs de ces figures d'identification positive, incarnent la diversité et sont issues de la banlieue ou de l'immigration postcoloniale (comme le rappeur Kery James, le réalisateur Abdellatif Kéchiche, l'ex-ministre de la Justice Christiane Taubira ou encore l'écrivaine Fatou Diome). Ces rencontres publiques sont organisées et animées par un petit groupe de jeunes décrocheurs afin d'identifier les « armes » mobilisées par ces personnalités pour tracer leur chemin. Le cadre intimiste des échanges encourage une parole simple et sincère qui puise dans l'authenticité des expériences vécues par les personnalités. Ces auditions filmées sont rediffusées auprès d'un public plus large sous la forme de courtes séquences vidéo²⁴¹.

Une Maison des Cités d'Or en construction à Lyon

Reconnue d'intérêt général depuis août 2013, l'association a déjà accompagné près de 1.000 personnes, la moitié d'entre eux ayant repris les études ou accédé à l'emploi. Dans l'agglomération lyonnaise, les écoles buissonnières se déplacent dans les quartiers prioritaires (La Duchère, Gerland, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons) pour attirer une centaine de « citoyens d'Or » chaque année. L'équipe de 4 salariés à temps plein et de 16 formateurs bénévoles les accueillera bientôt près du métro Hôtel de Ville dans la première Maison des Cités d'Or, financée en partie par *crowdfunding*²⁴² et par le bailleur social Lyon Métropole Habitat. Depuis la région parisienne et lyonnaise, le réseau des Cités d'Or cherche à essaimer dans le reste de la France par la transmission d'un kit pédagogique (financé par la fondation d'entreprise Vinci pour la Cité²⁴³) auprès des structures intéressées. Recevant principalement des subventions publiques et privées, l'association propose aussi un programme de formations²⁴⁴ auprès des acteurs pédagogiques afin de s'autofinancer.

Les Cités d'Or

Fondateur et délégué général: Karim Mahmoud-Vintam

Date de création : 2007

Territoires d'implantation : Champigny sur Marne (74), Lyon et agglo (69)

Champ d'intervention : éducation populaire ; lutte contre le décrochage scolaire

Financements : Subventions publiques (Etat, Région, communes), et privées (Vinci, Caisse d'Epargne, etc.) et autofinancements (prestations de formation, crowdfunding)

Siège : 53, rue Burdeau (Lyon 1^{er})

Site internet : www.lescitesdor.fr

Contact : 09 70 97 64 32

²⁴¹ <https://www.youtube.com/watch?v=-2xaJcTnpuQ>

²⁴² <https://fr.ulule.com/la-maison-des-cites-dor/>

²⁴³ https://www.fondation-vinci.com/fondation/fr/nos-projets/pages/les_cites_d_or_l_ecole_buissonniere_en_rhone_alpes_lyon_france_5519.htm

²⁴⁴ <http://lescitesdor.fr/wp-content/uploads/Catalogue-2017-2018.pdf>

2. Bronx en Seine



Favoriser la réussite éducative des jeunes issus de milieux défavorisés

Bronx en Seine est un projet franco-américain de création théâtrale et d'échanges culturels entre deux groupes d'adolescents issus des banlieues de Nanterre et du Bronx. L'idée naît en 2012 à New York d'une rencontre entre trois structures qui œuvrent pour le désenclavement des quartiers populaires. Le Théâtre du Bout du Monde, implanté sur le territoire du Petit Nanterre classé en zone urbaine sensible, s'est ainsi associé à deux partenaires américains : le *DreamYard Project*²⁴⁵ qui propose gracieusement des activités artistiques périscolaires aux jeunes du Bronx et l'*ID Studio Theater*²⁴⁶ qui sensibilise aux arts les communautés immigrées latino-américaines dans différents quartiers de New York. Fruit d'une coopération bilatérale, Bronx en Seine met le théâtre au service de la réussite éducative²⁴⁷ des jeunes de banlieue éloignés des dispositifs culturels. Monter sur scène déclenche en effet une prise de confiance, traduite par une aisance verbale et comportementale, qui transforme le rapport des jeunes à leur scolarité et change le regard que les enseignants ou les parents portent sur eux.

Un dispositif extrascolaire ancré dans le parcours éducatif des adolescents

L'aventure transatlantique initiée en septembre 2014 mêle arts du spectacle, découverte culturelle, voyages et pratique des langues étrangères. Durant deux années, une trentaine d'adolescents du Bronx et de Nanterre âgés de 12 à 17 ans ont suivi, chacun de leur côté, deux heures hebdomadaires d'ateliers de théâtre, avec des répétitions intensives durant les congés scolaires. Puis les deux groupes d'adolescents ont traversé chacun leur tour l'Atlantique pour répéter et jouer ensemble deux créations bilingues sur des scènes professionnelles, en juillet 2015 à Paris et en juillet 2016 à New York. Bien qu'exigeant, l'encadrement pédagogique repose sur une dose participative puisque les jeunes comédiens ont inventé des scènes inspirées de leur vie en banlieue. Extrascolaire, le dispositif s'inscrit malgré tout dans le parcours éducatif des adolescents : leurs professeurs de lettres, de langues ou d'art plastique ont accompagné le projet par des actions en classe et se sont associés aux répétitions ou aux visites culturelles.

²⁴⁵ <http://www.dreamyard.com/>

²⁴⁶ <https://www.idstudiotheater.org/>

²⁴⁷ <http://docplayer.fr/61840698-Theatre-et-reussite-educative-en-banlieues-l-exemple-du-projet-franco-americaain-bronx-en-seine.html>

Créer un pont culturel entre des jeunes de pays et d'origines diverses

Au-delà de la performance artistique, les deux groupes d'adolescents ont fait l'expérience d'une rencontre interculturelle, véritable opérateur de décentrement, d'émulation, et de rupture avec les préjugés. Les jeunes Nanterriens ont d'abord accueilli en juin 2015 les adolescents du Bronx, d'origine dominicaine ou de la communauté noire américaine, pour découvrir avec humilité les capacités scéniques de ces jeunes scolarisés dans un collège qui inclut les arts dans son programme d'enseignement. Ainsi, « *les Américains s'expriment plus dans les ateliers et sur scène car leur système éducatif les pousse à faire davantage ce choix* »²⁴⁸, souligne Miguel Borrás, directeur artistique du Théâtre du Bout du monde et initiateur du projet. En voyage durant dix jours à New York en juillet 2016, les jeunes Nanterriens ont ensuite découvert la réalité du ghetto américain, plus homogène ethniquement que les banlieues pluriethniques de l'Hexagone. Une manière pour ces jeunes issus de la diversité de poursuivre leur réflexion sur l'entre-deux cultures, une thématique au cœur de la pièce bilingue « *Un Grenier plein d'espoir* »²⁴⁹ qu'ils ont jouée à la Grosse Pomme dans le cadre du Tandem Paris-New York 2016²⁵⁰.

Une troupe en voie de professionnalisation

Le projet Bronx en Seine a permis également de tisser des liens durables entre les établissements scolaires impliqués et entre les mairies du Bronx et de Nanterre. Le but est de faciliter les échanges de bonnes pratiques entre ces territoires de banlieue au sein du Forum mondial des Autorités Locales de Périphéries²⁵¹. Miguel Borrás continue quant à lui le travail réalisé depuis 3 ans avec les jeunes Nanterriens pour les amener à un niveau quasi professionnel. Le directeur artistique a ainsi intégré des comédiens de métier dans la troupe pour aider les jeunes amateurs à perfectionner la qualité technique et émotionnelle de leur jeu de scène.

Projet Bronx en Seine/ Théâtre du Bout du Monde

Initiateur du projet et directeur artistique : Miguel Borrás

Durée du projet : de septembre 2014 à juillet 2016

Partenaires américains : DreamYard Project ; ID Studio Theater (New York)

Bénéficiaires : 12 collégiens et lycéens de Nanterre âgés de 12 à 17 ans et éloignés des dispositifs culturels

Champs d'intervention : action culturelle ; éducation artistique ;

Financements : subventions publiques (Ville de Nanterre, Conseil Régional Ile-de-France, ambassade des Etats-Unis, consulat français aux Etats-Unis, etc.) et privées (Fondation de France)

Siège : 3 rue des Aubépinés (92 000 Nanterre)

Site internet : <http://bronxenseine.wix.com/bronxenseine>

Contact : 01 43 72 28 08

²⁴⁸ <http://fr.calameo.com/read/001377747aec6455591ee>

²⁴⁹ <https://vimeo.com/187863253>

²⁵⁰ <http://www.institutfrancais.com/fr/saisons/tandem-paris-new-york>

²⁵¹ <http://www.nanterre.fr/xtmc/falp/xtcr/1/1178-l-histoire-du-falp.htm>

3. Lallab



CHALLENGING MUSLIM WOMEN'S NARRATIVES

Faire entendre la voix d'un féminisme musulman inclusif et intersectionnel

Contraction de Lalla (« *madame* » en arabe) et de laboratoire, Lallab est une association et un webzine à vocation féministe et antiraciste qui milite pour faire entendre la voix des femmes musulmanes. À côté d'un « *féminisme mainstream* » accusé d'ignorer les minorités²⁵², les deux jeunes co-fondatrices Sarah Zouak et Justine Devillaine — toutes deux entrepreneures sociales et réalisatrices de documentaire — incarnent le nouveau visage²⁵³ d'un féminisme musulman inclusif ouvert à toutes les femmes²⁵⁴. En mettant également l'accent sur la dimension genrée de l'islamophobie, pointée du doigt en 2016 par l'enquête *Forgotten Women* du Réseau Européen Contre le Racisme (ENAR)²⁵⁵, l'association s'inscrit dans une approche « intersectionnelle » des discriminations (à l'intersection du sexisme, du racisme et de l'islamophobie) dont la France n'est pas encore coutumière, comme le regrette la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)²⁵⁶.

Des outils militants inventifs pour lutter contre les préjugés et inspirer

Lallab se donne pour double objectif de lutter contre les préjugés sur les femmes musulmanes tout en valorisant des rôles modèles inspirants qui encouragent les femmes à devenir actrices de leur propre vie. L'association développe pour cela une panoplie d'outils militants regroupés en quatre axes : un axe de formation avec des journées d'étude (*LallabDays*) autour du féminisme et de l'antiracisme ; un axe de démythification de la femme musulmane (édition d'un webzine, organisation de projections débats, animation d'un festival féministe qui a réuni plus de 500 personnes à la Bellevilloise en mai 2017, ateliers de sensibilisation dans les lycées, etc.); un axe de *networking* et de soutien auprès des femmes musulmanes (brunch, groupes de paroles, permanences sociales, psychologiques et juridiques, ateliers de développement personnel) ; enfin, l'association fait également du plaidoyer auprès des instances de pouvoir, fournit des enquêtes et des rapports pour améliorer le cadre juridique de lutte contre les discriminations.

Rendre les femmes musulmanes créatrices de leur propre récit

²⁵² <http://madame.lefigaro.fr/societe/le-feminisme-exclut-il-les-minorites-090615-96897>

²⁵³ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/09/lallab-le-nouveau-visage-du-feminisme-musulman_5124926_3212.html

²⁵⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=6r0QQnJhIps>

²⁵⁵ http://www.enar-eu.org/IMG/pdf/factsheet-france_web.pdf

²⁵⁶ https://www.saphirnews.com/Racisme-la-CNCDH-encourage-une-prise-en-compte-de-l-intersectionnalite_a23686.html

« Soyons créatrices de nos propres récits ! » Avec ce mot d'ordre, Lallab exprime la volonté de rendre la parole aux femmes musulmanes, trop souvent réduites au silence ou à une vision mythique et fantasmée. « Les musulmanes sont représentées comme un bloc homogène avec une histoire unique, constate ainsi l'association sur son site. *Ecrire soi-même son histoire est un moyen de se la réapproprier et de déconstruire les mythes qui y sont attachés.* » Dans cette perspective, les co-fondatrices ont entrepris en 2015 un périple de cinq mois au Maroc, en Tunisie, Turquie, Iran et Indonésie pour filmer le documentaire *Women Sense-Tour*²⁵⁷ qui met à l'honneur les parcours d'« héroïnes » musulmanes agissant pour l'émancipation des femmes et des filles. À travers leur webzine, Lallab continue de dresser des portraits inspirants et positifs qui mettent en valeur la diversité des vies et des parcours de femmes musulmanes. Grâce à ce media alimenté par 80 rédactrices bénévoles, « nous nous réapproprions nos récits pluriels et créons notre propre agenda sans subir les différentes injonctions des médias et des politiques qui nous demandent sans cesse de nous justifier »²⁵⁸, explique Sarah Zouak. Racontés à la première personne, ces récits de « lallas » permettent ainsi de restituer le sens vécu de ce qu'être une femme musulmane aujourd'hui, en France et ailleurs, veut dire.

Face à la polémique, trouver un business model autofinancé

Pour aller plus loin, l'association désire former des bénévoles à la prise de parole médiatique. « Il faut que l'on montre qu'il y a plusieurs voix qui s'expriment »²⁵⁹, prévient Sarah Zouak qui veut ainsi court-circuiter toute confiscation du porte-parolat par des leadeuses. Depuis un an et demi d'existence, l'association compte déjà 250 bénévoles et ambitionne de devenir le premier media francophone de référence sur les femmes musulmanes. Si son travail est salué par de nombreuses instances, Lallab est rattrapé par une polémique²⁶⁰ qui l'oblige à démêler le vrai du faux à son sujet²⁶¹. Face à la difficulté de trouver des financements sur un objet aussi sensible en France que celui de la religion musulmane, les co-fondatrices ont donc lancé une campagne de crowdfunding²⁶², avec l'espoir un jour de recruter une équipe de salariées permanentes.

Web-magazine associatif Lallab

Co-fondatrices : Sarah Zouak et Justine Devillaine

Date et lieu de création : décembre 2015 dans le Val de Marne (94)

Objets d'intervention : lutte contre les discriminations et les stéréotypes subies par les femmes musulmanes ; leadership et empowerment féminin ; production documentaire

Financements : subventions publiques, bénévolat (250 personnes), crowdfunding

Siège : 5, Impasse des Hautes Bornes (94200 Ivry-Sur-Seine)

Site web : <http://www.lallab.fr/>

Contact : hello@lallab.org

²⁵⁷ <https://womensensetour.com/>

²⁵⁸ <https://www.streetpress.com/sujet/1497881879-je-suis-musulmane-et-feministe>

²⁵⁹ <http://www.clique.tv/es-sarah-zouak-visage-dun-feminisme/>

²⁶⁰ <https://www.la-croix.com/Religion/Laicite/Lallab-association-musulmane-feministe-coeur-dune-controverse-2017-08-24-1200871703>

²⁶¹ <http://www.lallab.org/lallab-demele-le-vrai-du-faux-a-son-sujet/>

²⁶² <https://www.w4.org/fr/project/lutter-contre-le-sexisme-et-le-racisme/>

4. Tamèrantong !



Décloisonner l'horizon des enfants des quartiers populaires

Dans la tradition d'éducation populaire par le théâtre, la compagnie associative Tamèrantong ! monte depuis 1992 des spectacles joués par des troupes d'enfants âgés de 5 à 17 ans dans les quartiers de Paris-Belleville, Mantes-la-Jolie, et Saint-Denis. Issue de la mouvance punk, cette compagnie hétéroclite rassemble des intervenants venus du spectacle, du rock alternatif, des arts martiaux ou encore des beaux-arts... Un mélange des genres qui participe de l'ambition originelle de Tamèrantong ! : décroisonner les quartiers populaires en mixant des publics d'origines socioculturelles différentes. Le but est d'aussi d'élargir l'horizon des enfants qui, confrontés dès leur plus jeune âge aux tensions communautaires, aux divisions sociales et aux fractures familiales, souffrent de solitude affective²⁶³, d'isolement culturel et de mésestime de soi. Depuis 25 ans d'existence, « *Il y a de plus en plus de gamins qui sont confrontés à la misère économique, (...) qui sont en manque de repères... Et ça se ressent sur le plan artistique. Avant, il fallait canaliser les gamins. Aujourd'hui, il faut les réveiller* »,²⁶⁴ témoigne Christine Pellicane, fondatrice et directrice artistique de la compagnie.

Un accompagnement socio-éducatif resserré et de long terme

Tamèrantong ! utilise le théâtre pour valoriser le potentiel d'expression des enfants des quartiers populaires. Une pédagogie de détour via le plaisir du jeu qui leur redonne confiance et améliore leurs capacités scolaires. Le dispositif vise aussi à créer un réseau de solidarité dans les quartiers qui relie parents, écoles et travailleurs sociaux autour d'un encadrement long et rapproché des enfants en difficultés sociales, scolaires ou familiales. Repérés dans la rue ou par le biais des écoles et des partenaires sociaux, ils sont mélangés avec d'autres enfants plus aisés simplement désireux de faire du théâtre. La compagnie forme ainsi trois troupes de 24 enfants et adolescents représentatives de la diversité sociale, culturelle et religieuse des cités populaires. Ils s'embarquent alors dans une aventure artistique exigeante de 5 à 7 ans qui mêle ateliers de danse, d'expression, de chant, combats scéniques, création de spectacles, répétitions à la campagne, représentations en tournée... Si l'ambiance est joyeuse et festive, la pédagogie repose sur une discipline de groupe qui oblige

²⁶³ <http://www.lien-social.com/Les-enfants-seuls-Approche-educative>

²⁶⁴ <http://the-dissident.eu/theatre-comment-tamerantong-reveille-les-planches/>

les apprentis comédiens à respecter des règles de vie structurantes pour leur développement personnel.

Sortir du quartier et devenir « *citoyen du monde* »

Après 3 ans d'initiation théâtrale, Tamèrantong ! fabrique un spectacle comme outil de valorisation de la personnalité de chaque enfant. Ces créations puisent dans la force évocatrice des contes et légendes populaires pour aborder les préoccupations sociales de notre temps (l'exclusion sociale, le racisme anti-Roms, la différence culturelle, etc.). Véritable « *école du vivre ensemble* »²⁶⁵, la vie en troupe forme ainsi des citoyens du monde dotés d'un esprit critique sur la réalité. Durant les vacances scolaires, le spectacle donne lieu à des résidences de création et à des séjours de répétition à la campagne qui sensibilisent les jeunes citadins au développement durable et à une alimentation saine. Les deux ou trois dernières années, les enfants partent en tournée de représentations à Paris, en banlieue, en province et même parfois à l'étranger (Tunis, Montréal, le Chiapas, Lausanne et Florence pour les tournées précédentes)... un bon vecteur d'épanouissement social et culturel pour des enfants qui ont besoin de sortir du quartier, de rencontrer des gens et de voyager.

Une épopée à suivre en Slovaquie

La tournée sert aussi à véhiculer à l'extérieur une image positive et dynamique des quartiers « *sensibles* ». Son financement permet quant à lui d'impliquer les parents dans le projet, l'un des trois volets majeurs du dispositif « Théâtre et citoyenneté dans les quartiers »²⁶⁶. Tamèrantong ! voudrait monter à l'avenir un spectacle intergénérationnel qui embarque parents et enfants dans la même aventure. Mais pour l'heure, la compagnie se prépare pour une tournée de 12 jours en Slovaquie²⁶⁷ en avril 2018 avec les enfants de Saint-Denis qui vont rencontrer la troupe homologue d'enfants tziganes Késaj Tchavé.

Compagnie Tamèrantong !

Fondatrice et directrice artistique : Christiane Pellicane

Date et lieu de création : 1992 à Belleville (Paris 19^{ème})

Bénéficiaires : 72 enfants et adolescents de 5 à 17 ans et 130 parents (67% résident dans les quartiers prioritaires)

Equipe : 4 salariés, 10 bénévoles

Champs d'intervention : action culturelle ; éducation populaire

Lieux d'implantation : Belleville (75) ; Mantes-la-Jolie (78) ; La Plaine Saint-Denis (93)

Financements : subventions publiques et privées ; cotisations des familles ; bénévolat

Siège : 36 rue de Terre-Neuve (75020 Paris)

Site internet : www.tamerantong.org

Contact : 01 43 72 28 08

²⁶⁵ https://www.youtube.com/watch?v=7z5SUIQya_0

²⁶⁶ <http://www.ideas.asso.fr/associations/compagnie-tamerantong/>

²⁶⁷ <http://files.skola470.webnode.sk/200088203-3a5253c42a/dossier%20Slovaquie.pdf>

5. Dictée des Cités



Créer une passerelle qui rassemble les habitants autour de la langue française

Lancée pour la première fois en août 2013 sur la Dalle d'Argenteuil (95), la Dictée des Cités est un projet éducatif auprès des habitants des quartiers populaires conçu autour de la langue et de la littérature française. « *C'était au moment où tout le monde parlait de participation des habitants. Nous, on voulait se réapproprier l'espace public en faisant se rencontrer les gens autour de la littérature française* »²⁶⁸, raconte ainsi Rachid Santaki l'écrivain-journaliste de la Seine Saint-Denis (93) qui s'est associé à l'animateur jeunesse d'Argenteuil, Abdellah Boudour, pour inventer ce concept de dictée au pied des tours. Conçue comme une « passerelle » entre l'école et les foyers, cette dictée géante à ciel ouvert est un prétexte festif pour réunir les familles, les sexes, les générations, et les milieux sociaux différents. Rituel social emblématique, la dictée publique permet selon R. Santaki « *de se retrouver autour d'une langue qu'on aime tous. Qui nous appartient. Qui fait notre lien.* »²⁶⁹ L'événement vise aussi à « *ramener un public hors de banlieue pour qu'il voie ce qu'il se passe dans les quartiers* »²⁷⁰, insiste Abdellah Boudour qui depuis 2006, avec son association Force des Mixités, fourmille d'idées pour stimuler les quartiers en difficultés²⁷¹.

Une dictée ludique et hors les murs qui revalorise des locuteurs minorisés

Les deux co-fondateurs ont réussi à populariser la dictée en dehors du cadre scolaire pour en faire un jeu décontracté, ouvert à tous, et qui donne le goût de la lecture et de l'écriture aux jeunes de banlieue en décomplexant leur rapport à la dictée. « *Ici, il n'y a pas de perdants, il n'y a que des gagnants*, explique Rachid Santaki. *C'est un symbole de l'école et, pour beaucoup, de l'échec scolaire. Nous, on valorise tout le monde parce que, dans la vie, on peut faire des fautes et là, c'est pareil* »²⁷². Pour A. Boudour, le contrat est rempli « *quand les gamins se relisent, ouvrent le dictionnaire et se remettent en question. C'est exactement ce qu'on veut leur enseigner* »²⁷³. Pendant la correction faite par les bénévoles de Force des Mixités, les jeunes sont invités à un concours de lecture ou à des ateliers d'écriture. Si le texte de la dictée, extrait de la littérature française classique, est le même pour tous, la dictée est plus

²⁶⁸ https://www.lemonde.fr/festival/visuel/2016/09/14/ceuxquifont-rachid-santaki-rehabilite-la-dictee-dans-des-quartiers-populaires_4997615_4415198.html

²⁶⁹ https://www.huffingtonpost.fr/rachid-santaki/dictee-des-cites-saint-denis_b_7419296.html

²⁷⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=AAlegXh8xoc>

²⁷¹ https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2015/12/19/dans-les-cites-abdellah-boudour-s-attaque-aux-maux-avec-les-mots_4835179_4497186.html

²⁷² https://www.lemonde.fr/festival/visuel/2016/09/14/ceuxquifont-rachid-santaki-rehabilite-la-dictee-dans-des-quartiers-populaires_4997615_4415198.html

²⁷³ <http://jactiv.ouest-france.fr/ils-sactivent/initiatives/abdellah-boudour-fait-entrer-dictee-dans-cites-86030>

ou moins longue selon l'âge des participants. Des prix sont décernés par catégories, y compris pour les non francophones.

Offrir aux jeunes de banlieue d'autres modèles auxquels s'identifier

Rachid Santaki et Abdellah Boudour incarnent des « *grands frères* » de la banlieue dont les parcours sont des exemples de réussite pour les jeunes : tous deux sont issus de l'immigration, et ont décroché de l'école avant de devenir des *self-made men*, l'un de l'écriture, l'autre de l'engagement associatif... Ils représentent ainsi des « modèles » qui prouvent que rien n'est joué d'avance. « *C'est important de construire des modèles qui permettent de s'identifier*, insiste Rachid Santaki. *Un modèle, c'est ce qui va réveiller le meilleur chez un individu.* »²⁷⁴ Ce « *Victor Hugo du Ghetto* » organise des rencontres avec des personnalités inspirantes (athlète handisport, chef étoilé, tatoueur, etc.), histoire de semer une graine chez les jeunes. Pareil pour A. Boudour qui, s'inspirant des actions de rue américaines où « *les stars reviennent auprès du peuple* », convoque des célébrités (39 depuis 2013) du monde des lettres, des artistes, des sportifs, etc. pour parrainer ses dictées géantes. « *Les dictées font passer un message aux jeunes. Ça leur inculque des valeurs. Si je suis un rappeur comme Kery James, ça veut dire que pour y arriver j'ai ouvert des livres* », estime ainsi l'animateur. Par son militantisme acharné, ce « *Bernard Pivot des cités* », crée des émules autour de lui. « *Il y a un effet boule de neige à Argenteuil. On a vu qu'Abdellah était parti de rien donc ça a créé une sorte d'émancipation* »²⁷⁵, confie l'un de ses amis de lycée, fondateur d'une association qui sensibilise au vote. Il représente donc un modèle positif, un référent qui participe à la dynamique du quartier et à la construction des jeunes, les aide à réaliser des projets et à se rendre acteurs du territoire.

Une dictée itinérante qui s'exporte au-delà des cités de France

La dictée itinérante des cités sillonne les quartiers de France avec un succès exponentiel depuis 5 ans. Le record du monde a été atteint en avril 2017 à Drancy pour la 99ème édition qui a comptabilisé 1234 participants. La recette repose sur l'implication locale des acteurs sociaux partenaires (centres sociaux, associations de quartier, etc.) et le soutien des élus locaux. Facilement transposable, la dictée des cités, s'exporte désormais au-delà de l'Hexagone, dans les pays francophones comme la Belgique. Enfin, A. Boudour et Force des Mixité développent en parallèle un nouveau « *quiz culturel* », lancé en réaction aux attentats de novembre 2015 pour mettre en avant l'histoire de France et de la République dans les quartiers.

La Dictée des Cités

Co-fondateurs : Rachid Santaki et Abdellah Boudour (association Force des Mixités)

Date et lieu de création : août 2013 à la Dalle d'Argenteuil (95)

Champs d'intervention : mixité sociale ; lutte contre l'illettrisme et l'échec scolaire

Chiffres clefs (depuis 2013) : 127 dictées ; 31 750 participants ; 241 structures impliquées

Web: <https://dicteepourtous.fr>

Contact: forcedesmixités@gmail.com

²⁷⁴ <https://www.marianne.net/societe/rachid-santaki-la-jeunesse-ne-se-projette-plus>

²⁷⁵ <https://www.streetpress.com/sujet/1436115104-abdellah-boudour-argenteuil>

6. Enquête

ENQUÊTE

Dépasser le tabou scolaire de l'enseignement du fait religieux

Créé en septembre 2010 par Marine Quenin²⁷⁶, l'association Enquête propose aux centres sociaux et aux écoles primaires des ateliers interactifs et des outils pédagogiques pour aborder les rapports entre religions et laïcité « sur un mode apaisé », dans un contexte tendu sur la place de l'islam en France. Cette initiative éducative part du constat de méconnaissance croissante du fait religieux chez les enfants et les professeurs. « *L'école puis le collège n'abordent pas les religions, ou alors sous l'angle historique. Pourtant les enfants évoluent dans un contexte où le religieux est très présent* »²⁷⁷, constate ainsi Marine Quenin. L'expression du religieux reste un tabou : beaucoup d'enseignants du primaire y sont hostiles par principe, selon un sondage Opinionway²⁷⁸ pour le *think tank* Vers le Haut, tandis que les moins réfractaires évitent le fait religieux car ils se sentent mal outillés, pas assez formés, ou encore parce qu'ils craignent les réactions des familles, des enfants ou de leur hiérarchie.

Si bien que le sentiment religieux des élèves constitue un « trou noir » de l'Education Nationale, alors même qu'il influence leur vision du monde, comme le révèle une récente enquête²⁷⁹.

Un dispositif ludo-éducatif qui vient outiller les éducateurs

Agréée par le ministère de l'Education nationale, Enquête sensibilise en priorité les enfants de fin de primaire au fait religieux afin de renforcer chez eux les valeurs de la République, dont la laïcité, en leur transmettant une culture commune. Son dispositif pédagogique repose sur trois modes d'action : 1/ *l'animation d'ateliers en milieu scolaire ou dans les centres sociaux*, sur les temps périscolaires et extrascolaires. Par le jeu, le questionnement et les loisirs créatifs, ces ateliers rendent les élèves acteurs de leur apprentissage, en privilégiant des entrées concrètes et parlantes (calendrier des fêtes religieuses, iconographie, jeux de cartes, visites de lieux de culte, découvertes basées sur l'histoire du nom des quartiers proches, etc.) ; 2/ *la création et la diffusion d'outils ludo-éducatifs « clé en main » pour les éducateurs*, comme l'Arbre à défis²⁸⁰-un jeu de société qui a reçu le Prix de l'initiative laïque ; 3/ *Le développement de plusieurs modules de formation*, en présentiel ou en *e-learning*, à destination des enseignants, des centres sociaux ou des associations.

²⁷⁶ <https://www.la-croix.com/Religion/Laicite/Marine-Quenin-religions-jeu-2018-04-23-1200933844>

²⁷⁷ http://next.liberation.fr/vous/2014/10/26/la-laicite-est-comme-une-grande-cour-de-recre_1130149

²⁷⁸ <https://www.la-croix.com/Famille/Education/L-enseignement-fait-religieux-progresse-mais-peut-mieux-faire-2016-01-19-1200732186>

²⁷⁹ <https://ville-inclusive.millenaire3.com/billets/un-premier-thermometre-de-la-religion-a-l-ecole>

²⁸⁰ http://www.enquete.asso.fr/larbre-a-defis/presentation_du_jeu/

Revaloriser la norme laïque de façon concrète et intelligente

Enquête intervient auprès des centres sociaux pour les aider à décroquer les religions et montrer aux jeunes en quoi consiste réellement la laïcité. « *Nous avons besoin d'outils pour les aider à aller vers l'autre, à accepter les différences* »²⁸¹, concède ainsi le directeur du centre social Aires 10, dans le quartier multiculturel de Belleville à Paris. L'approche pédagogique consiste à se mettre « à hauteur d'enfant », pour aborder la laïcité au concret en la reliant aux pratiques religieuses réelle (alimentaires, vestimentaires, etc.), celles de la cantine ou de la récréation. « *Il faut toujours rentrer par du pratique, plus que par du théorique : c'est plus compliqué de s'opposer au pratique* »²⁸², explique Marine Quenin. Les animateurs valorisent ainsi une vision libérale de la laïcité qui insiste sur son utilité positive dans le quotidien des enfants et des adolescents, sur ce qu'elle leur apporte et leur permet de faire (le droit d'avoir une croyance religieuse ou non, d'en changer, de l'abandonner, d'en parler en public et en privé, de la pratiquer seul ou à plusieurs etc.) plutôt que ce qu'elle leur enlève ou interdit. L'idée est de faire vivre une « laïcité d'intelligence » nourrie par l'échange raisonné, dans le respect des faits mais aussi des convictions de chacun. Des ateliers d'apprentissage par la recherche²⁸³ sont ainsi expérimentés avec les collégiens.

Une initiative à déployer en dehors des quartiers prioritaires

Depuis janvier 2015 et les attentats de Charlie Hebdo, les ventes de modules pédagogiques conçus par Enquête ont été multipliées par quatre. La Ville de Lyon a sollicité l'association en 2016 pour expérimenter un atelier périscolaire à l'école élémentaire "Les Gémeaux" (Lyon 5ème) avec 8 enfants de CM1/CM2. Financée pour agir principalement dans les quartiers de la politique de la Ville, Enquête milite pour que l'enseignement du fait religieux ne soit pas voué exclusivement à l'éducation et la sensibilisation de jeunes musulmans des quartiers populaires. « *Pour démocratiser cet enseignement, la gageure serait de l'imposer dans toutes les écoles et non plus le réserver, comme aujourd'hui, à un cadre péri ou extra scolaire* »²⁸⁴, exhorte ainsi Marine Quenin.

Association Enquête

Déléguée générale et fondatrice : Marine Quenin

Date de création : 2010

Bénéficiaires (2017): 815 enfants et adolescents ; 86 éducateurs en formation

Présence : 35 villes (Paris, Lyon, Lille, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Dunkerque, Aubervilliers, Grigny, Trappes, etc.)

Champ d'intervention : éducation laïque au fait religieux ; lutte contre les préjugés racistes

Financements : subventions publiques (61%) et privées (23%) ; ventes de modules pédagogiques (15%).

Siège : 20, rue du Terrage (75010 Paris)

²⁸¹ http://next.liberation.fr/vous/2014/10/26/la-laicite-est-comme-une-grande-cour-de-recre_1130149
http://next.liberation.fr/vous/2014/10/26/la-laicite-est-comme-une-grande-cour-de-recre_1130149

²⁸² <http://www.presseetcite.info/journal-officiel-des-banlieues/societe/marine-quinin-pourquoi-dans-un-pays-laic-les-jours-feries>

²⁸³ <https://www.youtube.com/watch?v=dm25RLuR4es&feature=youtu.be>

²⁸⁴ <https://territoiresetsocietes.wordpress.com/2017/12/01/lenseignement-des-faits-religieux-cle-du-vivre-ensemble/>

Site internet : <http://www.enquete.asso.fr/>

Contact : contact@enquete.asso.fr

7. Espérance Banlieues



Diversifier l'offre scolaire pour répondre à « l'urgence éducative » en banlieue

Créée en 2012 par des professionnels de l'éducation et des entrepreneurs, la fondation Espérance Banlieues finance l'implantation d'écoles-collèges (hors-contrat) issues de la société civile dans les quartiers prioritaires en situation d'« urgence éducative »²⁸⁵. Cette nouvelle offre scolaire cible les « enfants issus de l'immigration » qui ont « besoin de plus d'attention et de suivi pour réussir », selon Eric Mestrallet, le président-fondateur d'Espérance Banlieue. Dans un livre-entretien²⁸⁶, ce chef d'entreprise pointe du doigt une politique d'éducation prioritaire coûteuse et inefficace avant de dénoncer un « système public devenu gravement inégalitaire », fragilisé dans son ambition de fraternité par le « risque d'éclatement communautariste ». Pour susciter le « renouveau éducatif », il promeut alors un modèle d'école indépendante, inspiré d'expériences étrangères : *charters schools*²⁸⁷ new-yorkaises, *free schools* et *academies* britanniques²⁸⁸ ou encore les *vouchers*²⁸⁹ suédois... Des écoles alternatives à l'organisation autonome (programme, pédagogie, recrutement, rythmes scolaires) et flexible qui s'adapterait plus efficacement aux besoins spécifiques des publics en difficulté.

Un dispositif instructif et éducatif « sur mesure »

Conçu comme une « alternative complémentaire » aux écoles publiques, le dispositif d'« éducation inclusive »²⁹⁰ instauré dans les écoles Espérance Banlieue repose sur une pédagogie « sur mesure », déclinée en cinq fondements : 1/ Redonner confiance aux enfants grâce à un suivi personnalisé (moins de 15 élèves par classe) et des outils de valorisation (« débrief quotidien », pédagogie positive, etc.) et de responsabilisation (groupe inter-âges pour donner des tâches aux plus âgés) ; 2/ Former la personnalité de l'enfant dans sa globalité pour en faire des citoyens au service de la communauté nationale. Des « règles de vie structurantes » (port de l'uniforme, vouvoiement réciproque, services au sein de l'école, etc.) socialisent ainsi les élèves aux valeurs de respect, d'autorité et de responsabilité ; 3/ Traiter la problématique de la double culture des enfants issus de l'immigration, en mettant l'accent sur les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) et l'histoire de France pour cultiver un attachement à la culture française ; 4/ Impliquer les parents comme partenaires du projet éducatif (soutien à la parentalité, médiation parents-enfants).

²⁸⁵ <https://www.gynger.fr/les-banlieues-face-a-lurgence-educative/>

²⁸⁶ <https://gguernalecblog.wordpress.com/2015/04/24/la-pedagogie-a-lancienne-pour-sauver-les-banlieues-2/#more-316>

²⁸⁷ <http://www.telerama.fr/monde/la-reussite-ou-la-rue,57434.php>

²⁸⁸ <https://www.contrepoints.org/2015/03/30/202735-ecole-la-revolution-des-academies-et-des-free-schools-en-angleterre>

²⁸⁹ <https://www.contrepoints.org/2013/12/03/148562-la-suede-et-le-cheque-education>

²⁹⁰ <https://www.esperancebanlieues.org/retour-du-sommet-europeen-de-leducation/>

Une école « *a-confessionnelle* » aux « *solutions pragmatiques* » de vivre-ensemble

Le cinquième et dernier « *pilier* » tient dans la position « *a-confessionnelle* » de ces écoles qui séduit un public de parents très majoritairement de confession musulmane, méfiant à l'égard d'une conception exclusive de la laïcité. Cette position se traduit par l'adoption de « *solutions pragmatiques* » de gestion de la diversité et du fait religieux : des outils comme le bandana dans l'uniforme des filles ou les paniers repas confectionnés par les parents pour le déjeuner permettent ainsi d'apaiser les tensions autour du port du voile ou du halal à l'école, pour tenter de concilier l'accueil des enfants « *tels qu'ils sont* » avec le respect de la neutralité religieuse. Autre exemple de ces « *solutions issues du terrain* » mises en avant par la fondation pour intégrer et enrayer « *le fonctionnement intercommunautaire* » des banlieues : les groupes inter-âges, en mixant les origines, constituerait un moyen de prévenir les tensions interethniques au sein de l'école. Pour l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, ce type d'école reproduirait au contraire « *un tas de petits ghettos dans les ghettos* »²⁹¹.

Une expérimentation controversée qui cherche à se déployer

Passé de 35 à 600 élèves en cinq ans, le réseau des écoles Espérance Banlieue compte aujourd'hui onze établissements en région parisienne et en province. Parmi eux, le cours La Passerelle²⁹² a ouvert ses portes en septembre 2016 dans le quartier prioritaire des Hautes-Roches à Pierre-Bénite (69). Si une vingtaine de projets d'écoles sont actuellement en préparation pour la rentrée prochaine, leur déploiement reste conditionné par la sécurisation d'un financement qui fait polémique²⁹³ et la preuve d'une efficacité sujette à de vives controverses²⁹⁴.

Les écoles Espérance Banlieue

Président fondateur : Eric Mestrallet

Date de création : 2012

Effectif : 600 élèves

Implantations : Montfermeil (93), Asnières-sur-Seine (92), Marseille (13), Roubaix (59), Mantes-la-Jolie (78), Sartrouville (78), Pierre-Bénite (69), Saint-Etienne (42), Angers (49), Angoulême (16), Argenteuil (95).

Champ d'intervention : lutte contre le décrochage scolaire ; inclusion ; citoyenneté

Financements : dons privés et publics (85%), contribution parentale de 75 euros par mois (15%) ; bénévolat pour l'aide aux devoirs.

Siège de la fondation : 25, rue Sainte-Isaure (75018 Paris)

Site internet : <http://www.esperancebanlieueslapasserelle.com/la-passerelle.html>

Contact : 01 82 83 11 87

²⁹¹ <http://http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20150123.AFP6261/a-montfermeil-un-cours-prive-prospere-sur-les-rates-de-l-ecole-publique.html>

²⁹² https://www.youtube.com/watch?v=w_M_Fqg7Xfl

²⁹³ <https://www.la-croix.com/France/Polemique-ecoles-Esperance-banlieues-2017-12-11-1200898682>

²⁹⁴ <https://www.nouvelobs.com/education/20170315.OBS6637/innovantes-ou-reac-5-questions-sur-les-ecoles-esperance-banlieues.html>

8. Kif Kif Vivre Ensemble



Découvrir l'altérité pour lutter contre les crispations identitaires et le rejet social

Créée en février 2014 par des jeunes trentenaires originaires de Paris, d'Aquitaine et de Franche-Comté, l'initiative citoyenne Kif Kif Vivre Ensemble repose sur un système inédit de rencontres à l'aveugle entre des personnes de cultures, de générations, de religions, de quartiers, ou de milieux sociaux variés. L'association part du constat que la méconnaissance de l'autre met à l'épreuve nos sociétés multiculturelles : défiance réciproque, intolérance, discriminations, entre soi, repli communautaire, crispations identitaires... « *Quand on ne se connaît pas, on peut avoir tout type d'a priori, de préjugés et d'idées reçues sur les personnes que l'on n'a jamais côtoyées et cela peut aller jusqu'à une forme de rejet* »²⁹⁵, explique Denis Griponne, cofondateur et président de Kif Kif. Si les crispations autour de l'islam ont servi de déclencheur, les rencontres organisées par l'association dépassent le prisme interreligieux pour viser la plus grande mixité possible entre jeunes, personnes âgées, valides, handicapés, chrétiens, musulmans, etc.

Un dispositif de rencontres surprises qui utilise internet et les relais de proximité

Les rencontres improbables facilitées par Kif Kif utilise un questionnaire d'inscription construit selon des critères de diversité (nationalité, âge, entourage proche, lieu de résidence, centres d'intérêts, etc.). Pour un plus grand brassage, Kif Kif privilégie à l'échelon régional des rencontres centre-ville/banlieue, ville/campagne ou encore entre quartiers privilégiés/quartiers populaires qui s'affranchissent des limites sociogéographiques. Si l'association met directement en relation *via* son site Internet un hôte-appelé ambassadeur- avec un ou des invités-surprises, elle propose également une formule partenariale aux structures de proximité (associations, régies de quartier, centres sociaux, établissements culturels, scolaires ou culturels, etc.) qui désirent mixer davantage leurs publics respectifs. Ces dernières désignent alors des ambassadeurs chargés d'accueillir les invités-surprises lors des événements conviviaux, artistiques ou solidaires qu'elles organisent sur leurs territoires.

²⁹⁵ <https://radionotredame.net/2016/societe/lassociation-kif-kif-creer-des-ponts-et-sortir-des-sentiers-battus-41920/>

Des expériences joyeuses et concrètes de faire ensemble dans la diversité

Choc culturel à la clef sans aller au bout du monde, ces « *Rendez-vous en terre inconnue* » à l'échelle française ont pour moteur la curiosité : l'hôte partage avec son invité-surprise une activité (en groupe ou en tête-à-tête) tenue secrète pour que les « kiffeurs » se découvrent sans aucun *a priori*. Car « *Il ne suffit pas de mettre des gens différents dans une même pièce pour qu'ils se rencontrent* », prévient Denis Griponne. En plus de sortir les gens de leur confort relationnel, Kif Kif privilégie une forme ludique et participative d'apprentissage de la diversité en action : l'idée est de multiplier les occasions de faire ensemble qui procurent une « *expérience joyeuse et concrète de la diversité* ». La troisième rencontre de Kif Kif²⁹⁶ a vu par exemple l'ambassadrice Khadra accueillir deux invitées-surprises pour cuisiner ensemble un couscous. Repas traditionnel, baptême ou bar-mitsvah, sortie culturelle au musée, au théâtre ou au centre social, activité sportive, fête de quartier, animation en maison de retraite ou en compagnie de personnes handicapées...L'idée est de proposer une activité banale et familière pour l'hôte, mais inhabituelle pour l'invité-surprise, pour lui permettre de mieux comprendre son mode de vie.

Un concept souple qui cherche à essaimer

Testées d'abord en régions francilienne et Nouvelle-Aquitaine, les rencontres inédites de Kif Kif ont déjà rassemblé quelque 300 kiffeurs de 18 à 73 ans, issus de tous les milieux sociaux et de plus de 20 nationalités. Pour étendre le procédé à d'autres territoires, l'association vient d'inaugurer une nouvelle plateforme de rencontre en ligne. Elle compte également gagner de nouveaux partenaires grâce à la souplesse de son concept, facilement transposable dans de nombreux domaines. L'entreprise sociale élabore notamment, en vue de pérenniser son modèle économique, des offres de rencontres et d'activités payantes auprès d'acteurs institutionnels (bailleurs sociaux, entreprises, collectivités publiques) soucieuses de consolider le « *vivre ensemble* » à une échelle plus localisée.

Kif Kif Vivre Ensemble

Cofondateur et président de l'association : Denis Griponne

Date de création : février 2014

Champ d'intervention : entrepreneuriat social ; inclusion ; lien social ; lutte contre les préjugés

Implantation : île de France (région test) ; Nouvelle-Aquitaine

Financements : subventions publiques et privées, crowdfunding, offre de prestations payantes, cotisations des adhérents, bénévolat.

Siège : Centre Socioculturel Étincelles. 65 rue des Haies (75020 Paris)

Site internet : <http://kifkifblog.wordpress.com/>

Contact : contactkifkif@gmail.com

²⁹⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=bVsk7eGPnsE>

9. Les Cordées de la réussite



Une démocratisation scolaire qui s'essouffle

Lancées en novembre 2008 par le ministère chargé de la politique de la Ville et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à la suite du plan Espoir Banlieues, Les Cordées de la Réussite visent davantage d'équité sociale dans l'accès aux études supérieures et aux formations d'excellence. Cette initiative d'éducation prioritaire part du constat que la démocratisation scolaire s'essouffle²⁹⁷ : l'accès des élèves des milieux modestes à l'enseignement supérieur stagne depuis une dizaine d'année si bien que les enfants de cadres en sont deux fois plus diplômés que les enfants d'ouvriers et d'employés. De plus, les inégalités ont changé de forme et concernent désormais la nature des études suivies après le Bac, les filières sélectives les plus élitistes (grandes écoles, IUT, droit, santé, etc.) restant fortement ségréguées socialement. L'ascenseur social serait ainsi en panne à cause des effets d'autocensure et d'orientation spontanée de ces jeunes vers des filières courtes ou professionnalisantes. Pour cette raison, les Cordées sélectionnent donc en priorité ceux qui « *en raison de leur origine sociale ou territoriale, brident leur ambition scolaire ou ne disposent pas de toutes les clés pour s'engager avec succès dans une formation longue* »²⁹⁸, selon la Charte des Cordées.

Un dispositif partenarial qui vise à construire un « continuum de réussite »

Une cordée repose sur le partenariat, labellisé par l'Etat, entre un établissement tête de cordée (université, grandes écoles, certains lycées) et des collèges et lycées implantés dans les quartiers de la politique de la ville ou des établissements de l'éducation prioritaire. Des réseaux de solidarité relient ainsi les établissements scolaires aux établissements d'enseignement supérieur, mais aussi parfois aux entreprises et aux acteurs associatifs, afin de construire un « continuum de réussite » du collège à la transition post-bac. Si 53% des bénéficiaires sont issus des quartiers prioritaires de politique de la ville, le dispositif s'est ouvert depuis 2012. Il encourage les jeunes de tous les milieux sociaux à poursuivre des études supérieures (courtes ou longues) et implique des établissements situés en zones rurales où les élèves rencontrent le même type de difficultés.

Lever les blocages socioculturels, psychologiques et territoriaux

²⁹⁷ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1376962?sommaire=1376968>

²⁹⁸ <http://www.cordeedelareussite.fr/wp-content/uploads/2010/10/Charte-des-Cord%C3%A9es-de-la-R%C3%A9ussite2.pdf>

Bénévolement ou contre des crédits ECTS, des étudiants des établissements tête de cordée assurent le tutorat de lycéens ou collégiens de quartiers défavorisés. Cela se traduit par des ateliers en petits groupes autour de l'orientation, l'ambition et la confiance en soi, et passe aussi par des actions d'ouverture culturelle (théâtre, opéra ou cinéma). D'après l'Onisep, il s'agit « de faire changer le regard et les a priori que les jeunes portent sur ces filières, de faciliter, par la communication des expériences et la transmission des codes appropriés, le passage vers l'enseignement supérieur dans une perspective de réussite et d'ascension sociale ». Le programme Egalité des chances et démocratisation²⁹⁹ de Sciences Po Lyon, qui figure parmi les 27 cordées³⁰⁰ de l'Académie du Rhône, aident ainsi les lycéens à préparer un concours « qu'ils n'auraient pas cru utile ou possible de tenter. » Les anciens encordés deviennent souvent à leur tour des tuteurs auprès de leur établissement d'origine, comme pour mieux montrer que des voies déjà empruntées avec succès par les aînés peuvent l'être plus fréquemment encore par les générations suivantes.

Des effets difficiles à mesurer

Le nombre de Cordées a plus que triplé en 9 ans, passant de 100 en 2008 à 364 en 2016, avec près de 92 300 lycéens et collégiens bénéficiaires (soit en moyenne 254 bénéficiaires par cordée)³⁰¹. Reste que l'efficacité des cordées reste plus difficile à objectiver sur le plan qualitatif. L'Essec, qui figure en tête de cordée depuis 2008 pour son programme Une grande école, pourquoi pas moi ?, indique dans son enquête de 2012³⁰² que les élèves tutorés vont plus loin dans leurs études et s'élèvent à un niveau comparable à celui des enfants de cadres supérieurs. Toutes choses égales par ailleurs, ils auraient même deux fois plus de chances d'intégrer une filière sélective que leurs camarades.

Les Cordées de la Réussite

Date de lancement : 18 novembre 2008

Pilotage ministériel : Ministère de la Politique de la Ville ; Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Bénéficiaires : collèges et lycées implantés dans les quartiers de la politique de la ville ou établissements de l'éducation prioritaire

Champ d'intervention : réussite scolaire ; égalité des chances

Implantation : plus de 375 cordées sur tout le territoire national.

Financement (en valeur financière) : CGET (33%) ; autofinancement (31%) ; rectorat (15%) ; collectivités territoriales (10%) ; financements privés (10%).

Site internet : <http://www.cordeesdelareussite.fr/>

Sur les réseaux sociaux : <https://www.facebook.com/cordeesdelareussite>

²⁹⁹ https://www.sciencespo-lyon.fr/sites/default/files/fiche_peced_1_17-18_web_0.pdf

³⁰⁰ <http://www.ac-lyon.fr/cid87810/cordees-reussite-parcours-excellence.html>

³⁰¹ Données publiées en mars 2017³⁰¹ par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui finance une grande partie des cordées sur les fonds de la politique de la ville : <http://www.cget.gouv.fr/actualites/une-etude-de-suivi-sur-les-cordees-de-la-reussite-2015-2016>

³⁰² Une grande école, pourquoi pas moi ? U n programme qui fait bouger les lignes. Lien vers les résultats de l'enquête : <https://docs.google.com/a/essec.edu/viewer?a=v&pid=sites&srcid=ZXNzZWMuZWR1fHRoZXNlZXNeDoyNTlwMDhiMjdhNzVjZGRm>.

10. Passerelle-I.D.É.



Favoriser la mobilité internationale des jeunes des quartiers populaires

Fruit d'un partenariat associatif franco-canadien, Récipro'Cités est un programme d'échanges entre jeunes des banlieues françaises et torontoises, porteurs d'un projet entrepreneurial. Il est piloté par la Passerelle-I.D.É., une ONG canadienne qui utilise le développement économique des jeunes francophones de toutes origines pour renforcer le sentiment d'appartenance sociale. Ouverte en 2014, son antenne parisienne concentre son action sur la mobilité internationale et la participation civique des jeunes Français de conditions modestes issus des quartiers couverts par la politique de la ville. Ce double ciblage répond à l'inégale distribution des chances de vivre une expérience de séjour à l'étranger en fonction des origines sociales et géographiques des jeunes. Bien que la mobilité internationale soit considérée comme un levier concret d'action contre le cloisonnement social et spatial, les jeunes habitants des quartiers « relégués », en majorité des descendants d'immigrés issus d'un milieu socio-économique défavorisé, ont ainsi moins d'opportunité d'accès à la « *mobilité non formelle* » en raison de nombreux obstacles et facteurs d'exclusion, selon une étude de l'Injep³⁰³.

Un dispositif de stimulation entrepreneuriale

Patronné par l'Ambassade du Canada en France et soutenu par le CGET, le programme inclusif Récipro'Cités permet chaque année à une quinzaine de jeunes de banlieues âgés de 18 à 35 ans de partir deux semaines à Toronto. Recommandés par des associations locales ou recrutés par les préfetures, les candidats éligibles doivent faire preuve d'engagement citoyen et s'inscrire dans une logique de projet entrepreneurial. Après sélection sur dossier, chaque participant soutient oralement son projet d'entreprise devant les responsables de l'association. L'objectif du programme est d'aider ces futurs entrepreneurs de quartier à surmonter les défis d'insertion liés à leur environnement socio-économique pour se mettre sur la voie de la réussite en affaires. Co-construit de manière participative en fonction de besoins précis, ce dispositif de mobilité apprenante baigne ensuite les entrepreneurs en herbes dans l'univers entrepreneurial de Toronto pour leur permettre de gagner des contacts au Canada, intégrer un grand réseau d'entrepreneurs et rencontrer des mentors inspirants.

³⁰³ <http://www.researchyouth.net/wp-content/uploads/2013/07/Lacc%C3%A8s-des-jeunes-avec-moins-dopportunit%C3%A9s-...-.pdf>

La mobilité spatiale comme outil de redynamisation personnelle

Si ce programme ciblé confère aux jeunes de nouvelles compétences en leadership civique et social ainsi qu'en entrepreneuriat, le séjour dans une ville d'affaires cosmopolite et multiculturelle comme Toronto marque aussi pour eux une rupture remobilisatrice dans leur quotidien. « *Durant un moment, j'avais oublié que j'étais du quartier, j'avais oublié mes difficultés du quotidien*, raconte ainsi sur le Trappy Blog³⁰⁴ un participant de la troisième cohorte. *En fait, j'avais tout oublié sauf qu'il était possible de conquérir le monde en commençant petit.*» Une façon de retrouver confiance en soi qui passe aussi par le partage d'expériences avec leurs homologues torontois. « *Je me sentais limitée par mon origine sociale et ethnique mais rencontrer d'autres jeunes déterminés à se battre pour leur avenir m'a poussé à regarder au-delà des barrières et à créer mon projet* », témoigne une jeune participante de Sarcelles (95).

De retour au quartier, pour mieux le transformer

Imprégnés des bonnes pratiques canadiennes en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, d'innovation entrepreneuriale et d'engagement civique, les 40 ambassadeurs du programme désirent agir pour le changement dans leur quartier, contribuant ainsi à l'émergence d'un leadership de banlieue. « *La mobilité internationale fait une différence dans la vie des jeunes et dans leur capacité de contribuer à la vie économique, sociale et civique sur le plan local* »³⁰⁵, estime ainsi Mme Siham Sahed, directrice générale de La Passerelle-I.D.É. Paris. L'enjeu est aussi pour ces jeunes entrepreneurs de quartier de « *changer l'image des banlieues françaises dans le monde* »³⁰⁶ en valorisant leur capacité d'initiative et leur potentiel créatif. Ils seront bientôt rejoints par la première cohorte de jeunes entrepreneurs torontois qui débarqueront en France pour expérimenter des projets entrepreneuriaux et de leadership à l'échelle locale.

Récipro'Cités / Passerelle-I.D.É-Paris

Directrice générale : Siham Sahed

Lancement du programme : 30 octobre 2015

Groupe cible : jeunes de 18 à 35 ans issus de territoires périurbains ou des quartiers de la politique de la ville

Champs d'intervention : égalité des chances ; soutien à la mobilité ; aide à la création entrepreneuriale

Partenaires : Ambassade du Canada, CGET, villes de Mulhouse, d'Amiens et de Trappes, préfectures de Rhône-Alpes et du Val d'Oise, département des Ardennes.

Siège : 8, Cité Héron. 75010 Paris

Site web : <http://www.passerelle-ide.com/passerelle-i-d-e-paris-reciprocites/>

Contact : passerelle.ide.paris@gmail.com

³⁰⁴ <http://www.trappyblog.fr/3348-2/>

³⁰⁵ <http://www.grandtoronto.ca/programme-reciprocites-3-0-de-passerelle-i-d-e-lance/>

³⁰⁶ <http://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Un-echange-entre-jeunes-entrepreneurs-des-banlieues-francaises-et-canadiennes-22458>

11. Remem'beur



Répondre au besoin de reconnaissance des descendants d'immigrés

Fondée en 2011 par le publicitaire et militant antiraciste Ali Guessoum, Remem'beur veut redonner aux « Français venus d'ailleurs » une place dans la mémoire collective française. Le logo de l'association évoque la Marche pour l'égalité et contre le racisme³⁰⁷ de 1983, mouvement social fondateur pour la « seconde génération » d'immigrés trahi par la récupération politique des partis de gauche et des associations antiracistes. « On a confisqué la parole à cette génération (...), déplore ainsi Ali Guessoum. Il ne faut jamais déposséder les principaux intéressés, ce sont eux les experts des discriminations »³⁰⁸. Entre transmission du patrimoine mémoriel de l'immigration et volonté de libérer la parole sur le vécu quotidien des discriminés, les actions de l'association répondent ainsi au besoin de reconnaissance des descendants d'immigrés, au « désir que 'leur' histoire, comme l'histoire de l'immigration ou celle de la colonisation (...) soient désormais prises en compte », selon l'historien Pascal Blanchard dans son rapport de 2013 sur la mémoire des quartiers populaires³⁰⁹.

Un matériel ludo-éducatif pour retourner le stigmat raciste avec humour

S'adressant en particulier à la jeune génération issue des quartiers populaires, l'association propose de nombreux kits pédagogiques disponibles en ligne et organise des campagnes de communication très accessibles sous forme de dessins animés et d'affiches pour sensibiliser de manière légère et distanciée le jeune public sur les thèmes du racisme et des discriminations. Graphiste de métier, le fondateur de Remem'beur veut ainsi « mettre un coup de pied dans les outils traditionnels d'éducation populaire »³¹⁰. Utilisant les techniques des agences de communication, les affiches de l'exposition « Attention, travail d'arabe »³¹¹, détournent l'imagerie populaire française pour mieux retourner avec humour le stigmat raciste. Outre leur dimension ludo-éducative, ces installations innovent également par leur aspect participatif, à l'instar du dispositif « Le téléphone arabe »³¹² : un bus multimédia itinérant qui recueille la parole des habitants des quartiers populaires sur leurs rapports aux injustices, aux inégalités et aux discriminations. Autant de témoignages recueillis à Paris, Nanterre, Paris, Saint-Denis, ou encore Toulouse, qui composent la matière première d'un web documentaire en cours de montage intitulé « On se la raconte ! »³¹³.

³⁰⁷ <http://www.histoire-immigration.fr/collections/la-marche-pour-l-egalite-et-contre-le-racisme>

³⁰⁸ http://www.lemonde.fr/festival/visuel/2017/08/20/ceuxquifont-le-travail-d-arabe-d-ali-guessoum-contre-les-stereotypes_5174364_4415198.html

³⁰⁹ http://www.maire-info.com/upload/files/Quartiers_populaires_memoire_rapport_blanchard_2013.pdf

³¹⁰ <https://www1.humanite.fr/contre-le-racisme-detourner-les-cliches-605048>

³¹¹ <http://www.france24.com/fr/20140303-travail-arabe-deconstruire-stereotypes-exposition-paris-racisme-immigration-art>

³¹² <https://www.franceinter.fr/idees/le-telephone-arabe>

³¹³ <http://onselaraconte.fr/>

Des formes narratives qui se réapproprient l'histoire et le sens vécu des discriminations

Cherchant à sortir de toute posture victimaire, Remem'beur expérimente des formes narratives qui valorisent la parole des héritiers de l'immigration, les plus à même de restituer le sens vécu des discriminations. Partenaire scientifique du collectif, le sociologue Ahmed Boubeker considère en effet que « *l'enjeu pour les oublié(e)s de l'histoire, c'est la prise de parole : redevenir acteur et auteur de leur histoire, pouvoir dire ou écrire leur point de vue sur leur propre expérience.* »³¹⁴ En plus de traquer les préjugés raciaux hérités du passé colonial, l'exposition « *Maures pour la France* »³¹⁵ propose ainsi « *un récit vivant et signifiant* » qui rend hommage à la contribution des soldats coloniaux durant les deux grandes guerres mondiales. Pour incarner et donner vie au propos, la scénographie s'appuie sur des témoignages d'anciens combattants et sur un film d'animation qui met en image un dialogue entre un grand-père d'origine kabyle et son petit-fils, en train de regarder la Coupe du monde de football 2014 à la télévision. Ce fil narratif vise à resserrer les liens intergénérationnels en provoquant chez les plus jeunes un sentiment d'appartenance et un ancrage mémoriel sur le territoire national.

En ligne de mire : un nouveau festival pour combattre le racisme par le rire

L'association déploie actuellement ses installations itinérantes en province. Ses affiches humoristiques ont ainsi sillonné les villes de France dans le cadre du festival Migrant'scène³¹⁶ pour être vues par près de 70 000 personnes (adolescents, étudiants, associations, animateurs, enseignants, grand public, etc.). Remem'beur prépare un nouveau festival qui utilise le rire comme levier contre le racisme. Il verra le jour en 2019 dans le département de la Seine-Saint-Denis sous forme d'ateliers d'écriture auprès des collégiens encadrés par des parrains humoristes.

Association Remem'beur

Fondateur : Alli Guessoum

Date de création : 2011

Implantations : région parisienne et expositions itinérantes en province

Publics ciblés : grand public, scolaires et professionnels de l'éducation

Champs d'intervention : lutte contre les discriminations ; action mémorielle et éducative

Financements : subventions publiques (CGET, Dilcrah, collectivités territoriales) et privées (fondation Abbé Pierre, fondation SNCF, etc.)

Siège : 11 Rue des Solitaires (75019 Paris)

Site web : <http://remembeur.com/>

Contact : 01 75 50 44 27

³¹⁴ <http://remembeur.com/narration-vecu-reconquete-contre-discriminations-ahmed-boubeker/>

³¹⁵ http://remembeur.com/wp-content/uploads/2015/10/maures_pour-la-france_07_Light.pdf

³¹⁶ <http://migrantscene.org/>

12. Tribudom



Retourner le stigmate des quartiers dits « sensibles »

Fondée en réaction au « choc du 21 avril 2002 » par le réalisateur Claude Mouriéras, l'association Tribudom est un collectif composé de réalisateurs, de techniciens, de plasticiens, de photographes et de musiciens qui partagent bénévolement leurs savoir-faire pour tourner des films courts de fiction avec les habitants des quartiers populaires (jeunes, collectif de femmes, sans papiers) du nord-est parisien et de la proche banlieue. Alors que ces quartiers réputés « sensibles » souffrent de « représentations stigmatisantes et homogénéisantes »³¹⁷ largement véhiculées par les médias d'actualité³¹⁸, Tribudom mise au contraire sur la diversité culturelle de ces territoires pour mieux valoriser leur potentiel créatif. Aux yeux du collectif, ces quartiers sont sensibles « parce qu'ouverts à d'autres cultures, parce que mélangés, parce que dynamiques, agités. Il y a une force, une ouverture, une énergie évidente qui nourrissent nos créations. »³¹⁹

Des ateliers participatifs de réalisation de courts-métrages

Tribudom organise, en partenariat avec les acteurs du monde socio-éducatif, des ateliers de réalisation de courts métrages de fiction³²⁰ (sur le thème du racisme et de l'antisémitisme pour le projet 2017) qui s'adresse aux collégiens et lycéens, aux adolescents issus de centres de formation et, plus généralement, aux habitants des quartiers du nord-est parisien. De l'écriture collective d'un scénario de fiction à la finalisation en post-production en passant par le tournage du film, les participants sont impliqués tout au long de la chaîne de fabrication du court-métrage. Le but est ainsi de faire découvrir toute la palette de métiers du septième art. Chaque atelier est dirigé par un réalisateur professionnel en partenariat avec des équipes de techniciens professionnels et assisté par la médiatrice socioculturelle permanente de Tribudom.

La web série : une autre manière de filmer les cités

Depuis 2013, Tribudom réalise une web série intergénérationnelle et participative intitulée « *Demain j'lui dis...* ». Chaque épisode est le fruit d'une rencontre entre un réalisateur professionnel, son équipe technique et un groupe d'habitants des quartiers du Nord-Est parisien et de la banlieue limitrophe, de tous les âges, fréquentant différentes structures socioculturelles et éducatives. Concentré initialement dans le quartier prioritaire de Flandre, le péri-

³¹⁷ <http://lautrecampagne.labandepassante.org/article.php?id=114>

³¹⁸ <http://www.acrimed.org/-Les-medias-et-les-quartiers-populaires->

³¹⁹ http://www.tribudom.net/?page_id=171

³²⁰ <https://www.dailymotion.com/video/xhixm>

mètre de tournage s'est élargi à d'autres quartiers comme celui des Quatre-Chemins à Pantin ou Saint-Ouen (93) pour mieux questionner les changements d'identité de ces quartiers provoqués par le projet du Grand Paris. Le passage à une écriture web plus participative vise à faire émerger un « réseau social de quartier »³²¹ enrichi par tous les habitants. Le but est de leur redonner la parole et de créer du lien social entre des personnes d'origines ou de milieux sociaux différents. « *La série est un formidable outil de rencontres, d'échanges et de participation collective, car « faire ensemble » permet de faire bouger les lignes en changeant son regard sur l'autre* »³²², explique ainsi Naïma Di Piero, réalisatrice et membre permanent de Tribudom. Entre chronique et véritable fiction, les scénarios écrits de manière collective en ateliers d'écriture mettent en scène des histoires personnelles dont l'interculturalité vécue au quotidien constitue souvent la trame de fond. Une autre manière pour ces quartiers et ses habitants de « *se dire en images* »³²³ qui donne à voir une image non stéréotypée de la diversité.

Former les jeunes éloignés de l'emploi aux métiers de l'audiovisuel

L'association forme également des jeunes éloignés de l'emploi aux métiers de l'audiovisuel grâce à l'école Pointvue³²⁴ lancée en 2011 avec le Bondy blog. Celle-ci permet à une trentaine de jeunes de 18 à 28 ans, boursiers ou issus des quartiers politique de la ville, de s'initier gratuitement pendant 2 ans à la création audiovisuelle sur les nouveaux médias. Enfin, le collectif Tribudom est à l'origine de l'installation à Lyon depuis septembre 2015 de La CinéFabrique³²⁵, une école de cinéma publique et gratuite, ouverte sur la mixité sociale et la diversité.

Collectif Tribudom / web série « *Demain j'lui dis* »

Fondateur : Claude Mouriéras

Date de création : 2002

Implantations: Paris 19^{ème}, Saint Ouen et Plantin (93)

Publics ciblés : collégiens et lycéens classés en ZEP ; habitants des quartiers prioritaires du nord-est parisien ; étudiants boursiers ou issus des quartiers politique de la ville

Champs d'intervention : création artistique ; éducation à l'image et à la citoyenneté

Financements : subventions publiques (Mairie de Paris, Région Ile de France, etc.) et privées (Fondation de France, Fondation SNCF).

Siège : 10bis rue de Chaumont (75019 Paris)

Site web du collectif : <http://www.tribudom.net/?cat=33>

Site de la web-série : <http://demainjluidis.tribudom.net/>

Contact : 09 51 32 14 31

³²¹ <http://www.presseetcite.info/journal-officiel-des-banlieues/agir/tribudom-une-autre-facon-de-filmer-les-cites>

³²² <http://www.respectmag.com/23417-web-serie-quartiers-oublies>

³²³ <http://africultures.com/immigration-et-cites-se-dire-en-images-10081/>

³²⁴ <http://pointvue.tribudom.net/ecole/>

³²⁵ <http://www.bande-a-part.fr/cinema/reportage/magazine-de-cinema-cinefabrique-a-lyon-ecole-de-cinema-publique/>

13. Marmite urbaine



Des inégalités alimentaires qui recoupent les disparités socio-territoriales

« Comment une alimentation de qualité peut-elle transformer nos quartiers ? » La Marmite urbaine pose la question alimentaire comme un levier de changement social et écologique dans les quartiers populaires. Cette cuisine solidaire lutte contre le problème d'inégalité d'accès à une alimentation de qualité dans un quartier prioritaire de Vaulx-en-Velin. Pour des raisons autant économiques que culturelles, consommer des produits biologiques locaux et de saison, distribués en circuit court, reste un luxe pour les classes populaires. Celles-ci sont en revanche plus vulnérables à la « *malbouffe* » et à son impact négatif sur la santé. Les taux de diabète et d'obésité sont en effet les plus forts dans les populations les plus touchées par la précarité³²⁶. L'étude du système alimentaire de l'aire métropolitaine lyonnaise³²⁷ montre également que les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont les plus touchés par le diabète.

De la cuisine au potager : un cercle vertueux au fonctionnement hybride

Inspiré d'une expérience québécoise d'agriculture urbaine, le Santropol Roulant³²⁸ de Montréal, le dispositif de la Marmite cherche à impliquer tous les acteurs d'un même quartier dans la production d'aliments sains destinés aux salariés et aux habitants. Il relie une cuisine de quartier solidaire à des potagers urbains sur les toits ou au pied des immeubles. L'objectif est que « *les citoyens se réapproprient le cycle des saisons et la vraie saveur des fruits et des légumes cultivés à proximité dans des conditions écologiques respectables* »³²⁹, explique la fondatrice Charlotte Vignal. Les potagers urbains cultivés en permaculture approvisionnent en produits frais la cuisine dont l'activité marchande de traiteur (une centaine de plateaux-repas par semaine) auprès des salariés des entreprises vaudaises finance des repas solidaires à 3 euros ainsi que l'activité d'animation sociale développée par l'association.

Recréer du lien autour de la marmite

En plus de faire jouer à plein une solidarité organique entre ses différents publics (salariés des entreprises, habitants bénévoles et personnes âgées ou isolées), la Marmite Urbaine contribue à renforcer la solidarité mécanique à travers son action sociale dans les quartiers sud de Vaulx-en-Velin. Les ateliers de jardinage et de cuisine organisés par les salariés de l'association permettent en effet de recréer une vie de quartier et de « tisser des liens, du

³²⁶ <http://sante.lefigaro.fr/article/avec-le-surpoids-et-l-obesite-le-diabete-progresse-en-france/>

³²⁷ <http://www.urbalyon.org/AffichePDF/20140>

³²⁸ <https://santropolroulant.org/fr/>

³²⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=cBjOPNUfBn8>

jardin à l'assiette »³³⁰. Si le plaisir culinaire constitue le vecteur d'adoption de nouvelles pratiques alimentaires, ces ateliers ludiques et pédagogiques sont aussi des outils participatifs de mixité intergénérationnelle, d'entraide et de transmission de savoir-faire. Chaque mercredi après-midi au jardin partagé de la Balme³³¹, un animateur maraîcher aide ainsi les Vaudais du quartier à cultiver une parcelle de plantes aromatiques représentant les différentes cultures des habitants. Un samedi par mois, des ateliers cuisine suivis de repas partagés sont également organisés au sein du Centre social Peyri. « *Les participants passent d'abord par le potager, cueillent les légumes de saison et les cuisinent. Il s'agit de recréer ce lien perdu avec la nature. Cuisiner ensemble et partager le repas suscite un lien social et permet de rompre avec l'isolement* »³³², témoigne Charlotte Vignal. Ces habitants bénévoles livrent ensuite eux-mêmes les repas solidaires à 3 euros aux bénéficiaires : personnes âgées, médicalisées ou isolées qui profitent ainsi d'un moment convivial.

Essaimer pour changer de système alimentaire

En 2015, l'entreprise sociale a déménagé sa cuisine à Villeurbanne dans les locaux de Bieristan, une fabrique artisanale de bière. Elle cherche désormais à essaimer son modèle alternatif d'agriculture urbaine dans d'autres communes que Vaulx-en-Velin. Après le succès de son premier jardin expérimental de 400 m² installé depuis mars 2016 sur les toits-terrasses du siège de Groupama à Vaise³³³, elle fait appel à des financements³³⁴ pour étendre sa surface d'exploitation en toiture jusqu'à 1 400 m² d'ici le printemps 2018. Un développement nécessaire pour pérenniser un poste de maraîcher et viabiliser son projet. Dépendante majoritairement des subventions, l'association cherche à atteindre un seuil de rentabilité qui lui permette de se passer des aides au moins sur la partie marchande de son activité.

Marmite Urbaine

Fondatrice et directrice : Charlotte Vignal

Date et lieu de création : 2012 à Vaulx-en-Velin

Publics : Personnes âgées et isolées, habitants du quartier et salariés des entreprises

Equipe : 5 salariés, 30 bénévoles, 2 services civiques

Champs d'intervention : agriculture urbaine ; éducation populaire ; ESS

Lieux d'implantation : Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Vaise

Financements : subventions publiques et privées ; vente de plateaux-repas ; bénévolat

Siège : 14, rue Paul Lafargue (69100 Villeurbanne)

Site internet : www.marmite-urbaine.com

Contact : 09 83 64 49 99

³³⁰ <https://www.brefeco.com/expertises/la-marmite-urbaine-tisser-des-liens-du-jardin-lassiette>

³³¹ <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/jardin-balme-jardin-partage-vaulx-velin-984990.html>

³³² <https://lejournaldeleco.fr/villeurbanne-association-la-marmite-urbaine-de-la-cuisine-bio-et-solidaire-au-potager-sur-les-toits/#.WmrrlDciFhE>

³³³ <http://www.leprogres.fr/lyon/2017/07/06/la-marmite-urbaine-cultive-son-potager-sur-le-toit-de-groupama>

³³⁴ <https://www.kisskissbankbank.com/la-marmite-cultive-sur-les-toits>

14. VoisinMalin



Lutter contre la « relégation » des quartiers populaires

En 2010, Anne Charpy quitte l'établissement public de rénovation urbaine qu'elle dirige depuis 10 ans pour créer dans l'Essonne VoisinMalin, une entreprise sociale³³⁵ sous statut associatif qui veut mettre en mouvement les habitants des quartiers populaires. Dans ces territoires, « beaucoup de personnes sont porteuses de dynamiques de changement et ont envie d'aider les autres, mais l'approche institutionnelle ou associative classique ne permet pas de les révéler et d'organiser leur utilité (...) »³³⁶, explique la fondatrice. Peu consultés et mal informés, les habitants subissent les projets de renouvellement urbain qui concernent pourtant directement leur cadre de vie. Un sentiment de relégation continue ainsi d'être ressenti dans ces territoires paupérisés et délaissés par les services publics. Sur les cinq millions d'habitants des quartiers prioritaires, deux millions souffrent d'une situation d'isolement et rencontrent des problèmes de manque d'accès aux services publics ou de non recours aux droits sociaux³³⁷. Mauvaise maîtrise de la langue française, mobilité réduite, incompréhension des circuits administratifs... « Beaucoup de personnes ignorent qu'elles ont droit à des allocations ou à des réductions dans les transports »³³⁸, déplore ainsi Anne Charpy.

Un dispositif de médiation urbaine qui reconnecte les habitants aux institutions

L'association emploie, forme et anime un réseau national d'« habitants-leaders » dans les quartiers prioritaires pour rompre l'isolement des habitants et les reconnecter aux services publics. Ce projet d'utilité sociale valorise financièrement les compétences relationnelles et linguistiques de ces « connecteurs »³³⁹ professionnels en les salariant en CDI à temps partiel de 15h par mois. Mères de famille, étudiants ou retraités...leur valeur ajoutée consiste à faire du porte-à-porte muni d'un badge auprès des habitants pour délivrer des messages dans un langage approprié sur des sujets concrets du quotidien (éco-gestes, tri sélectif des déchets, punaises de lit, dépistage du cancer du sein, transport, accès aux droits, recherche d'emploi, fracture numérique, etc.) dans le cadre de campagnes de sensibilisation commandées et financées par des bailleurs sociaux, des entreprises de service public ou des collectivités locales. Malgré ce lien financier, ces intermédiaires de confiance se présentent comme neutres et indépendants à l'égard de bailleurs sociaux et de municipalités décrédibilisés aux yeux des habitants.

Une expérience française de « community building »

³³⁵ <https://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Qu-est-ce-qu-une-entreprise-sociale-2014-02-11-1104819>

³³⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=2RaSkdzC3IQ>

³³⁷ <http://www.laviedesidees.fr/Qu-est-ce-que-le-non-recours-aux.html>

³³⁸ http://www.lemonde.fr/argent/article/2013/10/01/l-association-voisin-malin-facilite-l-integration-des-habitants-des-quartiers-difficiles_3487439_1657007.html

³³⁹ <https://www.lesechos.fr/thema/030357983862-voisinmalin-professionnalise-lentraide-entre-voisins-2092393.php>

Les voisins rencontrent également les différents acteurs locaux (CCAS, Maison de Santé, associations d'accueils parents-enfants, etc.) qui œuvrent dans le quartier sans que les habitants ne les connaissent toujours. En revitalisant les solidarités de proximité tout en développant des liens avec les institutions extérieures, VoisinMalin décroisse des mondes qui s'ignorent. Une pratique assimilable à du « *community building* »³⁴⁰ : une modalité non-conflictuelle d'*empowerment* qui mise sur la convergence d'intérêts mutuels et la coopération horizontale entre acteurs pour impliquer les habitants dans la vie du quartier et dans la résolution de leurs problèmes. « *On ne donne pas seulement de l'information, les 'voisins' permettent aux habitants de comprendre les enjeux. Or sans compréhension des enjeux et sans autonomie, il n'y pas de pouvoir d'agir* »³⁴¹, explique Mathilde Panot, ex-manager d'équipe devenue depuis jeune députée de la République.

Une implantation en cours dans le quartier Saint Jean à Villeurbanne

Des entretiens personnalisés avec 31 000 familles, soit près de 70 000 habitants qui ouvrent leurs portes 8 fois sur 10... les quelque 80 Voisins Malins âgés de 18 à 72 ans répartis sur 13 villes ont un « impact qui fait ses preuves »³⁴². Bien implanté en Ile-de-France, VoisinMalin veut prendre ses quartiers dans 20 territoires prioritaires du nouveau programme national de renouvellement urbain d'ici 2019. Une nouvelle équipe de 5 « voisins » vient de s'installer à Villeurbanne dans le quartier de Saint-Jean³⁴³ avec l'aide du CentSept³⁴⁴, le nouvel incubateur d'innovation sociale. Cette stratégie d'essaimage permettrait à VoisinMalin d'atteindre la taille critique suffisante (20% des habitants des quartiers prioritaires) pour devenir un « baromètre des quartiers » dans le débat public et changer l'image de ses habitants. L'entreprise sociale fait également école en offrant des prestations de formation en matière de management de proximité.

VoisinMalin

Fondatrice et présidente : Anne Charpy

Date et lieu de création : 2010 à Courcouronnes (91) dans l'Essonne

Champ d'intervention : économie sociale et solidaire ; gestion urbaine de proximité

Nombre et lieux d'implantation : 13 sites (Essonne, Seine-Saint-Denis, Val d'Oise, Paris 19^{ème}, Lille-Sud, Villeurbanne)

Financements : Vente de prestations (30%) ; subventions publiques et privées (70%)

Siège : 204, rue de Crimée (Paris 19^{ème})

Site internet : www.voisin-malin.fr

Contact (site de Villeurbanne) : joel.humbert@voisin-malin.fr

³⁴⁰ <http://i.ville.gouv.fr/index.php/referance/9876>

³⁴¹ <http://mouvements.info/voisinalin-le-community-building-en-pratique/>

³⁴² <https://fondation-entrepreneurs.mma/grand-prix-des-bonnes-nouvelles-des-territoires/primes-2016/voisin-malin.htm>

³⁴³ <https://www.fondation-vinci.com/fondation/fr/nos-projets/pages/voisinalin-implantation-du-voisinalin-a-villeurbanne-courcouronnes-france-5640.htm>

³⁴⁴ <http://www.lecentsept.fr/>

WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03